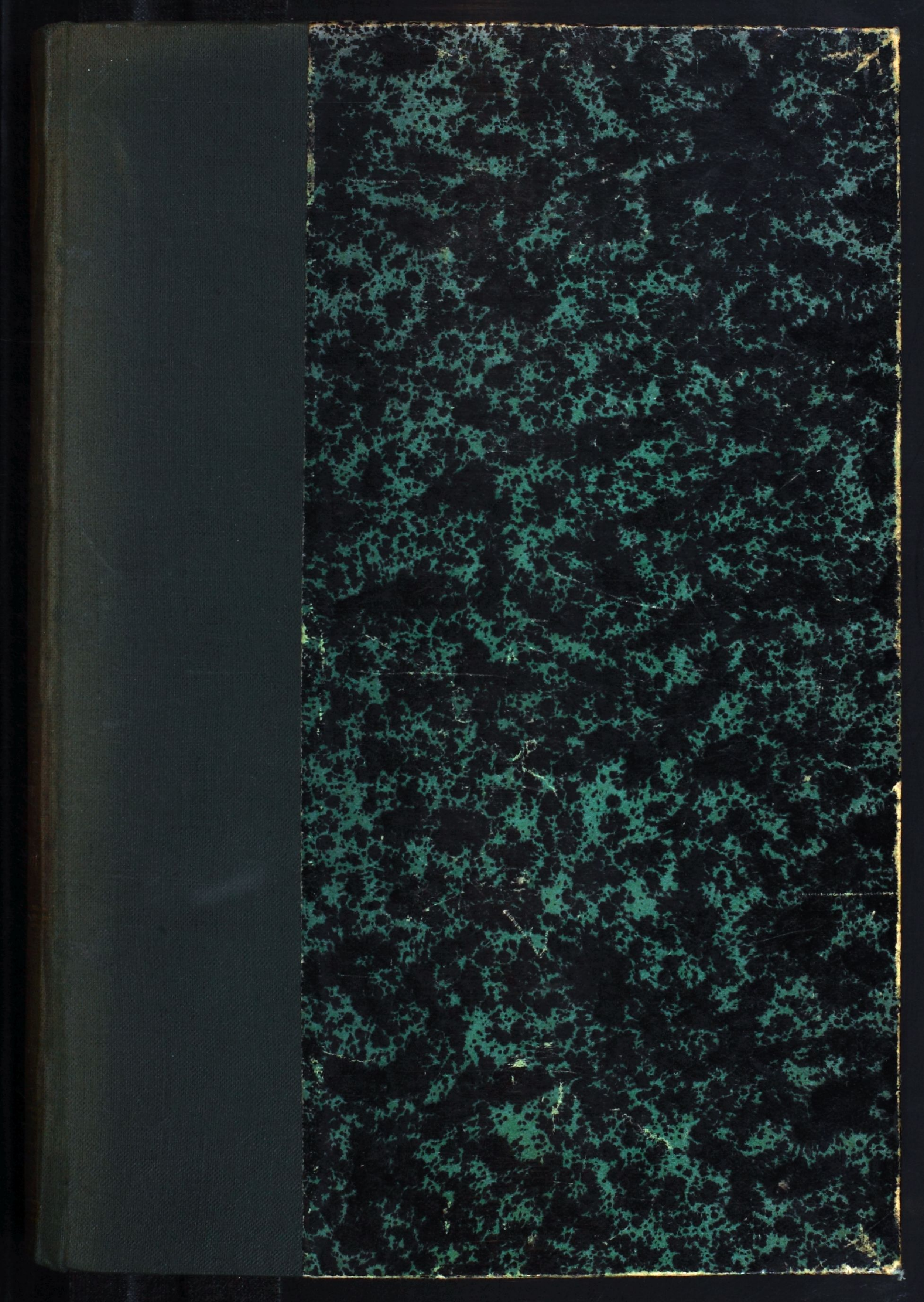
F. FOREL

CHARTES
COMMUNALES
DU
PAYS DE VAUD

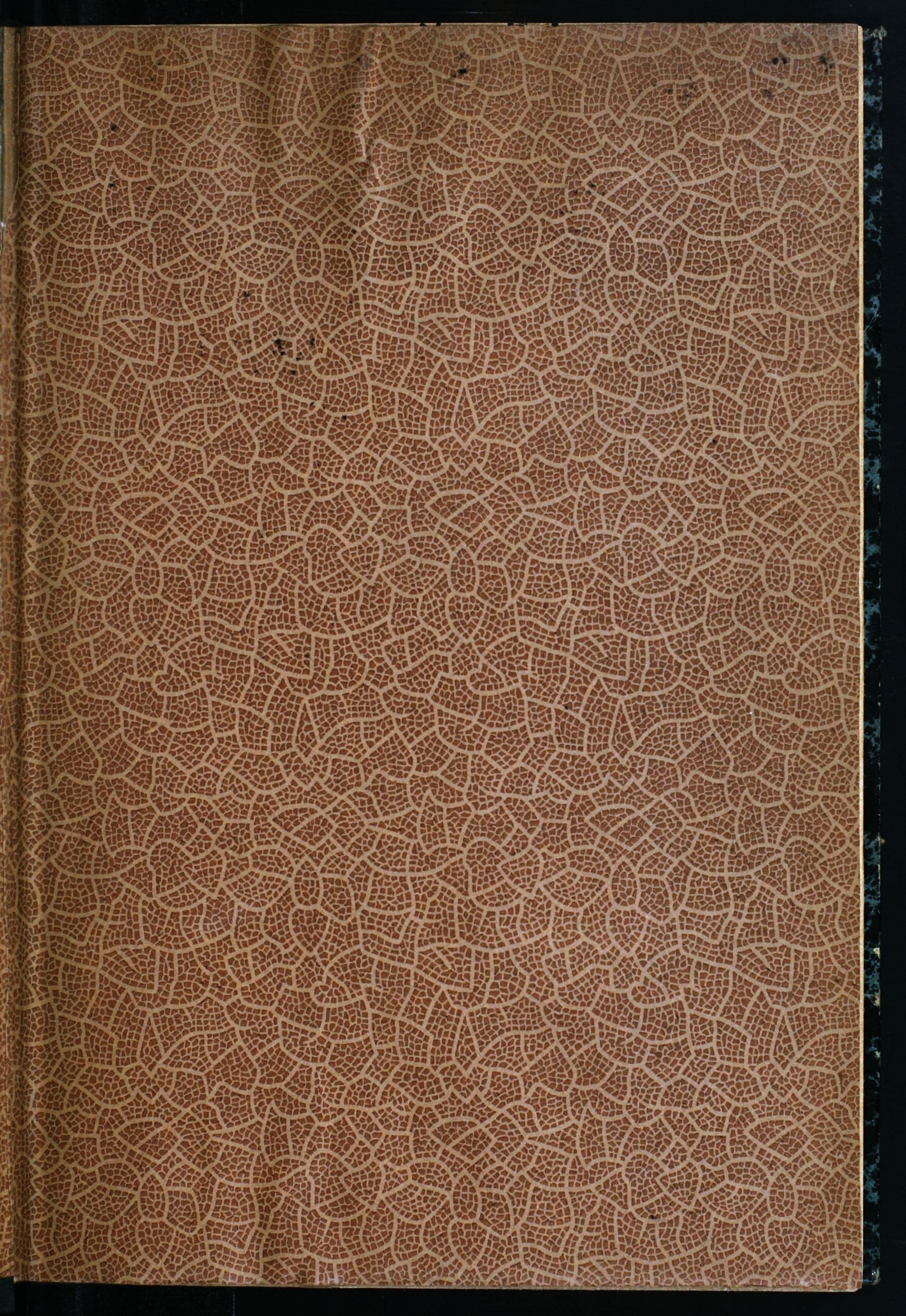
SOCIÉTÉ
D'HISTOIRE
DE LA SUISSE
ROMANDE

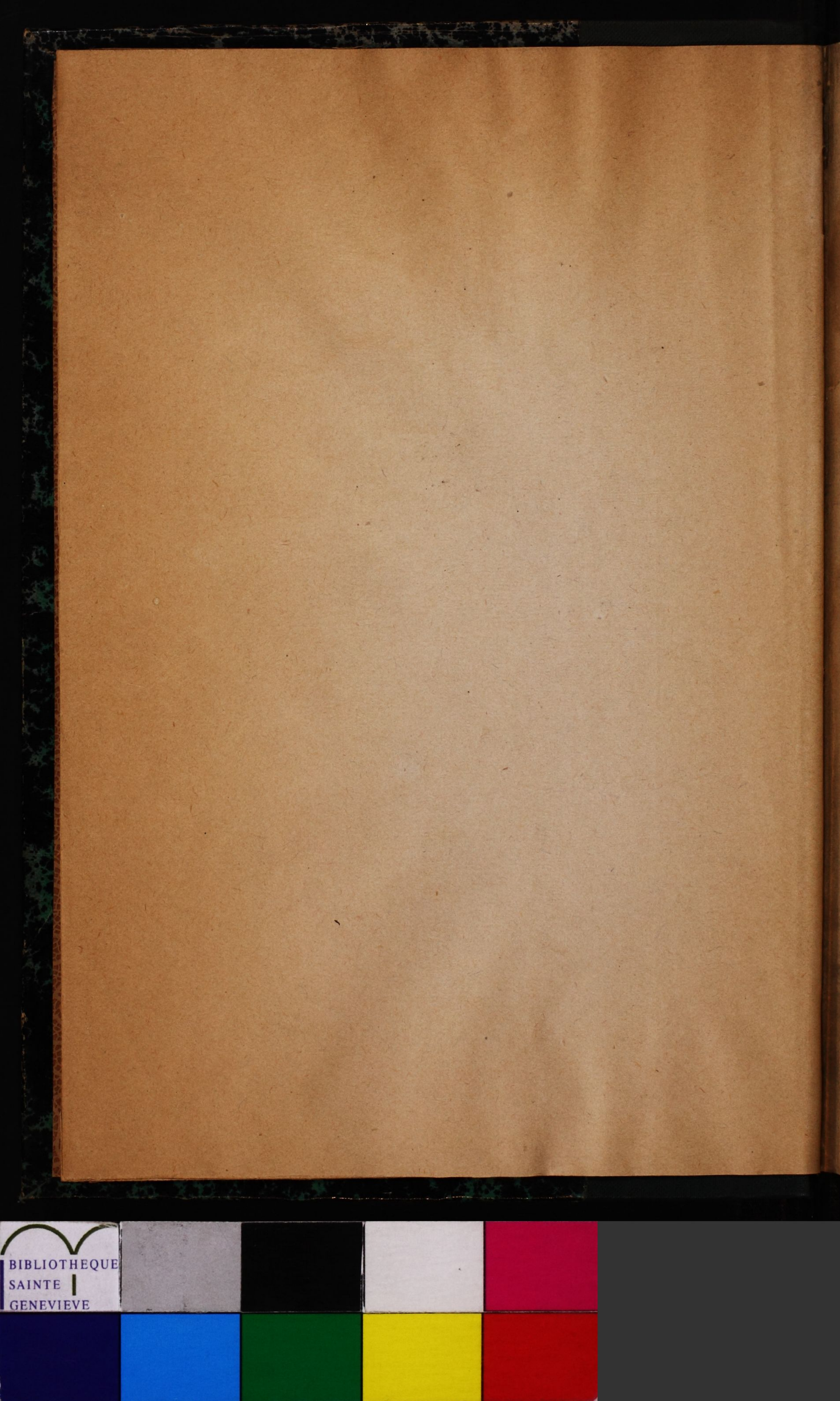
MÉMOIRES
ET DOCUMENTS
27










BIBLIOTHEQUE
SAINTE
GENEVIEVE

MÉMOIRES ET DOCUMENTS
publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande
TOME XXVII

CHARTES COMMUNALES DU PAYS DE VAUD

DÈS L'AN 1214 A L'AN 1527

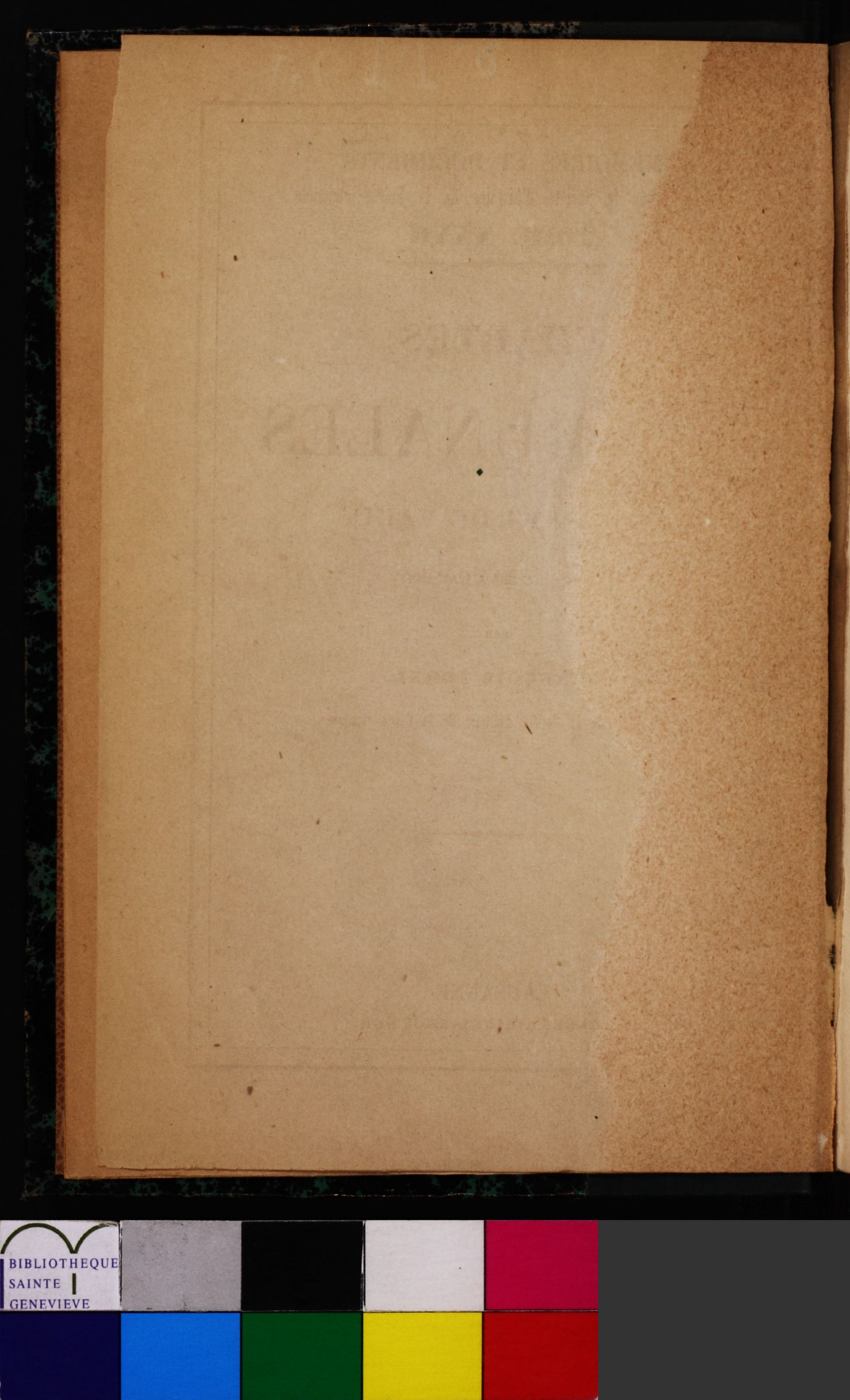
PAR

FRANÇOIS FOREL
président de la Société d'histoire de la Suisse romande



LAUSANNE
GEORGES BRIDEL ÉDITEUR




BIBLIOTHEQUE
SAINTE
GENEVIEVE

MÉMOIRES
ET DOCUMENTS

PUBLIÉS

PAR LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE

DE LA SUISSE ROMANDE

TOME XXVII

LAUSANNE. — IMPRIMERIE GEORGES BRIDEL.

CHARTES

COMMUNALES

DU PAYS DE VAUD

DÈS L'AN 1214 A L'AN 1527

PAR

FRANÇOIS FOREL
président de la Société d'histoire de la Suisse romande

LAUSANNE
GEORGES BRIDEL ÉDITEUR

1872

INTRODUCTION

La constitution idéale d'un peuple libre serait celle dans laquelle l'autorité centrale, les autorités provinciales et les administrations communales jouiraient chacunes, dans leur sphère respective, d'attributions proportionnées à leur étendue, à leur position et à leur importance.

Les diverses constitutions varient beaucoup à ce sujet. D'une part on trouve les constitutions fédératives des Etats-Unis d'Amérique et de la Suisse, dans lesquelles la confédération, les états et les communes se partagent dans une juste mesure les attributions de la souveraineté. D'autre part se présentent les états despotiques, où tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un seul homme. Entre ces deux extrêmes se classent, à divers degrés, les états constitutionnels tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, etc. Mais il est inutile d'entrer ici dans les détails de cette classification.

Il existe aussi de grandes différences dans le développement historique des peuples. A de certains moments ils suivent une marche ascendante et tendent à une centralisation plus grande. C'est le plus souvent, lorsqu'après être partis d'une division primitive en petites peuplades ou provinces, ils cherchent à se grouper pour former

de plus grands états. A d'autres époques, ils suivent une marche inverse, c'est lorsqu'après avoir subi les inconvénients d'une centralisation trop grande, ils tendent à la décentralisation et parfois même au démembrement. Ces diverses tendances peuvent se présenter successivement chez le même peuple.

La question de la centralisation ou de la décentralisation est devenue une des plus graves questions des temps modernes, car elle s'agite un peu partout, et c'est la tendance vers l'une ou l'autre de ces directions qui détermine la ligne politique des états et des partis. La Suisse, notre chère patrie, semblait offrir à cet égard un exemple et un modèle digne de l'attention des historiens et des publicistes. Sortie des ténèbres du moyen âge à l'état de petites communautés ou souverainetés indépendantes, elle s'est peu à peu constituée par des ligues ou confédérations, qui ont fini par former un état fédératif, dont le pouvoir est doué de toutes les attributions nécessaires. D'autre part, on y trouve une répartition fort équitable de la souveraineté entre la confédération, les cantons et les communes. Mais les institutions humaines ne peuvent rester stationnaires : elles marchent toujours dans un sens ou dans un autre, vers le progrès ou vers la décadence, et la Suisse continue à se diriger actuellement dans le sens d'une centralisation toujours plus grande. Espérons que, tout en adoptant franchement les modifications nécessitées par les progrès de la civilisation moderne, elle saura résister aux entraînements de notre époque, et conserver ce caractère d'indépendance et d'autonomie qui a fait jusqu'ici sa prospérité et sa vie.

L'histoire, destinée à éclairer le présent par les leçons

du passé, est appelée à apporter son contingent dans ces hautes discussions, et son premier devoir est de faire connaître les documents qui doivent leur servir de base. Au nombre de ces documents figurent en première ligne les chartes communales ou provinciales qui ont été le point de départ de toutes nos institutions politiques. Il ne saurait être sans intérêt, dans un moment où les aspirations à l'unité se manifestent de tant de côtés, de jeter un coup d'œil sur l'époque où chacune de nos villes ou bourgades possédait une législation particulière et formait en quelque sorte un petit centre.

Le présent volume est consacré à la publication des anciennes chartes communales du pays de Vaud. Déjà en 1817, le baron de Grenus avait fait paraître la traduction d'un grand nombre de pièces relatives aux *bonnes villes* de ce pays. En 1847, nous avons publié, de concert avec M. Frédéric de Gingins, une série de chartes communales relatives aux terres épiscopales de l'évêché de Lausanne. Cette série, qui comprend les villes de Lausanne et d'Avenches, les quatre paroisses de La Vaux et d'autres terres immédiates de l'évêché, forme le VII[e] volume des *Mémoires de la Société d'histoire de la Suisse romande.* Elle devait être suivie et complétée par la série des franchises communales du reste de l'ancien pays de Vaud dépendant des princes de Savoie et d'un certain nombre de seigneurs laïques. Cette seconde partie de notre travail était déjà préparée depuis longtemps, mais il lui manquait encore quelques pièces importantes, et son impression a été retardée par diverses circonstances dans le détail desquelles il est inutile d'entrer ici.

Dans l'intervalle, la publication des chartes et franchises

communales des pays qui nous entourent a été continuée et complétée sur beaucoup de points. M. Gremaud a terminé la précieuse collection du *Recueil diplomatique* du canton de Fribourg, commencée par M. Werro. Les documents de la Gruyère ont été rassemblés et publiés par MM. Hisely et Gremaud. Les documents de la principauté de Neuchâtel ont vu le jour dans la grande et belle publication de M. Matile. Les chartes du diocèse de Genève, lequel comprenait une partie de la Savoie, ont été publiées par MM. Lullin et Le Fort. D'autres chartes de la Savoie ont été reproduites dans les *Monumenta historiae patriae* et dans les *Mémoires de la Société d'histoire de Chambéry*. Le Pays de Vaud soumis à la maison de Savoie, et par Pays de Vaud nous entendons ici non-seulement celui qui plus tard a formé le canton de Vaud, mais aussi celui qui constitue la majeure partie du canton de Fribourg, laissait une lacune regrettable pour l'étude de nos origines, et c'est cette lacune que nous venons essayer de combler aujourd'hui.

Nous aurions voulu pouvoir y joindre les nombreuses pièces du même genre qui concernent le Valais et qui attendent encore de voir le jour. Mais le Valais formait alors une circonscription politique distincte : nous n'avions pas toutes les pièces à notre disposition, et nous avons cru bien faire en laissant ce qui concerne ce canton comme un ensemble séparé, qui fera plus tard le sujet du travail de celui de nos collègues qui s'en est plus particulièrement occupé.

Il n'est pas nécessaire d'ajouter ici que la série que nous publions est loin d'être complète. Malgré tous nos efforts, il ne nous a pas été possible de fouiller dans toutes les

archives communales, et de mettre la main sur toutes les pièces qui peuvent s'y rencontrer, attendu que ces archives ne sont pas toujours dans un état qui permette des recherches approfondies. Nous croyons cependant que telle qu'elle est, cette collection pourra offrir quelque intérêt aux personnes qui voudront bien en entreprendre l'étude.

Les chartes qui forment le présent recueil commencent à la date de l'année 1214, par les franchises du bourg de Villeneuve, lequel venait d'être fondé au pied des murs du château de Chillon. Ces franchises se présentent comme le premier chaînon de la série. Celle-ci se termine à la réformation du seizième siècle, époque à laquelle le pays de Vaud fut conquis par les villes de Berne et de Fribourg et où la vie publique et communale subit une transformation complète.

Nous aurions peut-être dû, comme on l'a fait dans d'autres recueils du même genre, grouper nos chartes sous le nom de chaque commune en particulier, et faire des chapitres à part pour les chartes de Moudon, pour celles d'Yverdon, de Morges, de Vevey, de Romont, etc. Mais cette classification aurait présenté des difficultés de diverse sorte, et elle aurait eu le grave défaut de rompre la série chronologique et l'enchaînement historique qui doit toujours tenir la première place dans des travaux de ce genre. Nous avons donc suivi l'ordre chronologique pur et simple, et nous avons suppléé au défaut de classification par un répertoire alphabétique qu'on trouvera à la fin du volume, et dans lequel les pièces qui concernent la même commune seront réunies sous le nom de cette commune. L'ordre chronologique était d'ailleurs d'autant plus indiqué dans le présent recueil, qu'au fond la plus grande

partie des villes du pays de Vaud ne formaient qu'un seul tout, puisqu'elles étaient pour la plupart soumises aux coutumes de Moudon. Ces coutumes étaient devenues une sorte de constitution uniforme et commune à tout le pays.

Pour être complet, nous aurions dû accompagner le texte de chacune de nos chartes d'un commentaire étendu, ou au moins de notes beaucoup plus fréquentes, soit sur le sens des mots, soit sur la signification des articles, soit sur l'histoire et la géographie du pays. Mais ce travail aurait allongé notre publication outre mesure, et il faut le dire, nous n'étions pas suffisamment préparé pour l'entreprendre, car, en pareil cas, ce n'est qu'après l'impression des textes qu'il est possible d'en faire une étude approfondie.

Nous avons fort heureusement trouvé un auxiliaire précieux en la personne de notre ami M. Charles Le Fort, qui a eu l'obligeance de prendre connaissance de nos feuilles, et qui, grâce à ses études antérieures, a pu plus facilement que nous exécuter un travail de comparaison entre les pièces nouvelles que nous avons publiées et quelques-unes de celles qui avaient déjà vu le jour précédemment. Ce travail, que M. Le Fort nous a permis d'imprimer à la suite de la présente introduction, en forme le complément et servira de guide aux personnes qui voudront entreprendre l'étude de notre recueil.

Nous nous bornerons à présenter quelques considérations générales sur l'histoire des institutions du Pays de Vaud, sur sa division géographique et sur le caractère des franchises qui font l'objet du présent recueil.

Nous avons gardé peu de traces écrites de la législation de la Suisse romande avant le treizième siècle. La *Loi gombette* donnée par les rois bourguignons de la première race, et la *Lex romana burgundionum*, dont on a retrouvé le texte dans le recueil connu sous le nom de *Papien*, ont dû à la vérité exercer une grande influence sur le pays, mais les preuves et les détails de cette influence sont assez difficiles à discerner au milieu des ténèbres du moyen âge. Il semble toutefois que cette influence s'est conservée assez longtemps, car au onzième et douzième siècles nous trouvons encore dans les chartes la mention de personnes qui vivaient sous *la loi salique*, sous *la loi burgonde* ou sous *la loi romaine* [1] et bien qu'il soit assez difficile de préciser exactement le sens suivant lequel on doit entendre ces expressions, il n'est pas douteux qu'elles devaient se rapporter aux lois bien connues de l'époque barbare. A défaut de lois écrites, on ne peut guère connaître les institutions et le droit de ces époques reculées que par des inductions tirées de quelques passages des anciennes chartes, ou par l'interprétation d'un petit nombre de jugements qui nous ont été conservés, et ce procédé long et difficile ne peut conduire qu'à des résultats partiels et sujets à discussion.

Les premières dispositions générales que nous trouvons ensuite sont les reconnaissances *(recognitiones)* des droits

[1] Donation au monastère de Saint-Just à Suze, du 5 mai 1055. Ego Enricus qui professus sum ex natione mea lege vivere gundobada. *Hist. Patr. Mon. Chart.* I, 584. — Donation au monastère de la Novalaise, de l'an 1045. Ego. Aymo.... qui professus sum ex nacione mea lege vivere romana. *Hist. Patr. Mon. Chart.* I, 349. — Vente faite à Adalgise par Altasia et ses fils. Tibi vendimus secundum legem salicam, tradimus atque transfundimus. Guichenon, *Bibl. Sebus. Cent.* I, N° 41.

de la ville de Lausanne, qui datent du milieu du douzième siècle[1]. C'est seulement au siècle suivant que nous voyons la série des chartes communales se développer progressivement par les concessions des évêques, des princes et seigneurs.

A côté et au-dessus des franchises communales, on vit éclore plus tard les germes d'une représentation générale des délégués des trois ordres, le clergé, la noblesse, et les communes. Ces assemblées d'états eurent lieu non-seulement dans les parties du pays soumises directement aux évêques, mais aussi dans celles qui relevaient de la maison de Savoie, et cette institution remarquable continua à fonctionner jusqu'au moment où la conquête du Pays de Vaud par les Bernois et les Fribourgeois vint y apporter des lois et des habitudes nouvelles.

La soumission du Pays de Vaud aux comtes de Savoie date des premières années du treizième siècle. Elle commença par l'acquisition du château de Chillon et de la ville de Moudon, et devint presque générale vers le milieu du même siècle par la série des conquêtes du comte Pierre. Sous la domination de ces princes, le Pays de Vaud, *patria Vaudi*, comprenait la plus grande portion du canton de Vaud, à l'exception de Vevey, de Villeneuve et du district d'Aigle, qui faisaient partie de la province du Chablais. Le canton de Fribourg, ou du moins une grande portion de son territoire, était aussi compris dans le Pays de Vaud. Mais la souveraineté d'alors ne ressemblait guère à ce qu'elle est devenue de nos jours. Ce n'était pas un pouvoir uniforme s'étendant régulièrement sur toutes les localités du pays et les assujettissant à des lois et des charges partout

[1] *Mémoires de la Société d'histoire de la Suisse rom.* Tom. VII, pag. 7.

semblables. C'était un faisceau compliqué de droits variés, qui étendait ses ramifications dans toutes les directions, et qui s'appliquait très diversement suivant les lieux ou les personnes. C'était plutôt une réunion de seigneuries, distinctes quant à leurs attributions et à leur étendue, et dont on ne pourait donner une idée claire de nos jours sans entrer dans la description des détails inextricables du régime féodal Dans certains lieux le souverain jouissait d'une seigneurie directe ; dans d'autres il ne recevait qu'un hommage pur et simple, ou accompagné de certaines redevances ; dans d'autres enfin il ne percevait que certains droits spéciaux. Ses domaines étaient d'ailleurs entremêlés avec les terres de l'église et des couvents, ainsi qu'avec les terres des seigneurs inférieurs qui relevaient plus ou moins directement de lui. Il s'y trouvait aussi quelques seigneuries relevant complétement de l'étranger. Parmi les seigneuries du pays de Vaud, on remarquait entre autres le comté de Gruyère, la seigneurie d'Oron, les baronnies de Cossonay, de La Sarraz, d'Aubonne, et la seigneurie d'Orbe et d'Echallens qui appartint aux Montfaucon et plus tard à d'autres familles également étrangères.

Pour donner une idée complète de la subdivision géographique et administrative du pays de Vaud, nous ne pourrions mieux faire que de renvoyer au tableau très détaillé qui a été dressé par M. de Gingins et publié dans le tome VIII de nos Mémoires (pag. 501 et suiv.). Mais ce tableau est trop long pour être reproduit ici, et pour abréger nous nous bornerons à citer une énumération des députés aux Etats du pays de Vaud. Il en existe plusieurs et nous prenons celle qui est rapportée par Quisard[1] comme étant

[1] Livre I, titre 2, chap. 9.

l'une des plus complètes. Nous faisons cependant, au sujet de cette énumération, une réserve dont on trouvera plus loin l'explication.

Ces députés étaient :

Pour les ecclésiastiques ;

Les commandeurs de la Chaux et Romainmotier ; les abbés de Bonmont, de Hautcrêt, du Lac de Joux et de Marsens ; les prieurs de Payerne, du Grand Saint-Bernard, de Saint-Oyen de Joux et d'Oujon ;

Pour les nobles ;

Les comtes de Neuchâtel, de Romont, de Gruyère et l'évêque de Lausanne[1] ; les barons de Cossonay, de La Sarraz, d'Aubonne, des Monts et de Grandcour ; les bannerets d'Estavayer, de Coppet, de Vuippens, de Prangins, d'Oron, de Montricher, de Fons, de Vufflens, de Vuillerens, de Cugy, de Bavois et de Vulliens ;

Pour les patriotes ;

Les envoyés des villes de Moudon, Nyon, Yverdon et Morges ; des mandements de Cudrefin, Rue et les Clées ; et des bourgades de Payerne, Orbe, Morat, Avenches et Montagny.

Dans d'autres actes on trouve encore cités comme ayant envoyé des députés aux Etats, les localités de Grandcour, de Sainte-Croix, de Corbières, de Saint-Denis et de Surpierre. Enfin, au nombre des châtellenies du pays de Vaud, dont les comptes se trouvent encore aujourd'hui réunis aux archives de Turin, on voit figurer les noms de Vevey et de Chillon, de Grandson, de Vaulruz, et de Grasbourg.

[1] L'évêque de Lausanne figurait ici non point comme ecclésiastique, mais à raison des seigneuries temporelles qu'il possédait dans les domaines des princes de Savoie.

Mais il est à remarquer que ces énumérations de localités ont dû souvent varier suivant les temps et les circonstances, car il pouvait très facilement arriver que dans telle occasion certains députés se trouvassent momentanément absents, et quant aux châtellenies, leur représentation a varié suivant que telle ou telle seigneurie passait dans le domaine direct du prince, car alors ses députés se trouvaient classés au rang des patriotes. En revanche, lorsque certaines localités passaient en la possession de la noblesse, leurs députés cessaient de figurer au rang des patriotes et se trouvaient parmi les représentants des nobles. Ce principe est clairement exprimé par Quisard, à l'article 5 du chapitre précité.

Il est à remarquer, d'une manière générale, que la division en châtellenies, telle qu'elle existait sous la maison de Savoie, coïncide sur un grand nombre de points avec la subdivision en bailliages qui prit naissance sous la domination de Berne et de Fribourg, et qu'on y retrouve encore aujourd'hui certains traits de ressemblance avec la division moderne en districts. Cette subdivision administrative, qui peut être qualifiée d'excessive à raison de la petitesse des circonscriptions, a donc subsisté plus ou moins sous tous les régimes. Les populations s'y sont habituées, et ces habitudes sont maintenant un obstacle puissant à toute tentative qui pourrait être faite dans le but d'arriver à des circonscriptions plus étendues.

Les franchises du pays de Vaud présentent certains caractères communs, et cependant elles diffèrent entre elles sur beaucoup de points A cet égard nous croyons pouvoir les classer de la manière suivante. Les unes appartiennent à certains types bien déterminés ; les autres présentent des

caractères spéciaux à la localité et doivent être considérées comme appartenant à des types particuliers ou non encore reconnus.

Parmi les types déterminés, nous indiquerons en premier lieu les franchises de Moudon, qui présentent un caractère parfaitement défini. Ces franchises, qui ne sont qu'un développement plus complet de celles de Villeneuve, ont été données par les comtes de Savoie. Elles se sont peu à peu étendues, avec ou sans modification, à la majorité des villes et bourgades du pays de Vaud, et comme elles présentent de nombreuses ressemblances avec les chartes contemporaines de la Savoie et du Chablais, on doit les classer dans la catégorie générale du *type savoyard*. Néanmoins, comme elles présentent aussi des caractères spéciaux et communs entre elles, on peut les considérer comme formant un type spécial au pays de Vaud et lui donner le nom de *type vaudois* ou *type de Moudon*.

Nous indiquerons, en second lieu, les coutumes de Lausanne et des terres immédiates de l'évêché qui se rapprochaient plus ou moins de la coutume contenue dans le plaid général de Lausanne. Elles présentent un caractère tout particulier, et peuvent avec raison être classées dans la catégorie du *type de Lausanne*.

En troisième lieu nous avons à signaler les anciennes franchises de Fribourg et de Morat, qui ont été données par les ducs de Zähringen et formulées d'après le modèle de celles de Fribourg en Brisgau. Ces documents n'appartiennent pas à notre recueil, et nous n'avons à les citer ici que parce que ces deux villes formaient la limite géographique où s'arrêtait l'influence germanique.

Cette limite du reste était assez variable. Car d'un côté

nous trouvons dans les franchises d'Arconciel et de la Roche des emprunts assez considérables à la Handfeste de Fribourg. La charte de Corbières, dont nous ne possédons que des fragments, paraît même n'avoir été qu'une reproduction de cette même Handfeste. D'autre part, nous voyons en 1377 le comte de Savoie octroyer à la ville de Morat des franchises qui se ressentent considérablement des influences de la Savoie. Il pouvait d'ailleurs exister, en dehors des emprunts directs et officiels, des dispositions ou formules générales, plus ou moins connues de tous les clercs, qui formaient une sorte de domaine commun de l'époque, et qui se présentaient tout naturellement quand on avait à faire une nouvelle rédaction. Nous citerons, à cette occasion, l'art. 35 des franchises de Moudon, qui présente une physionomie très caractéristique, et qui se trouve déjà dans les franchises de Vevey et dans la Handfeste de Fribourg [1].

Il se rencontre d'ailleurs à cette époque des exemples d'influences à distance tout à fait mystérieuses. Nous en trouvons un cas frappant dans les franchises de Flumet en Faucigny, datées de l'an 1228. Il y est dit que certaines contestations commerciales seront jugées d'après le droit de la ville de Cologne [2]. Une clause semblable et à peu près identique dans les termes se rencontre dans la Handfeste de Berne [3] qui, comme on le sait, se rattache

[1] *Recueil diplomatique de Fribourg*, tom. I, pag. 56, ligne 14[e].

[2] La charte de Flumet porte; si qua disceptatio vel conquestio inter burgenses meos orta fuerit, non secundum arbitrium meum nec et rectoris eorum discutietur, sed pro consuetudinario et legitimo jure omnium mercatorum, precipue autem colonensium examinabitur judicium. *Mémoires de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*, tom. XI, pag. 97.

[3] On lit dans la Handfeste de Berne : et si aliqua disceptatio tempore fori

indirectement aux lois de Cologne. Comment cette clause a-t-elle pu se trouver également dans ces deux chartes? C'est un problème que nous soumettons à la sagacité de nos lecteurs.

Quant aux franchises à type particulier ou indéterminé, nous pouvons indiquer celles d'Aubonne, de Payerne, de Saint-Cergues, d'Estavayer, de Vaulrux, de la Roche, etc. Leur caractère était surtout la conséquence des circonstances locales ou momentanées qui y avaient donné lieu.

Les franchises d'Aubonne, datées de l'an 1234, furent données par les seigneurs particuliers de cette ville, et ne sont à proprement parler qu'une prononciation arbitrale destinée à régler certains points de coutume locale.

Les franchises de Vaulruz, datées de l'an 1316, méritent une attention toute spéciale, parce qu'on y trouve la fondation d'une ville franche, instituée par Louis de Savoie. Nous avions eu déjà en 1214 l'exemple d'une pareille fondation, lors de la création du bourg de Villeneuve par le comte Thomas, et il est intéressant de comparer ces deux actes de fondation.

Les franchises de Payerne, de l'an 1347, sont plus importantes. La ville de Payerne, qui renfermait dans ses murs le célèbre prieuré dont la fondation remonte à la reine Berthe, occupait une position privilégiée et jouissait d'une indépendance exceptionnelle. Elle était administrée par un avoyer, à l'instar des villes de Berne et de Fribourg. Elle avait aussi un grand conseil, connu sous le nom de Consei des cinquante. Ses franchises sont très développées

inter burgensem et mercatores orta fuerit, non stabit in nostro vel rectoris nostri judicio, sed pro consuetudinario jure mercatorum et maxime coloniensium a civibus dijudicetur. Zeerleder, *Urkunden*, tom. I, pag. 183.

et on peut y trouver un nombre considérable de dispositions claires et précises sur le droit civil proprement dit, entre autres sur les droits de succession. A ce sujet, nous devons appeler l'attention sur l'acte du 5 février 1348, par lequel les bourgeois de Payerne accordent au comte de Savoie, soit à son représentant, le droit de procéder aux recherches criminelles sous la forme d'une enquête. On avait précédemment conservé l'usage de la procédure par garanties (*werenteyes*), laquelle était probablement la même que celle qui, dans les pays d'origine germanique, permettait aux accusés de se libérer par la production d'un certain nombre de garants assermentés, *conjuratores*. On avait sans doute reconnu par expérience les inconvénients de cette procédure qui accordait trop de facilités aux coupables. Mais en même temps, et ceci fait bien ressortir l'indépendance de la ville de Payerne, celle-ci n'accordait le droit de procéder par enquêtes que pour le terme de dix ans, et se réservait de prendre d'ultérieures déterminations au delà de ce terme.

Les franchises d'Estavayer de l'an 1350 sont aussi fort développées et rédigées en français, contrairement aux habitudes de l'époque. Ce vieux langage, difficile à comprendre et qui ne peut souvent être interprété que par la connaissance du patois, est fort curieux à étudier au point de vue philologique. On peut remarquer que ces franchises sont écrites dans un style très ferme, et l'on y trouve des dispositions qui supposent une jurisprudence plus avancée qu'on ne serait tenté de le soupçonner à cette époque. On y voit, par exemple, à l'art. 19, qu'il n'était pas permis d'entreprendre une preuve par témoins, contrairement au contenu d'un titre. *Item que nyons ne puet traire werenties per-*

lent en contre lettres en la dite court. On peut aussi remarquer des dispositions tout exceptionnelles qui portaient les appels à la cour de Lausanne, et qui suppléaient aux lacunes de la coutume d'Estavayer par celles de la ville épiscopale. Ces dispositions ne se rencontrent que très rarement dans les autres franchises du pays de Vaud.

Il ne nous est pas possible, dans une préface, de nous étendre plus longuement sur ces franchises à type indéterminé, dont chacune comporterait tout un chapitre d'explications et de commentaires. Nous préférons nous étendre plus longuement sur les franchises de Moudon, qui, après avoir été à l'origine de simples franchises locales, ont fini, en se généralisant, par devenir une sorte de constitution provinciale.

Ces franchises avaient été précédées par celles de Villeneuve, de l'an 1214, et par celles de Vevey (environ 1250) qui présentent avec elles de nombreux traits de ressemblance, en sorte qu'on peut les considérer comme appartenant au même type. Les franchises de Villeneuve, qui sont au nombre des plus anciennes du pays de Vaud et des pays circonvoisins, ont une importance majeure dans la discussion, parce qu'elles démontrent que l'origine des franchises du type vaudois doit être rapportée à l'influence directe de la maison de Savoie[1].

La plus ancienne rédaction des franchises de Moudon porte la date de l'année 1285, et quoique l'instrument au-

[1] Les franchises de Villeneuve sont datées, comme celles de Neuchâtel, du mois d'avril 1214, sans indication de jour. Cette coïncidence curieuse mérite d'être signalée, mais il ne nous est pas possible de dire dans ce moment si elle fut simplement le résultat de circonstances fortuites ou si elle fut amenée par des causes historiques.

thentique ne soit point parvenu jusqu'à nous, il n'y a pas lieu d'en révoquer l'existence en doute, d'autant plus que c'est à partir de cette époque que nous voyons les mêmes franchises accordées à d'autres communes, à Nyon et à Grandcour en 1293, à Vaulruz en 1316, à Yverdon et Romont en 1328, à Châtel-Saint-Denis en 1336, à Palézieux en 1344, à Coppet en 1347, etc. Il est à remarquer que ce n'était pas seulement un texte semblable qui était accordé à ces communes. On se bornait le plus souvent à leur octroyer les *mêmes franchises qu'à Moudon* ou *les franchises de Moudon*, sans qu'il fût nécessaire d'en rappeler les dispositions qui étaient censées suffisamment connues. Nous pouvons citer comme exemple caractéristique ce qui se passa en 1293, à l'occasion de la ville de Nyon. Les envoyés du comte de Savoie avaient promis aux bourgeois de cette ville, à l'époque de leur soumission, qu'on leur accorderait des franchises *telles comme ils voudront avoir et sauront élire de Genève en amont, en la terre de monseigneur le comte* [1]. On voit plus tard que les bourgeois de Nyon avaient fait choix des franchises de Moudon, *libertatem et franchesiam Melduni in Vaudo*, et que le comte Amédée leur accorda l'objet de leur demande.

Nous devons nous arrêter un moment ici, au risque de répéter ce qui a été déjà dit par nous-même et par d'autres. Il est probable que les franchises de Moudon ont existé avant l'année 1285. Cela résulte, en premier lieu, de ce que dans le préambule de ces franchises le comte Amédée dit qu'il veut suivre l'exemple de *ses prédécesseurs* et qu'il se borne à *confirmer* les franchises déjà existantes. Or quand le comte Amédée parle de ses prédécesseurs au pluriel,

[1] Charte du 5 juillet 1293, n° 9.

cela ne peut s'entendre que du comte Pierre et du comte Philippe qui avaient régné avant lui. — Cela résulte aussi de la mention relative aux franchises de Grandcour, de l'an 1293, dans laquelle il est dit expressément en parlant des franchises de Moudon, que c'étaient celles que les comtes Pierre et Philippe avaient accoutumé de tenir et observer. — Les actes authentiques antérieurs à 1285 ont-ils été perdus? Ces franchises étaient-elles seulement écrites sous la forme d'un cahier non revêtu de la sanction authentique ? C'est ce qu'il n'est pas possible de préciser aujourd'hui. Mais cette dernière hypothèse n'a rien d'invraisemblable, car on trouve de nombreux cahiers de ce genre dans nos archives, et nous avons vu un cas semblable à Lausanne, où il est positivement prouvé, par la charte du 31 juillet 1357, que le Plaid général de cette ville était écrit dans un livre que l'on lisait chaque année aux assemblées de la commune[1]. On sait d'ailleurs que ce coutumier n'a été transcrit sur parchemin et revêtu du sceau de l'évêque que quelques années plus tard, soit en 1368.

Il est d'ailleurs très naturel de supposer que les franchises de Moudon remontent au temps de Pierre de Savoie. car elles présentent de nombreux traits de ressemblance avec les franchises de Chambéry, de Montmélian, de Saint Genix d'Aoste, d'Evian, et d'autres semblables qui appartiennent à la même époque.

Nous publions une ancienne traduction en vieux français de la charte de Moudon. Cette traduction est intéres-

[1] Quemdam librum legi solitum Lausannæ omni anno quo generale placitum exercetur seu tenetur ibidem. *Mémoires de la Société d'histoire de la Suisse romande*, tom. VII, pag. 159 et suiv.

sante au point de vue de la connaissance de notre ancien langage roman, et l'on y retrouve un assez grand nombre de formes et d'expressions qui sont restées dans le patois du pays. On y remarque encore très distinctement la différence des cas de l'ancien français, car partout où le mot de seigneur est employé comme sujet de la phrase, il est exprimé par le mot *sire*. En revanche, partout où il est employé comme régime direct ou indirect, il est exprimé par le mot *seigneur* ou *seignour*. Cet usage des cas, qui est parfaitement connu des philologues, se rencontre dans tous les écrits français des douzième et treizième siècles, jusque vers le milieu du quatorzième siècle, époque à laquelle il disparut complétement. On peut s'assurer de ce dernier point par la comparaison avec la charte des franchises d'Estavayer de l'an 1350, qui est aussi écrite en vieux français, mais dans laquelle on ne retrouve plus la différence caractéristique des cas. Cette observation est importante, car elle témoigne de l'ancienneté de la traduction de la charte de Moudon, et elle est aussi un argument en faveur de l'antiquité et de l'authenticité du texte latin de cette charte.

Ce document, de même que toutes les chartes communales de l'époque, renferme un mélange de dispositions qui peut nous paraître incohérent, car on y trouve mélangés, sans ordre apparent, des articles concernant le droit public, le droit pénal, le droit civil, les contributions publiques et la police locale. Ces diverses catégories de dispositions seraient de nos jours classées dans autant de lois ou de codes distincts, mais alors on n'y regardait pas de si près, et une série de 60 à 70 articles tenait lieu de constitution, de codes et de recueil de lois.

On peut être surpris de ne pas rencontrer dans cette charte des articles accordant aux bourgeois le droit d'élire soit un conseil de bourgeoisie, soit des syndics ou gouverneurs, soit d'autres magistrats municipaux, ainsi que cela se voit dans les franchises d'Aigle, de Payerne et de Nyon. Mais nous croyons qu'il n'y a pas lieu de révoquer en doute l'existence de conseils ou magistrats municipaux. Tout l'ensemble de l'histoire du pays se réunit pour en démontrer la haute origine et la continuation non interrompue, et on les trouve mentionnés dans un grand nombre d'actes subséquents. Ce silence prouverait tout au plus que leur existence était si bien établie, qu'il n'y avait pas même besoin de la garantir et de la constater. Il faut d'ailleurs comprendre que les chartes ou franchises octroyées par le souverain étaient plutôt destinées à régler les rapports entre le seigneur et la commune, qu'à fixer l'organisation de cette dernière, qui était probablement laissée à la libre volonté de ses ressortissants.

En fait de droit pénal, on trouve dans ces franchises la règle en vertu de laquelle les grands criminels étaient remis à la merci du seigneur, qui pouvait disposer à son gré de leurs corps et de leurs biens. Quant aux délits de moindre importance, ils étaient punis par des bans ou amendes fixes de 3, 10, 30 ou 60 sols, énumérés avec le plus grand soin et exprimés en termes très précis. A l'exception des délits graves, personne ne pouvait être arrêté sans le consentement des bourgeois, qui formaient ainsi une sorte de jury.

A cette occasion nous devons dire quelques mots de la *regiquine*, expression inconnue ailleurs, et dont le sens est très difficile à déterminer. Ce mot, qui se trouve dans

les chartes du type de Moudon, désigne évidemment un moyen de preuve ou une sorte d'enquête, car il y a des articles où il est dit que les personnes intéressées ne peuvent être admises à la régiquine, ce qui ne peut guère s'entendre que d'un moyen de preuve. Mais nous voyons ailleurs, dans les franchises de Montreux[1], que l'expression de régiquine pourrait peut-être être interprétée comme synonyme de torture. L'origine et la signification de ce mot bizarre demeurent donc une véritable énigme.

En fait de droit civil, on ne trouve qu'un très petit nombre de dispositions, qui se rapportaient probablement à des points contestés. Quant à l'ensemble de la législation on s'en référait à la coutume ou au droit coutumier, qui était censé connu de tous et qui n'avait pas besoin d'être plus expressément libellé. Il était de règle que le Pays de Vaud était régi par le droit non écrit, *jure non scripto*. Ces expressions sont souvent entendues par opposition au droit romain, mais il n'est pas douteux qu'elles s'appliquaient aussi à certains cas où il y avait doute sur la coutume et dans lesquels on faisait une enquête sur le droit. On consultait les coutumiers, *consuetudinarios*, qui étaient ordinairement d'anciens notaires ou praticiens, lesquels pouvaient se rappeler d'avoir vu appliquer tels ou tels principes dans les cas analogues, et dont l'opinion tenait lieu de loi. Nous possédons encore des enquêtes du même genre, entre autres celle du 5 juillet 1437, qui se trouve aux archives de l'état de Vaud et que nous voudrions pouvoir citer tout entière. Si nous ne le faisons pas, c'est uniquement à cause de son étendue[2].

[1] Année 1449, art. 20.

[2] Enquête faite par le commissaire de la cour de Chambéry, sur la demande de François et Jean de Gruyère, pour prouver qu'Aubonne faisait

Au premier abord la charte de Moudon ne semble pas s'être occupée de droit public, mais en y regardant de plus près, on y trouve quelques articles généraux, qui, malgré leur simplicité et leur concision, renfermaient le germe fécond d'où devait sortir plus tard la nécessité des assemblées représentatives. Le souverain ne pouvait imposer de nouveaux bans sans le consentement des bourgeois. Il ne pouvait exiger le service militaire connu sous le nom de *chevauchée* que pour huit jours, et dès qu'il fallait rester plus longtemps, il était nécessaire d'obtenir l'assentiment de la bourgeoisie. Il était admis d'ailleurs en principe que les bourgeois ne pouvaient être soumis à des contributions pécuniaires sans leur consentement, et l'on voit cette règle confirmée par des lettres reversales, dans un très grand nombre de cas où les bourgeois avaient consenti à une contribution, *par grâce spéciale et sans préjudice de leurs droits*. En consultant les actes de cette époque, on voit que ces contributions volontaires étaient accordées assez fréquemment, soit qu'elles fussent nécessitées par les guerres continuelles de l'époque, soit qu'elles fussent amenées par le désir bien naturel que les bourgeois avaient de se débarrasser de la présence incommode des hommes d'armes qui accompagnaient le prince dans ses excursions, soit qu'elles fussent le résultat de menaces ou de craintes de diverses sortes. L'existence des princes au moyen âge était ordinairement très nomade. Ils parcouraient fréquemment leurs états accompagnés d'une suite nombreuse, composée de seigneurs et d'hommes d'armes. Cela avait lieu surtout au commencement de leur entrée en fonctions, lors-

partie du Pays de Vaud et que le dit pays était régi par des coutumes non écrites, du 5 juillet 1437. *Archives cantonales. Generalia*, N° 6.

qu'ils venaient recevoir le serment de leurs sujets, et l'on comprend que ceux-ci fussent empressés de se débarrasser à prix d'argent d'une présence honorable sans doute, mais onéreuse à cause du grand nombre de personnes qu'il fallait héberger et régaler. Il est à remarquer d'ailleurs que l'octroi d'une contribution accordée par les bourgeois était fréquemment le prix d'une faveur ou d'une franchise accordée par le souverain. Cette clause se trouve fréquemment rapportée dans les actes, et il est même permis de supposer que des transactions du même genre ont pu avoir lieu dans beaucoup de cas, dont les actes officiels ne nous ont pas conservé la mémoire.

Or il est évident que du moment où de pareilles franchises avaient été concédées à la majorité des villes et bourgades du Pays de Vaud, il était plus facile et plus pratique de rassembler leurs délégués pour les consulter sur ces différents points, que de les interroger séparément. Cela conduisit naturellement à la convocation des Etats. D'un autre côté, ce n'étaient pas seulement les bourgeois qui devaient donner leur consentement. La noblesse avait aussi ses priviléges, le clergé jouissait d'immunités importantes, et de là naquit l'institution des Trois ordres, qui était d'ailleurs conforme aux idées de l'époque et qui était en vigueur dans une partie des pays de l'Europe.

A cette occasion nous ne pouvons passer sous silence le célèbre passage de Quisard qui parle, dans son projet de coutumier (lib. I, tit. 2, cap. 9), d'une assemblée tenue en 1264 par Pierre de Savoie et qui se composait des députés des trois ordres, tels qu'ils ont été indiqués plus haut. Cette assertion a donné lieu à de grandes controverses à la fin du siècle dernier et l'on a depuis

lors clairement démontré que l'énumération des députés, telle qu'elle est indiquée par Quisard, est en contradiction avec les éléments connus du XIIIe siècle. Il est donc probable que Quisard aura puisé, dans quelque pièce d'une date plus récente, les noms qui figurent dans son énumération. Mais le fait lui même d'une convocation d'Etats sous Pierre de Savoie n'a rien d'invraisemblable, d'autant plus que nous possédons actuellement le texte d'une résolution qui a été certainement votée dans une réunion de ce genre. Ce sont les *Statuts de Pierre de Savoie sur la procédure et les notaires*, loi très complète et très développée, qui a été publiée dans nos *Mémoires et Documents*[1]. Il est dit dans le préambule de ces Statuts, qu'*ils ont été établis par la volonté et le consentement des nobles et non-nobles du comté de Savoie et de Bourgogne*. Ces expressions s'appliquent nécessairement au Pays de Vaud, et quoique ces Statuts ne portent pas de date, comme ils donnent à Pierre de Savoie les titres de *comte de Savoie et de marquis en Italie*, cette circonstance place leur promulgation fort près de la date de 1264 indiquée par Quisard.

Quoi qu'il en soit du reste de cette première réunion, elle ne paraît pas avoir eu de suites immédiates, car ce n'est que vers le milieu du siècle suivant que nous commençons à trouver des preuves authentiques de la réunion des Etats du Pays de Vaud. Elles se multiplient depuis lors jusqu'à la conquête bernoise, et l'on peut voir dans les nombreux actes de cette époque et surtout dans les extraits des registres recueillis par Grenus, que nos Bonnes Villes étaient fréquemment appelées à envoyer des

[1] Tom. I, pag. 215 à 217.

délégués soit à Moudon, soit à Morges, soit même en dehors du pays et jusqu'à Chambéry.

A la même époque, les terres épiscopales jouissaient aussi des mêmes priviléges, et Lausanne voyait réunir chaque année l'assemblée des *Trois Etats,* dont on trouve l'institution et l'organisation détaillée dans le Plaid général de l'an 1368. A cet égard nous ne pouvons que renvoyer aux développements que nous avons donnés dans l'introduction du tome VII de nos *Mémoires et Documents.*

On voit par ce qui précède que le Pays de Vaud a joui sous la maison de Savoie d'une liberté relativement assez grande, soit par l'effet du développement des franchises municipales, soit à cause de ce genre de vie publique qui caractérise les pays d'Etats. Or on sait que cette forme de constitution, qui a toujours fixé l'attention des publicistes, a produit d'excellents résultats chez tous les peuples qui l'ont conservée et notamment en Angleterre. Cet état de liberté du Pays de Vaud est démontré par tout l'ensemble de l'histoire, et en particulier par le bon accord qui n'a cessé de régner entre les princes de Savoie et leurs sujets de ce pays. Il en était autrement à l'égard des villes de Genève et de Lausanne qui avaient conservé leur indépendance, et dont les princes de Savoie cherchèrent fréquemment à s'emparer par toutes sortes de moyens.

La vie publique était donc assez développée dans nos contrées avant la conquête bernoise, et c'est avec un sentiment pénible que nous sommes obligés de constater que, si cette conquête nous rendit à plusieurs égards de bons services, elle eut pour effet de diminuer les libertés politiques dont nous jouissions précédemment. Il ne faudrait cependant pas attribuer ce changement uniquement à un

parti pris de nos nouveaux maîtres. C'était en partie un résultat de l'esprit de l'époque, et l'on vit peu à peu dans divers pays, et spécialement en Savoie et en France, le pouvoir absolu tendre à absorber les prérogatives exercées par les assemblées représentatives.

Sous le gouvernement de LL. EE. les communes vaudoises conservèrent leurs priviléges locaux. Quelques-unes même, comme celles de Lausanne et de Payerne, reçurent des dédommagements matériels, en étant largement associées au partage des biens de l'église. Mais la vie politique et la direction des grandes affaires se concentra tout entière entre les mains des patriciats de Berne et de Fribourg, et la convocation des assemblées représentatives cessa complétement, ou du moins n'eut lieu que pour des objets d'une importance secondaire, comme ce fut le cas pour la rédaction du coutumier de 1577.

Ce coutumier, qui fut rédigé par une réunion de délégués des principales villes du Pays de Vaud, reproduit presque intégralement le texte des anciennes franchises de Moudon, en y ajoutant toutefois un certain nombre de dispositions additionnelles que le développement de la pratique judiciaire avait rendues indispensables. Ce recueil, qui existe à l'état de manuscrit dans la plupart de nos archives et qui n'a jamais été imprimé, ne resta pas longtemps en vigueur. Il fut remplacé en 1616 par le coutumier du Pays de Vaud, rédigé par l'ordre et sous l'influence du gouvernement de Berne. Ce code beaucoup plus complet, mais qui portait l'empreinte très marquée de la législation germanique, est resté en vigueur jusqu'à nos jours, et ce n'est qu'en 1819 qu'il a été remplacé par le nouveau code civil du canton de Vaud.

Du reste le coutumier du Pays de Vaud ne s'appliquait

point au pays tout entier. Lausanne et une partie des anciennes terres immédiates de l'évêché étaient restées soumises au Plaid général, recueil de lois qui fut renouvelé en 1613, mais dont l'impression n'a jamais été permise. Le gouvernement d'Aigle, la ville de Payerne et celle de Grandson possédaient des codes particuliers qui ont été imprimés séparément[1]. La vallée des Ormonts et la Gruyère avaient des lois spéciales. Les habitants de Rougemont et de Rossinières suivaient le coutumier de 1577; ceux de Château-d'Oex et de Gessenay suivaient les lois de Berne, et quant aux bailliages réunis au canton de Fribourg, les uns suivaient le coutumier de 1577, les autres un nouveau coutumier sanctionné par le gouvernement de Fribourg en 1650.

On voit que si le gouvernement de Berne avait attiré complétement à lui la direction exclusive des affaires, il avait au moins laissé au Pays de Vaud ses coutumes locales et une variété de lois qui peut être qualifiée d'excessive, mais qui satisfaisait à la fois aux désirs des sujets et peut-être aussi aux vues secrètes des gouvernants. La maxime reçue alors était qu'il fallait diviser pour régner. De nos jours on en formulerait une autre, toute contraire.

Nous ne pouvons passer ici sous silence un coutumier ou plutôt un projet de coutumier, qui n'a point reçu de sanction officielle, mais qui n'en a pas moins exercé une grande influence. C'est le projet de coutumier composé en 1562 par le commissaire Pierre Quisard, de Nyon, qui était à la fois un praticien distingué et un homme de grand talent. Ce code, qui a été publié tout récemment

[1] Les lois de Payerne ont été publiées en 1733, le code d'Aigle en 1772 et les lois de Grandson en 1780.

par MM. Schnell et Heusler[1], présente une rédaction détaillée de la plupart des points admis par la jurisprudence du seizième siècle, et il contient des détails précieux sur le droit féodal de l'époque, matière compliquée, obscure, et dont les traditions tendent à s'effacer chaque jour de plus en plus. La publication de ce coutumier a été un véritable service rendu aux personnes qui s'occupent de la recherche des origines du droit.

On comprendra facilement que nous n'avons pu, par nos seules forces, chercher et rassembler tous les documents renfermés dans ce recueil. Il ne nous est pas possible, en ce moment, de conserver le souvenir de toutes les personnes qui nous ont aidé dans ce travail de longue haleine. Nous tenons cependant à exprimer nos sincères remerciements à MM. les syndics de Moudon, Payerne, Aigle, Nyon, Orbe, Les Clées, etc., qui se sont prêtés à nos recherches avec une grande libéralité, à M. de Crousaz, archiviste cantonal, dont le concours nous a été des plus précieux, ainsi qu'à M. Fr. de Mulinen qui nous a aidé par la communication des documents renfermés dans sa riche bibliothèque. Nous devons surtout des remerciements tout particuliers à M. Gremaud, qui a eu l'extrême obligeance de mettre à notre disposition les nombreuses pièces provenant des archives du canton de Fribourg, et qui a été pour nous un véritable collaborateur. Quant à l'étendue du service qui nous a été rendu par M. Le Fort, on pourra en juger par la lecture des intéressantes pages qui vont suivre.

[1] *Zeitschrift fur schweizerisches Recht*, tom. XIII et XIV.

OBSERVATIONS

SUR LES

CHARTES COMMUNALES DU PAYS DE VAUD

ET SUR LEURS RAPPORTS AVEC LES FRANCHISES DES CONTRÉES VOISINES

Les chartes communales renfermées dans le présent volume constituent à la fois un monument précieux de l'histoire du Pays de Vaud et l'une des sources principales de son ancien droit. A ce double titre, leur publication sera favorablement accueillie au milieu de nous.

Mais ces chartes offrent une valeur scientifique plus générale, en augmentant le nombre des matériaux qui peuvent servir à l'étude comparée du droit et des institutions communales durant le moyen âge. La commune se rencontre en effet, à cette époque, dans la plupart des contrées européennes, elle est due aux mêmes causes sociales et politiques et révèle une même phase de civilisation. Elle offre néanmoins des degrés successifs de développement, et l'on peut, sur un fond à peu près identique, voir se dessiner des traits particuliers qui caractérisent des groupes distincts de franchises et de constitutions communales. Ces groupes correspondent, en général, à des régions géographiques, à la communauté d'origine nationale, aux dynasties de princes et de seigneurs. Ces causes d'analogie et de divergence se combinent entre elles et sont fréquemment modifiées par l'influence positive qu'exercent

certaines constitutions urbaines sur la rédaction de franchises destinées à d'autres localités quelquefois très éloignées.

Les documents dans lesquels sont consignées les libertés communales s'éclairent ainsi et se complètent mutuellement : la mise au jour de textes encore inédits est un service rendu à la science. La publication des chartes du Pays de Vaud vient en outre combler une lacune souvent remarquée entre les franchises de la Suisse allemande, de la Savoie et de la Franche-Comté. Il est donc permis d'espérer que leur rapprochement avec des documents analogues déjà imprimés, fournira des données instructives, soit pour l'appréciation générale du mouvement communal, soit pour des recherches spéciales sur diverses branches du droit.

On ne saurait entreprendre dans le présent volume de pareilles études, mais on peut tout au moins les préparer et les faciliter, soit en cherchant à signaler la position des chartes vaudoises au milieu des institutions communales des pays voisins, soit en dirigeant l'attention des investigateurs sur un certain nombre de dispositions renfermées dans ces chartes.

La majeure partie de l'introduction a été effectivement consacrée à ce double objet et renferme des indications très intéressantes. Son auteur a estimé toutefois que l'un et l'autre point devrait être plus développé, et que, sans abandonner le caractère préparatoire de ce travail, on pourrait, sur certaines questions, comparer les chartes qui viennent d'être mises au jour avec d'autres déjà connues, relatives à des localités rapprochées du Pays de Vaud. En regrettant que notre honorable président n'ait point consenti à s'acquitter lui-même en entier et avec une complète unité de vues d'une tâche qu'il envisageait comme utile, nous n'avons pas cru devoir refuser la part de collaboration qu'il nous demandait: nous espérons avec lui que, malgré leur nature un peu spéciale, nos observations feront comprendre l'importance de cette publication et en faciliteront l'étude. C'est dans le même

but que, d'après les conseils et avec le concours de M. Forel, nous avons cherché à établir une liste chronologique de franchises et de statuts municipaux.

I

L'introduction a déjà signalé les divers groupes entre lesquels se répartissent la presque totalité des chartes communales dans les pays situés entre le Jura, l'Aar et le Léman.

En premier lieu se placent les franchises reconnues aux ressortissants urbains ou ruraux de l'évêque de Lausanne, et qui ont généralement pour type celles de la ville même où siégeait ce prélat. Elles ont déjà été publiées dans un précédent volume. On trouvera néanmoins dans celui-ci la charte dans laquelle les vassaux et censiers de La Roche (canton de Fribourg), réunis sous la présidence d'un commissaire épiscopal, reconnaissent les us et coutumes de cette localité. Ces coutumes présentent, en effet, de l'analogie avec les franchises de Lausanne, quoique certaines dispositions révèlent l'influence d'une autre ville, nous voulons parler de Fribourg. La charte d'Estavayer, en se référant, pour les questions controversées, aux franchises de Lausanne, semble indiquer également avec celles-ci une certaine parenté.

C'est en dehors des limites géographiques du présent recueil qu'il faut chercher les remarquables constitutions urbaines plus ou moins directement inspirées par les princes de la maison de Zähringen. Elles sont représentées principalement en Suisse par la *Handfeste* de Fribourg en Uchtland, dont la rédaction définitive de 1249 offre une grande importance au double point de vue de l'organisation municipale et du droit privé. Cette charte a servi de modèle aux franchises concédées par les comtes de Kybourg à Thoune et à Burgdorf, par divers seigneurs de la maison de Neuchâtel à Cerlier, Aarberg et Büren. Ainsi qu'on l'a fait observer, on peut même suivre

des traces du droit des Zähringen dans les montagnes du Faucigny, car la charte de Flumet de 1228 est transcrite presque intégralement sur la charte originale de Fribourg en Brisgau de 1120. C'est évidemment à ce même type que l'on doit rattacher, soit les franchises actuellement perdues d'Arconciel, octroyées par le sire d'Aarberg et dont la dame d'Englisberg accorde en 1334 la confirmation expresse (N° 26)[1], soit la charte de Corbière, formant le N° 70 du présent volume.

La comparaison de cette charte avec celle de Fribourg en Uchtland est éminemment instructive. On reconnaît que la totalité des dispositions renfermées dans la première ont été empruntées à la seconde, mais que l'ordre des articles est changé, et que plusieurs de ceux-ci ont été abrégés ou modifiés. Certaines modifications sont insignifiantes; mais il en est une qui se rencontre identiquement dans une série d'articles et révèle une différence de constitution politique: il s'agit de la substitution du terme de *nos*, employé par le comte de Savoie, à celui de *scultetus*[2], qui figure dans la *Handfeste* de Fribourg.

Enfin, si la charte de Payerne, de 1347, offre trop de développements juridiques et de particularités pour se relier exactement à l'un des types connus, néanmoins elle a subi, ce nous semble, quelque influence des deux villes de Fri-

[1] La disposition sur les seconds mariages signalée à la suite du N° 26, note 2, est renfermée dans la charte d'Aarberg.

[2] Au nombre des dispositions de la *Handfeste* de Fribourg qui n'ont pas été reproduites, sont celles qui ont pour objet l'organisation communale proprement dite, notamment l'élection par les citoyens du *scultetus*, du *preco*, etc., les droits et attributions des magistrats municipaux. Il y aurait peut-être quelque intérêt à comparer avec cette charte de Corbière une autre charte accordée (1377) par un prince de Savoie à une ville fondée par les Zähringen: Morat. Amédée VI, tout en maintenant l'*advocatus*, s'en réserve la nomination et laisse seulement aux citoyens celle des fonctionnaires inférieurs: *salterii*, *porterii*, etc. La charte de Morat est d'ailleurs copiée, moins textuellement que celle de Corbière, sur la Handfeste de Fribourg.

bourg et de Morat. Elle se distingue, en particulier, par une organisation communale très développée.

L'action du droit municipal de la Franche-Comté s'est fait sentir de ce côté-ci du Jura. Les franchises accordées en 1214 à Neuchâtel ont été rédigées, nous dit la charte elle-même, *secundum bisuntinas consuetudines*, et elles ont servi, à leur tour, de modèle aux franchises d'autres localités voisines, telles que Boudry et Valangin. On peut, à propos de cette filiation, constater très nettement l'application d'un principe suivi au moyen âge, et d'après lequel, quand on transportait d'une ville à l'autre une charte communale, la première de ces villes demeurait pour la seconde une sorte de métropole judiciaire[1]. On s'adressait à elle pour trancher des questions controversées ; on s'y rendait pour chercher le droit ou, suivant l'expression neuchâteloise, *pour prendre les entrèves*. Neuchâtel prenait les entrèves à Besançon, Valangin à Neuchâtel, enfin le Locle, la Sagne à Valangin.

Le groupe communal de la Franche-Comté est représenté dans notre recueil par les franchises de Saint-Cergues, concédées par un souverain ecclésiastique, l'abbé de Saint-Claude. Elles concordent avec les traits principaux du droit municipal de la Franche-Comté[2], et on peut également les rapprocher des franchises de Gex, mises au jour dans le vol. XIIIme des Mémoires de la société d'histoire de Genève.

Tandis que les types signalés jusqu'ici ne peuvent revendiquer, dans le présent recueil, qu'un très petit nombre de documents, la presque totalité des franchises vaudoises non épiscopales appartiennent toutes à une seule et même famille,

[1] Matile : *Institutions législatives de la principauté de Neuchâtel et Valengin*, pag. 61 et suiv. La métropole judiciaire s'appelait en allemand *Oberhof*. Les plus importantes étaient : Cologne, Magdebourg, Francfort ; Fribourg en Brisgau se rattachait à Cologne.

[2] Tuetey : *Etude sur le droit municipal aux* XIIIme et XIVme *siècles en Franche-Comté*. Montbéliard, 1865.

celle des chartes de Savoie. Mais, comme les deux dernières, celle-ci ne se renferme point dans les limites du Pays de Vaud. Elle embrasse, à peu d'exceptions près, toutes les chartes communales concédées dans les diocèses de Genève et de Sion, ou, plus généralement, dans les pays situés entre le lac Léman et les Alpes. On comprend que l'on ait donné à cette famille le nom des princes qui ont étendu leur domination sur les deux rives du Léman et desquels émanent la plupart de ces chartes. Néanmoins il ne faudrait pas que cette désignation paraisse impliquer une coïncidence exclusive et absolue entre une dynastie et un type juridique rigoureusement déterminé. Les comtes de Savoie, nous venons de le constater à propos de Corbière et de Payerne, ont su se départir souvent de leurs formules habituelles pour tenir compte de la position géographique ou des antécédents politiques de certaines localités. Et, inversément, des franchises se rattachant évidemment à la même famille, ont été concédées par d'autres dynastes : ainsi dans le diocèse de Genève, par les comtes de Genevois ; dans celui de Lausanne, par les seigneurs d'Oron, de Palézieux, d'Aubonne et de Montfaucon. D'autre part, s'il existe entre toutes ces chartes une réelle parenté, elles n'offrent point une unité strictement caractérisée : des variétés se laissent constater et aboutissent souvent à créer dans la même famille des rameaux distincts. Le rôle prépondérant d'une ville se fait plutôt sentir dans tel de ces rameaux, celui de Moudon, par exemple, que dans le groupe tout entier : et celui-ci renferme des principes qui le rapprochent d'autres groupes, soit qu'il ait subi l'action de l'un d'entre eux, de celui des Zæhringen en particulier, soit que tel ou tel de ces principes appartienne au patrimoine commun de tout le droit municipal du moyen âge.

Quelques-unes de ces diversités se lient au mouvement progressif des institutions et coïncident par conséquent avec l'ordre chronologique. Ainsi l'on peut rapprocher, comme

présentant une rédaction à peu près identique, dans la première moitié du XIIIme siècle, les chartes de Montmélian, de Chambéry et de Saint-Genis d'Aoste; dans la seconde moitié, celles d'Evian, de Seyssel, de Rumilly et de Cruseilles, ces deux dernières émanées des comtes de Genevois. Les nombreux documents qui résultent de l'activité législative d'Edouard le Libéral, présentent des analogies frappantes : et il en est de même de trois chartes du comté de Genevois, celles de Thones, Annecy et la Roche, rédigées au milieu du XIVme siècle. Quand aux franchises accordées par les seigneurs de Faucigny (de 1291 à 1310), elles sont presque identiques entre elles, mais offrent une physionomie très accentuée, et des principes à plusieurs égards divergents des chartes de Savoie, auxquelles on peut les rattacher néanmoins d'une manière générale.

Dans le ressort des chartes vaudoises, on voit se combiner d'une manière remarquable l'élément chronologique avec l'action positive exercée au travers de plusieurs générations par certaines franchises particulières. A ce double point de vue, l'attention doit se porter essentiellement sur deux chartes qui ont joué un rôle important, celles de Villeneuve et de Moudon. Leur comparaison montre l'étendue du progrès des idées et de l'industrie accompli en soixante-dix années[1]. La première n'a été précédée dans les états de Savoie, en dehors de l'Italie, que par les statuts d'Aoste ; elle renferme un nombre très restreint de dispositions destinées à garantir les ressortissants vis-à-vis du seigneur, et ne se compose guère que d'un double tarif : tarif de pénalité et tarif de redevances. Au contraire dans les franchises de Moudon, concédées en 1285,

[1] Les franchises accordées à Vevey par les sires d'Oron, en 1236 environ, et relevant également du type de Savoie, occupent une position intermédiaire, et celles d'Aubonne, renfermées dans une sentence arbitrale de 1234 entre les seigneurs de ce nom, consacrent également quelques principes qui prévalaient dans nos contrées.

et remontant peut-être plus haut, le régime commercial, l'instruction criminelle, les droits des bourgeois, sont l'objet d'une réglementation plus complète, en même temps que les obligations vis-à-vis du seigneur sont moins étendues. Mais chacune des franchises indiquées est le point de départ d'une série, le centre d'un groupe distinct, dont l'un prédomine dans le Chablais, l'autre dans le Pays de Vaud proprement dit. La charte de Villeneuve a été intégralement reproduite un siècle plus tard dans la coutume d'Aigle, augmentée, il est vrai, de quelques dispositions consacrant, dans une certaine mesure, le progrès des idées. A son tour la charte d'Aigle a été, sur la demande des ressortissants d'Yvoire (en Chablais), concédée à cette ville en 1324 [1].

Comme on l'a indiqué, l'action des franchises de Moudon a été encore plus considérable : elles ont imprimé au droit municipal vaudois sa physionomie propre et influé sur la constitution politique du pays. Ces franchises ont été, en effet, tantôt concédées d'un seul coup à une ville comme étant les plus favorables aux libertés des citoyens (à Nyon, Grandcour, Vaulruz, Romont, Châtel-Saint-Denis, Echallens, Yverdun, Morges), tantôt reproduites à peu près textuellement, durant plus d'un siècle, dans diverses communes. Nous voulons parler de Palézieux en 1341, de Vevey en 1370 [2], d'Orbe en 1404, de Montreux en 1449 ; enfin l'on peut suivre leur action dans les franchises de Payerne, de Cossonay, de la Tour-de-Peilz, et de Nyon (1439).

Ce sont par conséquent les chartes de Villeneuve et d'Aigle

[1] *Ut concederemus libertates et franchesias quas predecessores nostri burgensibus de Allio concesserunt. M. D. S.*, IV. 186. — L'éditeur de cette charte avait cru devoir traduire *Allio* par Aillon en Bauges ou bien Oujon dans le canton de Vaud. La comparaison avec la charte d'Aigle publiée dans le présent volume ne permet aucune hésitation.

[2] La charte de Vevey renferme néanmoins quelques dispositions particulières; elle a servi de type à celle de Montreux.

d'une part, celles de Moudon et des villes qui ont suivi ses traces d'autre part, qui doivent nous occuper immédiatement. En les étudiant, nous reconnaîtrons les progrès accomplis dans le cours du XIIIe siècle; nous constaterons les traits qui caractérisent la plupart des chartes vaudoises, ceux qu'elles ont de commun avec les divers rameaux de la famille de Savoie, ou avec les autres types prédominant dans les contrées voisines. Si notre analyse, à certains égards, paraît minutieuse, on doit se rappeler qu'un examen attentif des faits de détail peut seul étayer, d'une manière solide, des conclusions générales sur le mouvement social et juridique.

II

Les prescriptions renfermées dans les franchises communales touchent à des matières très diverses, mais elles répondent, pour la plupart, à une pensée unique, et tendent au même but. Il s'agissait essentiellement de garantir contre l'arbitraire du seigneur et de ses officiers les ressortissants d'une localité déterminée, de créer en leur faveur une société privilégiée où règnent la liberté et la paix.

Or on peut distinguer certaines directions dans lesquelles cette pensée se manifeste ordinairement, et qui constituent ainsi autant de chefs entre lesquels se répartissent sinon tous les articles de nos chartes, au moins le plus grand nombre, ceux qui se prêtent le mieux à des rapprochements avec des documents analogues.

C'est tout d'abord la consécration de la liberté personnelle et du droit de disposer de sa fortune, ce qui entraîne l'énoncé de quelques principes fondamentaux du droit civil, notamment du droit de succession. En second lieu, c'est la fixation précise des obligations et des redevances auxquelles les membres de la communauté sont astreints envers le sei-

gneur à divers titres. Toutefois celles qui résultent d'un délit, se rattachent à un troisième chef, comprenant les prescriptions de droit pénal et d'instruction criminelle.

Ces trois ordres de garanties se rencontrent dans la charte de coutume comme dans la charte de commune proprement dite, à propos d'une communauté rurale aussi bien que d'une communauté urbaine. Mais c'est dans celle-ci que l'on voit apparaître un nouveau point de vue. Nous voulons parler de la vie commerciale ayant, pour centre, les marchés et les foires, et pour conséquence, l'extension aux étrangers eux-mêmes d'un régime de protection et de faveur. Enfin, et comme couronnement de l'édifice communal, viennent se placer les règles consacrant une organisation formelle des bourgeois et reconnaissant à leurs représentants des attributions régulières.

Ces divers chefs se rapprochent sur bien des points et s'appuient mutuellement ; plusieurs dispositions se rattachent à la fois à l'un ou à l'autre.

A. Le principe fondamental du droit communal est la liberté personnelle. En combinant ce principe avec le délai ordinaire de l'ancien droit germanique, on déclara libre tout individu qui, sans être poursuivi,avait séjourné un an et un jour dans une ville ou une localité déterminée. C'est là une règle généralement admise en Allemagne [1], notamment dans les chartes des Zähringen [2] et qui a pénétré en Savoie [3], dans

[1] L. Maurer. *Geschichte der deutschen Städteverfassung*, I, § 184.

[2] Fribourg en Brisgau, art. 51. Fribourg et Uchtland, art. 48. Berne, art. 13. Burgdorf, art. 98. Morat, art. 14. Le même principe a été reconnu en faveur de Zurich par un privilége impérial de 1362. Voy. Rüttimann: *Uber die Geschichte des schweizerischen Gemeindebürgerrechts*. Zurich, 1862.

[3] Menabrea. *Histoire municipale de Chambéry*, pag. 92. — *Recueil des franchises des principales localités du diocèse de Genève. M. D. G.*, XIII, Int. pag. XVIII.

la Franche-Comté[1], etc. On la rencontre dans toutes les chartes vaudoises[2], à l'exception de celle de Villeneuve.

Avant l'expiration de ce terme, le maître devait faire valoir ses droits contre le serf qui s'était réfugié dans la ville ; et le mode de preuve était devenu l'objet de prescriptions précises[3]. Dans la plupart des chartes du Pays de Vaud ci-dessus mentionnées, on exigeait le serment de deux personnes d'une condition égale à celle de l'individu poursuivi.

Mais dans le cas même où ce dernier avait succombé devant la poursuite exercée contre lui, il devait être escorté durant un jour et une nuit[4], et la même protection était due au bourgeois, qui avait pris la résolution de se retirer de la ville, car la liberté dont il jouissait ne devait pas se transformer pour lui en assujettissement[5].

Souvent on prescrit d'une manière expresse que le bourgeois est exempt de toute taille et redevance servile[6], mais

[1] Tuetey, *Droit municipal*, etc., pag. 29.

[2] Vevey (1236), Moudon, art. 3, Aigle, Palézieux, Vevey (1370), Orbe, etc.

[3] Ces prescriptions ont varié et les changements n'ont pas toujours eu lieu dans un sens favorable à la liberté. A Berne et à Fribourg en Uchtland le serment de sept parents du taillable était nécessaire, tandis qu'à Evian (1265) on se contentait de trois ou de deux témoins. Le traité conclu en 1301 entre Berne et la seigneurie de Kybourg modifie les principes de la *Handfeste* de Berne, en autorisant le seigneur ou un de ses officiers à réclamer un de ses ressortissants dès que son affirmation est corroborée par celle de deux autres personnes. Ed. von Wattenwyll. *Geschichte der Stadt und Landschaft Bern* I, pag. 205.

[4] Moudon (3), Vevey (1370), Orbe. — Voy. aussi la charte de Neuchâtel de 1214.

[5] Aubonne, Vevey (1236). D'après la charte de Fribourg en Brisgau, celui qui abandonnait la ville était escorté *ad medium Rhenum*; d'après celle de Fribourg en Uchtland, durant trois jours. Le terme d'un jour et une nuit est généralement adopté en Savoie, à Gex, à Morat, dans le Faucigny, le Genevois, etc. La même garantie est accordée aux ressortissants d'une seigneurie rurale (par exemple aux *homines* placés sous la *potestas* du prieur de Romainmotier. *M. D. R.*, III, pag. 483 et 620).

[6] Charte d'Aigle de 1314.

la liberté personnelle se révèle surtout dans la faculté absolue de disposer de sa fortune pour cause de mort. Cette faculté est tantôt expressément formulée [1], tantôt implicitement consacrée dans les règles relatives à la succession *ab intestat* [2]. La charte de Moudon et celles qui l'ont prise pour modèle, ont mis en relief le droit du père vis-à-vis de ses enfants, et l'expriment d'une manière énergique en déclarant qu'il n'est pas tenu de donner en partage à son fils autre chose qu'un quarteron de pain et un bâton blanc [3].

Le pouvoir testamentaire, excluant le droit du seigneur à la succession, avait été souvent dénié à deux catégories de personnes, les bâtards et les usuriers.

Le droit des bâtards est expressément reconnu dans les chartes d'Aigle, d'Orbe et de Nyon (1439). Il en était de même à Yvoire et dans la rénovation des franchises d'Evian en 1324. Dans d'autres villes, le seigneur l'emportait sur les héritiers testamentaires, non sur la descendance directe du bâtard [4].

Quant aux usuriers, trois systèmes étaient en présence : leur exclusion complète du droit testamentaire [5], l'absence de toute restriction [6], enfin une distinction dépendant de leur position

[1] Orbe, Nyon (1439) ; — Evian, Rumilly, chartes du Faucigny et du Genevois.

[2] Vevey (1236) ; Aigle, Vevey (1370).

[3] Termes identiques des chartes de Moudon, Palézieux et Orbe. L'article 20 des franchises de Payerne indique deux cas dans lesquels, de son vivant, le père peut être astreint à faire partage à un de ses fils, lorsqu'il s'est marié du consentement de son père ou qu'il a dépassé l'âge de vingt-cinq ans.

[4] Tuetey. *Droit municipal de la Franche-Comté*, pag. 83.

[5] Fribourg en Uchtland, Evian (1265) ; les enfants toutefois héritaient des biens meubles.

[6] Aigle, Yvoire, Châtelard-en-Bauges, Saint-Branchier, Saint-Laurent du Pont, etc. L'abolition du droit sur les usuriers a fréquemment fait l'objet de décisions spéciales. Voyez l'acte du 29 septembre 1294 pour Villeneuve (N° 3, pag. 41); la renonciation du comte de Savoie à ce droit quant à Evian, en 1298. (*Mém. et Doc. gen.*, XIII, 2e partie.) Ces renonciations avaient lieu parfois à prix d'argent.

religieuse au moment de la mort. C'est dans le cas seulement où ils sont réconciliés avec l'église que leur droit est garanti, sinon tous leurs biens appartiennent au seigneur. Ce dernier système est celui qui domine dans le droit vaudois [1].

En l'absence de testament, les franchises communales confirment le droit de succession *ab intestat*, soit en se référant purement et simplement aux règles du droit [2], soit en indiquant le degré extrême de parenté collatérale : on voit le cercle s'élargir successivement, et correspondre tour à tour au troisième degré de computation canonique [3], au quatrième [4], et au cinquième [5].

La succession des conjoints n'est prévue que dans les franchises de la Roche, qui suivent en cela l'exemple de Fribourg [6]. Celles de Payerne (art. 20) et de Nyon (1439) renferment des prescriptions assez compliquées sur le droit respectif des enfants de différents lits. Il est question également, à Payerne (art. 19 et 55), de la position des filles qui, dans la plupart des chartes de Savoie, doivent se contenter dans la succession paternelle de leur dot et de leur douaire.

Lorsque les parents ne se présentent point immédiatement, la succession, d'après un article de la charte de Villeneuve (littéralement reproduit un siècle plus tard à Aigle), est attri-

[1] Vevey (1236), Moudon, Palézieux, Orbe. Voy. les chartes de Saint-Genis d'Aoste, Cruseilles, Seyssel, Rumilly, Chastel en Genevois, etc. La formule consacrée est celle-ci : *Manifesti usurarii quos ecclesia non recepit domino sunt*.

[2] *Secundum juris ordinem*. Voy. la plupart des franchises du diocèse de Genève.

[3] Aigle, Yvoire.

[4] Suze (1198), Evian, Châtelard-en-Bauges, Saint-Branchier, villes du Faucigny. — La Tour de Vevey (1378) énumère exactement les divers ordres de parenté.

[5] Vevey (1370); Montreux.

[6] A Saint-Branchier, au delà du quatrième degré, la succession est échue au seigneur, mais on retient l'usufruit pour le conjoint : *ex antiqua consuetudine*.

buée au comte. Mais en général, cette attribution n'a lieu qu'après l'expiration d'un délai d'un an et un jour, durant lequel les biens vacants sont confiés à la garde de deux *probi homines* [1]. Le seigneur est tenu de payer les dettes, et quelquefois de consacrer une somme en faveur de l'église : dans certaines villes, la fortune est affectée entièrement à des destinations d'utilité publique [2].

B. Les droits communément appelés seigneuriaux sont de genres très divers. Les uns résultent de la souveraineté politique, tandis que d'autres se rattacheraient plutôt à la propriété territoriale, au domaine direct.

On peut observer que dans le cours du temps, soit leur nombre, soit leur étendue tend à diminuer et qu'ainsi les charges sont moins lourdes, la liberté des ressortissants plus complète. Aussi aurons-nous plus d'une fois à signaler, non point les obligations prescrites par les chartes communales vaudoises, mais précisément celles dont ces chartes ne font pas mention, tandis qu'on les retrouve dans beaucoup d'autres localités.

Les obligations de nature militaire se réduisent à la cavalcade ou chevauchée [3].

[1] Ce délai se rattachant à la saisine d'an et jour est prescrit dans les *Assises de Jérusalem*, dans la charte de Fribourg en Brisgau (art. 4), dans la plupart de celles de Savoie et de Franche-Comté. Il est indiqué expressément à Vevey (1236). — Nous verrons que le même délai fut appliqué à la conservation des biens des étrangers ; c'est à ce point de vue qu'il en est question à Moudon, Palézieux, etc.

[2] A Fribourg en Uchtland : *una pars pro Deo detur, secunda in edificationem ville, tertia domino*, art. 26.

[3] L'obligation de faire le *guet*, qui joue un certain rôle dans la Savoie et le Pays de Gex, n'apparaît que dans une seule des chartes du Pays de Vaud Vevey (1236). — On mentionne encore moins l'obligation de recevoir *cum magno gaudio* le comte ou seigneur qui vient séjourner dans une de ses villes ; cette formule se rencontre dans la plupart des franchises du diocèse de Genève.

Le devoir de chevauchée est déterminé soit par des limites régionales, soit par un nombre précis de jours. Le premier mode de fixation prédomine seul dans les chartes les plus anciennes, et il est intéressant à constater, car il sert à indiquer le ressort habituel des expéditions et les mœurs de l'époque.

Tandis qu'à Chambéry, Montmélian, Saint-Genis d'Aoste et Léaz, la chevauchée ne peut s'étendre au delà du Mont-Cenis et du mont Saint-Bernard, dans les chartes de Villeneuve, d'Aigle, de Saint-Branchier, elle a lieu dans le diocèse de Sion et autour du lac, mais pas assez avant dans les terres pour qu'on ne puisse revenir le même jour sur les bateaux. D'après le droit de Moudon, elle peut être exigée durant huit jours dans les trois diocèses de Sion, Lausanne et Genève[1].

Bientôt les dispositions relatives à la chevauchée porteront uniquement sur sa durée, et celle-ci tendra sans cesse à diminuer. Elle est d'un mois à Evian (1265) et à Saint-Maurice, mais plus généralement on adopte le délai d'un jour et d'une nuit[2].

Quant aux redevances financières, celle connue sous le nom *d'aides*, payée au seigneur dans certaines circonstances déterminées, ne se rencontre point dans nos chartes vaudoises, à la seule exception de celle d'Aubonne, qui offre, par son carac-

[1] On peut rapprocher des renseignements fournis par nos chartes communales un document analysé en ces termes par M. de Gingins : « Le traité fai entre le couvent de Romainmotier et l'impératrice Béatrix, en 1181, porte que les milices de cette prévôté devront suivre en guerre la bannière du comte de Bourgogne, d'un côté jusqu'à Aubonne et de l'autre jusqu'à Avenches ; c'est-à-dire jusqu'à la limite où, dans les vues de l'empereur, devait s'étendre l'autorité du comte palatin en deçà du Jura. » (*Mém. et Doc. rom.*, XIV, pag. 19, note 4.)

[2] Ce délai, emprunté aux franchises de Zähringen, se retrouve à Vevey, Aubonne, Payerne, Lausanne (Plaict général, N° 59), Seyssel, Gex, dans la plupart des chartes du Genevois et du Faucigny.

tère d'arbitrage entre les seigneurs, une physionomie particulière [1].

Les *aides* appartiennent en effet au régime féodal ou patrimonial [2] bien plus qu'au droit communal, et cependant on les retrouve généralement dans les chartes de la Franche-Comté. Ce n'est point qu'en fait les communes vaudoises n'aient, à plusieurs reprises, voté des sommes souvent élevées à leurs seigneurs, dans les circonstances mêmes qui étaient prévues par le droit commun des aides féodales, par exemple lors de la dot d'une fille [3]. C'était un subside voté par délibération expresse des communes, et dont le caractère de *don gracieux* était expressément reconnu dans les actes émanés du comte [4].

Un droit de navigation de 40 sous par année est exigé des habitants de Villeneuve. Cette somme doit être payée à Pâques entre les mains du châtelain de Chillon [5].

On connaissait sous le nom de *credentia* ou *quarantena* le droit de seigneurs laïques ou ecclésiastiques de prendre à crédit durant quarante jours, chez leurs ressortissants, les objets

[1] Les franchises d'Aubonne sont également les seules du diocèse de Genève qui mentionnent les aides. *Mém. et Doc. Gen.*, XIII, 2e partie. Intr. pag. IX.

[2] Dans nos contrées, on peut citer comme exigeant des *aides* de leurs ressortissants les comtes de Gruyère, de Neuchâtel, les sires de Valangin, de La Sarraz (vis-à-vis de leurs hommes de Montreux), et, parmi les ecclésiastiques, les évêques de Lausanne et de Sion, le prieur de Romainmôtier, le chapitre de Lausanne. La nature des *cas* motivant l'obligation des aides s'était modifiée vis-à-vis des seigneurs ecclésiastiques.

[3] Voy. acte du 10 juin 1346.

[4] Plusieurs de ces actes figurent dans le présent volume. L'éditeur a fait ressortir l'importance, pour le développement des états du Pays de Vaud, de ce principe du vote des subsides par les communes ainsi que par d'autres ordres de la population.

[5] La charte d'Evian de 1266, celle de Nyon de 1439, renferment aussi diverses dispositions sur le droit de navigation.

nécessaires à leur entretien. Ce droit qui, suivant la charte d'Evian, était la coutume générale des villes de Savoie [1], qui avait été maintenu par les évêques de Lausanne [2] et de Sion [3], ne se rencontre dans le Pays de Vaud laïque qu'à Vevey (1236). Dans les chartes dont Moudon est le type, on se borne à dire que le bourgeois ne doit pas vendre au seigneur plus cher qu'à un autre, et que le gage par lui déposé doit être gardé pendant quarante jours [4].

La propriété des maisons situées dans les villes était soumise à deux genres de droits : impôt direct et régulier, et droits au moment de la mutation [5].

L'impôt étant déterminé par l'étendue du front de la maison, avait pris le nom de *toyse* [6]. Très général dans toutes les villes situées sur les deux rives du Léman, comme sur les deux revers du Jura, le droit de toyse a sans cesse diminué. De 8 deniers par toyse à Villeneuve, de 7 à Chambéry, de 6 à Evian, Aoste, Saint-Branchier et Aigle, de 4 à Montmélian, de 3 à Gex et Léaz, il n'est plus à Moudon, Palézieux et Orbe, comme dans la plupart des chartes de Savoie, du Genevois, du Faucigny, que de 2 deniers [7].

La vente d'une maison entraîne à Villeneuve, Aigle, Yvoire

[1] *Evian*, art. 30 : « Secundum bonas consuetudines aliarum villarum francharum de Sabaudia. »

[2] Reconn, gen., *M. D. R.* VII, N° 4, pag. 9. Il en est de même dn chapitre de Lausanne à l'égard des ressortissants de Saint-Prex, *M. D. R.* VI, 264.

[3] M. D. R. XVIII, chartes sédunoises, N° 51. Le vidomne de Sion a une *credentia* de 20 jours.

[4] Moudon, art. 65-66.

[5] On ne rencontre pas de cens foncier proprement dit, comme dans certaines villes des Zähringen ou à Chambéry.

[6] Ce nom alternait en Franche-Comté avec celui de *census rapinalis*, soit originairement *arpennalis* ou *agripennalis*. Tuetey, *Droit municipal*, pag. 47.

[7] Dans la Franche-Comté il variait de 26 à 2 deniers, et l'on distinguai parfois la nature des biens-fonds : une distinction de ce genre apparaît dans la charte de Saint-Cergues.

un laud du $^1/_{13}$ denier de la part du vendeur, autant de la part de l'acheteur ; à Vevey $^1/_{10}$ et de la part de l'acheteur une coupe de vin, plus tard uniquement ce dernier droit[1].

Il n'est question qu'à Aubonne, d'un droit de préférence réservé au seigneur lors de la vente des maisons, ainsi qu'il l'est à Saint-Genis d'Aoste, à Evian, dans les villes du Faucigny et de la Franche-Comté[2].

Tout en renvoyant à une section ultérieure ce qui concerne les foires et les marchés, nous devons parler ici des industries permanentes établies dans les villes et fournissant à leurs ressortissants des objets de première nécessité. Le seigneur intervenait, en effet, dans ces industries, par des redevances, des monopoles, une réglementation souvent minutieuse, et les prescriptions à ce sujet, très nombreuses dans nos chartes, sont de celles qui font le mieux connaître l'état social et économique du moyen-âge.

S'agit-il de la fabrication du pain, nous rencontrons à Moudon le moulin et le four du seigneur, soit moulin et four banal : nul ne peut moudre son blé ni faire cuire son pain ailleurs, à moins qu'on le fasse attendre plus d'un jour et d'une nuit. D'autre part, les obligations du meunier et du fournier sont précisément fixées (art. 48, 49) ; le boulanger, dont le bénéfice ne saurait dépasser une certaine limite, est soumis à une redevance aunuelle, et un contrôle est exercé par le seigneur, avec le concours des bourgeois sur la qualité du pain (art. 54[3]).

[1] Mondon, Palézieux. Cruseilles et Seyssel. Il en était de même à Bulle. Gremaud, *Histoire de la ville de Bulle*, pag. 34.

[2] Dans certains textes, le seigneur se réservait le droit d'accepter la redevance due pour la vente de l'immeuble, ou de prendre la vente à son compte pour le prix convenu entre l'acheteur et le vendeur, quelquefois même avec un rabais de quelques deniers. Tuetey, *Droit municipal* en Franche-Comté. pag. 58-59.

[3] « Et dominus, quotiens viderit panem non sufficientem, potest ipsum accipere et ostendere burgensibus, et si burgenses dixerint panem non sufficien-

La profession de boucher, sans être toujours astreinte à des redevances[1], est l'objet de prescriptions sévères et minutieuses, destinées soit à restreindre le bénéfice, soit à garantir aux chalands la sincérité et la bonne qualité de la marchandise, et à prévenir tout ce qui pourrait nuire à la santé publique[2].

La vente du vin n'est pas moins réglementée, quoique le monopole du seigneur à ce sujet, assez général au moyen âge, ne se présente à nous que dans les chartes de Villeneuve et de Saint-Cergues[3]; mais le tavernier est astreint à une redevance[4], et il ne doit pas arbitrairement, sans le consentement du seigneur et des bourgeois, augmenter le prix du vin.

Enfin les cordonniers sont généralement soumis à une redevance d'une paire de souliers à choisir parmi les meilleures, à la seule exception de deux autres paires[5].

tem, dominus potest ipsum frangere et dare pauperibus.» Prescriptions analogues à Palézieux, Vevey, Orbe et dans la plupart des chartes communales des pays voisins. La banalité des fours et moulins est assez générale.

[1] Les redevances consistaient dans certaines portions de l'animal tué, *Linguœ bovum et vaccarum* (Cruseilles, Seyssel, chartes du Faucigny); *linguœ et lumbi*, à Saint-Genis d'Aoste, Aubonne, Lausanne, d'après le Plaict général.

[2] Moudon, art. 41 à 46, reproduits à Palézieux, Orbe et Vevey.

[3] Ce monopole appelé *ban du vin* consistait dans le droit exclusif du seigneur de vendre du vin dans un délai déterminé, ainsi : durant le mois de mai, à Saint-Genis d'Aoste, Evian, dans les franchises du Faucigny; durant les quinze premiers jours de mai à Saint-Branchier et Yvoire; durant un un mois à volonté à Châtelard en Bauges. Le ban du vin était fixé à Saint-Cergues au mois d'août, suivant la coutume habituelle de la Franche-Comté. A Mâcon, le comte, le vicomte et l'évêque s'étaient réservé chacun quinze jours.

[4] A Moudon, etc., une coupe de vin. De même dans plusieurs villes du diocèse de Genève et en Franche-Comté.

[5] *Unum par sotularium de melioribus quos invenerit penes sutorem exceptis duobus paribus.* Moudon (55). Palézieux, Voy. aussi la charte de Fribourg en Uchtland (art. 8) et le plait de Lausanne de 1368. Pour atteindre matériellement le résultat prévu par cet article, quelques franchises autori-

C. Les prescriptions sur le droit pénal occupent dans les statuts municipaux du moyen âge une place considérable. Cette importance se justifie à un double point de vue. Il s'agit de sauvegarder la sécurité des personnes et des propriétés, de faire régner la paix et la justice, mais en même temps il faut atteindre ce résultat en garantissant les bourgeois contre l'arbitraire du seigneur et de ses officiers.

Aussi les franchises consacrent-elles souvent l'indépendance judiciaire de la ville, l'exclusion de poursuites devant les tribunaux étrangers. C'est là un des traits des chartes de Zähringen, et que l'on rencontre dans la confirmation des franchises de Moudon, dans celles de Payerne (art. 47), de Vevey et d'Orbe: on réserve néanmoins à Vevey les causes d'appel que le seigneur peut faire porter devant un tribunal en deçà des monts.

En thèse générale, une distinction foncière domine le droit pénal et l'instruction criminelle. On sépare les crimes dont la condamnation est absolument abandonnée au seigneur (*in misericordia domini sunt*), ce qui l'autorise à mettre à mort le coupable et à confisquer ses biens, et les crimes et délits aboutissant à une condamnation pécuniaire exactement fixée.

Dans la première catégorie figurent les *homicidæ*, *latrones*, *proditores* [1] : quelquefois l'importance attachée à la loyauté des transactions avait engagé à frapper d'une peine aussi sévère ceux qui emploient deux mesures : une grande pour acheter, une petite pour vendre [2].

L'individu ayant commis un homicide est l'objet d'une pres-

sont le cordonnier, à tenir dans chaque main une paire de souliers. (Rumilly et chartes du Faucigny.) En Franche-Comté on se borne à dire *nec de pejoribus nec de melioribus*. (Tuetey, pag. 49.) Ce sont les termes que l'on trouve dans la charte de Neuchâtel.

[1] « Homicide, latrones, proditores domino sunt ,nisi aliqua evidenti ratione se potuerunt excusare. » Moudon (51). Palézieux, Vevey et Orbe.

[2] Moudon (39). Cette disposition existe à Cruseilles, Seyssel, Rumilly.

cription spéciale qui semble révéler un vestige de la vengeance du sang : il lui est interdit de rester dans la ville ou d'y rentrer à moins qu'il puisse alléguer des preuves évidentes d'excuses [1].

Des crimes et délits infiniment divers de nature et de gravité, n'entraînaient que des condamnations pécuniaires déterminées d'avance avec précision, et ne dépassant point en général un maximum de 60 sols. On trouve frappés de cette peine, non-seulement les faits que nous appellerions des délits communs, mais aussi, dans certaines chartes, le refus des obligations militaires envers le souverain ou la violation de règlements municipaux [2].

L'adultère est atteint du maximum de 60 sous [3], mais cette amende paraît dans quelques villes comme le rachat d'une condamnation humiliante [4]. D'ailleurs. quant à ce délit, c'est la question de preuve qui préoccupait surtout : la charte de Vevey de 1236, exclut le témoignage d'individus appartenant à la maison du seigneur [5] ; la charte de Moudon et celles qui en dérivent exigent la constatation du flagrant délit, et le font dépendre de critères exactement déterminés [6].

[1] Moudon (75), Palézieux, Orbe, Vevey.

[2] Cela a lieu surtout dans les chartes les plus anciennes. Ainsi à Villeneuve une peine de 60 sous est encourue par celui qui désérte la chevauchée ou qui enfreint le *ban du vin*, réservé au comte.

[3] Villeneuve, Vevey, Moudon, Palézieux. De même dans les principales villes du Genevois (Cruseilles, Rumilly, Thône, La Roche, Annecy).

[4] Dans la charte primitive d'Aoste il est dit : *Nudi per civitatem ducantur et penam LX sol incurrent.* A Evian : *Nudi per villam fustigentur vel dedecus suum redimant si maluerint 60 solidis.* A Saint-Laurent du Pont : *Vel debent ambo trotari per villam.* Même alternative dans diverses chartes françaises. Observons qu'à Saint-Genis d'Aoste l'adultère est remis au jugement de Dieu. *Qui adulterium fecit solum Deum habet ultorem.*

[5] A Seyssel : *Non per familiares castellani sed per duos legitimos homines.*

[6] « Si aliquis uxoratus inveniatur cum aliqua uxorata vel non uxorata in lecto bracis tractis, tenetur domino sexaginta solidis. »

Dans l'impossibilité de rendre compte de la variété infinie des dispositions de droit pénal, nous indiquerons, à titre d'exemple, les délits frappés dans la charte de Moudon du ban de 60 sous : coups portés avec un bâton ou une arme quelconque (art. 22) ; jet d'une pierre lancée de telle sorte que le coup apparaisse sur le mur ou en terre, lors même que personne n'aurait été atteint (art. 23) ; épée tirée hors du fourreau de la longueur d'au moins une coudée (art. 24) ; dépossession violente de choses appartenant à autrui (art. 30) ; coups et blessures perpétrés contre une personne dans sa propre maison (art. 31).

Des peines moindres (10, 5, 3 sous) sont encourues par celui qui tire les cheveux des deux mains, par celui qui déchire les habits, qui frappe du pied, de la paume de la main ou du poing, qui profère certaines injures déterminées et non méritées [1].

Lorsque le délit est commis par une femme, le ban est généralement réduit de moitié [2]. Il en est de même dans le droit de Moudon pour une rixe en dehors des limites de la ville [3].

Nous ne nous sommes occupés que de l'amende due au seigneur; une satisfaction tantôt précisément égale au dommage, tantôt fixée à l'avance [4] est payable à la personne lésée.

L'impunité pour un soufflet donné à un homme ou à une femme de mauvaises mœurs attaquant une personne honorable, déjà consacrée dans quelques chartes des Zähringen, devient de droit commun [5].

[1] Si quis dixerit alicui *avoutro* vel *pugnex* sive leprosus et non sit, tenetur domino in decem solidis, et illi qui dixerit in quinque solidis (art. 34).

[2] Voy les franchises du diocèse de Genève, et dans le présent volume Vevey (1236), Moudon (32), Palézieux, Orbe, Estavayer.

[3] Moudon (33). Cette différence caractéristique constitue ce qu'on appelle a « paix de la ville. »

[4] Le plus souvent c'est précisement la moitié de l'amende due au seigneur· Moudon, art. 25 à 30.

[5] Vevey (1236), Moudon, Palézieux, Orbe. On la trouve presque partout

Le principe d'impunité, ensuite de défense personnelle ou sociale, nous apparaît sur une échelle assez large dans les chartes de Villeneuve et d'Aigle : impunité de celui qui ayant rencontré un brigand et ne pouvant s'en rendre maître le met à mort, et de celui qui, poursuivant dans sa fuite un individu qui a frappé du couteau, vient à le tuer.

Comme impression générale, on peut observer que le droit pénal occupe moins de place dans les communes vaudoises que dans certaines chartes de Savoie ; ces dernières prévoient un nombre plus considérable de faits punissables, infligent pour quelques-uns, des peines humiliantes ou de mutilation (perte du poing pour le faux témoignage ou l'incendie) dont on peut se dégager à prix d'argent, et soumettent au contraire à une peine corporelle ceux qui ne peuvent pas payer l'amende[1].

La distinction entre les deux catégories de crimes se reflète dans des prescriptions de procédure qui intéressent la liberté des citoyens. Pour ceux des crimes qui ne sont pas réservés au seigneur, l'arrestation ne peut s'effectuer sans le concours des citoyens. (Moudon, art. 14 ; Vevey 1370.)

Le trait le plus caractéristique des chartes dont Moudon est le type forme en même temps le point le plus mystérieux de

dans les franchises de Savoie (Aoste, Chambéry, Montmélian, Rumilly, Seyssel, Châtelard), dans celles du Faucigny et du Genevois (La Roche, Thônes, Annecy). Dans quelques villes, l'impunité semble réservée à la personne injuriée elle-même. Voy. aussi la charte de Saint-Branchier, dont la rédaction est légèrement différente : « Item si aliqua vilis persona dixerit verba contumeliosa alicui burgensi et burgensis eum de pugno vel de palma percuxerit sine sanguinis effusione, nisi leviter per os vel nares, ad bannum minime teneatur. »

[1] On trouve néanmoins une prescription de ce genre dans l'article 76 des franchises de Moudon : « Qui intrat hortum sive virgultum alicuius sine licentia illius cuius est hortus seu virgultum, nisi sequendo animal suum sive avem suam si clausi fuerint, tenetur de die domino in X solidis et illi cuius est hortus sive virgultum, in V solidis et si solvere non potest, debet currere nudus per villam. »

notre étude. Il s'agit de la *regiquina*. Les dispositions qui la concernent sont inscrites en termes presque identiques dans les franchises de Moudon, Palézieux, Vevey, Orbe, Montreux, mais il n'en est fait aucune autre mention dans notre recueil ni dans les documents parvenus à notre connaissance.

C'est évidemment un genre de preuve en matière pénale (*si quis rixatur cum aliquo et percutit ipsum*) ; c'est une preuve qui, tout en étant émanée d'une seule personne, peut suffire pour la condamnation, et, par conséquent, constitue un privilége pour le lésé. A ce résultat aussi grave doivent correspondre des conditions strictes. Elle est accompagnée d'un serment accompli devant des *probi homines*, en présence de l'accusé. En outre, elle ne doit point être fournie par celui qui a pris part à la rixe, et cette incapacité personnelle peut déjà faire l'objet d'un débat préalable.

C'est donc l'assertion publique, solennelle, orale, corroborée par serment, d'une personne désintéressée. Tels sont du moins les éléments qui paraissent devoir être dégagés de nos chartes, mais qui, s'ils permettent de préciser la question, ne suffisent point encore pour la résoudre. On peut se demander en particulier si, aux conditions de publicité, d'oralité, de serment, vient s'en joindre quelque autre, et si on doit rapprocher la *regiquina* de la torture, qui semble indiquée dans la charte de Vevey comme étant synonyme.

D. Un quatrième groupe de prescriptions concerne les foires et les marchés ; elles nous appellent à envisager la ville ou communauté comme un centre commercial, attirant des étrangers et contribuant à la prospérité matérielle des ressortissants.

Les foires (*nundinæ*) ont lieu à certaines époques de l'année[1], les marchés (*forum*), chaque semaine. Le jour hebdo-

[1] A Evian, durant trois jours, à la Saint-Denis ; à Yvoire, à la Saint-Mar-

madaire du marché est d'ordinaire fixé dans les chartes, et souvent, si nous ne nous trompons, ce jour s'est maintenu jusqu'à l'époque actuelle.

Des prescriptions passablement compliquées s'efforcent dans plusieurs villes de favoriser les transactions du marché, en réprimant celles qui s'accomplissent en dehors du lieu[1] ou du temps déterminé. La charte de Moudon au contraire permet de vendre dans chaque logis (à la fenêtre)[2], sauf ce qui est vendu à la boucherie (*in macello*). Le marché ayant lieu le lundi, les marchands sont protégés du dimanche au lever du soleil jusques au mardi soir, et c'est durant ces trois jours que la vente peut avoir lieu (art. 7.)

L'étranger venu pour les transactions commerciales est en effet l'objet de garanties et de dispositions favorables. On prévoit les soins à lui donner en cas de maladie (Moudon, art. 5) ; les rixes dans lesquelles il est engagé sur le marché, les coups qui lui sont portés, entraînent une peine plus forte[3]; on a même étendu aux étrangers qui meurent dans la ville les prescriptions édictées quant aux bourgeois pour sauvegarder les droits de leurs héritiers[4].

tin ; à Villeneuve, Aigle, au Châtelard, deux fois par an. La charte de Berne lui assure deux foires annuelles. Voy. le Plaict de Lausanne sur les foires ou *li feyry* de cette ville. Il n'est question à Moudon que des marchés.

[1] A Evian la place du marché appartient au comte : on ne peut vendre ailleurs. Dans d'autres villes, défense d'acheter hors des portes (Thônes, Rumilly).

[2] Moudon, art. 10.

[3] C'est ce qu'on appelle *fractio fori*, violation de la paix du marché. Une rixe entre bourgeois n'est pas qualifiée de *fractio fori*.

[4] La charte primitive d'Aoste, celle de Villeneuve (encore suivie en 1314 par Aigle), attribuent au seigneur les biens des étrangers, à l'exception des legs pies qu'ils auraient pu faire. Mais déjà le principe de la conservation de leurs biens pendant un an et un jour est consacré à Vevey, 1236, à Saint-Genis d'Aoste, à Evian, plus tard dans les chartes du rameau de Moudon, dans celles de Savoie et du Genevois.

D'autre part, c'étaient les étrangers qui étaient essentiellement appelés à payer soit les péages, soit les leydes, c'est-à-dire les redevances prescrites pour la vente de divers genres de marchandises. Les bourgeois étaient souvent exemptés des premiers et plus généralement encore des secondes[1].

Le refus de payer la leyde entraîne le ban de soixante sous ; mais d'autre part on sauvegarde la bonne foi, et l'on a même imaginé, dans ce but, un moyen assez naïf de faire constater l'intention de payer la redevance : le marchand était autorisé à en déposer le montant sous une pierre, entourée de deux autres pierres, et après l'avoir recueilli devant deux témoins, il le représentait au jour suivant du marché[2].

E. La plupart des dispositions qui précèdent, présupposent un corps de bourgeoisie, une agrégation caractérisée par un ensemble de droits et d'obligations et dotée d'une position exceptionnelle.

Pour que ces droits soient entièrement garantis, que cette position soit assurée, il faudra que l'agrégation ait une existence collective, qu'une certaine autorité soit attribuée à ses représentants.

Dans les chartes de Moudon, Palézieux, etc., le séjour d'un an et un jour faisait acquérir non-seulement la liberté, mais, du même coup, le droit de bourgeoisie. Il pouvait y avoir en outre admission expresse, et celle-ci dépendait seulement des associés, car il est formellement interdit au seigneur de recevoir des bourgeois sans l'assentiment des bourgeois eux-mêmes[3].

[1] Moudon (8), de même qu'à Evian, etc. L'exemption des péages est inscrite dans les chartes d'Aigle et d'Yvoire.

[2] Ce mode figure dans des chartes fort anciennes de Savoie (Chambéry, Montmélian, Saint-Genis d'Aoste), et dans d'autres plus récentes, ainsi qu'à Moudon, Palézieux, etc.

[3] Moudon, art. 16. Palézieux. A Evian, d'après la charte de 1324, c'est aux quatre syndics qu'est remis le pouvoir de recevoir des bourgeois.

On n'exige point, d'autre part, pour l'admission à la bourgeoisie, une propriété immobilière d'une certaine valeur ; il n'est pas question non plus dans les chartes vaudoises, de ces bourgeois externes *(Ausbürger)* qui ont joué un grand rôle dans certaines contrées de la Suisse, et faisaient de la bourgeoisie une corporation héréditaire, pleinement indépendante du domicile effectif.

A côté des droits et priviléges reconnus à chaque bourgeois envisagé isolément, certaines attributions sont conférées tantôt à la réunion de quelques-uns d'entre eux (pour l'arrestation des criminels, l'administration de la justice)[1], tantôt à leur universalité. Ainsi on doit obtenir le consentement des bourgeois pour recevoir, nous venons de l'observer, un nouveau membre de la commune, pour établir des amendes non prévues dans la charte, ou pour édicter des ordonnances de police[2].

Quant à des représentants de la communauté élus par elle, il n'en est question ni à Villeneuve, ni à Chambéry et Montmélian, ni dans la première charte d'Evian. Mais leur élection est l'objet d'un acte spécial pour Evian (1279), pour Aigle (1288) et pour Saint-Maurice (1290). L'établissement de quatre procureurs ou Syndics forme le premier article de toutes les franchises du Faucigny : il est prévu à Gex, dans plusieurs des chartes de 1324 et dans celles du Genevois, au XIVe siècle.

Les autorités électives, sous les noms de *conjuratores, consilium, jurati, consules*, constituent un des éléments essentiels des villes fondées par les Zähringen. *L'advocatus* était en général également nommé par les citoyens, mais à Fribourg les princes de Habsburg s'en étaient, durant un certain nombre d'années (de 1289 jusqu'en 1308), réservé l'élection.

[1] Moudon, art. 72.

[2] « Nisi cum consilio burgensium » Palézieux. Voy. aussi Vevey (1370) et Orbe.

Que nous apprennent à cet égard les chartes publiées dans le présent volume ? Payerne, dont *l'advocatus* est nommé par le comte, possède des *consules* soit *consiliarii* et un conseil de cinquante personnes. Les *quatre probi homines* prévus dans la charte de Saint-Cergues rappellent les institutions de la Franche-Comté et du diocèse de Genève. Enfin la charte de Nyon (1439) énumère une série de procureurs et officiers (*sindici*, *gubernatores*, *consules*, *bandereti*, *scribae*, etc.) que les ressortissants de Nyon ont le droit de nommer.

Les chartes concédées à Moudon, Palézieux, Orbe, etc., signalent les officiers exerçant le pouvoir au nom du comte, tels que le Bailli, le Châtelain, le Vidomne et le Métral, mais ne mentionnent point des magistrats ou procureurs élus par la communauté. Toutefois ces représentants apparaissent dans le préambule de quelques-unes des chartes postérieures (à Vevey en 1399, à Orbe, au Châtelard), car ce sont eux qui se présentent devant le comte ou le seigneur pour réclamer les franchises au nom de leurs combourgeois. En outre, dans une lettre du comte de Savoie, de 1391 (N° 71), relative à plusieurs villes à la fois, il est fait allusion aux quatre ou six *probi homines* de ces villes, et certains droits leur sont attribués.

Mais ces représentants de la communauté existaient-ils à l'époque des premières franchises, lors de la rédaction de celles de Moudon, par exemple ? C'est une question délicate, à laquelle nous serions plutôt disposés à répondre négativement, car au XIIIe siècle on attachait à cet établissement une telle importance qu'on se fût efforcé de le faire reconnaître par le seigneur, ainsi que cela avait eu lieu pour d'autres villes des états de Savoie. En tout cas, si ces représentants existaient, ils n'avaient aucun rôle officiel, aucune attribution expressément garantie. D'autre part, les prescriptions assez nombreuses de nos chartes par lesquelles, les bourgeois dans leur ensemble ou un certain nombre d'entre eux, sont appelés à concourir à un acte judiciaire ou à exprimer un consente-

ment, nous paraissent avoir peu à peu provoqué l'élection périodique de délégués. Ceux-ci, en effet, auraient été chargés, soit de remplir tel ou tel des offices attribués d'une manière vague à quelques bourgeois, soit de représenter la communauté, d'agir en son nom pour certains actes qui sont exigés d'elle, ainsi que pour la gestion d'intérêts purement matériels. Ce serait donc par la force des choses, et afin de réaliser en pratique des principes posés par les chartes communales, que des magistratures électives se seraient introduites. Nous ne pouvons toutefois formuler cette opinion qu'à titre de conjecture.

L'importance attachée aux franchises et aux droits qu'elles conféraient se trouve révélée et sanctionnée par le serment d'observer ces franchises. Un tel serment est imposé soit aux officiers du seigneur[1] (Vevey, Nyon), soit au seigneur lui-même (Moudon, Palézieux), et le serment des bourgeois n'est prêté, pour ainsi dire, qu'en réponse de celui auquel ils ont droit.

Nous ne pousserons pas plus loin cette analyse. Si plus d'un lecteur a pu la trouver trop développée, d'autres auront reconnu sans peine, qu'elle n'a pas fait ressortir divers ordres de dispositions qui ne sont point sans intérêt, par exemple celles qui sont relatives aux gages, à la procédure civile, aux droits d'usage dans les forêts et pâturages. D'autre part, en nous efforçant d'esquisser une sorte de moyenne du droit communal vaudois, nous avons dû négliger quelques franchises plus ou moins anormales, mais qui offriraient sans doute, pour ce motif même, une foule de points dignes d'attention : nous avons surtout en vue les chartes de Payerne, d'Estavayer et de Nyon. Enfin nous nous en sommes tenus

[1] De même qu'à Gex, dans les villes du Faucigny, et du Genevois, etc.

aux franchises originairement concédées, tandis que les actes successifs de confirmation pourraient, sous leurs formules monotones et redondantes, renfermer des dispositions additionelles ou dérogatoires, d'une certaine importance.

Nos indications très fragmentaires, n'ont pas eu, nous le répétons, d'autre but, que de montrer l'interêt que peut offrir l'exploration des pièces publiées dans ce volume, et de signaler une voie devant conduire à des recherches multiples et fécondes. L'abondance extrême des documents mis au jour depuis plus de trente années, impose l'obligation de les interroger avec soin afin de reconstruire les institutions et la vie sociale des générations écoulées.

Genève, août 1872.

CH. LE FORT, *prof.*

TABLEAU A CONSULTER

POUR L'ÉTUDE DES CHARTES COMMUNALES DE LA SUISSE OCCIDENTALE ET DE LA SAVOIE

ABRÉVIATIONS.

M. D. R. Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande. — M. D. G. Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. — M. D. S. Mémoires et documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie. (Chambéry.) — M. H. P. Monumenta historiæ patriæ (Turin). — Les documents renfermés dans le présent volume sont indiqués par un astérisque (*).

1198. — **Suze.**

Thomas I[er], comte de Savoie. Confirmation d'une charte émanée d'Amédée III, mort en 1148.

M. H. P. *Leges municip.* I, 5.

1144-1231. — **Lausanne.**

Reconnaissance des droits des évêques et des coutumes de la ville.

M. D. R. VII, pag. 7.

Fin du XIII[me] siècle. — **Aoste.**

Thomas I[er], comte de Savoie.

M. H. P. *Leges municip.* I, 33. — Cibrario et Promis, *Documenti*, pag. 82.

1214, avril. — **Neuchâtel.**

Berthold, sire de Neuchâtel.

Matile, *Institutions judiciaires et législatives*, pag. 182. — Le même, *Monuments de l'histoire de Neuchâtel et Valangin*, N° 62.

* 1214, avril. — **Villeneuve.**

Thomas I[er], comte de Savoie.

M. D. R. XXVII, N° 1.

Avant 1218. — **Morat.**
Berthold de Zæhringen.
Geschichtforscher, VII, pag. 215.

1228. — **Flumet.**
Aymon, sire de Faucigny.
M. D. S. XI, pag. 95.

1230, juin 22. — **Donmartin.**
Reconnaissance de coutumes.
M. D. R. VII, N° 17, pag. 35. — Grimm, *Weisthümer*, tom. V, pag. 8.

1232, mars 4. — **Chambéry.**
Thomas Ier, comte de Savoie.
Cibrario et Promis, *Documenti*, pag. 126.

1233. — **Montmélian.**
Amédée IV, comte de Savoie.
M. D. S. II, pag. 257.

* 1234, avril. — **Aubonne.**
Sentence arbitrale entre Guerric, Jaques et Pierre Puthou, coseigneurs d'Aubonne.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 1. — M. D. R. XXVII, N° 2.

1234, juin. — **Saint-Prex.**
Fondation par le chapitre de Lausanne, d'après les coutumes de Donmartin.
M. D. R. VII, N° 18, pag. 37. — Grimm, *Weisthümer*, tom. V, pag. 5.

1206 à 1236. — **Sion.**
Statuts faits par l'évêque Landri, les chanoines, etc.
M. D. R. XVIII, *Chartes sédunoises*, pag. 424.

* Circa 1236. — **Vevey.**
Franchises accordées à la nouvelle ville par Rodolphe d'Oron.
M. D. R. XVIII, *Avouerie de Vevey*, pag. 96. — M. D. R. XXVII, N° 3.

1232-1257. — **Saint-Genis d'Aoste.**
Béatrix de Savoie, veuve du comte Thomas.
M. D. S. IV, pag. 134.

1249, juin 28. — **Fribourg en Uechtland.**

Hartmann oncle et Hartmann neveu, comtes de Kibourg.

Geschichtforscher, I, pag. 81. — Werro, *Recueil diplomatique*, I, pag. 22. — Gaupp, *Stadtrechte im Mittelalter*, II, pag. 82.

1263, mars 12. — **Thoune.**

Elisabeth, veuve du comte Hartmann de Kibourg.

Rubin, *Handfeste der Stadt Thun*, 1779. — Zeerleder, N° 453.

1265, mai. — **Evian.**

Pierre, comte de Savoie.

Wurstemberger, *Peter der zweite*, IV, N° 687. — M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 5.

Sans date. — Statuts de Pierre de Savoie sur la procédure et les notaires.

M. D. R. I, pag. 215.

1265, septembre 14. — **Romainmotier.**

Plaid-général reconnu par le prieur du monastère.

M. D. R. III, pag. 481. — Zeerleder, N° 499 (1267).

1271, mai 1. — **Aarberg.**

Ulrich, sire d'Aarberg.

Walther, *Geschichte des bernerischen Stadtrechts*, I, Beil. N° 4. — Zeerleder, N° 560.

1273, septembre 29. — **Burgdorf.**

Eberhardt de Habsbourg-Laufenbourg et sa femme Anna de Kibourg.

Kopp, *Urkunden*, II, N° 69. — Gaupp, pag. 117. — Zeerleder, N° 601.

Circa 1273. — **Berne.**

Handfeste. Cette pièce que les anciens auteurs rapportaient à l'an 1218, paraît, d'après les nouvelles recherches, devoir être placée entre le 29 septembre 1273 et le 15 janvier 1274.

Walther, pag. 134. — Zeerleder, N° 113. — Von Wattenwyl, *Geschichte der Stadt und Landschaft Bern*, I, pag. 353.

1275, mars 16. — **Cerlier.**

Rodolphe, sire de Neuchâtel-Nidau.

Zeerleder, N° 628a.

1275, juillet 11. — **Laupen.**

Rodolphe de Habsbourg accorde à Laupen les droits de la ville de Berne.

Zeerleder, N° 633.

1282, avril 25. — **Cruseilles.**

Guy de Genève, évêque de Langres, son frère Robert, évêque de Genève et leur neveu, le comte Amédée.

M. D. S. IV, pag. 149. — M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 37.

1283. — **Villette.**

L'évêque de Lausanne concède à ses ressortissants de Villette les franchises de Lausanne.

M. D. R. VII, N° 30.

1285, avril. — **Seyssel.**

Amédée V, comte de Savoie.

M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 47.

* 1285, septembre. — **Moudon.**

Amédée V, comte de Savoie.

M. D. R. XXVII, N° 6.

1288. — **Cusy.**

Amédée V, comte de Savoie.

De Foras, *Mémoires de l'académie de Savoie*, tom. XII.

* 1288, juin 19. — **Aigle.**

Le bailli du Chablais pour le comte de Savoie établit à Aigle quatre syndics.

M. D. R. XXVII, N° 7.

1288. — **Buren.**

Henri, sire de Strassberg.

Gaupp, *Stadtrechte* II, pag. 116. — Zeerleder, N° 799.

1290, janvier. — **Bonneville.**

Béatrix, dame de Faucigny.

M. D. G. XVII, pag. 81.

1290, février 1. — **Saint-Georges d'Espéranche.**

Amédée V, comte de Savoie. (Mentionné dans une lettre de confirmation du comte Edouard, du 26 janvier 1324.)

M. D. S. IV, pag. 183.

1291, août 4. — **Rumilly.**
Amédée, comte de Genevois.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 51.

* 1291, août 15. — **Payerne.**
Amédée V, comte de Savoie. Confirmation des franchises et libertés.
M. D. R. XXVII, N° 8.

1292, juillet 26. — **Chamonix.**
Sentence arbitrale entre le prieur Richard et les habitants de la vallée de Chamonix.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 71.

1292, novembre 7. — **Gex.**
Léone, dame de Gex.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 98.

* 1293, juillet 10. — **Nyon.**
Amédée V, comte de Savoie, accorde aux habitants de la ville de Nyon les mêmes franchises qu'à ceux de Moudon.
M. D. R. XXVII, N° 11.

* 1294. — **Grandcour.**
Louis de Savoie, sire de Vaud, accorde aux habitants de Grandcour les mêmes franchises que possèdent ceux de Moudon.
M. D. R. XXVII, N° 12.

1293, juillet 22. — **Sallanches.**
Béatrix, dame de Faucigny, approuve et confirme des ordonnances délibérées par les bourgeois de Sallanches.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 113.

1301, octobre 19. — **Châtelard-en-Beauges.**
Amédée V, comte de Savoie. Confirmée en 1324 par le comte Edouard.
M. D. S. IV, pag. 193. — M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 183.

1307. — **Châtel** (en Genevois).
Amédée, comte de Genevois.
Vuy, *Franchises de Châtel. Mémoires de l'Institut national de Genève*, tom. XI.

1307. — **Flumet.**
Béatrix, dame de Faucigny.
M. D. S. XI, pag. 105.

1310, mai 4. — **Cluses.**
Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 127.

1310, juin 11. — **Sallanches.**
Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 116.

1310, août 8. — **Lullin.**
Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 149.

1310, août 14. — **Bonne.**
Hugues Dauphin, seigneur de Faucigny.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 161.

* 1314, mai 18. — **Aigle.**
Amédée V, comte de Savoie.
M. D. R. XXVII, N° 15.

* 1321, janvier 13. — **Vaulruz.**
Louis de Savoie, baron de Vaud, accorde aux habitants de Vaulruz les coutumes de Moudon.
M. D. R. XXVII, N° 20.

1322, novembre 17. — **Saint-Branchier.**
Amédée V, comte de Savoie.
M. D. S. IV, pag. 164.

1324, janvier 26. — **Conthey.**
Amédée V, comte de Savoie. Etablissement d'un marché d'après les coutumes de Seillon.
M. D. S. IV, pag. 183.

1324, février 1. — **Evian.**
Edouard, comte de Savoie.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 15. — Cibrario, *Mémoires de l'académie de Turin*, tom. XXXVI, 2e partie, pag. 119.

1324, février 2. — **Thonon.**
Edouard, comte de Savoie.
Mémoires de l'acad. de Turin, XXXVI, 2e partie, pag. 243. — M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 178.

1322, mars 2. — **Yvoire.**
Edouard, comte de Savoie.
M. D. S. IV, pag. 186. — M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 179.

1324, mars 15. — **Léaz** (en Michaille).
Edouard, comte de Savoie.
M. D. S. IV, pag. 201.

1324, mars 16. — **Billiat** (en Michaille).
Edouard, comte de Savoie.
Mémoires de l'académie de Turin, XXXVI, 2e partie, pag. 128.

1324, novembre 3. — **Saint-Laurent du Pont.**
Edouard, comte de Savoie. Confirmation des franchises accordées par Amédée V.
M. D. S. IV, pag. 210.

1327, mars. — **Apples.**
Reconnaissance générale des coutumes du village d'Apples par devant les officiers du prieur de Romainmotiers.
M. D. R. III, pag. 616.

* 1328, février. — **Romont.**
Louis de Savoie, seigneur de Vaud, confirme en faveur de la ville de Romont la jouissance des coutumes de Moudon.
M. D. R. XXVII, No 25.

* 1328, février. — **Morges.**
Louis de Savoie, seigneur de Vaud.
M. D. R. XXVII, No 24.

1334, novembre 28. — **Arconciel-le-château.**
Confirmation de franchises par la dame d'Arconciel et son fils Willelme.
M. D. R. XXVII, No 26.

1335, mars 22. — **La Roche.**
Amédée III, comte de Genevois.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 189.

* 1336, janvier 16. — **Châtel-Saint-Denis.**

Aymon, comte de Savoie. Confirmation des franchises de Moudon accordées par Amédée V.

M. D. R. XXVII, N° 27.

1336, mars 10. — **Lucens.**

Reconnaissance par l'évêque de Lausanne des droits de la majorie de Lucens.

M. D. R. VII, pag. 115.

1338, mars 20. — **Avenches.**

Reconnaissance des droits de l'évêque de Lausanne sur la ville d'Avenches.

M. D. R. VII, pag. 295.

1343, septembre 12. — **Boudry.**

Louis, comte de Neuchâtel, accorde les mêmes franchises qu'à Neuchâtel.

Matile, N° 457.

* 1344, mai 9. — **Palézieux, Ecotteaux et Maracon.**

Humbert de Billens, sire de Palézieux.

De Mellet, *Second appendice au bailliage de Chillon*, pag. 51. — M. D. R. XXVII, N° 31.

* 1347, janvier 5. — **Coppet.**

Humbert de Villars, sire d'Aubonne, accorde aux habitants de Coppet des franchises semblables à celles de Moudon.

M. D. R. XXVII, N° 33.

* 1347, février 4. — **Payerne.**

Amédée V, comte de Savoie.

M. D. R. XXVII, N° 34.

1349, janvier 17. — **Landeron.**

Louis, comte de Neuchâtel.

Matile, N° 523.

* 1349, janvier 29. — **Moudon.**

Isabelle de Châlons, veuve de Louis de Savoie.

M. D. R. XXVII, N° 36.

* 1350, avril 16. — **Estavayer.**

Isabelle de Châlons, dame de Vaud, Aymon et Pierre d'Estavayer.

M. D. R. XXVII, N° 37.

1350, septembre 20. — **Thônes.**
Amédée III, comte de Genevois.
M. D. G. XIII, 2e partie, pag. 201.

* 1351 à 1352. — **Echallens.**
Girard de Montfaucon, seigneur d'Orbe, accorde les mêmes franchises qu'à Moudon.
M. D. R. XXVII, No 39.

* 1357, mai 10. — **Saint-Cergues.**
L'abbé de Saint-Claude.
M. D. R. XXVII, No 45.

1357, juillet 31. — **Lausanne.**
Lettres de l'évêque de Lausanne sur deux clauses du Plaid-général.
M. D. R. VII, No 51.

1363 — **Avenches.**
Statuts pour la ville d'Avenches et établissement de quatorze conseillers.
M. D. R. VII, No 74.

1368, mai 3. — **Lausanne.**
Plaid-général sanctionné par l'évêque Aymon de Cossonay.
M. D. R. VII, No 59. — *Commentaire anonyme sur le Plaid-général*, même volume, No 75, pag. 315 et sq.

1368, mai 12. — **Pully.**
Plaid-général.
M. D. R. VII, No 60.

* 1370, juillet 7. — **Vevey.**
Amédée VI, comte de Savoie.
M. D. R. XXVII, No 56.

1377, juin 5. — **Morat.**
Amédée VI, comte de Savoie.
Geschichtforscher, VII, pag. 264. — Gaupp, *Stadtrechte*, II, pag. 161.

1378. — **Avenches.**
Reconnaissance de divers droits de l'évêque de Lausanne.
M. D. R. VII, No 74

* 1378, octobre 7. — **La Tour de Vevey.**
Amédée VI, comte de Savoie.
M. D. R. XXVII, N° 59.

1387, mai 23. — **Genève.**
Reconnaissance des us, coutumes, franchises et libertés, accordée par Adémar Fabri, évêque de Genève.
M. D. G. II, pag. 312.

* 1390, juillet 3. — **Corbières.**
Amédée VII, comte de Savoie.
M. D. R. XXVII, N° 70.

1396, août 25. — **La Tour de Trême.**
Rodolphe, comte de Gruyère, accorde aux habitants de la Tour de Trême la confirmation des franchises de Moudon.
M. D. R. XXIII, N° 468, pag. 369.

1397, mars 10. — **Gessenay.**
Affranchissement de la main-morte accordée par le comte de Gruyère.
M. D. R. XXII, N° 157, pag. 253.

1397, avril 9. — **Gruyère.**
Rodolphe, comte de Gruyère, confirme aux habitants de Gruyère la jouissance des coutumes de Moudon.
M. D. R. XXII, N° 155, pag. 248.

1397, octobre 26. — **Bulle.**
G. de Menthonay, évêque de Lausanne. Reconnaissance de coutumes semblables à celles de Lausanne.
Gremaud, *Notice historique sur la ville de Bulle*, 1871, pag. 109.

1398, juin 5. — **Lausanne.**
Statuts de la Cour séculière de Lausanne.
M. D. R. VII, N° 69.

1398, avril 14. — **Cossonay.**
Dame de Cossonay.
M. D. R. V, 2me partie, pag. 299.

* 1404, octobre 7. — **Orbe.**
Humbert de La Roche-St-Hypolite et Marguerite de Montbéliard.
M. D. R. XXVII, N° 78.

1405, décembre 21. — **Lausanne.**

Statuts de la grande Cour séculière de Lausanne sur les incendies, etc.

M. D. R. VII, N° 78.

1430. — **Lausanne.**

Statuts faits par les trois Etats de la ville de Lausanne sur le mode de procéder en justice.

M. D. R. VII, N° 82.

1432, décembre. — **Baulmes.**

Confirmation par le prieur de Payerne.

M. D. R. XIII, pag. 57 à 142. *Mémoire* de M. L. de Charrière *sur le prieuré et la commune de Baulmes.*

* 1438, avril 7. — **La Roche** (canton de Fribourg).

Franchises reconnues devant le commissaire de Jean de Prangins, évêque de Lausanne.

M. D. R. XXVII, N° 87.

* 1439, décembre 7. — **Nyon.**

Amédée VIII, duc de Savoie.

M. D. R. XXVII, N° 88.

* 1449, mars 4. — **Montreux.**

Louis, duc de Savoie.

M. D. R. XXVII, N° 94.

1449, juin 5. — **Châtelard près Romont.**

Confirmation des franchises antérieures accordée par le châtelain de Corbières.

(Ce document nous a été communiqué trop tard pour pouvoir être reproduit dans ce volume, mais néanmoins nous tenons à en signaler l'existence.)

* 1456, juillet 22. — **Châtelard près Montreux.**

Jean, seigneur de Divonne, de Gingins, de Belmont et du Châtelard.

M. D. R. XXVII, N° 97.

* 1526-1527. — **Le pays de La Roche.**

Sébastien de Montfaucon, évêque de Lausanne.

M. D. R. XXVII, N° 118.

CHARTES COMMUNALES

DU PAYS DE VAUD

CHARTES COMMUNALES

DU PAYS DE VAUD

1

1214, avril.

FRANCHISES ACCORDÉES AU BOURG DE VILLENEUVE PAR THOMAS, COMTE DE SAVOIE : CONFIRMATION DU 14 AVRIL 1252.

Archives du canton de Vaud, onglets du baillage de Vevey, tome II, pag. 341 et suiv.

Anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo, indicione decima, XVIII kalendas maii, nos Amedeus comes Sabaudie et in Italia marchio, notum facimus universis presentibus et futuris presens instrumentum inspecturis : cum homines Villenove seu universitas ipsius ville essent in nostra presentia constituti, et dicerent et assererent se instrumentum quondam factum a domino Thoma comite Sabaudie felicis recordationis super libertate ipsius Villenove amisisse, et peterent a nobis qui predictum instrumentum super predicta libertate habebamus, ut eis eundem instrumentum de verbo ad verbum fieri faceremus et eisdem traderemus ; nos vero ha-

bita deliberatione et proborum et nobilium et jurisperitorum consilio, jussimus Jacobo Barberii, scriptori nostro atque publico notario, ut dictum instrumentum super libertate Villenove de mandato nostro diligenter videret et inspiceret et transcriberet et in formam publicam redigeret et hominibus Villenove seu universitati ipsius sigillo nostro sigillatum traderet. Tenor cujus instrumenti talis est.

Hec carta libertatis Villenove facta anno gratie millesimo CC°XIIII, mense aprilis.

Homines residentes in villa non debent pedagium de aliqua sua propria mercatura in villa nisi de sale, nec etiam apud S. Mauritium, nisi illud quod illi de Chablasio dare consueverunt.

Pro rippa debent dare Castellano de Chillione annuatim in Pascha XL solidos Lausannenses nec amplius.

Bis in anno debent habere nundinas. In quarta feria forum.

Hec autem promisit eis comes Thomas semper attendere: Terminus...

Item hec sunt jura Comitis que debet habere in villa :

Corpora et opes latronum et proditorum sunt Comiti.

Pro effusione sanguinis LX (sol.).

Qui arripit cutellum aut ensem aut aliud gladium ad feriendum debet LX solidos.

Qui remanserit quando equitatio bannitur ex parte comitis LX solidos.

In nundinis qui ante prenunciationem aliquid emerit vel vendiderit, si totum fuerit solutum, emptor et venditor debent LX solidos ; arrestum dare possit.

Qui vinum vendiderit infra bampnum domini postquam fuerit pronunciatum per XV dies, LX solidos.

Qui vendiderit pannos tinctos aut merceriam in nundinis IIII denarios debet.

Qui ceram aut telam portant in nundinis et vendunt, II denarios.

Pro equo vel equa in nundinis, IIII denarios.

Pro asino, II denarios.

Pro bove vel vacca vel porcho aut bacone, unum denarium.

Pro quatuor minutis bestiis, duo denarios, et hoc omni tempore.

Homines extranei debent unum denarium de omnibus que vendunt in foro, exceptis piscibus recentibus. Habitatores in villa non debent istam Leidam in nundinis nec in foro.

Si clamor factus fuerit de aliquo privato aut extraneo, reus debet III solidos ; et si fuerit barratus et noluerit dare fidejussorem et recesserit, LX solidos.

Adulteri si communiter deprehensi, LX solidos.

Hereditas illius qui moritur sine herede vel parentibus est comiti, nisi quod dederit pro anima sua.

Qui intrat in vestituram alterius sine precepto domini debet LX solidos, si tamen querela de ipso deponitur.

Omnes res extranei id est aliene provincie morientis in villa debent esse Comiti, nisi quod dederit pro anima sua ; panni vero quos super se in egritudine portaverit sunt hospiti.

Si quis ceperit aliquem infra villam et captum tenebit sine precepto domini, debet LX solidos.

Qui latronem invenerit capiat eum si poterit ; si celaverit in misericordia domini est : et si latronem non poterit capere et ipsum interfecerit, non dare debet bampnum.

Si cutello infra villa scienter percusserit, in misericordia domini est. Si effugerit, omnes debent eum sequi, et si quis eum forte defendendo interfecerit, non debet dare bampnum.

Qui fregerit mensam mensaliorum aut beccarie LX libras et dampnum emendare.

Qui domum frangerit debet LX libras et dampnum emendare.

Qui falsam tenet mensuram aut falsam pesam aut falsam ulnam, debet LX solidos et dampnum emendare.

Furni et molendina debent esse Comiti, et pro qualibet

theisa ante domum debet habere annuatim octo denarios.

In venditione domus debet habere tertium decimum denarium; pro laudo similiter tertium decimum denarium.

Omnes manentes in villa debent comiti equitationem per totum Sedunensem episcopatum et circa totum lacum, ita quod ire possint et redire in una die ad naves, et hoc cum eorum expensis.

Omnes suprascriptas conventiones juravit dominus Comes attendere bona fide imperpetuum, et cum eo Amedeus et Humbertus, filii ejus, et Nantermus de Mediolano, Richardus de Camera, Amedeus de Villeta, Petrus de Seissello, Guiffredus marescallus, Gualterius de Blonai, Aimo de Rupe, Boso de Saillone, Willermus de Turre, Rodolphus de Conteis, Amedeus de Saiso, Rodolphus de Monteis, Giroldus et Willermus et Guido de Alio, Uldricus de Sancto Brancherio, Rodulphus Salterius de Sancto Mauricio, Willermus et Amedeus de Aquiano. Datum per manus Mauricii notarii dicti comitis, qui de mandato ipsius duas cartas inde scripsit divisas per a, b, c, d, e, f, g, h.

Verum cum in instrumento libertatis Villenove non continentur termini seu fines seu limites ipsius libertatis Villenove, volumus et concedimus ad preces et instantiam hominum Villenove, quod libertas Villenove duret a Trucce de Socquenin[1] sicutilibet scindit citra Novilla usque ad Rodanum. Volumus etiam quod omnia pascua quondam Villenove sint communia Villenove et aliorum qui consueverunt ibidem habere pascua. Item quo nullus ibi faciat prata vel campum, et si fecit vel faceret, quod redigantur ad communitatem; et quod possint habere forum die Lune. Volumus etiam quod casalia Villenove possint et debeant albergare per Castellanum Chillionis. Actum est hoc in castro de Chillion, ubi fuerunt vocati testes et rogati,

[1] Cette localité, connue actuellement sous la dénomiation de *Souquenil*, se trouve au pied de la montagne entre Rennaz et Roche, à l'orient de Villeneuve.

vir nobilis dominus Humbertus de Saissello, Humbertus Marescalli, Castellanus Avillane, Boso de Mascon, Berlio de Balma, W. Beverii, Petrus de Tornon, Amedeus de Segueia, Vifredus Bertrandi, Castellanus Chillionis, et Poncetus nepos ipsius. Et quicunque venerit ad forum seu ad nundinas salvus et securus veniat, dum modo paratus sit stare juri. Ego Jacobus Barberii, sacri imperii et comitis Sabaudie notarius, rogatus scripsi et tradidi feliciter.

On peut voir, par la lecture de la pièce qui précède, que l'acte primitif des franchises de Villeneuve a été perdu peu de temps après sa confection, et que nous n'en possédons qu'une seconde expédition, délivrée en 1252 par ordre du comte Amédée IV. Cette seconde expédition renferme en outre quelques adjonctions, et entre autres la fixation des limites des franchises, qui paraît avoir été laissée en blanc dans l'acte primitif.

L'original de l'acte de 1252 n'est pas même parvenu jusqu'à nous, et nous avons été réduits à nous servir d'une ancienne copie de cet acte qui se trouve aux archives cantonales dans les onglets dn baillage de Vevey.

M. de Crousaz a trouvé aux archives de Villeneuve une autre copie, qui paraît avoir été prise sur l'acte primitif; mais cette copie est si mauvaise et si défectueuse, qu'elle ne peut être utilisée avec avantage.

En revanche il existe, aux mêmes archives de Villeneuve, un vidimus authentique du 4 juin 1295, dans lequel une partie des articles de l'acte du 14 avril 1252 se trouvent textuellement reproduits. Il est inutile de le publier, mais nous croyons devoir signaler son existence, parce que sa comparaison peut servir à justifier la confiance que mérite la copie que nous publions plus haut.

On connaissait l'existence des franchises données en 1214 par le comte Thomas, mais leur texte était resté enseveli dans la poussière des archives, et nous sommes heureux de pouvoir le publier, grâce aux recherches de M. de Crousaz. Ces franchises, qui ouvrent la série des franchises communales du Pays de Vaud, jouent un rôle important dans notre histoire, parce qu'elles en font comprendre l'origine, qui doit, selon toutes les probabilités, être rapportée, en grande partie, à l'influence de la maison de Savoie.

2

1234, avril.

FRANCHISES D'AUBONNE CONTENUES DANS UN ARBITRAGE INTERVENU ENTRE GUERRIC, JAQUES ET PIERRE PUTOU, SEIGNEURS D'AUBONNE.

Archives d'Aubonne et archives cantonales. — Mémoires et documents de la société d'hist. et d'arch. de Genève, tome XIII, seconde partie, pag. 1.

Nos Michael Bonimontis et Humbertus de Lacu Jurensi, abbates, Willelmus de Alione et Rodulfus de Estue, priores, omnibus presentibus et futuris presentem cartam inspecturis, rei geste memoriam in perpetuum cum salute. — Universitati vestre tenore presentium declaramus, quod Guerrico, Jacobo, Petroque Putou, dominis Albone, discordantibus ad invicem in quibusdam, prudentium virorum consilio, pax est in eosdem reformata in nostra presentia, sub hac forma, quod ipsi juraverunt se bona fide manutenturos et conservaturos universa jura et usagia subscripta dicte ville vel castelli, cum omnibus que infra ipsius ville et castelli terminos continentur. Inter que, tam dicti domini quam milites et burgenses loci memorati, res Bonimontis et de Lacu et de Estue ecclesiarum nominatim tenentur juramento quasi res proprias conservare. Juraverunt etiam sibi invicem milites et burgenses ville vel castelli sepe dicti cum predictis dominis, quod ipsi manutenebunt et conservabunt dicta jura et usagia omnia, que in villa et castello dicto tenentur vel habentur, sub eodem juramento nichilominus promittentes se ipsa contra omnes defensuros, si quis contra hec facere attentaret.

Jura autem dominorum sunt hec :

1. Omnes homines de predicta villa et castello debent sequi predictos dominos in expeditionem per unam diem et noctem

in expensis propriis, propter eorum guerram propriam et dominorum ligiorum. Si vero domini ipsos amplius voluerint detinere, eisdem in expensis providebunt. Qui ab expeditione defuerit debet sexaginta solidos, nisi eum possit evidens necessitas excusare.

2. Dominis etiam ad transmarinas ituris vel ad Sanctum Jacobum aut Romam peregrinantibus, vel filias suas maritantibus, vel terram ad utilitatem suam et ville acquirentibus, vel captis etiam et redemptis, debent homines eorum eosdem moderate de suo adjuvare. Qui, si donum cujuslibet eorum nollent acceptare, non possent eis vim facere, sed ad cognitionem nostram, vel ad minus unius ex nobis secum habentis duos milites et duos burgenses juratos, esset emendandum sive pacifice terminandum.

3. Venditores victualium debent accipere vadimonia tertiam partem plus valentia, ad nummatas scilicet incisas, vel taxatas et ad ferra equorum. Qui vadimonia nollet accipere debet tres solidos. Sciendum est preterea qnod vadimonia dominorum per annum et diem, juratorum per dies quadraginta, aliorum quorumlibet per septem, debent custodiri. Conmutari etiam debent semel vadimonia dominorum et juratorum, tertiam partem plus sorte valentibus illis vadimoniis pro quibus prima fuerint commutanda.

4. Dominus etiam pro eodem pretio pro quo et burgenses prius habuerint res que venales fuerint habiturus.

5. Poterunt etiam Domini hospites suos mittere ad burgenses qui possint ipsis in stabulis et in lectis, preter lectum proprium, providere. Quicunque vero renuerit debet tres solidos.

6. Infractores mercati, adulteri testibus ydoneis comprobati, false mensure, sanguinis effusio violenta, et qui per noctem de bastimento ville ceperit, debent sexaginta solidos. Qui de eodem bastimento per diem ceperit et quilibet violentus percussor et gladii exemptor debent tres solidos. Simplex proclamatio debet sex denarios.

7. Quicunque vadimonio laneo vel lineo se induerit, vel in ecto se operuerit, proclamatione facta ad dominum ab eo cujus erit vadimonium, super hac re solvet domino tres solidos et conquerenti pejorationem vadimonii restaurabit.

8. Quotiens quilibet, contra quem proclamatio coram domino vel ministeriali fiet, fidejubere renuerit, debet tres solidos. Hoc excepto, quod si fidejubere nequiverit, jurabit se non posse ac per juramentum factum sua vadimonia indicans domino et exponens faciet jus sub eodem juramento.

9. Omnes leges solvantur ut concordatum fuit ad misericordiam dominorum.

10. Qui vadimonium in mercato vendiderit, jurabit, si pro legitimo homine habeatur, se legitime vendidisse.

11. Fures et proditores de villa vel de castello erunt domini illius ad cujus dominium pertinebit. Extranei vero ipsius erunt cujus homines ceperint sive servientes.

12. In rebus communibus nichil novi fiet, nisi de consensu dominorum et juratorum ville.

13. In casalibus autem propriis domini edificare poterunt et facere quicquid in eorum venerit voluntatem.

14. Recognitum est siquidem in hac compositione neminem dominorum habere usagium alterum super alterum, preter furnagia et molendina que in partem domini Guerrici devenerint. Qui Guerricus molendina et furnos Albone se manutenturum bona fide promisit ad bona usagia et antiqua.

15. Quelibet domus burgensium mittens porcos ad glandem in nemus domini Jacobi quod est apud Estue, debet eo anno eidem Jacobo unum veru dou custil et de lumbo.

Verum tamen Jura Burgensium sunt hec :

16. Quicunque domum vel focum in villa habuerit, super faciendo communia ville faciet juramentum, alioquin domini et jurati non sustinebunt ipsum infra villam.

17. Advena etiam qui in villa manere voluerit, in primis secundum usagia ville faciet juramentum. Pro burgensi ha-

bendus, si in villa per annum et diem pacifice fuerit demoratus. Si autem ab aliquo fuerit infra annum reclamatus, aliis juratis suo cum consilio foventibus, per dominum ville suum scilicet jus faciet reclamanti, et domini eidem et rebus ejus per unam diem et noctem conductum prestabunt, si a villa de jure recedere compellatur.

18. Preterea si aliquis dominorum futurorum nollet facere juramentum, jurati ville sui et alii, donec ipsum juramentum faceret, in nullo ei penitus tenentur.

19. Si quis burgensium a villa recedere voluerit, petita licentia a domino suo, si domum suam vendere voluerit, primo ipsam domino submonebit, pro minori pretio quam alii dimissurus eidem. Dominus vero, si emere noluerit, venditionem faciendam debet, salvo jure suo, concedere et laudare.

20. Qui etiam dominus et jurati ville per unam diem et noctem conductum prestabunt abeunti, et res ejus remanentes, intactas locis omnibus conservabunt.

21. Sciendum est preterea quod predicti domini juramento tenentur burgenses et res eorum pro posse suo manutenere locis omnibus et tueri.

22. Ipsi itaque burgenses in nemoribus dominorum infra castellaniam talem habent usum: vivum nemus ad villam claudendam et domos construendas, hoc tamen prius eisdem dominis indicato; mortuum nemus indifferenter ad cremandum.

23. Mercatores siquidem victualia que ad villam ad vendendum apportantur ad revendendum emere non debebunt, donec domini et burgenses ad expendendum pro sua ex eis emerint voluntate.

24. Si denique inter dominos in invicem, vel inter burgenses in invicem, vel inter dominos ex una parte et burgenses ex altera, aliquando quicquam emerserit questionis, ad cognitionem nostram debebit emendari et inter eos concordia reformari.

Que omnia ut rata et inconcussa permaneant in futurum, ad

universalem sepedictorum dominorum, juratorum et burgensium petitionem, presentem cartam sigillis nostris fecimus communiri.

Notandum vero quod vadimonia burgensium non debent custodiri nisi per septem dies.

Si quis preterea villam aliquando fregerit, vel aliquam in ea violentiam fecerit, jurati ville qui viderint juramento prestito tenentur ipsum adducere ad dominum, si venire noluerit spontanea voluntate.

Datum et actum publice apud Albonam, anno domini MCCXXXIV, mense aprilis.

3

Circa 1236.

FRANCHISES ACCORDÉES A LA NOUVELLE VILLE DE VEVEY, PAR RODOLPHE D'ORON.

Vidimus du 15 juin 1317.

Archives de Vevey. Layette 1, paquet 1, N° 1. — Mémoires et documents de la société d'histoire de la Suisse romande, tome XVIII; Avouerie de Vevey, pag. 96.

Nos Hugo de Chanvent, decanus Viviaci, notum facimus universis quod nos vidimus et de verbo ad verbum legimus quamdam litteram sanam et integram, sigillatam sigillis domini Rodulphi de Orons, militis, quondam, et domini R. quondam comitis de Grueria ut prima facie apparebat. Cuius tenor talis est:

Notum sit omnibus tam futuris quam presentibus quod Rodulphus dominus de Orons, consilio A. domini de Foucigniaco, et domini R. de Grueria, et domini Ay. de Blonyaco, et consilio domini Willelmi de Orons, filii prenominati R. de Orons, et aliorum filiorum ejusdem, scilicet Johannis de Orons cano-

nici Lausanensis, Rodulphi domicelli, Amedei, Petri, Girardi, et consilio suorum proborum militum et burgensium, instituit villam novam liberam inter forum de Viviaco et villam veterem de Viviaco. Et hec sunt jura et forma libertatis dicte ville nove libere de Viviaco.

Homo qui venit in villam et moratur ibi per annum et diem sine calumpnia, si quis venerit post querens eum qui fuerit sine impedimento non tenetur ei respondere in aliquo. Et quicquid acquisierit omne potest dare et vendere cui voluerit et recedere, libere et villa debet eum conducere per unum diem et per noctem.

Si burgensis moritur sine herede qui non fecerit suum testamentum, dominus res eius debet commodare duobus probis hominibus consilio proborum hominum, et illi debent custodire per annum et diem, et si infra annum venit legitimus heres ille debet habere; si non venit, dominus debet facere helemosinam consilio proborum hominum : si quid super est illud debet habere. Si quis mercator venit aut peregrinus aut viator, hoc idem debet fieri.

Qui trahit cutellum in villa libera debet lx. s.

Qui trahit dimidium ensem, lx. s.

Qui trahit lanceam extra hostium unum. . . . . . lx. s.

Qui trahit lapidem, ita quod ictus appareat in pariete vel in terra, lx. s.

Qui tirat ambis manibus, x. s.

Qui effundit sanguinem, ita quod sanguis appareat in pariete vel in terra, lx. s.

Qui percutit de baculo, lx. s.

Qui rumpit violenter domum vicini sui, lx. s.

Si garcio vel garcia dicit aliquid turpe probo homini aut mulieri, et ab eis recipit unam alapam non debent legem.

Mulier debet dimidiam legem hominis.

Dominus quotienscunque vult potest facere venire ante se omnes mensuras, et si aliquam invenit falsam tres solidos debet.

Qui duas mensuras habet unam magnam et unam parvam in misericordia domini est.

Si quis inventus est in mecatione, et probatus est per duos burgenses qui non sunt famuli domini, bracis etiam tractis, debet lx. s.

Qui concedit fidejussionem de cognito clamore debet domino iij. s. Et dominus debet cogere debitorem ut ei satisfaciat qui clamorem fecit.

Omnes debent sequi dominum per unum diem et per noctem quocunque ire voluerit et expensa sua, pro suo proprio negocio. Et si quis de villa vult eum sequi ulterius, ipse debet eum servare indempnem in expensis et in aliis necessariis.

Si dominus facit chevagiam consilio ville, et ponit bannum suum, ille qui non vult ire debet lx. s, si non occasionem possit. . . . rationabilem.

Manifesti usurarii quos ecclesia non recepit domino sunt.

Casalia militum non debent excubias nisi ea que burgensis emerit.

Infra terminos ville non debet aliquis capi nisi latro aut proditor et cum cognitione.

Quelibet bolengeria debet denariatam panis in festo Sancti Andree.

Qui vendit domum aut casale domino debet decimam partem denariorum inde habitorum. Qui emit domino debet unam cupam vini.

Burgenses de villa libera debent molere ad molendinum domini et stare ibi per diem unum et per noctem unam, quod nisi fecerint debent iij. s. Et tunc si non possunt molere infra dictum tempus bladum suum, possunt facere alibi et non debent bannum. Dominus debet habere in molendinis suis de tribus modiis unam cupam.

Burgenses de villa libera debent omnes quoquere ad furnum domini, et si competentem locum quoquendi habere non poterint, possunt ire ad alium furnum. Fornerius de jure et

consuetudine debet ex una parte portare *la mey*, et cujus est panis ex alia.

Dominus habet in villa quadraginta dies credentiam, si redditorem vel fidejussorem posuerit. Et si pignus suum reliquerit quod plus tertie partis valeat, per annum et diem debet custodiri, ita tamen quod hospes nichil perdat.

Domino sicut hospiti extraneo debent vendere.

In omnibus hiis que supradiximus dominus debet accipere misericorditer legem suam et bannum suum.

Hanc villam liberam juraverunt dominus Rodulphus de Orons, cuius est dominus, et Willelmus ejusdem filius, dominus R. comes de Grueria, dominus Ay. de Focigniaco, dominus Aymo de Blonay; in cuius rei testimonium suorum sigillorum munimine presentem cartulam roboraverunt.

In cuius visionis testimonium, Nos dictus decanus Viviaci sigillum nostrum presenti littere duximus apponendum. Datum die mercurii post festum Sancti Barnabe apostoli, anno domini M°CCC° decimo septimo.

D'après les personnages mentionnées dans les franchises ci-dessus, il y a lieu de penser qu'elles furent données vers le milieu du treizième siècle. — On peut voir, dans le Cartulaire de Lausanne (pag. 385), une charte dans laquelle les enfants de Rodolphe d'Oron sont les mêmes que ceux qui sont indiqués ici. Cette charte porte la date du 12 février 1240, v. st.

4

1274, 1er mars.

AFFRANCHISSEMENT DES HOMMES DE PENEY.

Arch. cant. vaud. Invent. vert, paquet D.

Ego Hugo dictus Botheri, de Aqua bella, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod ego nomine illustris viri domini mei Philippi, Sabaudie et Burgundie comitis,

affranchivi imperpetuum omnes homines seu hospicia ville que dicitur Piney sitte in castellania de Melduno, a fenatura, a canabo, a manu-operibus, a carreragio que debebant castellano de Melduno, retento carreragio reddendo ad bastimentum castri vel ad bastiendum castrum novum vel ad reficiendum si destrueretur, et ad hospicium domini Comitis si esset presens in patria et ad calvacatam quando dominum comitem vel gentes suos facere contigeret: pro duodecim denariis Lausannensibus reddendis singulis annis dicto castellano in festo beati Michaelis a singulis hospiciis dicte ville; exceptis hospiciis viduarum pupillorum et orfanorum qui laborare non possunt, et pro duobus solidis reddendis singulis annis pro singulis carruas[1] termino supradicto. In cuius rei testimonium presentes litteras sigilli mei munimine tradidi sigillatas et roboratas. Datum anno domini m^{o}. cc^{o}. lxx^{o}. quarto, kl. marcii.

5

1283, 27 décembre.

L'EMPEREUR RODOLPHE PARDONNE AUX HABITANTS DE PAYERNE L'OFFENSE QU'ILS ONT COMMISE CONTRE LUI EN SUIVANT LE PARTI DU COMTE PHILIPPE DE SAVOIE ET CONFIRME LEURS DROITS, LIBERTÉS ET POSSESSIONS.

Archives de Payerne, chronique de Moléri, N° 2. — Régeste de la S. R., N° 1954.

Rodolphus Dei gratia Romanorum Rex, semper augustus, universis sacri imperii romani fidelibus presentes literas inspecturis gratiam suam et omne bonum. Noverit universitas vestra, quod nos civibus de Paterniaco omnem indignationem, iram, rancorem, odium et offensas, puro corde et bona fide remittimus et liberaliter indulgemus, et eos benignitate regia

[1] *Lisez plutôt* : carrucis.

in suis juribus, libertatibus et possessionibus dignabimur conservare, nec ipsis damna seu gravamina inferemus, quoad vixerimus, pro eo quod nobili viro Philippo comiti Sabaudie adheserunt, et quod nobis usque modo contrarii exstiterunt. In cujus rei testimonium presens scriptum exinde conscribi et majestatis nostre sigillo fecimus communiri. Datum in castris ante Paterniacum, in die Beati Johannis apostoli, anno domini MCCLXXXIII, regni vero nostri anno XI.

6

1285, septembre.

CONFIRMATION DES LIBERTÉS ET FRANCHISES DE LA VILLE ET BOURGEOISIE DE MOUDON, PAR AMÉDÉE V, COMTE DE SAVOIE.

Recueil du baron d'Estavayer, tome II, pag. 1 à 16. — Communiqué par M. Fr. de Mulinen.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis presens scriptum inspecturis, quod nos, inclite memorie predecessorum nostrorum acta gestaque insequi cupientes, et merito jura sive libertates procerum de Melduno et etiam franchesias et consuetudines ejusdem loci prout in sequentibus apparebunt confirmamus. Hec sunt scilicet jura seu libertates, franchesie seu consuetudines de Melduno que sequuntur :

1. Imprimis debet jurare dominus servare jura et consuetudines dicti loci; burgenses vero debent jurare domino jura et honorem ipsius fideliter observare.

2. Si quis peregrinus aut viator apud Meldunum venerit et ibidem intestatus moriatur, bona ipsius debent deponi per consilium domini in manu duorum proborum virorum de Melduno et etiam custodiri per annum et diem, et si infra annum et diem heres venerit legitimus, debet habere bona predicta; si vero, infra annum et diem heres non venerit qui requirat

bona peregrini vel viatoris apud Meldunum defuncti, distribui debent de domini voluntate.

3. Si quis venerit apud Meldunum et fecerit ville juramentum et ibi moram fecerit per annum et diem sciente domino suo, nec infra annum et diem fuerit requisitus, burgensis remanet; si vero infra annum et diem fuerit requisitus, domino qui requisierit debet facere rationem, et si non potest se erga dominum qui eum requirit excusare, et dominus ipsius probaverit per duos de paribus suis qui jurent cum domino ipsum esse hominem taliabilem, villa non debet ipsum tenere pro burgense; potest tamen in villa et infra terminos ville remanere. Si vero a villa recedere voluerit, villa ipsum et res suas debet conducere per diem et noctem.

4. Forum de Melduno est in die Lune, et conducit venientes ad forum a Dominica precedente, sole oriente, usque ad diem Martis sequentem, sole occidente, et illi qui veniunt ad forum ab ortu solis diei Dominice vel recedunt vendendo, veniendo et redeundo, debent domino vendas usque ad occasum solis diei Martis sequentis. Si quis vero a dicto foro recesserit nec solverit vendas, debet reverti et illas solvere si poterit, aut retro mittere per nuntium, antequam reversus fuerit domum, et sic est quittus; si vero reverti non poterit, nec ipsas vendas retromittere, debet dictas vendas secus viam reponere subtus lapidem et duos lapides hinc et inde reponere in testimonium, et die Lune sequente debet redire et habere secum duos probos homines et accipere vendas et reddere domino, et sic est quittus de vendis et de banno.

5. Si quis veniens ad forum infirmatus fuerit, forum de Melduno ipsum tenetur conducere quando convaluerit et recedere voluerit.

6. Si quis vendas deportaverit alio modo quam dictum est, tenetur domino in sexaginta solidis et obolo.

7. Qui vendit in Melduno non debet vendere nisi in predictis tribus diebus.

8. Burgensis ex quo fuerit burgensis per annum et diem, non debet vendas.

9. In nundinis vero de Melduno, emptor et venditor, nisi fuerint burgenses, debent vendas, alias vero tantum venditor et non emptor.

10. Quilibet potest vendere res venales in fenestra sua, exceptis rebus illis que macello venduntur.

11. Si quis frangit forum, tenetur domino in sexaginta solidis.

12. Si burgensis rixatur in foro cum burgense, non tenetur domino in majori banno quam alia die.

13. Si burgensis percutit in foro non burgensem, vel non burgensis percutit burgensem, fractor fori accusetur.

14. Nemo debet capi infra terminos ville de Melduno nisi de consilio burgensium dicti loci, preterquam latro, vel proditor manifestus et homicida, vel alius qui manifeste commiserit maleficium per quod debeat recipere penam corporalem.

15. Dominus non debet in villa de Melduno bannum ponere nisi de consilio burgensium, nisi pro fractione fori aut cavalcata fienda et burgensium captione.

16. Dominus non potest burgensem recipere nisi de consilio burgensium nec etiam burgensibus juramentum demandare.

17. Si quis rixatur cum aliquo et percutit ipsum, probari potest per *regiquinam*[1] unius hominis vel mulieris, prestito juramento, nisi homo ille vel mulier sit litigator vel particeps litis.

18. Litigatores et litis participes a regiquina repelluntur.

19. Si quis voluerit aliquem a regiquina repellere, dicens ipsum esse litigatorem vel litis participem, debet hoc probare per duos testes.

[1] Terme de pratique locale, qui doit être entendu dans le sens d'enquête ou d'audition de témoins.

20. Regiquina debet fieri ante probos homines presente illo contra quem fit regiquina, si voluerit esse presens.

21. Si ille qui refert regiquinam est burgensis, debet credi de regiquina per juramentum quod fecit ville ; si vero burgensis non fuerit, tenetur jurare de veritate dicenda.

22. Qui percutit de baculo vel de alio gladio, fundat sanguinem aut non, tenetur domino in sexaginta solidis et percusso, si clamam fecerit antequam regiquinam trahatur, in triginta solidis ; quia sine clama facta ante regiquinam, non tenetur percusso, sed nihilominus domino tenetur.

23. Si quis rixatur cum aliquo et jactat lapidem ita quod ictus lapidis appareat in lapide sive in muro, in terra vel in pariete, licet non percusserit, tenetur domino in sexaginta solidis, et illi super quem traxit sive contra quem jactavit in triginta solidis, per clamam factam ut supra.

24. Qui rixando trahit cultellum vel ensem super aliquem, vel trahit lanceam extra domum unam cubitatam, tenetur domino in sexaginta solidis et illi super quem trahit in triginta solidis, per clamam ut supra, et si vulnus fecerit, cui vulneri medicus competat, tenetur solvere operas medici et expensas vulnerati ; et, si ultra mensuram vulneratus extimare vellet operas sive expensas, dominus vel qui loco domini interfuerit debet taxare et admensurare predicta, habitis secum duobus probis hominibus de Melduno.

25. Qui percutit de pugno, tenetur domino in tribus solidis, percusso in octodecim denariis.

26. Qui de palma, tenetur domino in quinque solidis, percusso in triginta denariis, nisi fundat sanguinem, quia tunc teneretur domino in sexaginta solidis et percusso in triginta, si sanguis fluendo appareat vesti.

27. Qui tirat ambabus manibus tenetur domino in decem solidis et illi quem tirat in quinque solidis.

28. Qui percutit de pede tenetur domino in decem solidis et percusso in quinque solidis.

29. Qui delacerat vestes in decem solidis Domino, passo in quinque solidis.

30. Qui capit rem alterius violenter vel qui devestit, tenetur domino in sexaginta solidis, restitutis rebus captis, devestito vel passo violentiam in triginta solidis.

31. Qui percutit aliquem infra domum suam vel facit aliquam violentiam tenetur domino in sexaginta solidis et percusso sive passo in triginta solidis.

In predictis bannis tenetur quis domino, sed non tenetur percusso sive passo, nisi clamam fecerit ante regiquinam.

32. Mulier non debet nisi dimidium bannum viri.

33. Si burgensis rixatur extra terminos, non tenetur domino neque passo nisi in medietate banni et emende, si fecerit aliquid de quo debeat bannum.

34. Si quis dixerit alicui *avoutro*, vel *pugnex* sive leprosus et non sit, tenetur domino in decem solidis et illi cui dixerit in quinque solidis, per clamam ut supra.

35. Si quis garcio vel garcia alicui probo homini vel probe mulieri dixerit aliquid turpe, et ille vel illa dat ei alapam, non tenetur in aliquo.

36. Si dixerit alicui « tu es fur, vel proditor, » nisi dixerit de quo, non tenetur ei respondere nec in manu domini assecurare. Si vero dixerit de quo, tum tenetur se defendere per se vel per nuntium suum vel per aliam rationem excusabilem et in manu domini assecurare, si super hoc fuerit requisitus, et si ille qui appellavit retraxerit se ab appellatione sua antequam ipsam firmaverit in manu domini, non tenetur domino nisi in sexaginta solidis et appellatum tenere pro probo homine negando quod dixit.

37. Si burgensis clamam fecerit de aliquo, non tenetur assecurare nisi in causa appellationis bellicose.

38. Omnes de quibus clama facta est tenentur assecurare vel facere statutum ville.

39. Qui tenet duas mensuras unam parvam et aliam magnam,

et emit ad magnam et vendit ad parvam, in misericordia domini est.

40. Mistralis debet omnes mensuras scindere et facere sub signo suo, et dominus quotiens voluerit potest ipsas facere venire ante se et parvam mensuram frangere, et tenetur domino in tribus solidis si mistralis ipsam scinderit; si vero mistralis ipsam non scinderit et reperiatur falsa, tenetur domino in sexaginta solidis.

41. Macellarii non debent lucrari nisi unum denarium in solido.

42. Macellarius debet exponere et dicere emptori cuiusmodi carnes ipse vendit, alioquin tenetur domino in decem solidis et emptori in quinque solidis.

43. Macellario credendum est de expositione carnium per suum juramentum cum uno sequente idem jurando, quod si facere noluerit credendum est emptori per suum juramentum.

44. Macellarii non debent custodire carnes recentes nisi a die Sabati usque ad diem Lune sole occidente. Ita intelligitur de continuatione aliorum dierum, et si amplius servaverint, tenentur domino in tribus solidis et carnes amittunt, et hoc intelligendum est a festo Pasche usque ad festum beati Michaelis.

45. Si quis macellarius aliquem renem falsiverit tenetur domino in tribus solidis et carnes falsitas amittit.

46. Item si vendiderit carnes animalis morbidi tenetur domino in sexaginta solidis, si possit probari per duos fide dignos qui jurent illud idem, et illos dominus compellat ut veritatem dicant : de iis veritas inquiratur.

47. Bolongerii non debent lucrari nisi duos denarios in cupa ultra suum capitale.

48. Molendinarius debet molere tres modios pro una cupa.

49. Fornerius debet coquere cupam pro uno denario, et debet portare meydas ex una parte, et ille cuius est pasta ex altera conducat.

50. Omnes debent molere ad molendinum domini et coquere ad furnum ipsius, vel ad furnum et molendina qui tenentur ab ipso prout est usitatum, et exspectare per diem et noctem; post vero diem et noctem possunt molere et coquere ubicunque voluerint.

51. Homicide, latrones, proditores domino sunt, nisi aliqua evidenti ratione se poterunt excusare.

52. Usurarii manifesti sine liberis morientes quos ecclesia non recipit domino sunt.

53. Teysa casalium sitorum infra aquas debent domino in festo beati Andree duos denarios si teneantur ab ipso. Ille cuius est domus que debet teysas potest ipsam vendere sine licentia domini, emptor domus tenetur tantum domino solvere unam cupam vini.

54. Bolongerius debet domino quolibet anno duos solidos et unum denarium in festo beati Andreæ, et dominus quotiens viderit panem non sufficientem potest ipsum accipere et ostendere burgensibus, et si burgenses dixerint panem non sufficientem dominus potest ipsum frangere et dare pauperibus.

55. Sutor debet domino in festo Beati Andree unum par sotularium de melioribus quos invenerit penes sutorem, exceptis duobus paribus.

56. Tabernarius unam cupam vini.

57. In villa de Melduno non debet quis augmentare pretium vini, nisi per dominum et burgenses, et si aliter fecerit tenetur domino pro qualibet mensura in tribus solidis.

58. Si quis vinum suum clamare fecerit, debet illud totum vendere pro illo pretio vel pro minori, et si aliter fecerit tenetur domino in tribus solidis, et dominus debet ipsum compellere ut vinum redeat in priori statu.

59. Venditores victualium tenentur credere super vadiis que valeant tertiam partem ultra creditum, nisi vadium sit laceratum vel sanguinolentum.

60. Tabernario credendum est de sua taberna usque ad

quinque solidos per suum juramentum, dummodo ille a quo poscit debitum de taberna sua aliquid se habere de taberna recognoscat.

61. Ille qui deportat pagam tabernarii invito tabernario et contradicente et ponente bannum taberne, tenetur domino in sexaginta solidis si probatur per duos testes.

62. Burgensis potest vadiare in foro et alias de debito recognito ; si vero vadiatus negat debitum et vadians potest ipsum debitum probare per duos testes, non debet bannum domino, alioquin teneretur domino in sexaginta solidis si vadiaret ipsum infra terminos ville, aliter non tenentur.

63. Dominus potest viare pascua per burgenses quotiens voluerit, et ille qui imbroliaverit pascua tenetur domino in tribus solidis.

64. Burgenses debent domino cavalcatam in episcopatu Lausannensi, Gebennensi et Sedunensi, usque ad Sedunum, moram contrahendo in eius cavalcata per octo dies ad proprias expensas.

65. Burgensis non debet vendere domino carius quam aliis.

66. Vadium domini debet custodiri quadraginta diebus antequam vendatur, vadium militis sive domicelli in Melduno residentium quindecim diebus.

67. Si vero alicuius vadium vendatur, et ille cuius est vadium revocat venditionem dicens vadium non esse venditum secundum usus ville, si fuerit in patria, debet illi qui vendidit vadium presentare summam pro qua tenebat vadium et petere justitiam venditionis vadii infra quatuordecim dies, et ille tenetur reddere vadium nisi possit se defendere dictum vadium legitime vendidisse, et super venditione tenetur eidem credere suo juramento ; si vero ille cuius est vadium fuerit extra patriam, hoc idem debet facere infra quadraginta dies, quia post non valeret revocatio. Vendito vadio, ille cuius est vadium potest ipsum recuperare infra octo dies soluto debito et dato obolo pro solido.

68. Quicunque producit testes debet exspectare illum contra quem producit usque ad nonam, post vero nonam potest producere licet sit absens contra quem producit, et debet jurare quod producit bonos testes, et debet producere coram domino vel coram probis hominibus qui interfuerint in judicio si dominum habere non poterit.

69. Famuli domini ad regiquinam non admittuntur neque famuli illius pro quo fit regiquina.

70. Si aliquis uxoratus inveniatur cum aliqua uxorata vel non uxorata in lecto, bracis tractis, tenetur domino in sexaginta solidis.

71. Pater non tenetur filio suo dare portionem nisi unum quarteronum de pane vel unum album baculum ; pater non tenetur de facto filii si noluerit.

72. Illi qui Melduni sunt pro domino : ballivus, castellanus, vicedompnus et mistralis, tenentur apud Meldunum judicare et etiam cognoscere de consilio burgensium dicti loci, et si burgenses noluerint vel nescierint seu discordant, ille qui pro domino est potest habere consilium et recurrere ad curiam domini ; et si aliqua pars se senserit gravata potest appellare ad dominum comitem. Alter alterum ad diem juris debet exspectare usque ad vesperas, quibus transactis dominus potest presentem investire de querela sua si alter absens fuerit, rationem faciendo.

73. De violentia et devestitura testes sunt producendi.

74. De universis clamis factis domino debet dominus facere fieri rationem primo conquerenti quam suum recuperet bannum.

75. Qui facit homicidium in villa et infra terminos ville non debet remanere in villa nec intrare villam, neque terminos ville, nisi evidenti ratione se possit excusare.

76. Qui intrat hortum sive virgultum alicuius sine licentia illius cuius est hortus seu virgultum, nisi sequendo animal suum sive avem suam, si clausi fuerint, tenetur de die domino

in decem solidis, et illi cuius est hortus sive virgultum in quinque solidis, et si solvere non poterit debet currere nudus per villam; si de nocte intraverit tenetur domino in sexaginta solidis et illi cuius est hortus sive virgultum in decem solidis; sequendo vero animal suum sive avem suam tenetur tantum dampnum resarcire, et hoc debet probari per juramentum illius cuius est hortus sive virgultum vel per juramentum unius ydonee persone.

In cuius rei testimonium, nos predictus comes perpetuo confirmando premissa, quia predictis burgensibus voluimus et volumus gratiam facere specialem his presentibus sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, mense septembris.

Pro copia ab originali sumpta et de verbo ad verbum collatione facta cum eodem originali, signatum est per me.

JOHANNES CRESPY.

Confirmatum ab Amedeo. Datum Morgie quarta decima die mensis julii, anno Domini millesimo tercentesimo quinquagesimo nono.

ANCIENNE TRADUCTION DES FRANCHISES QUI PRÉCÈDENT.

Nos Aymes coms de Savoie, faccons savoir a tous ciaus qui verront cestes presentes lettres, que nos en segants le fait de nostre devanciers, confirmons les franchises et les custumes de Moudon, ainsy comme elles se aparissent en cette lettre.

1. Li Sires doit premierement jurer de garder les droits et les custumes de Moudon. Li Borges doyvent jurer apres au Seigneur de garder le droit et l'honnour de luy.

2. Si aucuns trespassa soit ventiz à Moudon et il moru à

Moudon, le testament et biens de luy doivont estre ordinés par le conseil dou Seignour, et les doit-on mettre eis mains de deux preudommes de Moudon, et doit on gardeir les dits biens por un an et un jor, et ses hers leaus soit venus dedans le termine, il doit avoir les biens ; et se il ne vient qui les requerre, li dis biens doivent estre repartis par la volonté dou Seignour.

3. Se aucuns vient à Moudon faire le serment de la ville et il y demoure un an et un jor, se ses sires le sat dedans le dit lue et il ne le requere, il veniat Borgeis, et se il est requis dedans l'an et jor, il doit faire droit à sti Seignour qui le requiert, et si li Sire de luy pout prouver par deux tesmoignages pareils a lui que il soit ses taillables par lour serment, li ville ne doit tenir pour Borgeis, mais il pout demoureir en la ville ou es termines de la ville remanour. Se il veut despartir de la ville, la ville le doit conduire por un jor et une nuit et les sues despenses.

4. Li marchié de Moudon est le dylon, et conduit les venans ou marchiés dès le dimoenge devant le soleil levant, jusques le dimars après soleil cuchant, et cil qui vient au marchié dès le soleil levant de la dimoenge si il veut en venant ou en repayrant tant que ou soleil cuchant dou dimars, il doit les vendes. Se aucons se sont departis dou marchiez sans payer les vendes, il doit repeyrier et les doit payer se il pout ou trametre areyre par un mesage avens que il soit repayrier en sa maison, ensi il est quittes. Et si il ne pout repeyrier, ou tenir arieres les vendes, lis doit mettre de soz une pierre de cossa la vie, et mettre deux pierres une deczai et autre delay en tesmoignages. Après il doit repeyrer le dilons après et avoir avoy soi deux bons hommes et prendre les vendes lay ou il les hat mises et payer ou Seignour. Ensi il est quites dous bans et deis vendes.

5. Se aucuns venant ou marchié soit malades, li marchié li doit conduire quand il erit gariz, quand il voudra repeyrier.

6. Se aucon enporte les vendes forsque si comme il est dit Masan (sic), il est tenu ou Seignour à 60 sols et une melly.

7. Qui vend en la ville de Moudon, il ne doit nulles vendes forsque eis trois jors dessus dits.

8. Cil qui est Borgeis por un an et un jor ne doit les vendes.

9. Li hons qui vent ou achete eis foires de Moudon doit les vendes se il non est Borgeis, et autrefois les doit seullement li vendeyer.

10. Chascun pout vendre choses vendanz à la fenestre, fors les choses qui se vendent au Masel.

11. Se aucons brise le marchié il est tenu ou Seignour en 60 sols.

12. Se li Borgeis tentzonne par autre Borgeis ou marchié, il ne doit pas plus grant bant qua un autre jor.

13. Se li Borgeis fiert l'autre Borgeis ou Marchié, ou cil que non est Borgeis fiert le Borgeis ou marchié, il brise le marchié.

14. Nul hons ne doit estre prins dedez les avenues de la ville de Moudon fors que par le conseil des Borgeis dou dit lieu, fors le laron, traitre manifeste ou meurtrier, ou quelque autre qui eut commis quelque mefait manifeste pour lequel il doit recevoir peyne corpourelle.

15. Li Sire ne doit poser de ban dans la ville de Moudon si non par le conseil des Borgeis, fors qui brise le marché, ou por chevauché ou por capture d'un Borgeis.

16. Li Sire ne pout receyvre Borgeis se non est par le conseil des Borgeis, ne demander le serment deis Borgeis.

17. Se aucons tentzone a un autre et ille le fiert, il put proveir par la regiquine d'un homme ou d'une femme par lour serment, se cil homs ou celle femme non est de la tentzon ou parezonier.

18. Li tentzonant ou li parezonier de la tentzon doivent estre ostiz de la regiquine.

19. Si aucons vout osteir un autre de la regiquine, et il dit

que il soit de la tentzon, il le doit prouver par deux tesmoignages.

20. Li regiquine doit être faite par devant bonnes gens et en la presence de celui quontre cuy il est faite li regiquine.

21. Se cil qui porte la regiquine est Borgeis il doit estre cru par le serment qu'il a fait à la ville, se il non est Borgeis il doit jureir de dire vérité.

22. Qui fiert de baston et il fait sanc, il doit au Seignour 60 sols et au feruz 30 sols, s'il se plaint avant que li regiquine soit treyte, car sans clamaz faite devant la regiquine ne doit rien ou feruz, mais il est tenu ou Seignour.

23. Si aucon tentzonne un autre, et il ly giete pierre en pierre ou en autre chose, tot soit ce que il ne fiere, il doit ou Seignour 60 sols et à celui cui il l'avoit gité 30 sols, par clame faite ainsi comme devans.

24. Quand un en tentzonant tirit le cutel ou épée sur aucon, ou tirit une lance une codée hors de maison, doit ou Seigneur 60 sols et à celui sus cui il hat tiré 30 sols, se il fait playe il doit payer le mege et les despenses dou navrey. Se li navrey vout estimer ses despenses outre mesure, le Sire ou cil qui est por lui, les doit estimer par raison et doit appeller deux bons hommes avec soi.

25. Qui fiert du puent doit au Seignour 3 sols et ou feruz 18 deniers.

26. Qui fiert de palme doit ou Seignour 5 sols et ou feruz 30 deniers, se il ne fait sanc, quar a donc il devroit ou Seignour 60 sols et ou feruz 30 sols, si le sanc part.

27. Qui tire a deux mains doit ou Seignour 10 sols et a celui sus cui il les hat tirit 5 sols.

28. Qui fiert de pié doit ou Seignour 10 sols et ou feruz 5 sols.

29. Qui despiece la robe a autrui doit ou Seignour 10 sols et a cellui cui est la robe 5 sols.

30. Qui prend la chose de autruy crueyrement ou qar de

justa (sic) est tenu ou Seignour en 60 sols et doit resturir les choses prises arieres au devetuz ou a cellui qui a souffert la violence en 30 sols, par clame faite devant la regiquine, ensy comme je ay dit devant.

31. Qui fiert aucon dedans sa maison ou fait violence doit ou Seignour 60 sols et ou feruz 30 sols, et se clame non est faite, il ne doit rien ne ou Seignour ne ou feruz.

32. Li femme doit suellement demi ban.

33. Si li Borgeis il combat fort des termines de la ville et il fait de quoi il dege ban, il ne doit fors que demi ban et demie amende.

34. Si aucon dit a un autre *pugne*, ou *avoutre*, ou *mesel*, et cil ne lo soit, il doit ou Seignour 10 sols, et a celui a cui il hat dit 5 sols, par clame faite ensi comme devant.

35. Se aucon gartzon ou gartze dit autre chose laide a bon hommet ou a bonne femme, et li ou elle lui donne une Templée, il doit rien ou Seignour.

36. Si aucon dit a un autre *tu ei lares* et il ne dit de quoi, il ne lui doit respondre ne fiancer en la main dou Seignour; se il li dit de quoi, li le doit deffendre par son message, ou par li, ou par autre raison deffensable, et a donc il doit fiancer en la main dou Seignour se il en est requis; se cil qui lat appellé se retirit de sa appellation avant que il hat affirma, il ne doit ou Seignour fors que 60 sols et doit tenir l'appellé por prudhommet et doit neivar ce qu'il hat dit.

37. Se li Borgeis fait clame de aucon, il non est tenu escuseir soi, fors que en cause de appellation de bataille.

38. Cil de cuy clame est faite est tenu de assureir ou de faire le statu de la ville.

39. Qui tint à mesures une grande et une petite, et achete a la grant et vent a la petite, est a la mercy dou Seignour.

40. Li Metraul doit tailler li mesures et mettre son segnaul, et le sire les pout faire venir devant luy quand il vout et briser la petite, et doit 3 sols ou Seignour si lo Mestraul lat taillée,

se le Mestraul ne la taillia et elle soit fausse, il est tenu au Seignour en 60 sols.

41. Li Masselier ne doit gaigner fors que un denier en un sol.

42. Li Masselier doit dire la maniere deis chiers que il vent, se il ne le fait il est entenu ou Seignour en 10 sols et a l'achetent en 5 sols.

43. Li Masselier doit estre cruz de la sospicion deis chiers par son serment avoy le serment de un autre. Se il ne le vout faire li acheter (doit) estre cruz par son serment.

44. Li Masselier ni doivent garder les chiers fraiches fors que dis lo dissande tant que lo dilons ou solleil cuchant, et ensi il est entendu deis autres jors, se il les gardit plus il sunt entenus ou Seignour en 3 sols et pert les chiers, et ce est dis Pasques a la sent Michiel.

45. Se li Masselier farsez les rognions il doit ou Seignour 3 sols et pert les chiers farsiez.

46. Et se il vent chiers de beste de morie il doit ou Seignour 60 sols, se il pout estre prové par deux hommes qui le jureront, et li Sire les enquiert qu'ils dient la vérité.

47. Li Bolengiere ne doit gagner en la copa plus de 2 deniers outre son chedaul.

48. Li mugnier doit moudre trois mois de bley por une cope.

49. Li fornier doit cuire une cope por un denier, et doit porter la mait de une part et al cuy est la paste d'autre part.

50. Tuyt doyvons moudre ou moulin ou Seignour ou cuyre a son for, ou a ces qui le teignont de lui ainsi comme il est accustumé, et il doit atteindre les forniers et les mugniers un jor et une nuit, puis lien pout moudre et cuyre lay ou hon vout.

51. Li meurtriers, li larrons, li traitres sunt tuit ou Seignour, se il ne se puent escusair par bonne raison.

52. Les usiers (usuriers) manifestes qui muront sans hers que saint yglise non reciert, sunt ou Seignour.

53. Les Teyses des chesaux qui sont assis dedans les murs

doyvent ou Seignour a la feste de St. Martin 2 deniers por chascune teyse, se il la tient de luy ; se il cuy la maison est la pout vendre sans loz dou Seignour. Cil qui la achete doit seullement ou Seignour une cope de vin quant il ha acheté.

54. Li Bolengiere doit ou Seignour chascon ant 2 sols 1 denier à la feste de St. Martin. Se li Borgeis diont que li pains ne soit suffisants, li Seignour pout preindre les pains et les donner ez pauvres.

55. Li Escofies doit chascon ant ou Seignour une payre de bottes à la St. Martin deis meilloures qu'il hat, excepteis deux peyres. Li Masselier 3 sols.

56. Li Tavernier une cope de vin.

57. Nyons ne doit traire les prieus de vin fors que por le Seigneur et por les prudommes, se il le fait il est tenu ou Seinour par chascune mesure en 3 sols.

58. Si aucons fait crier son vin, il le doit vendre por cil prieus ou por menour. Se il ne le fait il est entenu ou Seignour en 3 sols, et li Sire le doit contreyndre que il tornoit le dit vin ou premier prieus.

59. Cil qui vendent choses vendables sont tenus creyre sus gages qui valent la tierce part plout que la crête, si le gage non est despiecez ou sanglantz.

60. Li tavernier doit etre cruz de sa taverne tant que a 5 sols par son serment, se il cuy il quiert le recognoit aucune chose.

61. Qui emporte la paye du tavernier outre sa volonté, et il li met le ban de la taverne, il doit ou Seignour 6 sols, se il le pout mostrer par deux prudommes.

62. Li Borgeis pout gagier ou marchier et a dès dou det recognu, se li wangier ne naye la det; et se li wangier le pout mostrer par deux tesmoigniages, il ne doit bant ou Seignour, et se il ne le pout mostrer il est entenu ou Seignour a 60 sols, se il le gage dedens la termine de la ville et li autre non est tenu en rien ou Seignour.

63. Li Sires pout viar les pasquiers par les Borgeis quant il

vout, cil qui hat embrollié les pasquiers est tenu ou Seignour en 3 sols.

64. Li Borgeis doivent la chevauchie en l'Eveschie de Lausanne, de Geneve et de Syons, et se doyvont sognier 8 jours.

65. Li Borgeis ne doit vendre plus chier ou Seignour que eis austres.

66. Li gages ou Seignour doit etre gardés 40 jors devant qu'il soit vendus. Li gages ou chevalier ou a l'escoyer demouront ou lue por 15 jors et li gages deis borgeis 8 jors.

67. Se li gage de aucon est vendu, et cil cuy le gage est rappelle la vendition, et il die que les gages non est vendu selons les hus de la ville, se il est auz ou pays, il doit presenter a celui qui hat vendu le gage la somme pourquoy il le tenoit, et requerir la droyture de la vendition dou gage dedans 15 jors. Et cil lui doit rendre le gage se il ne se pout enstendre que il lait vendu en maniere legitime au moment et doit estre cru de la vendition par son serment. Se cil cuy est le gage soit ouz fors du pays, ce meyme doit il faire dedans 40 jors, quar apres ne vaudroient riens li revocation deis gaiges vendus. Cil cuy est le gage le pout recouvrer dedans 8 jors por lo dit payer et une Melley por chascun sol.

68. Qui trahit guerentier doit attendre cellui contre cui il les trahit tant que a nona, apres nona il les pout trayre tot soit ce que cil ny soit contre cuy il les doit trayre, et doit jurer que il trahit leauz tesmogniages et les doit trayre par devanz lo Seignour ou pardevent les preudommes qui seront ou jugement, se li sire tso y pout estre.

69. Li maynens ou li familie dou Seignour ne povont parler regiquine, si la famillie de celui qui trahit la regiquine.

70. Si aucons homme est trovez avoy femme mariée et il hat femme, ou avoy non mariée, en lict a brayes traytes, il est tenuz ou Seignour en 60 sols.

71. Li peres non est tenu de donner a son fils poreson mais que un cartier de pain si il ne vout ou un blanc bas-

ton. Li peres non est tenuz dou fait dou son fils se il ne vout.

72. Cil qui suit a Moudon por le Seignour c'est a savoir : li Balliz, li Chastelain, li Vidone et li Mistral, sont tenuz jugier a Moudon et cognoistre dou conseil deis Borgeis dou dit lue. Et si li Borgeis ne voulont ou ne savont jugier, ou se il discordont, cil qui est por le Seignour pout avoir conseil et recorre a la cort dou Seignour; et se aucune deis parties se sent aggravée, elle pout appeller devant le Seignour. Li un doit attendre l'autre ou jor de droit jusqua vespres, lesquelles vespres tres passées li Sire pout investir celui qui present est de sa querelle, se li autre est deffalienz, raison fayezent.

73. De violence et de devestuyre doit ou trahir tesmoignages.

74. De toutes clames faites ou Seignour doit li Sire raison faire a celluy qui se complaint premierement que il recoive son ban.

75. Qui fait homicide dedans la ville de Moudon ou dedans leis termines, il ne doit remaner en la ville ne entreir eis termines de la ville, se il ne se pout escuseir por raison apparissant.

76. Qui entre ou Culty ou Vergier de aucons sans le congié de celuy cui il est, for qui soit suyvant sa beste ou son oysel, se li Culty ou li Vergier est cloz, il est tenu ou Seignour de jor en 10 sols et a celuy cui li Culty ou li Vergier en 5 sols; Et se il ne le pout payer il doit corre nuz tote la ville. Et se il de noit y entre, il est en tenuz ou Seignour en 60 sols et a cellui qui le Culty est ou li Vergier en 10 sols, et se il suit sa beste ou son oysel il est tenu tant seulement emander le dant, et se doit proveir par son serment cil cui li Culty est ou li Vergier ou per lo Serment de une convenable personne.

En tesmoignages de laquelle chose nos Aymes coms devant dit ratiffions perpetuaument les devant dites choses, quar eis devants diz nostres Borgeis volons et avons volu faire espaciatel en cestes presens lettres nostre sel avons doneir mettre.

Donné lant de grace Mil CC octante cyn, ou mois de Septembre.

La traduction qui précède a été tirée de deux manuscrits différents.

Le premier, qui provient d'une transcription du baron d'Estavayer, nous a été communiqué par feu M. Frédéric de Gingins. Il est dit que l'original sur parchemin se trouvait aux archives de la noble famille de Bise à Moudon, et qu'il en existait une copie vidimée en 1733 dans la collection diplomatique de M. Olivier de Saint-Cierge.

Le second est une copie qui se trouve dans la *Collectio diplomatica* de feu l'avoyer Nicolas Frédéric de Mulinen, tome II, comprenant les années 1250 à 1315. Il est dit qu'elle provient aussi de la copie faite en 1733 par M. Olivier de Saint-Cierge.

Ces deux sources sont modernes, et ne présentent par conséquent pas toutes les garanties désirables, au point de vue de l'exactitude rigoureuse de la transcription. Néanmoins cette pièce présente un si grand intérêt pour l'étude de notre vieux langage roman, ainsi que pour celle des termes de notre ancien droit, que nous avons cru rendre service en la publiant.

Toutes les recherches que nous avons faites pour en découvrir une transcription plus ancienne ont été infructueuses.

7

1288, 19 juin.

ÉTABLISSEMENT DE QUATRE SYNDICS OU PROCUREURS A AIGLE, PAR G. DE SEPTIMO, BAILLI DU CHABLAIS ET DU GENEVOIS.

Archives d'Aigle.

Nos Guillermus de Septimo, miles, baillivus in Gebennensi et Chablasio pro illustri domino Amedeo comite Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod ad preces et requisitionem et instanciam hominum dicti domini Comitis burgi de Alio et pro eorum utilitate, dedimus et constituimus de consilio ad voluntatem eorumdem, quatuor probos homines procuratores et sindicos dicti loci, videlicet Thomam Culti, Valterium de Fraciis, Petrum de Illarsa et

Johannem Pastorem ejusdem loci, ad faciendum sua negotia et procurandum utilitatem et commodum dicte ville de Alio, et missiones et levas inter se de consilio proborum hominum faciendas et tassandas, et ad procurandum jura sua ubique poterint bona fide, ita quod possint dictos suos procuratores unum vel omnes quando sibi placuerit removere et instituere alium vel alios in futurum quum sibi videbitur expedire vel opportunum; in cujus rei testimonium presentem litteram sigillo nostro tradidimus sigillatam. Datum die sabati ante festum Beati Johannis Baptiste, anno domini millesimo ducentesimo octuagesimo octavo.

Sigillum pendens.

8

1291, 15 août

LE COMTE AMÉDÉE V DE SAVOIE, QUE LES HABITANTS DE PAYERNE AVAIENT INVESTI DE L'AVOUERIE DU DIT PAYERNE, PROMET DE MAINTENIR LES DROITS, LES PROPRIÉTÉS ET LES COUTUMES DE LEUR VILLE.

Archives de Payerne, chronique de Moléri, N° 3. — Régeste de la S. R. N° 2140.

Nos Amedeus, comes Sabaudie et in Italia marchio, notum facimus universis presentes literas inspecturis, quod cum vir religiosus frater Valtherus, Prior Paterniaci, et probi viri burgenses omnes totius communitatis et ville Paterniaci nobis dederint Avoyeriam Paterniaci tempore vite nostre, nos promittimus predictis probis viris et omnium burgensium communitati, per sacramentum a nobis corporaliter prestitum, quod ipsos omnes una cum rebus, possessionibus et proprietatibus ipsorum defendemus et manutenebimus; et eisdem servabimus omnia jura et bonas consuetudines eorumdem; et eos tenebimus in illis consuetudinibus in quibus tenuerunt eos

antecessores nostri bone memorie, dominus Petrus et dominus Philippus quondam comites Sabaudie charissimi patrui nostri. Et est actum inter nos et dictos probos viros et burgenses de Paterniaco, quod ipsi in cavalcatis nostris teneantur nos sequi per unam diem et per unam noctem suis propriis expensis, secundum quod consueverunt dictis dominis Petro et Philippo quondam comitibus Sabaudie et patruis nostris. In quorum omnium testimonium et firmitatem, nos predictus comes Amedeus predictis probis viris et burgensibus et communitati eorumdem has nostras literas tradidimus sigillo nostro proprio sigillatas. Datum apud Muretum, die Mercurii in festo assumptionis beate Marie, anno domini MCCXCI, mense Augusti.

9

1293, 5 juillet.

PROMESSE DE GUILLAUME DE SEPTEMO, BAILLI DU CHABLAIS ET DU GENEVOIS, ACCOMPAGNÉ DE SIX AUTRES CHEVALIERS, AU SUJET DES FRANCHISES DE LA VILLE DE NYON.

Archives de Nyon. Recueil de Franchises, N° 1.

Nos Guilialmes de Septemo, chivaliers, baillis de Chablais et en Genevois, Hugon de Chandeya, chivaliers, baillis en Vihenois, Estenes de Porta-bons, baillis en Beugeis, Pero de Latour, seignour de Chastellions, Amé de Mirabel, Aymes de Setenay, chivaliers, et Rol de Muysis, chivaliers, façons savoir à tous cil qui verront et horront ces lettres, que en la pas faite por nos devant Nyons, ou nom dou noble baron Amé cuens de Savoye, d'une part, et de gentis homes demorant à Nyons et de l'universitez des Borgeois dou devant dit bourg de Nyons, d'autre part, que nos prometons por nostres serremenz donés sus saint evangili et por stipulations solempnel, que nos ferons

que li devant dit monseignour le Cons bailleray et délivreray ex devant dit gentis homes et borgeois letres scellées de son seauz pendant de lour francisses, tel come il hont eu de une autre francisse, tel come il voudront avoir et sauront élire de Genève en amont en la terre dou devant dit monseignour le Cons, dedens la quinzeine que nos en serons requis, et que nos ferons atenir, observer et acomplir ou dit monseignour le Cons touz achet et promesses lex quex Aymez de Prangins chay en arriers hausse venduz et promis à totes gens demorant et contornant en dit bourg de Nyons jusques le jors que la dite pas fut faite sauf l'autruy rassent, dex quex achet, vendues ou promesses om porroit monstrer letres seellées dou seauz pendant dou devant dit Aymé de Prangins, et ce doit estre fait et exgardez à la dite et ou regart dou devant dit messire Aymés de Setenay. En temoignages de la quel chosse, nos devant dit Guilialmes de Septemo, Hugon de Chandeya, Estenes de Portabons, Pero de Latour, Aymes de Setenay et Rol de Muisys, havons mis nos seauz pendanz en cex letres, et nos freres Aymes de Promentour, humele priour de Nyons, à la preière et requeste dou devant dit Amé de Mirabel, havons mis nostre seauz pendanz en cex letres, faites et donées en l'an corrant pour mil deus cent quatre vint et treze, le diemenge après la feste de Saint Pierres et Saint Pou.

Restes de sept sceaux pendants. On lit encore sur les bandelettes les noms des personnes au nom desquelles ils ont été apposés.

10

1293, juillet.

AMÉDÉE, COMTE DE SAVOIE, PROMET DE TENIR ET OBSERVER LES ENGAGEMENTS PRIS EN SON NOM PAR GUILLAUME DE SEPTIMO ET D'AUTRES CHEVALIERS.

Archives de Nyon. Recueil de Franchises, N° 2.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis

presentes litteras inspecturis, quod nos tales pactiones et conventiones quales fecerunt nobiles viri et fideles nostri, videlicet dominus Guillermus de Septimo, miles, baillivus noster in Chablasio et Gebennensi, dominus Hugo de Chandeya, miles, baillivus noster in Viennensi, dominus Stephanus de Portabo, miles, baillivus in Beugesio, dominus Aymo de Sestenay, dominus Rodulphus de Mouxiaco, milites, Petrus de Turre, dominus Castellionis in Valesia, et Amedeus de Miribello, domicelli, dilectis nostris nobilibus et burgensibus burgi et ville de Nyons, prout patent per litteras datas eisdem nobilibus et burgensibus dicti loci per nobiles superius nominatos, bona fide attendere, servare promittimus ac etiam custodire. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud Nyons, die veneris post festum apostolorum Petri et Pauli, anno domini m° cc° nonagesimo tertio.

Grand sceau pendant en cordelette blanche.

Il existe une contradiction entre la date de cet acte et la date de celui qui précède. En 1293, la fête de St. Pierre et St. Paul tombait le lundi, et par conséquent il y a une erreur ou une irrégularité dans les notations de l'un ou de l'autre de ces documents. Nous avons supposé et nous supposons encore, d'après diverses circonstances, que l'erreur se trouve dans le présent acte qui devrait porter la date du vendredi après l'octave de St. Pierre et St. Paul, comme dans la pièce qui suit, ces deux documents paraissant avoir été faits en même temps.

11

1293, 10 juillet.

AMÉDÉE V, COMTE DE SAVOIE, ACCORDE AUX HABITANTS DE LA VILLE DE NYON LES MÊMES FRANCHISES QU'A CEUX DE MOUDON.

Archives de Nyon, recueil de Franchises, N° 2.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis

presentes litteras inspecturis quod cum dilecti nostri nobiles et burgenses burgi seu ville de Nyons a nobis requisierint humiliter supplicando, ut nos eisdem nobilibus et burgensibus commorantibus in dicto burgo seu villa concederemus et concedere vellemus libertatem et franchesiam Melduni in Vaudo, nos eorum precibus inclinati dictam franchesiam seu libertatem secundum consuetudinem de Melduno, pro nobis et successoribus nostris, eisdem et successoribus eorum in dicto loco commorantibus concedimus atque damus et in futurum promittimus observare et inviolabiliter facere observari predictis nobilibus et burgensibus et eorum successoribus, tactis Evangeliis sacrosanctis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum apud Nyons, die Veneris post octavam apostolorum Petri et Pauli, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio.

Scellée d'un grand sceau en cire blanche pendant en cordelette blanche.

12

1293.

LOUIS DE SAVOIE, SEIGNEUR DE VAUD, ACCORDE AUX HABITANTS DE GRANDCOUR LES MÊMES FRANCHISES QUE POSSÈDENT CEUX DE MOUDON.

Malgré toutes les recherches que nous avons faites, il ne nous a pas été possible de découvrir le texte de l'acte de Louis de Savoie en faveur de Grandcour. Mais nous en avons trouvé une mention dans l'inventaire des titres produits en 1577 par les bonnes villes du pays de Vaud, à l'occasion de la rédaction du coutumier qui porte la date de cette année. Cette mention est précieuse, car elle indique que les coutumes de Moudon, dont la rédaction la plus ancienne qui soit parvenue jusqu'à nous porte la date de 1285, étaient déjà établies précédemment sous les comtes Pierre et Philippe de Savoie.

La mention de l'inventaire de 1577 est conçue en ces termes :

Item un vidimus en parchemin de l'approbation et promesse faites par Louys de Savoye, seigneur de Vauld, aux bourgeois et jurés du chasteau soit ville de Grandcour, iceux tenir selon les bons us et coustumes de Mouldon, lesquelles le comte Pierre et le comte Philippe ses oncles ont accoustumez de leur garder et tenir, lequel chasteau de Grandcour au dit Louys de Savoye rendirent du consentement de dame Ysabelle relaissée de monseigneur Jaques, coseigneur d'Estavay, en date de l'an 1293, au chasteau des Clées. (*Collection diplomatique de Haller.*)

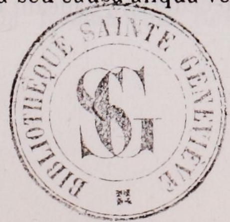
13

1294, 29 septembre.

FRANCHISES ACCORDÉES AUX BOURGEOIS DE VILLENEUVE PAR AMÉDÉE V, COMTE DE SAVOIE, AU SUJET DES USURIERS.

Archives de Villeneuve. B. 2.

Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis presentes litteras inspecturis; quod cum dilecti et kari nostri burgenses et habitatores ut burgenses nostre Ville Nove Chillonis dyocesis Lausannensis, tanquam bene meriti quam plurimos propter eorum meritos a nostris antecessoribus et etiam a nobis olim obtinuerint franchesias seu libertates, nos adhuc eos tanquam benemeritos propter eorum servitia que nobis et nostris exhibent incessanter, volentes et affectantes amplecti favore benevolo tam propter eorum meritos quam propter utilitatem et aumentationem dicte Ville Nove, damus et concedimus juramento et forma quibus melius et fortius possumus pro nobis et successoribus nostris, prefatis burgensibus et habitatoribus dicte Ville Nove ab aqua Tygnerij usque ad pratum mistralium de Savye, tam pro se quam pro eorum heredibus et successoribus, quod nec nos nec successores nostri jure aliquo, forma seu causa aliqua vel occasione, possi-



mus deinceps per nos vel per alium ipsos vel quemlibet ipsorum seu heredes vel successores nec etiam bona mobilia vel immobilia nomine vel debiti vel alia qualicumque inquietatione accipere, molestare, saysire seu modo aliquo detinere ea occasione quod ipsi vel aliquis ipsorum seu heredes vel successores ipsorum fuerint, sint vel esse dicerentur usurarii olim nunc vel in futurum publice vel privatim, vel contractus aliquos usurarios furtivos seu manifestos fecisse vel etiam exercuisse modo aliquo dicantur. Et si forte processu temporis occasione predicti per aliquem saysina fieret ipsam exinc volumus esse nullam, ymo si nos vel antecessores nostri aliquo jure vel aliqua de causa vel modo aliquo seu consuetudine aliqua jus aliquod habemus vel habere possumus vel etiam nos et successores nostri habere possemus in futurum in personis, bonis et rebus ipsorum quibuscumque ac etiam successoribus eorumdem ratione et occasione predictorum, nos pro nobis et successoribus nostris jure, modo et forma quibus melius possumus ipsos ac heredes et successores et bona eorumdem a predicto jure et omni ratione et actione que in ipsos et bona ipsorum tam nos quam successores nostri occasione predictorum habemus vel habere possemus infuturum seu habebamus, liberamus, quittamus, absolvimus ac etiam renunciamus per pactum reale expressum et per aliquam stipulationem solempniter interpositam et adceptilationem legitime subsecutam, promittentes bona fide et per sollempnem stipulationem tam pro nobis quam successoribus nostris nos et successores nostros perpetuo predicta omnia et singula rata habere et tenere et inviolabiliter observare et contra per nos vel per alium non venire nec contra venire volenti modo aliquo seu causa consentire. Volumus etiam et concedimus jure, modo et forma quibus supra, quod si aliqui vel aliquis burgensium seu habitatorum dicti loci in servicio nostro seu peregrinatione vel mercandiis vel locis aliquibus pro terris suis colendis et fructibus recolligendis existentes decederant, habeant et obtineant libertates et

franchesias supra dictas hoc autem privilegio ipsos gaudere volumus donec per annum et diem continuam residentiam fecerint extra dictam Villam Novam. Confitentes et recognoscentes nos tam pro nobis quam successoribus nostris predicta omnia fecisse et facere tam propter eorum merita et propter maximam utilitatem nostram cum propter hoc predicta nostra Villa Nova Chillonis maximum in futurum et evidens suscipiet incrementum, quam propter centum et decem libras Lausannenses quas ab eisdem propter predicta confitemur habuisse et recepisse in bona pecunia numerata, non intendentes predicti per nos filiis et successoribus seu heredibus Vldrici quondam mistralis predicte Ville Nove vel aliquibus ab ipsis descendentibus esse data vel concessa.

Renunciantes in predictis exceptionitam doli mali quam metus causa et in factum, predicte pecunie non habite, non numerate, conditioni sine causa et injusta causa, beneficio restitutionis in integrum, omnique alii juri exceptioni et beneficio per quod contra predicta venire possemus vel aliqua predictorum, et legi dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum duximus presentibus litteris apponendum. Datum apud Burgetum, die mercurii in festo beati Michaelis, anno domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto. — Expedita per Hug. de Voyrone et scripta.

Sceau pendant avec des cordons de soie verte.

14

1309, 16 avril.

HENRI VII, ROI DES ROMAINS, CONFIRME LES DROITS, LIBERTÉS ET COUTUMES DE LA VILLE DE PAYERNE.

Archives de Payerne, chronique de Moléri, N° 10.

Henricus, Dei gratia Romanorum Rex semper augustus,

universis sacri Romani Imperii fidelibus presentes litteras inspecturis gratiam suam et omne bonum. Regalis excellentie immensa benignitas hoc exigit et exposcit, ut nostris simus subjectis et in justitia faciles et in gratia liberales. Per hoc enim subditi in constantia devotionis et fidei majoris ardentius incenduntur. Noverint igitur presentis etatis homines et futuri quod nos prudentum virorum civium de Paterniaco, dilectorum nostrorum, devotis supplicationibus favorabiliter annuentes, ipsis omnem indignationem, iram, rancorem, odium et offensas, si quam vel quas incurrisse dinoscuntur, pro eo quod oppidum Paterniacum contra dive recordationis Rodolphi et Alberti Romanorum regum antecessorum nostrorum voluntatem aliquibus temporibus tenuerunt, ad instar eorumdem predecessorum nostrorum de benignitate regia relaxamus, recolligentes ipsos in sinum nostri favoris et gratie specialis. Ad hec etiam eorumdem civium commoditatibus et quieti prospicere cupientes, ex uberioris dono gratie, ipsis omnia jura, libertates et bonas consuetudines, quibus temporibus prenominatorum predecessorum nostrorum juste et rationabiliter sunt gavisi, innovamus, approbamus, et presentis scripti patrocinio confirmamus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre remissionis, innovationis, approbationis et confirmationis paginam infringere, vel ei ausu temerario in aliquo contraire, quod qui fecerit gravem nostre Majestatis offensam se noverit incurrisse. In cujus rei testimonium hanc litteram conscribi et majestatis nostre sigillo fecimus communiri. Datum Basilee, XVI Cal. Maii, anno domini MCCCIX, regni vero nostri anno primo.

Comparez avec un diplôme qui fut délivré le 15 avril de la même année, par Henri VII, roi des Romains, en faveur des religieux et du couvent de Payerne. (*Soloth. Woch.* 1829, pag. 624.)

15

1314, 18 mai.

FRANCHISES ACCORDÉES AUX BOURGEOIS ET HABITANTS D'AIGLE PAR AMÉDÉE V, COMTE DE SAVOIE.

Archives d'Aigle.

Nos Amedeus, comes Sabaudie. Notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum homines et habitatores ville nostre de Alyo nobis direxerint humiliter supplicationem ut eisdem et suis successoribus concederemus libertates et franchesias quas predecessores nostri concesserunt burgensibus nostre Villenove, nos dictus Comes favore benevolo predicte supplicationi volentes annuere, eisdem hominibus et habitatoribus dicte ville de Alyo ac eorum successoribus, pro nobis et nostris heredibus et successoribus, libertates et franchesias perpetuo concedimus infrascriptas :

Videlicet quod homines et habitatores predicti non debent pedagium de aliqua sua propria mercatura apud Villam novam, apud Alyum, apud S. Mauricium, nec denarium qui ab eis exigebatur per illos de Villanova, qui denarius dicitur Denarius porte.

Bis in anno debent habere nundinas : in sabbato forum.

Propter contractus usurarios sive exercitium usurarum non debent bona ipsorum burgensium et habitatorum barrari, molestari seu inquietari in vita vel post mortem ; ipsis burgensibus vel habitatoribus remittentes escheitam que nobis competit aut competere potest in bonis ipsorum ratione usure. Et si quid contra factum fuerit, volumus non valere.

Habitans aut residens in dicta villa de Alyo publice per annum et diem sine requisitione cujuslibet domini, sit burgensis et pro burgense habeatur ulterius dicte ville.

Si quis dictorum burgensium decesserit absque herede le-

gitimo de suo corpore procreato, eidem defuncto debent et possunt ab intestato succedere sui proximiores in gradu consanguinitatis usque ad tertium gradum, nisi defunctus de bonis suis aliter duxerit ordinandum.

Bastardi non habentes liberos legitimos, qui in dicta villa de Alyo residentiam continuam faciunt, habent et habere debent, ut alii burgenses dicte ville de Alyo, factionem liberam testamenti. Liberi ipsorum bastardorum superstites legitimi bona ipsorum habeant, nisi ipsi bastardi aliter disposuerint bonis suis.

Burgensium requisitione dicte ville de Alyo, Vicedominus ponere debet et amovere banna in rebus et possessionibus existentibus in territorio de Alyo ut extitit consuetum.

Predictis burgensibus et habitantibus de Alyo remittimus centum octo solidos quatuor denarios Mauricienses qui nobis annuatim in burgo de Alyo pro tallia debebantur ; Meneydas que nobis ratione Vicedominatus debentur in dicto burgo ac etiam Vicedomino similiter eisdem burgensibus et habitatoribus remittimus.

In dicta villa nostra libera de Alyo habemus et habere debemus in posterum jura inferius designata : scilicet corpora et opes latronum et proditorum.

Pro effusione sanguinis, LX solidos Mauricienses.

Qui arripit cutellum aut ensem aut aliud gladium ad percutiendum, LX sol.

Qui deprehensus fuerit in adulterio, LX sol.

Qui remanserit quando equitatio bannitur a parte domini Comitis, LX sol.

In nundinis qui ante prenunciationem aliquid emerit vel vendiderit, si totum pretium fuerit solutum, emptor et venditor debent LX sol.

Qui vinum vendiderit infra bannum domini priusquam fuerit prenunciatum per quindecim dies, LX sol.

Qui vendunt pannos tinctos aut merceriam in nundinis duo

denarios Mauricienses. Qui ceram et telam portant in nundinis et vendunt ad valorem quinque solidorum supra, duo denarios, et ex quinque solidis inferius, unum denarium.

Pro equo et equa in nundinis, IV denarios. — Pro minuta bestia, obolum. — Pro asino, duo denarios. — Pro bove et vacca, unum denarinm. — Pro porco et pro bacone, obolum, et hoc est in omni tempore.

Homines extranei debent unum denarium de omnibus que vendunt in foro, exceptis piscibus recentibus.

Habitantes in dicta villa de Alyo non debent istam Leydam in nundinis nec in foro.

Pro clama facta Vicedomino, XVIII denarii, pro clama facta Mistrali, VI denarii solvantur.

Si aliquis bannitus fuerit et dare noluerit fidejussorem et recesserit, LX solidos solvat.

Qui intrat vestituram alicujus sine precepto domini, LX solidos, si tamen querela de ipso deponitur.

Omnes res persone extranee, id est aliene provincie, morientis in dicta villa de Alyo debent esse Comitis, nisi quod dederit pro anima sua. Panni vero quos supra se portaverit in egritudine sunt hospitis.

Si quis ceperit aliquem infra villam de Alyo et captum tenuerit sine precepto domini LX sol. solvat.

Qui latronem invenerit capiat illum si potest; si celaverit in manu domini est. Si latronem capere non poterit et ipsum interfecerit, non debet bannum.

Qui de cutello scienter infra villam percusserit, pro banno LX sol., passo injuriam fiat satisfactio. Si effugerit omnes debent illum sequi, et si quis eum forte defendendo interfecerit, non debet dampnum.

Qui fregerit mensam mensaliorum aut beccarie, X libras et dampnum emendare.

Qui falsam tenet mensam aut falsam mensuram aut falsam ulnam, LX sol. et dampnum emendare.

Qui fregerit domum, X libras et dampnum emendare.

Burgenses dicte ville debent molere in molendinis domini et coquere in ejus furnis, ut consuetum est, si dominus molendina et furnos eisdem burgensibus voluerit anministrare ; sin autem quod alibi possint coquere et molere.

Dominus habet pro qualibet teysa domorum existentium in dicta villa VI denarios ; in venditione dictarum domorum habet dominus a venditore tertium decimum denarium et totidem ab emptore.

Burgenses dicte ville debent equitationem Comiti per totum episcopatum Sedunensem suis propriis expensis, et idem circa totum Lacum ita tamen quod ire possint et redire in una die ad naves cum eorum sumptibus et expensis.

Quicunque autem venerit ad forum seu ad nundinas predictas salvus et securus veniat, dum sit paratus stare juri.

Termini dicte libertatis et franchesie de Alyo durent et protendantur a cruce dicta de Posa, usque ad Mugneriam de claustro, et ex loco dicto Escherchy, usque ad viam dictam Chenaleressy, prout per metas etiam designantur.

Promittentes autem nos dictus Comes, pro nobis heredibus ac successoribus nostris, bona fide ac juramento nostro super sancta Dei evangelia corporaliter prestito, contra dictas libertates et franchesias et ea que superius et inferius continentur non facere vel venire per nos vel per alium in futurum.

Item volumus et concedimus nos Comes predictus, pro nobis heredibus sive successoribus nostris, predictis burgensibus de Alyo, quod si aliquis ipsorum latronem aut vulnerantem capere seu detinere non poterit et ipsum defendendo interfecerit ut supra, quod sit quittus penitus et solutus ex corpore et haberet ex causa interfectionis pacem.

Item quod omnes domus infra dictam villam de Alyo existentes, in quibus factus fuerit focus sive fiet per annum et diem solvant teysas, et non alie domus sub pretio premisso.

Testes autem ad hec premissa interfuere viri religiosi et

discreti, dominus Johannes de Dunye, prepositus Montis Jovis; dominus Guillelmus de Dunye, prior Lustriaci; Dominus Rodulfus de Chastoneya, rector domus S. Mauricii de Alyo; Jaquetus Alby de Viviaco; Reymundus Ocheti de Festerna et plures alii. In quorum omnium robur et testimonium, nos predictus Comes Sabaudie sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Aquiani, sabbato XVIII die mensis maii, anno domini MCCC. quarto decimo[1].

Sigillum pendens.

16

1315, 25 janvier.

GUILLAUME DE CHATILLON, BAILLI DU CHABLAIS ET DU GENEVOIS, DÉCLARE QUE LES GENS D'AIGLE SONT EXEMPTS DU PÉAGE DIT DE LA PORTE, A VILLENEUVE.

Archives d'Aigle.

Guillelmus de Castellione, miles, balivus in Chablaisio et Gebennensi pro illustri viro domino Amedeo comite Sabaudie, dilecto nostro domino Johanni de Bagniolo, militi nostro, castellano Chillionis et qui pro tempore fuerit, salutem et sinceram dilectionem. Venientes ad nos probi homines de Allyo et ad consilium domini Comitis predicti fidem fecerunt de franchesiis quas dominus Comes eisdem concessit in quibus continetur quod prefatus dominus Comes ipsos probos homines de Allyo affranchiavit de denario de porta quem levabant illi de Villanova super illos de Allyo et ipsum denarium quittavit eisdem, unde si aliqua pignora habent illi de Villanova de probis hominibus de Allyo pro dicto denario, de assensu consilii dicti domini comitis presentis vobis mando et precipio quatenus ipsa pignora

[1] Comparez avec les franchises de Villeneuve de l'an 1214, qui ont servi de modèle à celles-ci.

reddi faciatis nec sustineatis admodo quod illi de Villanova levent ipsum denarium super illos de Allyo contra franchesias dicti Comitis eisdem de Allyo concessas. Datum apud Turrim Viviaci, die sabati in conversione S. Pauli, anno domini MCCC. XV. — R. littera sigillata sigillo nostro.

Sigillum pendens.

17

1315, 2 juin.

AMÉDÉE V, COMTE DE SAVOIE, ACCORDE AUX HABITANTS DE VILLENEUVE UNE COMPENSATION POUR LA SUPPRESSION DU DENIER DIT DE LA PORTE, DU PAR LES GENS D'AIGLE.

Ann. Jos. de Rivaz, Diplom. XII, pag. 611.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus presentibus et futuris, quod cum ad supplicationem nostram burgenses et habitantes nostri Villenove remiserint burgensibus et habitantibus in villa nostra et franchesia ville nostre de Allio denarium qui vocatur denarius de porta, qui eisdem burgensibus Villenove debetur ratione cujuslibet carrus prout in ipsorum privilegio continetur ; Nos in recompensationem remissionis predicte damus et concedimus pro nobis et heredibus nostris franchesiam dictis burgensibus nostris, quod ipsi non tenentur ad aliquam contributionem de hiis que in futurum constituentur vel ordinabuntur per nos super illos de Allio ratione pontagii, camini vel causa alterius cujuscunque. Volumus etiam et concedimus dictis burgensibus nostris Villenove quod omnes littere privilegiorum suorum et franchesiarum suarum maneant in robore, excepto capitulo remissionis denarii supradicti. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum apud Chillionem, die secunda mensis junii, anno domini M. CCC. decimo quinto.

18

1316, novembre.

MERMET, COSEIGNEUR DE BLONAY, ET SA FEMME MERMETE, AYANT CONCÉDÉ A LOUIS DE SAVOIE, SEIGNEUR DE VAUD, UNE TERRE SITUÉE A VAULRUZ, POUR Y CONSTRUIRE UN CHATEAU ET UNE VILLE FRANCHE, CELUI-CI RECONNAIT EN LEUR FAVEUR LES DROITS DU VIDOMNAT SUR LA DITE TERRE; IL ACCORDE A CELLE-CI LES FRANCHISES DE MOUDON ET FIXE QUELQUES POINTS EN LITIGE.

Archives de Vaulruz.

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Vuaudi, notum facimus universis quod cum nobilis vir Mermetus cumdominus de Blonay et Mermeta ejus uxor, sua bona ac spontanea voluntate pro se et suis heredibus dederunt et concesserunt nobis, pro nobis et nostris heredibus, quidquid juris, rationis, actionis, proprietatis, possessionis et dominii ipsi habebant aut habere debebant, tam in parte quam in toto, tam de jure quam de facto, in toto molari de Vaulruz et a dicto molari usque ad rivum descendentem de Montaubert intrantem in rivum dictum Pissisane, et a meta ibi posita descendendo inter terram Rodolphi de Treiffay et terram conjugum predictorum, ad construendum et edificandum ibi per nos unum Castellum sive villam franchiam vel utrumque. Nos confitemur et recognoscimus publice quod dicti Mermetus et Mermeta conjuges, pro se et suis heredibus, de nostra bona voluntate, ex nostra certa scientia et ex pacto expresso et solemniter inter nos et dictos conjuges habito, sibi et suis heredibus retinuerunt sibi et ex dicta scientia et concessione exceperunt vicedominatum dicti castri et ville franche de Vaulruz et de Vuadens possidendum ab ipsis conjugibus et eorum heredibus in perpetuum libere, pacifice et quiete, cum pertinentiis, appendentiis, juribus et

juhantiis dicti vicedominatus, secundum consuetudinem Melduni habendis et levandis, et nos pro nobis et nostris heredibus ipsum vicedominatum cum juribus suis ut dictum est dictis conjugibus et eorum heredibus perpetuo concedimus et dedimus.

Item retinuerunt dicti conjuges per dictum pactum expresse habitum et ex certa nostra scientia, quod nos ac successores nostri non debeamus aut possimus modo aliquo aliquos de hominibus tailliabilibus aut ligiis dictorum conjugum recipere in burgum nostrum aut in nostram gardam.

Item quod universa et singula que dicti conjuges habent et possident in villa de Sales, de Moules, de Romanens, des Buschiellies, de Treiffay, de Ruery, de Chaponeriis et villagiorum terre sue de Sales et in territoriis eorundem, a dictis limitationibus versus terram suam de Sales, cum omnimoda jurisdictione et omni dominio alto et basso eorumdem dictis conjugibus et eorum heredibus remaneant libere, pacifice et quiete, prout ipsi conjuges et sui predecessores ibidem hactenus habuerunt, et quod per constructionem et edificationem dicti castri et ville franche eisdem conjugibus aut eorum heredibus in premissis aut aliquo premissorum imposterum nullum prejudicium inferatur. Quas quidem retentionem et declarationem omnium premissorum sic a dictis conjugibus factas de nostra bona voluntate et ex vi pacti solemniter inter nos et ipsos conjuges habiti in premissis et omnia et singula premissa nos pro nobis et nostris heredibus laudamus, ratificamus et confirmamus et promittimus, per pactum expressum juramento vallatum, contra predicta aut aliqua predictorum per nos aut per aliquem imposterum non venire in judicio aut extra, facto, verbo vel consensu, sed universa et singula predicta prout melius et sanius intelligi possunt ad utilitatem dictorum conjugum et heredum suorum, firmiter, fideliter attendere et inviolabiliter observare.

Item cum nos dictis conjugibus moverimus questionem su-

per quamdam remissionem et assignationem jurie[1] eisdem factam per Hugonetum de Sancto Regneberto, quondam castellanum nostrum Rote, in qua quidem dicebamus nos fuisse aggravatos, nos in recompensationem ampliationis predicte nobis facte per ipsos conjuges de limitationibus predictis dicti castri nostri de Vaulruz, dictas remissionem et assignationem dicte jurie factas dictis conjugibus per dictum Hugonetum, vocato cum ipso domino Raynaldo cumdomino de Estavaye milite etiam castellano nostro Rotundimontis, prout in quadam littera super hoc confecta, signata[2] dictorum Hugoneti et domini Raynaldi sigillata, plenius continetur, per limitationes in ipsa littera contentas et declaratas ipsis conjugibus et eorum heredibus, pro nobis et nostris heredibus, confirmamus, ratificamus et concedimus, videlicet à juria nostra discernendo[3] per viam magnam publicam dictam publice de Lexert Berchot, prout dicta via incipiens ab aqua dicta Neiriomum fluente de subter villam de la Joux, procedendo per pratum dictum de Lexert Berchot per desuper dictum eis Vuarminaz a parte venti, et inde descendendo directe per juriam tendendo usque ad aquam dictam Sionsy, per plures metas positas per viam vel juxta antedictam.

Item volumus et concedimus, ex vi pacti inter nos et ipsos conjuges habiti, quod gentes et abergatores dictorum conjugum dicte terre sue de Sales dictorum villagiorum, pro animalibus suis habeant pasturagium suum in pascuis nostris in quibus gentes nostre de Vaulruz communiter utentur pasturando *san danb faire*. Et vice versa gentes nostre de Vaulruz pro animalibus suis habeant suum pasturagium in pascuis dictorum conjugum dictorum villagiorum ubi gentes et abergatores ipsorum conjugum communiter utentur pasturando *san danb faire*.

[1] Le mot Juria se trouve souvent employé, dans nos anciens actes, avec le sens de *montagnes, joux: nigræ juriæ*, noires joux.

[2] Lisez plutôt *sigillo*.

[3] Lisez plutôt *descendendo*.

In quorum testimonium sigillum nostrum presenti littere duximus apponendum. Datum mense novembri, anno domini millesimo trecentesimo sexto decimo.

Copie vidimée en 1643 par A. Python.

19

1318, 22 mai.

CONCESSION DES PASQUIERS EN FAVEUR DE LA COMMUNAUTÉ D'YVERDON. VIDIMUS DU 30 JUIN 1394.

Archives d'Yverdon.

Nos Henricus, decanus Novicastri, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos vidimus, tenuimus, perpendimus et de verbo ad verbum, legimus quandam literam sanam et integram, non rasam, non cancellatam, non obliteratam, nec in aliqua sui parte, prout nobis prima facie apparuit, in aliquo viciatam, sed omni suspectione falsitatis prout in eadem vidimus seu perpendimus carentem, cujus quidem litere tenor sequitur in hac verba.

Nous Louys de Savoye, seigneur de Vaud, faisons savoir à tous ceux qui verront et orront ces présentes lettres, que comme la Communauté de nos bourgeois d'Yverdon, à la requeste de nostre chère compagne Isabelle de Chalon, ayent octroyé à nous et à la dite Isabelle les pasquiers qui sont vers le chemin par lequel lon va vers les bains, tant que s'estend vers Clendiez du long et du large dès les Curtilz de la Planna, entant que est prez et champs devers Chevrissiez, en telle forme que nous ne pouvons ny devons donner à ceux le dit pasquier, ny vendre, ny alliener en autre main que la nostre, et si nous le faisions laquelle chose ne soit, nous voulons et octroyons que soit pasquier comme devant est levée la première herbe du dit pasquier, nos bourgeois d'Yverdon doivent

pastorer les dicts pasquiers ainsi comme ils ont accoustumé de pasturer les autres. Et encor voulons et octroyons que si guerre estait, que la dite communauté puisse pasturer au dit pasquier ainsy comme és autres prez et pasquiers, Encor voulons et octroyons que la dite communauté ait sentier au dit pasquier pour pasturer les bestes et large issue dès le pont et envers les bains pour les bestes. Et pour ce et en recompensation des dites choses, nous avons voulu et octroyé et voulons que tenus soyent que les pasquiers devers les moulins et devers Trescovagnes, lesquels nous avons pris pour nous et donné à ceux à autres gens, que le dit pasquier et les prez soyent perpetuellement à la dite communauté, tant comme ils se étendent et de long et de large, le long du Terraul Bruant et la Theylaz, d'une part, et outre la terre de Treycovagnes et la Chaussiaz, d'autre part, et s'estend du long dès les Curtils et les prez contients de Nicollier de Baulmes en amont tant que les pasquiers durent en amont; Et ces choses dessus dictes, nous pour nous et la dicte Isabelle et pour nos hoirs, promettons en bonne foy fermement et perpetuellement attendre et non venir en contre par nous ny par autruy au temps advenir; en temoignage de laquelle chose, nous avons mis nostre seel pendant en ces présentes lettres, et voulons que ceste lettre se doubloit toutesfois que la dicte communauté le requerra. Données à Yverdon, le Lundy devant la feste Sainct Urbain, l'an courant mille trois centz et dix-huit au mois de May.

In cujus visionis testimonium, nos prefatus Decanus sigillum curie nostri Decanatus Novi Castri predicti presentibus literis duximus apponendum. Datum, quoad dictam visionem, ultima die mensis Junij, anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo quarto.

Pro visione et pro lectura originalis

NICOD Viced.

20

1321, 13 janvier.

LOUIS II DE SAVOIE, SEIGNEUR DE VAUD, RECONNAIT QUE LES BOURGEOIS ET HABITANTS DE VAULRUZ JOUISSENT DES LIBERTÉS ET FRANCHISES DE MOUDON.

Archives de Vaulruz.

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Vaudi, notum facimus universis quod cum nos edificaverimus de novo castrum nostrum de Vaulru, nos ad requisitionem et instantiam universitatis nostrorum proborum hominum et burgensium dicti loci, ipsum locum et burgenses et habitatores dicti loci qui nunc sunt et pro tempore fuerint affranchiamus et francos et liberos etiam volumus secundum franchesias et libertates de Melduno, et ipsos probos homines, burgenses et habitatores dicti loci gaudere volumus in omnibus et per omnia eadem libertate et eisdem juribus quibus gaudent illi de Melduno, et ipsam libertatem cum dictis juribus a predecessoribus nostris et nobis illis de Melduno concessam predictis probis hominibus, burgensibus et habitatoribus et eorum ibi successoribus per hanc presentem litteram confirmamus. Promittentes bona fide dictam libertatem cum suis juribus manutenere predictis probis hominibus, burgensibus et habitatoribus dicti loci. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presenti littere duximus apponendum. Datum die Lune post Epiphaniam, millesimo trecentesimo vigesimo primo.

21

1327, mars, et 1355, janvier.

PLAID GÉNÉRAL DU VILLAGE D'APPLES, SOIT RECONNAISSANCE GÉNÉRALE DES DROITS QUE LE PRIEURÉ DE ROMAINMOTIER POSSÈDE SUR CE VILLAGE.

Ce document a déjà été publié en entier dans le Cartulaire de Romainmôtier: *Mémoires et Documents de la Société d'histoire de la Suisse romande*, tome III. pag. 616 et suiv.

22

1328, janvier.

REVERSALE ACCORDÉE A LA VILLE DE MOUDON PAR LOUIS DE SAVOIE, SEIGNEUR DE VAUD, EN SUITE D'UN DON GRACIEUX DE SIX GROS PAR FOCAGE, ET RECONNAISSANCE DE SES FRANCHISES.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Vuaudi, notum facimus universis quod cum nos requisierimus communitatem nobilium, Burgensium ac omnium habitantium de Melduno, ut ipsi de mera gratia concederent nobis quod quilibet de dicta communitate tenens focum nobis ex mera gratia contribuerent sex grossos turonenses tantum et non plus, nec posset exigi ab aliquo ultra dictos sex grossos turonenses, ita quod qui non posset solvere dictos sex grossos turonenses solvat pro posse suo, quod ipsi nobis ex mera et sua libertate et pura gratia concesserunt : Nos prefatus Ludovicus in veritate confitemur, quod dicta concessio quam nobis prenominati de Melduno fecerunt, ab ipsis nobis facta fuit ex mera gratia et libertate sua, quia in hoc ab ipsis nullum jus habebamus nec habemus

nec volumus quod per dictam gratiam in nobis factam nobis nec heredibus nostris aliquod jus sive investitura imperpetuum acquiratur, nec per hoc prenominatis de Melduno nec suis heredibus fiat aliquod prejudicium in futurum. Et promittimus etiam et juramus, super sancta dei evangelia, dicte communitati de Melduno nobilium et burgensium pro nobis et nostris heredibus, predictam gratiam modo aliquo ab ipsis non petere nec exigere per nos aut per alium in futurum; preterea nos prefatus Ludovicus volumus et concedimus pro nobis et nostris heredibus ex gratia predicte communitati nobilium et burgensium de Melduno et heredibus ac successoribus suis, quod aliquis a dicta communitate in perpetuum non posset citari vel extrahi per nos aut heredes nostros ad clamam alicujus alterius persone, extra Meldunum de possessionibus sive proprietatibus ibidem jacentibus nunc, pro aliquo alio contractu vel quasi inquantum tanget partes nisi per modum appellationis. Item et litteras libertatum et franchesiarum de Melduno quas dicte communitati nobilium et burgensium de Melduno dedit et concessit carissimus dominus noster inclite recordationis quondam dominus Amedeus, comes Sabaudie, pro nobis et heredibus nostris laudamus, approbamus et confirmamus eisdem in perpetuum cum omnibus clausulis in eisdem contentis. Et promittimus pro nobis et nostris heredibus juramento nostro quo supra, quod contra predicta vel aliquid de predictis sive presentem litteram per nos vel alium non veniemus in futurum. In cujus rei testimonium nos prefatus Ludovicus sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum mense januarii, anno domini millesimo tercentesimo vicesimo octavo.

Sceau pendant en cire rouge.

23

1328, février.

REVERSALE DE LOUIS DE SAVOIE AU SUJET D'UN DON DE SIX GROS TOURNOIS PAR FOCAGE, ACCORDÉ PAR LA COMMUNAUTÉ D'YVERDON : CONFIRMATION DES FRANCHISES DE LA DITE COMMUNAUTÉ.

Archives d'Yverdon, No 3.

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Waudi, notum facimus universis, quod cum nos requisivimus communitatem nobilium, burgensium et proborum hominum de Yverduno, ut ipsi ex mera gratia et liberalitate sua concederent nobis, videlicet quilibet tenens focum de dicta communitate nobis ex mera gratia contribueret sex grossos turonenses tantum semel et non plus, nec possit exigi ab aliquo eorumdem ultra dictos sex grossos turonenses, ita quod qui non posset solvere dictos sex grossos turonenses solvat pro posse suo, quod ipsi nobis ex mera et pura gratia et liberalitate sua concesserunt. Nos prefatus Ludovicus in veritate confitemur quod dicta concessio quam nobis prenominati de Yverduno fecerunt nobis ab ipsis facta fuit et est ex mera gratia et liberalitate sua, quia in hoc ab ipsis nullum ius petendi habebamus nec habemus, nos bono animo inspecta mera gratia et liberalitate ut supra nobis facta tantum semel ut premittitur per supradictos nobiles, burgenses et probos homines dicte communitatis de Yverduno nolemus nec patiemur quoquomodo quod dicta gratia et liberalitas ipsis nobilibus burgensibus et probis hominibus dicte communitatis qui nunc sunt vel erunt in futurum aut suis heredibus ac suis successoribus infra terminos de Yverduno aliquod sibi inferat prejudicium vel gravamen, sed multo magis desideraremus et desideramus quod sua libertas et sue franchesie sibi et suis sane et integre sint perpetue permansure quas habent, et vo-

lumus quod habeant ad usus, consuetudines, libertates et franchesias de Melduno et eas sibi confirmamus, nec volumus quod per dictam gratiam nobis factam ab ipsis nobis nec nostris heredibus aliquod jus sive aliqua investitura in perpetuum acquiratur; et promittimus etiam et juramus, super sancta dei Evangelia, dicte communitati nobilium, burgensium et proborum hominum de Yverduno qui nunc sunt vel erunt in futurum et suis heredibus ac suis successoribus infra dictos terminos de Yverduno, predictam gratiam vel consimilem exactionem de cetero modo aliquo pro nobis et nostris heredibus ab ipsis non petere nec exigere per nos vel per alium in futurum. Preterea cum predicta communitas nobis dictam gratiam tantum semel ut supra fecit sibi in recompensationem dicte mere gratie cessimus et concessimus quod nos et (nostri) non possimus nec debeamus de cetero sibi occupare sua pascua que ad presens per nos aut predecessores nostros nundum sunt accensata, mandantes nihilominus et precipientes per presentes, Castellano nostro de Yverduno qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, quatenus de cetero ad requisitionem dicte communitatis pascua predicta omnia et singula nundum accensata ut supra ea sibi deliberaret et deliberari faciat sine aliqua molestatione facienda et omni impedimento cessante.

Item volumus et concessimus ac concedimus dicte communitati nobilium, burgensium et proborum hominum de Yverduno, quod aliquis de dicta castellania non possit nec debeat in causam trahi extra dictam castellaniam coram quibuscunque officiariis nostris ad clamam seu ad querelam alterius de rebus existentibus infra dictam castellaniam de Yverduno in quantum tangit partes, nisi tantum in casu appellationis.

Promittentes juramento nostro quo supra pro nobis et nostris heredibus ac successoribus contra premissa vel aliquid eorumdem non facere vel venire per nos vel per alium in futurum, sed predicta omnia et singula supra scripta attendere

firmiter et inviolabiliter observare, confitentes nos habuisse integre et perfecte totam pecuniam a dicta communitate de gratia ut supra nobis facta. In cuius rei testimonium, nos prefatus Ludovicus sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum mense februarii, anno domini millesimo tercentesimo vicesimo octavo.

24

1328, février.

LOUIS DE SAVOIE, SEIGNEUR DE VAUD, ACCORDE AUX HABITANTS DE LA VILLE DE MORGES LE PRIVILÉGE DE NE PAS RÉPONDRE AUX APPELS EN COMBAT SINGULIER.

Archives de Morges, layette D D D, N° 2.

Nous Lois de Savoye, sires de Waut, faisons savoir à tous ceux qui verront et orront ces presentes lettres, que nous regardans et considerans mains services et maintes cortoisies faites par nostres gentis-homes et nostres bourgois et nostres habitans de nostre vile de Morges à nostre cher pere de bone memoyre et a nous, nous en gueredon et en remunéracion des biens et des services dessus diz, es devant diz gentis-homes et es bourgois et a tous les habitans de nostre dite vile de Morges, a leurs hoirs et a leurs successeurs, pour nous et pour nostres hoirs, donnons et octroyons perpetuanment franchise, liberté et immunité que nuz de toutes les persones dessus nomees dedens notre vile de Morges dessus dite ne dedens les serremens de ladite vile, pour quelque cas ou pour quelque crim que ce soit, appeler de gage de bataille puisse lun lautre ne autre persone estrange leur ne lun de leur, non obstant nul droit ne male coustume encontre faisant. Et se aucuns des persones de ladite vile, gentis-homes ou habitans lun a lautre ou autre persone estrange à lun de leur de quelque condicion

ou estat que ele fust, avoit eu dist paroles dappel de bataille dedens ladite vile ou dedens les serremens de ladite vile, nous voulons et octroyons, pour nous et pour nostres hoirs, que li apel soit nuz, et que nuz de toutes les persones dessus nomées se puisse obligier par pat, par convenance, ou par volenté, ou par renonciation a appeler lun lautre de gage de bataille de quelque cas ou de quelque crym que ce soit, ne poursegre paroles d'apel de bataille. Promettans nous Loys dessus diz, pour nous et pour nostres hoirs, par nostre bone foi donée sus sains evangiles, aus dessus diz gentis-homes et bourgois et à tous les habitans de Morges dessus dite, à leurs hoirs et successeurs, les devant dites franchises, liberté et immunité perpetuanment tenir et mantenir, sans corrompre et contre celes ne fayre ne venir par nous ou par autrui ou tens avenir, ne consentir a nul qui contre voudroit venir. Et est assavoir que ceste franchise ne sestent point pour ceaux qui mefferoient contre le Seigneur, son Bally, ses Chastellains ou son Leutenant, ou se aucuns de la dite ville fust gentis ou bourgois ou habitans appeloit aucun estrange, en ce cas se cis que on appeleroit requeroit droit, li sires si tenroit droit fust par bataille ou en autre manière selon la coustume dou pais non obstant la franchise dessus dite. Et sachent tuit que nous somes meus a doner ceste franchise pour ce que nous avons vehu letres de nostre cher pere, dont diex hait larme, les quiex fais nous voudrions enseiguir, aus quiex il otroya et donna à la dessus dite vile la devant dite franchise. En tesmoing de toustes les choses dessus dites, nous avons mis nostre grant seel en ces presentes letres. Doné a Morges, ou mois de fevrier, lan mil CCC et vint et huit.

Le sceau manque.

25

1328, février.

EN RÉCOMPENSE D'UN DON GRATUIT DE SIX GROS PAR FOCAGE, LOUIS II DE SAVOIE, SEIGNEUR DE VAUD, CONFIRME AUX BOURGEOIS DE ROMONT LES FRANCHISES DE MOUDON ET LEUR ACCORDE D'AUTRES FAVEURS.

Archives de Romont, copies vidimées du 24 août 1388 et du 19 mai 1434.

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Waudi, notum facimus universis, quod cum nos requisierimus communitatem nobilium, burgensium et proborum hominum Rotundimontis, ut ipsi ex mera gracia et liberalitate sua concederent nobis, videlicet quilibet tenens focum de dicta communitate nobis ex mera gracia contribueret sex grossos Turonenses tantum semel et non plus, nec possit exigi ab aliquo eorumdem ultra dictos sex grossos Turonenses, ita quod qui non posset solvere dictos sex grossos Turonenses solvat pro posse suo; quod ipsi nobis ex mera liberalitate sua et pura gracia concesserunt. Nos prefatus Ludovicus in veritate confitemur quod dicta concessio quam nobis prenominati de Rotundomonte fecerunt, ab ipsis nobis facta fuit ex mera gracia et liberalitate sua, quia ab ipsis in hoc nullum jus habeamus nec habemus; nos bono animo, inspecta mera gracia et liberalitate, ut supra nobis facta, tantum semel ut premittitur, per dictos nobiles, burgenses et probos homines communitatis Rotundimontis, nollemus nec pateremus quoquomodo quod dicta gracia et liberalitas ipsis nobilibus, burgensibus et probis hominibus dicte communitatis, qui nunc sunt vel erunt in futurum, et suis heredibus ac sibi successuris aliquod sibi inferat prejudicium vel gravamen, sed multo magis desideremus et desideramus quod sua libertas et sue franchesie sibi et suis sane et integre sint perpetue

permansure, quas habent et volumus quod habeant ad usus et consuetudines libertates et franchesias de Melduno, et eas sibi confirmamus, nec volumus quod per dictam graciam nobis factam nobis nec heredibus nostris aliquod jus sive investitura quoquomodo in perpetuum acquiratur. Et promittimus etiam et juramus, super sancta Dei evangelia, dicte communitati nobilium, burgensium et proborum hominum de Rotundomonte, qui nunc sunt vel erunt in futurum, et suis heredibus ac successoribus predictam graciam vel consimilem exactionem de cetero modo aliquo pro nobis et nostris heredibus ab ipsis non petere nec exigere per nos vel per alium in futurum.

Preterea cum predicta communitas nobis dictam graciam tantum semel, ut supra, fecerit, sibi in recompensacionem ipsius gracie cessimus et concessimus quod nos et nostri non possimus nec debeamus de cetero sibi occupare sua pascua que ad presens per nos aut per predecessores nostros nundum sunt accensata.

Item sibi concessimus quod dicta communitas perpetue utatur in nemoribus nostris dou Giblour prope le Chastellar, videlicet tantummodo in mortuo nemore, et similiter in nostris nigris juriis de Vauruz et de Rota ubicunque sint, excepto tamen in nostro nemore dicto Deven de Rota.

Item volumus et sibi concessimus quod pro domibus suis in dicta villa nostra Rotundimontis faciendis et edificandis earumdem possint marrinum et aliud nemus ad hoc necessarium facere et accipere in dictis nostris nigris juriis, excepto in supra dicto nostro nemore dicto dou Deven de Rota.

Mandantes et precipientes per presentes castellanis nostris de Vauruz et de Rota, qui nunc sunt vel qui pro tempore fuerint, quatenus de cetero dicte communitati Rotundimontis et suis successoribus ac heredibus predicta sibi ut supra cessa et concessa nullatenus impediant seu perturbent quoquomodo ; et nichilominus castellano nostro Rotundimontis, qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, quatenus de cetero ad requisitio-

nem dicti communitatis pascua predicta omnia et singula nundum accensata ut supra ea sibi deliberaret et deliberari faciat sine aliqua molestatione et omni impedimento cessante.

Item volumus et concedimus dicte communitati nobilium et burgensium et proborum hominum Rotundimontis, quod aliquis de dicta castellania non possit nec debeat in causam trahi extra dictam castellaniam, coram quibuscunque officiariis nostris, ad clamam seu querelam alicujus alterius, de rebus existentibus infra dictam castellaniam et mandamentum Rotundimontis, in quantum tanget partes, nisi tantum in casu appellationis.

Promittentes juramento nostro, quo supra, pro nobis et nostris heredibus ac successoribus, contra premissa vel aliqua eorumdem non facere vel venire per nos vel per alium in futurum, sed predicta omnia et singula supradicta attendere firmiter et inviolabiliter observare. Confitentes nos habuisse integre et perfecte totam pecuniam a dicta communitate de gracia ut supra nobis facta. In cujus rei testimonium nos prefatus Ludovicus sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum mense februarii, anno Dni millesimo CCC° vicesimo octavo.

26

1334, 28 novembre.

CONFIRMATION DE LA CHARTE DE FRANCHISES DES NOBLES ET DES BOURGEOIS D'ARCONCIEL-LE-CHATEAU.

Archives cantonales de Fribourg. Traités et contrats, N° 153 (original). — Première collection de lois et de documents, pag. 6, N° 14 (copie). — Illens, N° 162 (traduction allemande). — Communiqué par M. l'archiviste Schneuwly.

Nous Johanete, feme cay en arieres [1] de Johant de Endilisperg, segneur cay en arieres d'Illens et d'Arconcie, et Williemes fiz de la ditte Johanete et cay en arieres dou dit Johant, sires d'Illens et d'Arconcie [2], et nous li chastalains, li nobles, li borgeis et ausy li résidanz dou dit chastel d'Arconcie, convocaz ensemble par la cloche, ensi come il est acustumez, fasons savoir a touz que come question ou descorde fust mue et cornée, entre nous la dicte Johanete et Williemo, son fiz, d'une part, et nous le chastalain, les nobles, les borgeis et les résidanz d'Arconcie, desus diz de l'autre part; sore ce cest

[1] *Cai en arrière*, terme de pratique qui doit être entendu dans le sens de *autrefois, quondam*.

[2] Willierme d'Englisberg, seigneur d'Illens et d'Arconciel, était fils de Jean d'Englisberg, décédé en 1317, et de Jeannette, fille du chevalier Amédée d'Oron, seigneur de Bossonens. C'est lui qui en 1342 vendit ou légua les châteaux d'Arconciel et d'Illens à son oncle dom Girard (II) d'Oron, doyen de Valère, agissant pour le compte de son neveu Guillaume d'Oron, fils de feu son frère Guillaume, coseigneur de Bossonens.

Jean, père de Willierme d'Englisberg, était fils de Nicolas d'Englisberg qui, en 1296, fit une alliance avec la ville de Fribourg, dont il était d'ailleurs bourgeois. Il avait épousé Agnès de Gruyère et mourut en 1312. (Comp. Hisely, Cart. de Gruy. I, pag. 144 n.)

a savoir que nous li diz chastalains, li nobles, li borgeis et li residanz d'Arconcie demandiens et requeriens à la ditte dame, et ou dit Williemo, son fiz, segneur d'Illens et d'Arconcie, que il nous confermessant nostres droiz, nostres francheses et nostres libertaes selon la tenour de notre chartre, la quel nous avons dou conte Udri d'Arberg[1], nous la ditte Johanete et Williemo, son fiz, segneur d'Illens et d'Arconcie, disant et affermant le contrayre et maintes raysons et deffensions opposant en contrayre, par que nous ne estoyens tenuz a la confermation desusditte, a la parfein apres maintes atercations heues intre nous les dittes parties la ditte question et descorde par amiables amis, c'est a savoir par monsy Willermo de Vilar, chevalier, Jaquet lo Riche, Johant lo Riche, frares, Jaquet de Duens fiz cay en arieres Rol de Duens, Nicho de Sillierro, Cuono de Duens, Johanot lo Riche, Williemo Cortaneir, Jaquet de Duens fiz cay en arieres Jaquet de Duens, Peter Mertzo, Cuono Mertzo, Mermier Cursilimuot et Gonra Huser, borgeis de Fribor, sus ce acordablement elliez par nous le chastalain, les nobles, les borgeis et les residanz dou dit chastel d'Arconcie et par nous Johanete et Willieme, son fiz, acceptez, est

[1] On sait que le comte Ulric d'Aarberg, dont il est ici fait mention, appartenait à la maison de Neuchâtel. Fils d'Ulric, comte et seigneur de Neuchâtel, décédé le 1er août 1226, il eut, pour sa part de la succession paternelle, les seigneuries d'Aarberg, d'Arconciel et de Valengin et l'avouerie de l'abbaye d'Hauterive; il mourut le 23 octobre 1276. C'est donc entre les années 1226 et 1276 qu'il faut placer la date de la charte des droits, franchises et libertés qu'il octroya aux bourgeois du château d'Arconciel. Quoiqu'elle ne se trouve ni aux archives cantonales de Fribourg ni aux archives communales d'Arconciel, dont le village est situé à 20 minutes des ruines de l'ancien bourg, certains faits font supposer que cet acte n'est pas autre chose que la handfeste de Fribourg. Les voici :

1° Ulric, comte et seigneur de Neuchâtel, fonda entre 1192 et 1226 la ville d'Aarberg et lui donna les mêmes franchises qui avaient été données à Fribourg en Uechtland. (Zeerleder, N° 560 et 782.)

2° Son fils Ulrich, seigneur d'Aarberg, d'Arconciel et de Valangin, le même

apaysie, sedaye et acordee amiablement en la maniere qui s'ensoit, c'est a savoir que je li devant dit Williemes, sires d'Illens et d'Arconcie, et mie hoirs poons et devons dis or avanz metre et instituir le chastalain et avoye d'Arconcie, c'est à savoir par le conseil des nobles, des borgeis et des residanz ou tens de la ditte institution dou dit chastel d'Arconcie. En ce que se nous les dittes parties descordessiens de metre et de instituir le dit chastalain ou avoye d'Arconcie, que adonc nous les dittes parties devons et sumes tenuz de rapporteir et metre encontenant celui descort par devant l'avoye et le con-

qui donna la charte des bourgeois d'Arconciel, confirma la prédite concession le 1[er] mai 1271. (Id.)

3° Son autre fils, Berthold, seigneur de Strassberg (1226-1270), accorda les mêmes droits à la ville de Büren. (Zeerleder, N° 799, etc.)

4° Suivant un article de la Handfeste (pag. 36 du Recueil diplomatique), le père qui s'était remarié et qui avait eu des enfants du second lit, devait, si sa seconde veuve lui survivait, laisser le tiers de son héritage à la dite veuve et à ses enfants. Or, si nous rapprochons cette disposition du passage suivant, tiré d'un acte inédit des archives du couvent de la Part-Dieu (F. N° 2 et 3), nous verrons qu'elle était aussi en vigueur à Arconciel: Ego Borcardus dictus de Bennewile, domicellus, filius quondam Johannis dicti de Bennewile, domicelli, quondam burgensis de Arconcie, notum facio universis, quod cum, inter me ex una parte et Valentiam filiam quondam domini Othonis dicti de Capella de Paterniaco militis bone memorie ex altera uxorem, quondam dicti Johannis patris mei novercam meam, gravis discordia verteretur super eo videlicet quod dicta Valentia dicebat tertiam partem totius hereditatis predicti quondam patris mei ad ipsam Valenciam debere pertinere et spectare de *consuetudine loci de Arconcie* ratione successionis Mermete filie sue quondam sororis mee ab ipsa Valentia et dicto patre meo quondam procreate, cui Mermete dicta Valencia de dicta consuetudine ut asserebat in tertia parte predicta dicte hereditatis ab intestato successit tanquam heres legitima, me dicto Borcardo in dictis contrarium asserente, dicendo predicta ex dicta consuetudine procedere non debere, etc. Le reste est une sentence arbitrale rendue à l'amiable en décembre 1306, où le dit Borcard reconnaît devoir à sa marâtre 160 livres Laus. pour tous les droits qu'elle prétendait avoir sur es biens de Jean de Bennewile.

5° Si les arbitres de la sentence du 28 novembre 1334 entre le seigneur et

seil de Fribor por nous aydier a acorder sus le descort de la ditte election dou dit chastalain ou avoye d'Arconcie, et a la quel de nous les dittes parties li diz Avoyez de Fribor et dui autri dou conseil de Fribor ajostez avoyque le dit Avoye par les autres dou dit conseil de Fribor ou li dui de ces trois consantirent et acorderant sus la ditte election dou chastalain ou avoye d'Arconcie, cele election doit ester et remanoir. Et est a savoir que par ceste maniere li chastalains ou avoyez d'Arconcie doit ester elliez ou confermez dis or avan chascon ant, et cil chastalains ou avoyez elliez, encontenant qu'il sera elliez ou confermez, doit jurer premieremant a moy le dit Williemo, segneur d'Illens et d'Arconcie, de mantenir tot mon droit, mon estat et de mes hoirs de tot son poer; apres doit jurer de mantenir et de garder en bone foy a nos les nobles, les borgeis et les residanz d'Arconcie nostres droiz et nostres francheses. Apres est a savoir que li dit chastalain ou avoyez doit ausi jurer adont meisme en la presance dou dit avoye de Fribor,

les bourgeois d'Arconciel, ont été tous pris à Fribourg, c'est sans doute parce qu'il s'agissait de l'interprétation d'une disposition de la charte et que cette charte était la même à Arconciel qu'à Fribourg. Une alliance d'ailleurs, celle de 1296, resserrait les liens des deux bourgs voisins.

En résumé, il y a des indices qui semblent faire croire que la *charte* accordée par le comte Ulric d'Arberg, est la Handfeste de Fribourg. Toutefois cette circonstance n'empêche pas que lorsque Arconciel devint un fief de la Savoie et fit partie du pays de Vaud, les coutumes de Moudon ne s'introduisirent en tout ou en partie dans le bourg et dans le reste de la seigneurie. Ainsi dans les indominures de 1441, on trouve mentionné au nombre des droits du seigneur :

« Calvacata, quam debent prefato domino de Illens et de Arconciel burgen-
» ses de Arcunciel castro, si adessent nescio, habitatores, albergatores et in-
» cole totius baronie et mandamenti dictorum locorum de Illens et de Arcon-
» ciel per octo dies, eorum sumptibus, prout et *quodadmodum* illi de Melduno
» vel patrie Vaudi. »

Quant à l'entretien des remparts, cette prestation était réglée pour ceux d'Arconciel par un acte du 30 septembre 1386 et pour les autres ressortissants de la seigneurie elle devait se faire *comme c'est usité dans la patrie de Vaud.*

qui por le tens y sera, et de dus dou conseil de Fribor, de garder et de mantenir es diz Friborgeis tel droit et tel rayson con li dit Friborgeis ont ou devont avoir ou dit chastel d'Arconcie, solon les lettres que il en ont de monsy Nicho d'Endilisperg, segneur cay en arieres d'Illens et d'Arconcie et de ses hoirs[1].

Apres que, je li diz Williemos, sires d'Illens et d'Arconcie, et mie hoirs poons et devons dis or avanz metre et instituir les portiers et les gaytes dou dit chastel d'Arconcie; et cil instituiz devont encontenant jurer de garder en bien et en foy mon droit et mon honour et de mes hoirs et ausi deis diz nobles, borgeis et residanz d'Arconcie.

Apres que, nos li devant diz chastalains, li nobles, li borgeis et li residanz d'Arconcie devons et sumes tenu d'aler et de chavauchier desoz la bandiere dou dit segneur d'Illens et d'Arconcie par ensi come il estoit acustumez ou tens dou dit monsy Nicho d'Endilisperg en bone foy et sens cauthele.

Apres que, je li dit sires d'Illens et d'Arconcie devo et sui tenuz doner licence par ma lettre ouverte a sel pendant eis dit nobles, borgeis et residanz d'Arconcie de lour allier aveyque les diz Friborgeis encontenant quil feront la ditte alleance, saul mon droit, cum ja li dit chastel d'Arconcie soit alliez eis dit Friborgeis.

Apres que, je li dit sires d'Illens et d'Arconcie devo et sui tenuz confermer eis devant dit chastalain, nobles, eis borgeis et a tous les residanz d'Arconcie tot le remanant de totes lour francheses, de toz lour droiz et de totes lour libertayes par ensi come il se contient en lour dicte chartre, sauves et exceptees a moy et a mes hoirs les conditions ci escriptes et les cas et les articles ci-contenuz et expres, et adont nous li nobles, li borgeis et li residanz d'Arconcie desus diz devons et sumes tenu jurer acordablement et faire seremant ou dit Willemo, segneur d'Illens et d'Arconcie, et a ses hoirs come a seigneur dou dit lue d'Arconcie, cest asavoir tel seremant come frans

[1] L'acte cité ici est dans le Recueil diplomatique I, pag. 172.

borgeis et residanz sunt tenus faire et doner ou segneur dou dit lue d'Arconcie par rayson de borgesie ou de residance dou dit lue d'Arconcie durant la ditte residance et de totes les choses desus dittes et ci desoz escrites, dittes et acordees sus la ditte nostre descorde et petitions d'one part et d'autre, nous les dittes parties nous tenons et avons et volons avoir et tenir por nous et por nostres successours orendroit et ou tens avenir plenemant parcontenz, et promettons nous les dittes parties por nous et por nostres successours, par nostres seremanz a Sains Evangile de Diou corporelement donez, totes les choses desus dittes et escrites et chascone de par soy fermemant attendre, complir et garder sens corrumpre et encontres non faire ne venir par fait ou par parole ou par consentement en secroit ou en apart ne consentir a aucon qui willie venir encontres.

In tesmognyage des queiz choses totes desus dittes, nous Johannete et Williemos, sires d'Illens et d'Arconcie desusdiz, et nous li chastalain, li nobles, li borgeis et li residanz d'Arconcie desusdiz, a nostres pryeres et a nostre requeste, le sel de don abbe de Humilimont de l'ordre de Premnostier de l'eveschie de Losene, et le sel dou deyna de Fribor et lo sel de la mayson de Saint Johant pres de Fribor de l'ordre de la Sainte mayson de l'hospitaul de Saint Johant de Jherusalent, de l'eveschie de Losene, avons prie et fait a mettre a ces presanz lettres donnees le londy devant la feste de Saint Andrer l'apostre, l'ant de nostre Segneur corant par mil CCC et trente et quatre.

Triplicaz est cis presanz instrumentz de la volonte deis dittes parties en tel maniere que nous Johanete et Williemos en avons un, et li diz chastalains, nobles, borgeis et residanz d'Arconcie ont l'autre et Friborgeis ont lo tier. Donee come par desus ·:—··—:—··—··—

Sigillum	Sigillum	Sigillum
abbatis de Humilimonte.	decanatus Friburgi.	domus sancti Johannis de Friburgo in Otlanden.

27

1336, 12 janvier; 1421, 26 juillet.

FRANCHISES DE CHATEL-SAINT-DENIS.

On trouve aux archives cantonales de Fribourg (Châtel, N° 72) une copie du seizième siècle renfermant le texte des franchises de Châtel-Saint-Denis, données en 1336 et confirmées en 1421. Ce texte est conforme aux franchises de Moudon, telles qu'elles ont été publiées ci-dessus à la date de l'année 1285. Il est donc inutile de le reproduire *in extenso*.

28

1336, 16 février.

AYMON, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME LES FRANCHISES ET LIBERTÉS DES HABITANTS DE PAYERNE.

Archives de Payerne.

Aymo, comes Sabaudie, cunctis ad quos hec littere pervenerint, hujus gesti noticiam, cum salute. Exuberantia genitalis, dogmatorum experientia, nosse prodit hiis qui sinceritate jugi meritis obsequio famulantur largitionibus amplexus porrigi liberales. Nostris itaque predecessoribus et nobis per intimos burgenses et habitatores subjectos de Paterniaco nostros quos in cordis gerimus visceribus, famulantibus exibitis recordati, memoratos burgenses, habitatores et subditos nostros Paterniacos, quos libertatis per inclite recordationis dominum Henricum Romanorum Principem olim eisdem concesse munificentia communimus. Eisdem immunitate, juribus, consuetudinibus et eorum antiquis rationabilibus volumus, et hujus pagine serie concedimus, ac eorum successores in

posterum cumgaudere. In quorum robur et testimonium presentes eis concessimus, sigilli nostri munimine roboratas. Datum apud Aquianum, die XVI mensis februarii, anno dominice nativitatis millesimo tricentesimo trigesimo sexto.

Grand sceau pendant en cire brune,
cordons de soie rouge et verte.

29

1342, 15 avril.

CONCESSION FAITE A LA VILLE D'YVERDON PAR LOUIS DE SAVOIE, AU SUJET DES MARAIS.

Archives d'Yverdon, Nº 20.

Nos Ludovicus de Sabaudia dominus Vaudi, notum facimus universis, quod nos pro nobis et nostris in remunerationem multorum obsequiorum nobis factorum et impensorum per dilectos nostros burgenses et habitatores nostre ville Yverduni, damus et concedimus iisdem Burgensibus et habitatoribus pro se et suis heredibus successoribus et posteritatibus eorum in villa Yverduni residentibus donatione et concessione puris et meris perpetuo valituris, revocatione aliqua non obstante, totum pratum nostrum quod olim habebamus et habere solemus in mareschiis nostris Yverduni, scilicet ab aqua dicta Orba tendens versus Trescovanyes, prout dictum pratum tenebant per nos et possidebant quondam Petrus de Bayoes dictus Garnier et Stephanodus dictus de Grancie burgenses nostri Yverduni aut alter ipsorum, prout protenditur dictum pratum in longum et in latum, quod quidem pratum cum juribus et pertinentiis suis universis pro nobis et nostris promisimus et promittimus bona fide et stipulatione solemni adhibita dictis nostris burgensibus et habitatoribus et posteritatibus eorumdem pro se et suis quibus supra manutenere et guerentire ab omnibus et contra omnes perpetuo, et specialiter pro eo quod

dicti nostri burgenses olim nobis concesserunt de nostris et suis pascuis propriis quoddam pratum quod tenemus in finagio Yverduni situm versus Maladeriam de Yverduno affrontans chaussie dicte Maladerie ex una parte et prato religiosorum de Lustriaco ex altera; Item nos prefatus Ludovicus pro nobis et nostris damus et concedimus perpetue eisdem nostris burgensibus et habitatoribus et posteritatibus eorum pro se et suis heredibus quidquid juris et rationis haberemus et habere quoquomodo possimus in Maresco prope Yverdunum prout protenditur inter Terrale dictum Bruyent et Chauchiatam tendentem a villa Yverduni versus Trescovanyes et ab hortis Yverduni usque ad pontem situm in dicta chauchiata super dictum Marescum tendendo directe per metas ibi positas usque ad dictum Terrale superius Cabanam piscarie, salvo jure alterius cuiuscumque, et retento nobis in dicto maresco et prato directo dominio et mero et mixto imperio et omnimoda juridictione; E quibus prato et maresco superius declaratis volumus et concedimus et eisdem nostris burgensibus et habitatoribus et suis quibus supra, quod ipsi ex nunc possint et valeant de ipsis gaudere prout sue placuerit voluntati; Et ipsis prato et Maresco ipsos burgenses et habitatores uti volumus tanquam rebus suis propriis perpetue prout sibi melius videbitur expedire, hoc acto quod dictum pratum seu marescum in toto vel in parte non possint nec debeant vendere, accensare seu alienare perpetue quoquomodo nisi illi vel illis in nostra villa Yverduni residentiam facientibus continuam, nec etiam possint nec debeant dictum pratum seu marescum aliquatenus onerare sine nostra licentia speciali, Promittentes pro nobis et nostris bona fide nostra quod contra predicta vel aliquid de predictis non veniemus per nos vel per alium in futurum; in cuius rei testimonium nos prefatus Ludovicus dominus Vaudi sigillum nostrum duximus presentibus apponendum. Datum apud Cletas, quinta decima die mensis Aprilis, anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo secundo.

30

1343, 18 mai.

CHARTE DE LOUIS DE SAVOIE EN FAVEUR D'YVERDON. FIXATION DES LIMITES DES FRANCHISES DE LA VILLE; RECONNAISSANCE DES MÊMES FRANCHISES QUE CELLES DE MOUDON; ÉTABLISSEMENT D'UN LAUD D'UNE COUPE DE VIN POUR LES VENTES D'IMMEUBLES.

Archives d'Yverdon, N° 48.

Nos Ludovicus de Sabaudia, dominus Vuaudi, notum facimus universis quod nos ad requisitionem dilectorum nobilium et burgensium nostrorum ville nostre Yverduni, limitationes terminos et metas sacramentorum suorum de Yverduno pro nobis et nostris in hac parte declaravimus et declaramus per presentes, videlicet primo ab aqua que vulgaliter appellatur *li Breynna* tendendo ad domum seu grangiam heredum quondam Mermodi de Chanvent sitam in fine calciate de Trescovanies, et a dicta domo seu grangia tendendo versus nova molendina nostra Yverduni, et a dictis molendinis nostris tendendo versus costam videlicet ad viam ascendentem versus Sermutum, et a dicta via tendendo ad antiquam *Maladeriam* Yverduni, et a dicta Maladeria tendendo ad nucem de *Porchirueuz* ubi consuetum est tempore rogationum Evangelium celebrare, et a dicta nuce de *Porchirueuz* tendendo ad fontem beati Lazarii prope lacum, et a dicto fonte beati Lazarii tendendo versus predictam aquam dictam *Breynna* a transverso lacus Yverduni, Volentes et concedentes pro nobis et nostris quod universi et singuli Nobiles et Burgenses nostri, ville nostri Yverduni et eorum successores ac heredes utantur et uti debeant perpetuo infra prenotatas limitationes sacramentorum suorum illis usibus, libertatibus, franchesiis et consuetudinibus quibus dilecti

nostri Nobiles et Burgenses nostri ville nostre de Melduno utuntur et hactenus usi fuerunt et quas habent infra limitationes et terminos sacramentorum suorum de Melduno, declarato in premissis quod nos Ludovicus predictus et nostri heredes debemus percipere habere et levare pro qualibet domo, quolibet casali domus, qualibet pecia cultilis magna vel parva, qualibet pecia terra et prati magna vel parva, vendita seu vendenda in posterum, infra limitationes, terminos et metas sacramentorum predictorum ville nostre Yverduni, unam cupam vini tantum et non ultra, pro Laude nobis et nostris competente in qualibet venditione facta vel facienda, de qualibet domo, quolibet casali et qualibet pecia terra et prati magna vel parva, infra terminos et metas sacramentorum jacente, salvis et exceptis rebus et possessionibus quibuscunque que de nostro feudo moveri dignoscuntur infra terminos predictos in quibus jus nostrum in ipsis nobis competens pro nobis et nostris retinemus ; Promittentes bona fide nostra pro nobis et nostris contra predicta vel aliquid predictorum non venire in futurum sed ea rata et grata habere perpetuo et tenere. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum et actum Yverduni, die decima octava mensis maij, anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo tertio.

31

1344, 9 mai.

LIBERTÉS ET FRANCHISES ACCORDÉES PAR HUMBERT DE BILLENS A SES SUJETS DE PALÉZIEUX, ÉCOTEAUX ET MARACON.

Archives cantonales, layette 56, N° 155. — De Mellet, second appendice au Bailliage de Chillon, 1861, pag. 51 à 61.

Nos Humbertus de Billens, dominus de Palessuez, miles, notum facimus universis quod cum nos de novo inceperimus edificare quoddam burgum seu Villam novam apud Palessuez, nos prefatus Humbertus scienter et spontaneus, pro nobis et nostris heredibus ac etiam successoribus, damus et concedimus irrevocabiliter et in perpetuum burgensibus nostris morantibus et perpetuo moraturis in dicto burgo seu Villa nova de Palessuez, heredibus suis et posteritatibus eorumdem, libertates, franchesias et consuetudines inferius declaratas et annotatas. Hee sunt libertates franchesie et consuetudines inferius declarate.

Inprimis debet jurare dominus consuetudines, libertates, franchesias et jura dicti loci servare, et burgenses debent jurare domino jura et honorem ipsius fideliter observare, damnum et jacturam dicti domini sui et suorum pro posse suo evitare.

Forum de Palessuez est in die mercurii, et illi qui veniunt ad forum ab ortu solis diei martis precedentis vel recedunt, vendendo, veniendo, recedendo, debent domino vendas usque ad occasum solis diei Jovis sequentis, modo et forma quibus solvuntur apud Meldunum. Si quis vero a dicto foro recesserit nec solverit vendas, debet reverti et illas solvere si poterit aut remittere quando reversus fuerit domi, et sic est quitus. Si vero reverti non poterit nec etiam ipsas vendas retromittere debet dictas vendas secus viam reponere subtus lapidem et

duos lapides, hinc et inde in testimonium ponere, et die Mercurii sequenti debet redire et ipse[1] secum duos probos homines, accipere vendas et reddere domino, et sic est quitus de vendis et banno. Si quis vendas deportaverit alio modo quam dictum est, tenetur domino in sexaginta solidis cum obolo Lausannensi.

Qui vendit in burgo seu Villa de Palessuez non debet vendas nisi in predictis tribus diebus.

Quilibet potest vendere res venales in fenestra sua, exceptis hiis que in macello venduntur.

Si quis frangat forum tenetur domino in sexaginta solidis Lausannensibus.

Si burgensis rixatur in foro cum burgensi non tenetur domino in majori banno quam alia die.

Si non burgensis percutit in foro burgensem, vel burgensis non burgensem, fractor fori accusatur.

Nemo debet capi infra burgum seu Villam de Palessuez nisi de consilio burgensium dicti loci, preterquam latro vel proditor manifestus et homicida, vel alius qui manifeste commiserit per quod debeat recipere penam corporalem.

Dominus non debet in burgo seu Villa de Palessuez bannum ponere nisi de consilio burgensium dicti loci, nisi pro fractione fori, aut cavalcata facienda, vel burgensis captione.

Dominus non potest burgensem recipere nisi de consilio burgensium dicti loci, nec etiam burgensi juramentum demandare.

Si quis rixatur cum aliquo et percutit ipsum, probari potest per regiquinam unius hominis vel mulieris prestito juramento, nisi homo ille vel mulier sit litigator vel particeps litis ; litigantes vel litis participes a regiquina repelluntur. Si quis voluerit aliquem repellere a regiquina, dicens quod ipse est litigator vel litis particeps, debet probare hoc per duos testes.

[1] Les franchises de Moudon mettent ici le mot *habere* qui remplace le mot *ipse*.

Regiquina debet fieri ante probos homines presente illo contra quem fit regiquina, si voluerit esse presens. Si ille qui fert regiquinam est burgensis, debet credi de regiquina per juramentum quod fecit ville; si vero burgensis non fuerit tenetur jurare de veritate dicenda.

Qui percutit de basculo vel alio gladio, fundat sanguinem aut non, tenetur domino in sexaginta solidis Lausannensibus, et percusso si clamam fecerit antequam regiquina trahatur in triginta solidis, quia sine clama facta ante regiquinam non tenetur percusso, sed nihilhominus domino tenetur.

Si quis rixatur cum aliquo et jactat lapidem ita quod ictus lapidis appareat in lapide, in muro, in terra vel in pariete, tenetur domino, licet non percusserit, in sexaginta solidis Lausannensibus, et illi contra quem trahit sive contra quem jactavit in triginta solidis per clamam factam, ut supra.

Qui rixando trahit cultellum vel ensem super aliquem, vel trahit lanceam extra domum suam vel alteram unam cubitatam tenetur domino in sexaginta solidis Lausannensibus, et illi contra quem trahit in triginta solidis per clamam ut supra. Si vulnus fecerit, cui vulneri medicus competat, tenetur solvere operas medici vel expensas vulnerati, et si ultra rationem vulneratus extimare vellet operas vel expensas, dominus vel qui loco domini interfuerit debet taxare et admensurare predictas, habitis secum duobus burgensibus dicti loci.

Qui percutit de pugno aliquem tenetur domino in tribus solidis et percusso in decem et octo denariis.

Qui de palma, tenetur domino in quinque solidis et percusso in triginta denariis, nisi fundat sanguinem, quia tunc teneretur domino in sexaginta solidis et percusso in triginta solidis, si sanguis appareat in veste vel in terra.

Qui tirat ambabus manibus tenetur domino in decem solidis et illi quem tirat in quinque solidis.

Qui percutit de pede in decem solidis domino tenetur, et percusso in quinque solidis.

Qui dilacerat vestes in decem solidis, percusso in quinque solidis.

Qui capit rem alterius violenter vel qui devestit, tenetur domino in sexaginta solidis, devestito vel passo violentiam restitutis rebus captis devestito in triginta solidis; in predictis bannis tenetur quis domino sed non tenetur percusso sive passo, nisi clamam fecerit ante regiquinam.

Qui percutit aliquem infra domum suam aut facit aliquam violentiam, si clamam fecerit, tenetur domino in sexaginta solidis et percusso in triginta solidis, et si clamam non fecerit non tenetur domino neque passo.

Mulier non debet nisi dimidium bannum viri.

Si burgensis rixatur extra terminos ville, non tenetur domino neque passo, nisi in medietate banni et emende, si faciat aliquid de quo debeat bannum.

Si quis dixerit alicui *avoutro* vel *pugnex* sive leprosus, si non sit, tenetur domino in decem solidis, et illi cui dixerit in quinque solidis per clamam ut supra.

Si quis garcio vel garcia alicui probo homini vel probe mulieri dixerit aliquid turpe, et ille vel illa dat ei alapam, non tenetur domino in aliquo.

Si quis dixerit alicui tu es fur, vel proditor, nisi dixerit de quo, non tenetur eidem respondere nec in manu domini assecurare. Si vero dixerit de quo, tunc tenetur se deffendere per se vel per nuntium suum vel per aliquam excusabilem rationem et in manu domini assecurare, si super hoc fuerit requisitus; et si ille qui apellavit retraxerit se ab appellatione sua antequam ipsam firmaverit in manu domini, non tenetur domino nisi in sexaginta solidis et appellatum tenere pro probo homine negando quod dixit.

Si burgensis clamam de aliquo fecerit, non tenetur assecurare nisi in causa appellationis bellicose.

Omnes de quibus clame facte sunt debent assecurare vel facere statutum ville.

Qui tenet duas mensuras, unam parvam et aliam magnam et emit ad magnam et vendit ad parvam, in misericordia Domini est.

Mistralis debet mensuras scindere et facere omnes sub signo suo et dominus quociens voluerit potest ipsas facere venire ante se et parvam mensuram frangere, et tenetur domino in tribus solidis si sciderit ipsam. Si vero mistralis non sciderit ipsam et reperiatur falsa, tenetur domino in sexaginta solidis Lausannensibus.

Macellarii non debent lucrari in solido nisi unum denarium.

Macellarii debent exponere et dicere emptori cujus modi carnes ipsi vendunt, alioquin tenentur domino in decem solidis et emptori in quinque solidis.

Macellario credendum est per juramentum suum de expositione carnium cum uno sequente idem jurando, quod si facere noluerit credendum est emptori per suum juramentum.

Macellarii non debent custodire carnes recentes nisi a die Sabathi usque ad diem Lune sole occidente, et ita intelligitur de continuatione aliarum dierum, quod si amplius servaverint tenentur domino in tribus solidis et carnes amittunt, et hoc intelligendum est a festo Pasche usque ad festum beati Martini hyemalis.

Si quis Macellarius aliquem renem falciverit, tenetur domino in tribus solidis, et carnes falcitas amittet.

Item si vendiderit carnes animalis morbidi, tenetur domino in sexaginta solidis si possit probari per duos fidedignos qui jurent illud idem, et illos dominus debet compellere ut veritatem dicant; de hiis veritas inquiratur.

Bolengeria non debet lucrari nisi duos denarios in cupa ultra suum capitale.

Molendinarius debet molere tres modios frumenti pro una cupa.

Furnus seu furni facti vel faciendi in burgo seu villa de Pa-

lessuez, sunt remanent et esse debent prout hactenus est usitatum.

Omnes debent molere ad molendinum domini et coquere ad furnum ipsius et exspectare per diem et noctem, post vero per diem et noctem molere possunt et coquere ubicunque voluerint.

Homicide, latrones, proditores domino sunt, nisi aliqua evidenti ratione poterint se excusare.

Usurarii manifesti sine liberis morientes quos Ecclesia non recipit domino sunt.

Teisa casalium sitorum infra burgum seu Villam novam de Palessuez debent domino duos denarios cum obolo novorum.

Ille cujus est domus qui debet teisas, potest ipsam vendere sine licencia domini.

Emptor domus tantum tenetur solvere domino unam cupam vini.

Bolengeria debet domino duos solidos et septem denarios Lausannenses, et dominus quociens viderit panem non sufficientem potest ipsum accipere et ostendere burgensibus; si dixerint panem non sufficientem, dominus potest ipsum frangere et dare pauperibus.

Sutor debet domino unum par sotularium de melioribus quos invenerit penes sutorem, exceptis duobus paribus, in festo Beati Andree apostoli.

Tabernarius unam cupam vini.

In burgo seu Villa de Palessuez non debet quis augmentare precium vini nisi per dominum et burgenses, et si aliter fecerit tenetur domino pro qualibet mensura in tribus solidis Lausannensibus. — Si quis vinum suum clamare fecerit, debet totum illud vendere pro illo precio vel minori, et si aliter fecerit tenetur domino in tribus solidis et dominus ipsum compellere debet ut vinum redeat in priore statu.

Venditores victualium tenentur credere super vadiis que valeant tertiam partem ultra creditum, nisi sit sanguinolentum vel laceratum.

Tabernario credendum est de taberna sua usque ad quinque solidos per suum juramentum, dum ille a quo poscit debitum de taberna sua aliquid se debere de taberna recognoscat.

Ille qui importat pagam tabernarii invito tabernario et contradicente et ponente bannum taberne, tenetur domino in sexaginta solidis, si probetur per duos testes.

Burgensis potest vadiare in foro et alias de debito recognito, si vero vadiatus negat debitum et vadians ipsum debitum potest probare per duos testes, non debet domino bannum, alioquin tenetur domino in sexaginta solidis, si vadiaret ipsum infra terminos ville; aliter non teneretur.

Dominus potest viare pascua per burgenses quociens voluerit, et ille qui imbroliavit pascua tenetur domino in tribus solidis.

Burgenses debent domino cavalcatam in episcopatu Lausannensi, Gebenensi, Sedunensi, usque ad Sedunum, moram contrahendo in ejus cavalcata ad proprias expensas per octo dies.

Burgenses non debent vendere domino carius quam aliis.

Vadium domini debet custodiri quadraginta diebus antequam vendatur, et vadium militis seu domicelli in burgo seu villa de Palessuez residentis diebus quindecim.

Si vero vadium alicujus venditur, et ille cujus est vadium revocat venditionem, dicens vadium non esse venditum secundum usus ville, si fuerit in patria debet illi qui vendidit vadium presentare summam pro qua tenebat vadium, et post ea justiciam (petere) infra quatuor decem dies, et ille tenetur reddere vadium nisi possit se deffendere dictum vadium legitime vendidisse, super venditione tenetur eidem credere suo juramento; si vero ille cujus est vadium fuerit extra patriam, hoc idem debet facere infra quadraginta dies, quia post non valeret revocatio.

Vendito vadio ille cujus est vadium potest recuperare vadium infra octo dies soluto debito et dato obolo pro solido.

Quicunque producit testes, debet expectare illum contra quem producit usque ad nonam, post vero nonam producere potest licet ille sit absens contra quem producit, et primo debet jurare quod producet bonos testes, et debet producere coram domino vel coram probis hominibus qui interfuerint judicio, si dominum habere non poterit.

Famuli domini ad regiquinam non admittuntur, nec etiam famuli (illius) pro quo fit regiquina.

Si aliquis uxoratus inveniatur cum aliqua uxorata vel non uxorata in lecto, bracis tractis, tenetur domino in sexaginta solidis Lausannensibus.

Pater non tenetur filio suo dare portionem, nisi unum carterium de pane vel unum album basculum.

Pater non tenetur de facto filii sui si noluerit.

Illi qui apud Palessuez sunt pro domino, Castellanus sive Mistralis vel alius, tenentur apud Palessuez judicare et etiam cognoscere de consilio burgensium dicti loci, et si burgenses noluerint aut nesciverint potest recurrere ad curiam domini nostri domini Ludovici vel alibi, prout melius et utilius sibi videbitur expedire.

Alter alterum ad diem juris expectare debet usque ad vesperas, quibus transactis dominus potest presentem investire de querela sua, si alter absens fuerit, rationem faciendo.

De violentia et devestitura testes sunt producendi.

Quilibet macellarius tenetur domino in tribus solidis novem denariis novorum, in festo beati Andree Apostoli.

De universis clamis factis domino debet dominus facere rationem primo conquerenti quam suum recuperet bannum.

Qui facit homicidium in villa et infra terminos ville non debet remanere in villa, nec intrare villam neque terminos ville, nisi evidenti causa se possit excusare.

Qui intrat ortum sive virgultum alicujus sine licentia illius cujus est ortus sive virgultum, nisi sequendo animal suum sive avem, si clausi fuerint, tenetur domino de die in decem solidis

et illi cujus est ortus sive virgultum in quinque solidis. Si de nocte intraverit, tenetur domino in sexaginta solidis et illi cujus est ortus sive virgultum in decem solidis. Sequendo vero animal suum sive avem suam tenetur tantum damnum resarcire, et hoc debet probari per juramentum illius cujus est ortus sive virgultum, vel per juramentum unius idonee persone.

Non obstantibus vero predictis franchesiis, consuetudinibus et libertatibus, talliabiles et sui heredes, licet resideant et residentiam faciant in dicto burgo seu villa nova de Palessuez, sunt et remanent talliabiles; tamen si voluerint se affranchiare et libros effici, nos dictus Humbertus et heredes nostri ipsos debemus affranchiare, manumittere et libros aiere, ad evidentiam duorum amicorum a nobis et ipsis eligendorum, tam imponendo censum super tenementa sua ultra census et tallias nobis debitos, quam in pecunia secundum possibilitatem ipsorum.

Item cum predicti agricole, burgenses et habitantes burgum et villam nostram de Palessuez nobis dicto Humberto et heredibus nostris teneantur annuatim in carreagiis ad voluntatem et in certis aliis usagiis, homagiis, consuetudinibus, auxiliis serviciis et servitutibus, nos dictus Humbertus scienter et spontaneus pro nobis et nostris heredibus dimittimus et quitamus perpetuo ex mera gratia et pro eo quod tenentur et debent fundare, construere et levare muros bastimenti, burgi et ville nove de Palessuez secundum quod inter nos est ordinatum, scilicet per quatuor annos proxime et continue venturos a data presentium numerandos et eodem termino finiendos, et ultra non possimus ipsos compellere, scilicet burgenses et habitantes burgum seu villam nostram novam de Palessuez heredes et posteritates eorumdem, tibiam seu tibias porcorum in quibus nobis annuatim tenebantur, item panateriam, item jornerias seu dietas manuoperariorum, salvis semper et retentis nobis dicto Humberto et heredibus nostris dietis fal-

catorum et fenatorum semel in anno, scilicet in falcationibus vel fenationibus.

De carreagiis ordinatum est inter nos et dictos burgenses nostros, habitantes villam novam et burgum nostros de Palessuez et habitaturos in futurum, quod quilibet burgensis residens vel moraturus in futurum infra dictum burgum et villam de Palessuez et terminos dicte ville de Palessuez non teneatur quolibet anno nisi in tribus carreagiis secundum qualitatem animalium suorum que habebit penes se in aratro, quotiens a nobis vel heredibus nostris super hoc fuerint requisiti scilicet a villa de Palessuez usque ad portum de Ochie, vallem Lustriaci, item turrem de Tremea vel Rotundum montem seu Evonant, sive Bolio vel Burio, nec ultra exigere de carreagiis possimus preter quod superius declaratur, tamen hoc addito quod quociens opus vel necesse fuerit tenentur et debent reparare et restaurare fossata castri de Palessuez, item carrerare omnia necessaria in dicto castro si ignis incendio vel alio ovallio, quod absit, destrueretur.

Item de arcagio arcarum existentium infra castrum de Palessuez ordinatum est inter nos in hunc modum, quod quicunque arcam suam extrahere voluerit a dicto castro facere potest, et tunc non tenetur solvere arcagium, alias vero dum remanserint arche in castro vel infra castrum solvant et solvere teneantur prout est assuetum usque nunc.

Omnia et singula vero alia usagia, hommagia, corvate aratrorum, servicia, auxilia et servitutes que et quas consuevimus percipere et habere omni anno a dictis agricolis et burgensibus morantibus vel moraturis in futurum in dicto burgo seu villa nova nostra de Palessuez, et similiter omnes census denariorum, frumenti, avene, vel alterius cujuscumque bladi, caponum vel cetera in quibus nobis tenebantur conjunctim vel divisim vel teneri possent quovismodo nobis et heredibus nostris, sunt, remanent et esse debent perpetuo salvi et securi, salve et secure, et de eisdem nobis et heredibus nostris debent

respondere omni impedimento cessante, non obstantibus consuetudinibus, franchesiis et libertatibus predictis.

Item est ordinatum et conventum inter nos quod predicti burgenses et habitantes vel habitaturi in futurum in predicta villa seu burgo de Palessuez, heredes et posteritates eorum non possunt nec debent facere in altero loco burgensiam, gardam, nec juramentum demandare, nisi de mandato nostro dicti Humberti vel heredum nostrorum.

Promittentes nos dictus Humbertus, pro nobis et nostris heredibus juramento nostro super sancta Dei Evangelia corporaliter prestito, universa et singula predicta dictis burgensibus et habitantibus seu habitaturis in futurum infra villam et burgum nostrum de Palessuez et posteritatibus eorumdem attendere et observare et contra non facere vel venire in futurum. Nos vero Rodulphus Fornerii, de Palessuez, Cristinus de Oviola, Simon carpentator, Petrus presbiter filius quondam Rolissoni escoferii, dictus Lovat, Roletus Roter, Johannes Fenix dictus Rachex, Roletus Montarbam, Ansermus Corbo, Falconetus Chardinauz, Jaquetus et Giroldus de Cruce, Perretus Corbo, Perrodus Quoquet, Perretus de Villa, Petrus Montalbans, Borcardus Vacherant, Perretus Pitet, Perretus Leisins, Bertholdus Borgonion, Johannes filius Nancillini, Ansermus filius Jannini, Jacobus Despra, Johannes Cua, Aymo filius Aubri, Roletus de Miona, Aymo filius dicte Charpina, Mermetus Mossu, Perretus de Oviola, Perretus filius dicte Alissons, Richardus Chedauz, Roletus Gondrouz, Thomassetus, Mermetus Grangeta, Perrodus Milliet, Perrodus Cuigo, Thorenchius de Aviola, Rodulphus Ramus, Rodulphus Barberi, Nicolaus de Miona, Mermetus Gindro, Rodulphus Cochons, Falconetus filius quondam Rolissons sutoris, Nicolaus Apostolo, Johannodus de Villa, Christinodus Ermenjat, Borcardus filius quondam Christini Bellien. Et nos Roletus mister de Escotauz, Perrodus et Roletus dicti Ruschons, Uldriodus Carterat, Henriodus de Corberes, Johannes dou Nay, Roletus Carterat, Perrodus Poter, Borcardus

Frior, Perrodus Bolloni, Martinus Lombar, Perrodus dou Nay, Girardus Torenchat, Mermetus dou Nay. Item nos Mermetus mistralis de Marasconz dictus Cramo, Mermetus de Fontana, Ansermus dou Mossalar, Mermetus de la Chavana, Uldriodus de la Chavana, Perrodus Borcar, Mermetus Darnoz, Aymonodus Cochons, Philipus dou Nay, Jaquetus dou Fonz, Thomas filius Pastoris, Henriodus dou Nay, Perrodus Esserte, Aubertus Pilliex, Taurentius filius Henriodi de Corberes, Johannes de Corberes, Rudolphus dou Fons, Perrodus de la Chavana, Jaquetus dou Mossalar et Johannodus Chardinauz et nos Mermetus de Monea et Rodolphus Borgeis de Monea, universa et singula superius contenta et declarata pro nobis et aliis personis utriusque sexus de Palessuez, de Escotauz et de Marasconz commorantibus vel in futurum commoraturis in burgo seu villa de Palessuez et heredibus seu posteritatibus nostris confitemur et recognoscimus per presentes esse vera et promittimus nos omnes et singuli predicti quorum interest, pro nobis et nostris heredibus, juramentis nostris super sancta Dei Evangelia corporaliter prestitis, predicta omnia et singula attendere et complere perpetuo et inviolabiliter observare, nec contra predicta vel aliquid de predictis seu presentem litteram per nos aut per alium facere vel venire in futurum.

In cujus rei testimonium nos Anthonius Cornuti de Williens, miles, ballivus Waudi ad preces et requisitionem predicti domini Humberti de Billens, domini de Palessuez, militis, et omnium aliorum prenominatorum quorum interest nobis oblatas per Johannem Palliere, clericum de Melduno, juratum dicte ballivie, cui super hoc fidem adhibemus, sigillum dicte ballivie presentibus duximus aponendum. Et ad majorem hujus rei firmitatem, noc dictus Humbertus sigillum nostrum apposuimus huic scripto in testimonium veritatis. Triplicatum est hoc presens instrumentum, ita quod predicti habent duo, burgenses sigillata sigillo ballivie Waudi et sigillo nostro dicti Humberti, et nos dictus Humbertus istud

sigillatum sigillo ballivie Waudi tantum. Datum apud Palessuez, nona die mensis maii, anno Domini mill° ccc° quadragesimo quarto.

Et ego juratus predictus predicta recepi, hanc litteram scripsi et signo meo signavi rogatus.

Sigillum pendens.

Cette charte renferme un texte identique à celui des Franchises de Moudon de l'an 1285, et de plus un certain nombre d'articles particuliers aux communes de Palézieux, Ecoteaux et Maracon. Nous avons jugé nécessaire de la reproduire *in extenso*, afin de fournir un contrôle authentique du texte des Franchises de Moudon dont nous ne possédons plus l'instrument original.

32

1346, 10 juin.

REVERSALE ACCORDÉE A LA VILLE DE MOUDON PAR LOUIS DE SAVOIE, SEIGNEUR DE VAUD, A L'OCCASION D'UN DON GRACIEUX DE CINQ CENTS LIVRES LAUSANNOISES POUR LE MARIAGE DE SA FILLE.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nos Ludovicus de Sabaudia, Dominus Vaudi, notum facimus universis, quod cum communitas Nobilium, burgensium et aliorum habitantium omnium de Melduno nobis de sua mera gratia et volontate spontanea concesserint et dederint quingentas libras Lausannenses semel et tantum in exonerationem debitorum nostrorum et specialiter dotis Domine Catharine carissime filie nostre, quamvis ad hec ipsi minime tenerentur, de quibus quingentis libris Lausannensibus, nobis jam facta plena perfectaque solutio, in bona pecunia numerata, qua nos tenemus plenarie pro contentis. Nos prefatus Ludovicus scientes et spontanei, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, confitemur, et in pura veritate recognosci-

mus per presentes, quod prenominati Nobiles, burgenses, et quicunque habitantes in villa nostra et terminis de Melduno, predictam donationem quingentarum librarum Lausannensium predictarum semel nobis et non amplius factam nobis fecerunt ex sua mera gratia libertate sua et spontanea voluntate, quia ipsi nobis nec heredibus nostris in premissis vel aliqua exactione seu in aliquod auxilium non tenentur, sed ipsi et heredes ipsorum ab omnibus exactionibus et auxiliis pecuniariis sunt et esse debent totaliter et perpetuo quitti, liberi et exempti penitus et immunes, volentes in super et concedentes quod per dictam gratiam nobis factam, nobis heredibus nostris aliquod jus vel investitura in perpetuum non acquiratur, nec modo aliquo peti possit nec per hoc prenominatis Nobilibus, burgensibus, habitantibus de Melduno nec suis heredibus in futurum fiat aliquod prejudicium vel gravamen. Promittentes pro nobis et nostris heredibus, juramento nostro supra sancta evangelia corporaliter et sponte prestito, predicta omnia et singula attendere et inviolabiliter observare et contra ea seu presentam litteram non facere vel venire in futurum. Renonciantes, per vim prestiti juramenti scienter in hoc facto, exceptioni doli mali, deceptionis, lesionis, circumventionis et dicte pecunie non recepte, spei receptionis future, beneficio restitutionis in integrum, actioni in factum, conditioni sine causa vel ex injusta causa, indebite promissioni, omni juri canonico et civili scripto et non scripto, implorationi judicis et officii, et omnibus allegationibus, actionibus, exceptionibus juris, consuetudinis et facti quibuscumque, quas pro enumeratis habemus et expressis, quibus mediantibus nos et heredes nostri possemus aliquid dicere, objicere vel venire contra tenorem presentium vel aliquid de premissis. In quibus rei testimonium nos prefatus Ludovicus sigillum nostrum his presentibus litteris duximus apponendum. Datum Melduni, decima die mensis Junii, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo sexto.

33

1347, 5 janvier.

HUMBERT ALAMANDI, SEIGNEUR D'AUBONNE, ACCORDE AUX HABITANTS DE COPPET DES FRANCHISES SEMBLABLES A CELLES DE MOUDON.

Archives de Coppet. Cahier contenant le texte latin et la traduction française, certifié en 1541 par le notaire Jean de Porta de Dyvonne. — Communiqué par M. Alexandre Van Berchen.

Nos Humbertus Alamandi, dominus Albone, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum olim Franchisie, libertates et consuetudines de Melduno date et concesse fuerint per predecessores nostros Burgensibus nostris Copeti, ad quas franchisias, consuetudines et libertates de Melduno dictus locus Copeti extitit franchitus et statutum ut Burgenses ipsius loci Melduni haberent declarationem in scriptis dictarum Franchisiarum et libertatum ; Nos vero habito consilio super his cum deliberatione, ex nostra certa scientia et spontanea voluntate, pro nostro commodo evidenti et utilitate dictorum nostrorum burgensium, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, eisdem burgensibus nostris Copeti presentibus et futuris, heredibus et successoribus suis, dictas franchisias, libertates et consuetudines iterum confirmamus, concedimus et donamus, et easdem franchisias et libertates eisdem burgensibus nostris Copeti declaramus de verbo in verbum in his scriptis.

Tenor vero dictarum franchisiarum et libertatum sequitur in hac verba :

In primis debet jurare dominus servare jura et consuetudines dicti loci : Burgenses vero debent jurare domino jura et honores fideliter observare.

Si quis peregrinus aut viator . . . . . etc.

Suit le texte des franchises de Moudon telles qu'elles se trouvent dans l'acte de 1285, jusqu'au dernier article.

Quas quidem franchisias et libertates ut premittitur declaratas ac etiam consuetudines de Melduno volumus et precipimus pro nobis heredibus et successoribus nostris, ac etiam per castellanos et officiarios ex nunc in perpetuum dictis burgensibus nostris firmiter observari, et easdem promittimus bona fide nostra penitus observare sub harum tenore presentium litterarum, quas sigilli nostri munimine facimus roborari, in robur et testimonium omnium premissorum.

Quibus etiam franchisiis superius declaratis ad nos reservate fiunt corvate carrucarum totius castellanie dicti loci, messiliarum et Ruedi nobis et nostris debitarum et perpetuo persolvendarum prout exstitit usitatum.

Le texte latin de la fin manque : il ne reste que la traduction en ces termes :

En outre non obstant la déclaration susdite nous accordons que le Meunier de notre moulin sera tenu de moudre aux predits trente octanes ou coupes pour une coupe, comme il a esté usé du temps passé. Et de mêsme nos Fourniers ou ceux de nous fours sont tenus de cuire chaque coupe de froment, mesure de Genève, pour quatre deniers Genevois, pour toutes choses sans payer autre mission ; car ainsi il a ésté convenu entre nous et nos dicts Bourgeois non obstant les franchises et accords susdits.

Donné et fait en nostre château de Copet, le 5[e] jour du mois de Janvier, l'an pris à la nativité de nostre Seigneur mil trois cents quarante sept,

Donné par copie après deue collation faite avec l'original de mot à mot par le notaire soussigné.

Egrège Jean de Porta de Dyvonne, l'aisné, autrefois chastellain de Copet, a donné et expedié ces franchises et libertez cy dessus escrites à Provide Jean Berthod de Thaney, à présent chastellain de Copet. donné le 27 Juillet l'an courant 1541.

34

1347, 4 février.

FRANCHISES DE LA VILLE DE PAYERNE, CONCÉDÉES PAR AMEDÉE VI, COMTE DE SAVOIE.

Archives de l'Etat de Vaud, Payerne Lay. 15, N° 341. — Collationné sur un exemplaire des archives de la ville de Payerne, qui renferme les mêmes articles, mais dans un ordre différent, et avec diverses modifications qu'il n'est pas nécessaire de mentionner ici.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, ad eternam memoriam rei geste, quod nos precibus dilectorum burgensium nostrorum, consulum et totius communitatis ville Paterniaci inclinati, attendentes et considerantes commodum et utilitatem ipsorum nostrorum subjectorum qui scriptis legibus non utuntur, sed moribus et consuetudinibus reguntur, et sunt in patria in qua scriptis legibus non utuntur situati, tenore presentium perpetuo concedimus et largimur, pro nobis, heredibus et suc cessoribus nostris, ipsis burgensibus et communitati et posteritatibus eorumdem usus, consuetudines, franchesias et ordinationes in scriptis ad hoc, ut ipsis possint uti in judiciis et extra judicium, quotiens et quando casus ipsorum contingerit evenire :

Primo videlicet quando illi de villa Paterniaci eligent consules suos, quod ad ordinationem ipsorum consulum faciendam vocetur advocatus Paterniaci, qui pro tempore fuerit, et in ipsa ordinatione intersit si interesse voluerit, sin autem fiat electio dictorum consulum per illos de villa predicta.

2° Item quod Salterius Paterniaci eligatur per consilium Paterniaci prout alias est consuetum.

3° Item quod quotiescunque advocatus ordinabitur in villa

Paterniaci, idem advocatus antequam regat in dicta villa teneatur et debeat jurare quod servabit libertates et jura prioratus ville Paterniaci, libertates et franchesias et consuetudines dicte ville et totius territorii et districtus dicte ville ac etiam res et personas prioratus et habitantium dicte ville et predictorum ubicunque consistunt.

4° Item quod burgenses et habitatores in villa et districtu Paterniaci teneantur sequi et ire cum armis ad cavalcatas domini comitis Sabaudie per unam diem et unam noctem suis propriis sumptibus et expensis, et ultra dictas diem et noctem teneantur sequi dictum dominum comitem ad dictas cavalcatas dicti domini comitis propriis sumptibus et expensis.

5° Item si aliquis petierit in villa et districtu Paterniaci rem aliquam immobilem et ipsam asserat esse suam, et hoc probet per duos vel tres testes vel instrumenta, quod possessor ipsam teneatur reddere petitori, nisi possessor probaverit pacifice se possedisse illam rem spatio decem annorum continuorum vel ipsam rem modo alio ad se pertinere.

6° Item quod quicunque qui de cetero accipiet ab aliquo gageriam, quod de ipsa gageria faciat sibi fieri litteram seu per testes idoneos ipsam gageriam esse factam probet, quod ipsam rem domino vel impignoranti reddere teneatur.

7° Item quod si aliquis fuerit constitutus fidejussor pro alio usque ad quantitatem viginti solidorum, et dicat se pignora pro dicto debito reddidisse vel dampna et interesse, expensas vel missiones incurrisse et fecisse; et quod super ipsis dicat sibi credere debere ipso juramento, quod eisdem non credatur ipso juramento suo, nec etiam probare possit dicta dampna, missiones et expensas, nisi usque ad tertiam partem viginti solidorum vel usque ad tertiam partem quantitatis pro qua se constituerit fidejussor a viginti solidis infra.

8° Item quotiescunque pignus alicuius debitoris vel fidejussoris vendatur in foro Paterniaci, quod ille contra quem vel supra quem vendetur possit dictum pignus redimere et

rehabere infra octo dies continuos post diem venditionis eodem pretio et solvendo ultra precium unum obolum pro quolibet solido dicti precii, ita tamen expensas factas in custodiendo dictum pignus redditum aut alio modo, si sit pignus ducibile vel portabile, solvere teneatur.

9° Item quando pignus vendetur prout supra debitoris vel fidejussoris, si venditor pignoris majus precium receperit quam sibi debeatur, illud quod plus receperit ultra suum debitum offerre et reddere debitori vel fidejussori teneatur infra octo dies a tempore venditionis dicti pignoris, et si debitor vel fidejussor contra quem dictum pignus extiterit venditum illud plus recipere noluerit et opponat dictam venditionem dicti pignoris non legitime fore factam, super ipsa venditione pignoris et legitimitate et presentatione illius pluris credatur juramento venditoris cum testificatione duorum testium fide dignorum sequentium juramentum dicti venditoris. Et est sciendum quod debitor potest reddere pignus suum pro pignore fidejussoris, quod pignus debitoris debeat servari per octo dies post venditionem pignoris fidejussoris, quod pignus debitoris valeat calumpniam creditoris vel saltem vadium seu pignus fidejussoris.

10° Item quod si aliquis teneat ab aliquo burgensi dicti loci Paterniaci vel nobili rem aliquam ad censum sub annuo censu, quod mortuo domino a quo tenetur, tenementarius teneatur recipere dictam rem et recognoscere et heredibus dicti defuncti vel offerre legitime de recipiendo dictam rem defuncti videlicet infra unum annum et unam diem sequentem obitum defuncti; et eodem modo mortuo tenementario, heredes eius hoc facere teneantur infra tempus predictum; et si in dubium revocetur, de receptione vel representatione credatur super hoc juramento ipsius tenementarii vel eius heredum cum testificatione duorum testium sequentium de veritate deponentium. Si vero dominus rei post annum et diem predictum voluerit petere eschetam seu ipsam rem tanquam exchetam et com-

missam, pro eo quod non est recepta seu repressa ab eo vel sibi oblata fuisse, quod hoc facere teneatur anno sequenti immediate post primum annum predictum ad faciendam primam repressam statutam. Quod nisi faceret ulterius non audiatur; et debet tenementarius duplum semel.

11° Item quotiescunque unus burgensis vendet alteri burgensi rem immobilem infra territorium Paterniaci que tenebitur ab aliquo burgensi vel domino, quod venditor teneatur dare domino directo rei vendite duodecim denarios pro qualibet libra precii dicte rei pro laude, et pro tanto sit immunis, hoc salvo quod dominus rem possit pro eodem pretio convento inter venditorem et emptorem rem venditam habere, deducta laude ad dictum dominum contingente, et etiam addito quod dominus rei possit exigere juramentum a venditoribus et emptoribus super veritate pretii, et quod nulla fraus committatur in venditione predicta seu pretio inter ipsos statuto, addito etiam quod proximior gradu personarum venditorum possit et debeat si voluerit rem venditam habere pro eodem pretio, ceteris quibuscunque exclusis, ita tamen quod de laude nihil dare pro domino teneatur videlicet de rebus que sunt de sua propria hereditate.

12° Item quotiescunque aliquis burgensis vel habitator Paterniaci ducet nemus vel ligna, quod per foresterium non debeat super viam publicam sive extra nemus pignorari, et quod portanti seu carrerianti dicta ligna si super iter publicum comprehendentur non debent foresterii contrariare, et credatur proprio juramento quod in nemore alieno non accepit dicta ligna, ceteris vero statutis de novo locum habentibus in nemoribus burgensium et nobilium dicti loci.

13° Item quotiescunque aliquis burgensis decederet relictis sibi liberis impuberibus uno vel pluribus minoribus tamen viginti quinque annorum, quod Advocatus et consules Paterniaci, vocatis proximioribus agnatis et cognatis dictorum liberorum, provideant dictis liberis de tutoribus vel curatoribus

ydoneis secundum quod etates eorum requirent; et si aliqui de dictis agnatis vel cognatis non reperirentur idonei, quod tunc ad consilium amicorum eorum teneantur dictus advocatus et consules de alio ydoneo providere, et quod dicti tutor et curator de bonis dictorum minorum inventarium facere teneantur, juramenta et obligationes prestare quod bene et fideliter administrent et dicta bona observent et de reddendo loco et tempore coram Advocato et consulibus bonum computum et legitimam rationem, nisi pater puberis vel impuberis hoc aliud duxerit ordinandum, cui ordinationi standum est.

14° Item quod si contingerit in futurum quod aliquis homo burgensis dicti loci Paterniaci ducet plures uxores, et ex ipsarum qualibet liberos susceperit, quod ipso patre mortuo liberi ex prima uxore procreati habeant et habere debeant de bonis sui patris duas partes, residuum vero dictorum bonorum ceteri liberi ex aliis uxoribus nati quotquot fuerint habeant inter ipsos equaliter dividendum; si forte contigerit ex liberis secunde, tertie, quarte uxoris aliquem mori sine liberis, quod liberi prime uxoris nihil habeant in bonis dicti fratris mortui sed inter ceteros fratres equaliter dividantur; Et si forte liberi prime uxoris decederint absque liberis legitimis, alii liberi secunde, tertie et quarte uxoris debent inter se communiter bona dictorum defunctorum dividere et partire.

15° Item quotiescunque aliquis burgensis querimoniam deferet coram Advocato dicti loci contra alium, super eo quod dicet roncinum, bovem, vaccam, vel aliam rem suam esse penes alium contra voluntatem eius minus juste, vel quia dicat rem sibi malo modo fore substractam, et petierit rem illam sibi fieri restitui per advocatum, si ille petitor probare poterit rem illam fore suam, vel si probare poterit proprio juramento et per duos testes ydoneos se ante habere possessionem dicte rei pacificam, quod ille penes quem fuerit res predicta ipsam probanti restituere teneatur et quam cito compellatur.

16° Item si aliquis burgensis aliquam rem emerit infra

dictam villam, in pleno foro palam ab aliquo, si res illa per alium petatur ab ipso et suam esse probaverit, si ille qui dictam rem se emisse asseruerit vel sibi pignori datam seu in gageriam, et per duos testes ydoneos probare potuerit quod sibi infra villam in dicto foro venditam vel obligatam fuerit, et dicat per suum juramentum emptor quod non cognoscit venditorem seu impignorantem, rem predictam reddere non teneatur, nisi a petitore pretium quod inde dederit vel pro quo sibi impignorata fuerit sibi restituatur, si petitor sufficienter probaverit rem illam ad se legitime pertinere.

17° Item quotiescunque clama fiet de aliquo burgense vel non burgense, et alius pro alio se fidejussorem constituerit, quod nisi principalis persona de qua clama facta fuerit ad requisitionem et jussum Advocati justitiam fecerit, quod ille fidejussor teneatur pro ipso justitiam facere et solvere illud quod probatum vel receptum fuerit illum principalem debere vel teneri de quo clama facta fuerit advocato.

18° Item quotiescunque aliquis extraneus qui burgensis non fuerit veniet ad nundinas Paterniaci et alius pro ipso deponat querimoniam super malefactum contra illum vel super rem per furtum, violentiam vel alio malo modo sibi arreptam vel substractam, quod ipse contra quem querimonia huiusmodi deponitur coram Advocato et consulibus dicte ville justitiam facere conquerenti teneatur, et hoc presens statutum in pluribus mercatis preconisetur, ita quod venientes non excusentur quominus justitiam facere teneantur.

19° Item quotiescunque aliqua filia alicujus burgensis Paterniaci post mortem patris sui in hospitio patris sui fuerit, et partem in bonis sui patris a fratribus petere voluerit, et ipsi fratres unus vel plures parati fuerint dotem sufficientem secundum facultatem dicti patris et secundum qualitatem personarum, ad arbitrium quatuor propinquorum et parentum suorum, quod dicta soror in dictis bonis nihil ultra dictam dotem petere possit vel habere.

20° Item quicunque burgensis habens filios unum vel plures non teneatur alicui filiorum suorum ipso vivente dare partagium, nisi in casu quo ille filius de consensu et consilio dicti patris esset maritatus, vel in casu quo excederet etatem viginti quinque annorum.

21° Item quotiescunque aliquis burgensis questionem habuerit coram Advocato contra alium, et consilium reperire non poterit, quod Advocatus et consules Paterniaci de consilio petenti providere teneantur.

22° Item si contigerit aliquem burgensem alium occidere, quod absit! et ille homicida pena mortis fuerit punitus, quod liberi dicti homicide et eius uxor partagium suum percipere debeant in bonis dicti patris homicide, et uxor homicide accipiat dotem suam de bonis dicti mariti sui. Si vero liberos non habuerit, predicta uxor uti solum possit medietatem bonorum dicti mariti sui et etiam pro quantitate dotis sue ; post mortem vero dicte uxoris bona dicti homicide qui moventur sub censu vel feodo pervenire debeant ad dominos censuum et feudorum, residuum vero ad dominos Paterniaci revertatur : et hoc idem ordinatur de latronibus et aliis malefactoribus qui propter eorum facinora pena mortis fuerint puniendi, deducto de bonis eschetis ere alieno.

23° Item quicunque tribus diebus nundinarum infra dictam villam alium de pede vel de pugno percusserit, et sanguis emanaverit, in sexaginta solidos pro bampno tenetur, si autem sanguis non emanaverit, novem solidos pro bampno solvere teneatur et emendam facere dampnum passo condignam.

24° Item quicunque durantibus nundinis infra dictam villam alium de gladio percusserit, et sanguis emanaverit, decem libras pro bampno solvere teneatur, et si solvere recusaverit vel cautionem idoneam non posuerit, ipse captus teneatur, donec solverit vel fidejusserit ; et hoc idem de ceteris cunctis maleficiis est statutum ; et quicunque fidejubere non poterit idonee, quod donec fidejusserit captus teneatur.

25° Item quicunque burgensis de alio clamam fecerit super debito, quod ille super quem clama fiet possit petere diem consilii, si quantitas que petitur summam quinque solidorum excedat; si autem esset minor, etiam de uno obolo, diem consilii petere non valeat obtinere, sed incontinenter jus facere teneatur.

26° Item quicunque faciet clamam de alio super censu non soluto, et ille petierit diem pro consilio, sibi concedatur, et ad diem sibi concessam petenti jus facere teneatur.

27° Item cuicunque petatur terra vel aliquod hereditagium, et petat diem pro consilio sibi concedatur, et die sibi assignata respondere teneatur utrum illam rem teneat jure hereditario vel proprietario, vel nomine pignoris seu gagerie; et si responderit se tenere eam tanquam rem suam propriam hereditariam, quod non possit postea ad titulum gagerie remeare: et e converso si dixerit eam in gageriam habere, quod postea non possit proponere eam tanquam suam hereditariam se tenere.

28° Item quod in curia Paterniaci non debet cognoscere nec judicare nisi burgensis dicte ville, et quod omnes clame que fient de burgensi dicte ville debent ipsi burgensi citari ad diem Veneris ipsam clamam sequentem, qua die Veneris ille qui fecit clamam debet facere petitionem suam, et si petitio excedat quinque solidos, reus a quo petitur potest habere si vult diem consilii die Veneris sequenti, et si non vult habere diem consilii, ipse debet facere rationem, et eo modo debet facere die consilii rationem et respondere de mobilibus; et si ipse non compareat ipsa die, debet citari ipse reus ad diem secundam et tertiam sequentes secundum consuetudinem curie, et ad illam diem ad cognoscendum; tertia die Veneris si veniat ipse reus debet respondere et facere rationem, et si non veniat, curia pro tribunali sedente, petitor debet facere petitionem suam contra dictum reum, et advocatus seu eius locum tenens, facta probatione ipsius petitoris et juramento prestito, eidem dare passamentum contra dictum reum, finita curia, per quod

passamentum petitio sua debet esse certificata, et consilium dicte ville aut illi de *quinquaginta* in dicta curia existentes vel duo ex ipsis ibidem presentes non debent refutare testificare passamentum predictum, et dictus advocatus absque refutatione debet sigillare passamentum coram ipso factum pro duodecim denariis lausannensibus tantum, et nihil amplius exigere valeat vel habere.

29° Item si petitor petat hereditatem et reus compareat, ipse reus potest habere diem consilii, et si ipsa die consilii ipse alleget et proponat de gageria, ipse reus debet facere jus sicut de mobilibus ut in precedenti proximo articulo continetur, et si ipse vult habere aliam diem, ipse potest habere aliam diem ad octo dies sequentes, vel ad quatuordecim, et si ipse recipiat diem ad octo dies et ipse non potest habere suum guerentem, debet sibi assignari diem die Veneris sequenti ad faciendum precise rationem; et si ipse alleget pro hereditate, ipse debet habere dies per tres quatuordenas, prima, secunda et tertia die, et tertia die est dies juris, et potest habere reus guerentem suum, absque eo quod alias dies eidem reo assignetur : et si ipse reus tertia die non veniat, debet dictus advocatus dare dicto petenti passamentum contra dictum reum salvo jure alterius.

30° Item de omnibus clamis Advocatus seu nuntius suus debet citare illum de quo fit clama prima vice, et si contingat quod de illa clama opporteat amplius citare dictum reum et non reperiatur, idem reus debet citari ad domum suam.

31° Item quod omnes clame debent fieri Advocato seu eius locum tenenti, et quod de quocunque precepto et contradictione que fiet per Advocatum debet fieri per clamam in curia vel extra curiam cuicunque fiat, et si ille cui fit non respondeat vel fidejubeat aut habandonet bona sua antequam intret domum suam vel domum alienam, ipse est in bampno sexaginta solidorum Lausannensium ; et precepta debent fieri per probos homines videlicet per duos de consilio aut de *quinquaginta*,

et si ille reus neget precepta sibi facta Advocatus cum duobus de consilio aut de *quinquaginta* non debent refutare veritatem.

32° Item non debet facere testimonium aliquis contra burgensem Paterniaci nisi sit burgensis dicti loci, nec debet fieri probatio contra litteras nisi per litteras.

33° Item quod si ille qui petit non sequatur dies suos eidem assignatos, et ille a quo petitur se presentet coram domino, petitio petitoris est iterum recipienda, excepta die juris.

34° Item si clama fiat de homine non burgensi dicte ville, ipse debet fidejubere, et advocatus debet facere sibi precepta, et non debet ipse non burgensis exire villam Paterniaci donec fidejusserit, et si ipse exiret dictam villam absque eo quod fidejusserit aut fecerit rationem ipse est in bampno sexaginta solidorum Lausannensium; et propter hoc non debet petitor suum jus admittere, si quod habet, et advocatus seu ejus locumtenens habet requirere dominum in cujus jurisdictione est ille non burgensis, et si infra illud tempus ille non burgensis reperietur in dicta villa, Advocatus Paterniaci seu eius locum tenens potest ipsum detinere ad faciendam rationem petitori et domino de bampno suo.

35° Item quicunque habet petitionem et litteras seu contralitteras non utatur dicta petitione ut faciat expressam petitionem infra decem annos, dicte littere nihil valeant; et quod dicta mentio dictarum litterarum debet fieri per clamam aut per monstram ante Advocatum et consilium, et si ipse cui debet fieri petitio litterarum predictarum non reperietur in villa, petitor debet hoc monstrare Advocato et consilio qui debent confirmare et ratificare litteras.

36° Item si accideret quod aliquis probus homo fecerit passamentum de querela aliqua contra aliquem, de quo passamento non habeat litteram, et ille ad quem res et petitio debet venire non possit finem habere per dictum passamentum, Advocatus et duo de consilio debent dictum passamentum per fidem suam testificari, et super hoc sunt credendi, et eo modo

duo de consilio aut duo de *quinquaginta* sunt credendi super dicto passamento per juramenta sua sine advocato, si Advocatus nollet dictum passamentum testificari, a sexaginta solidis lausannensibus inferius, infra quadraginta dies et non plus, et duo de consilio aut duo de *quinquaginta* debent passamentum testificari, et si ipsi nollent jurare dicere veritatem quam sciunt de dicto passamento, ipsi teneantur restituere petitionem illi cui dicitur fecisse passamentum usque ad sexaginta solidos lausannenses vel infra.

37ᵉ Item quod si clama spoliationis seu devestitionis fiat, ille de quo fit clama debet fidejubere, et debet fieri citatio per advocatum per unam diem de placito, et tunc debet facere petitor suam petitionem, et Advocatus debet inquirere de plano per duos probos homines qui viderint petitorem recolligere vel levare ultimos fructus dicte possessionis pacifice, et si accideret quod petitor et reus probarent ambo possessionem suam, Advocatus et probi homines debent prorogare negotium per octo dies et deliberare ad reddendum illi possessionem ad quem ipsa possessio debet pertinere, et qui melius possessionem suam probaverit et probabit et hoc per duos probos homines si reperiatur, debet restitui possessio et ille a quo petitur est in misericordia bampni erga Advocatum.

38º Item qui percutit alium de gladio mortaliter, debet detineri penes Advocatum usque sciatur de morte vel de vita vulnerati, et si vulnus sanetur, vulnerato debetur facere emendam vulnerator et solvere expensas medicorum factas in curatione vulnerum predicta ipsius vulnerati ad arbitrium duorum proborum hominum eligendorum per Advocatum et consilium, et si Advocatus noluerit interesse tunc fiat consilium, qui duo eligendi non possunt refutare arbitrium predictum sub pena dicte emende fiende, quam taxationem et emendam faciendam dictus vulneratus non potest refutare, et dicti duo debent concordare partes et facere pacem inter vulneratum et vulnerantem. Est tamen sciendum quod si vulneratus vixerit a die

vulnerationis per quadraginta dies computandos, ex tunc vulnerator non tenetur vulnerato si post dictos quadraginta dies obierit.

39° Item qui facit fracturam hospitii de nocte, ille cui fit violentia debet proclamare, et Advocatus seu eius locumtenens debet inquirere de plano et si fractura potest reperiri per duos probos homines, ille fractor domus debet esse in bampno erga dominum, et debet emendare dampnum factum illi cui extitit violentia domus, ad arbitrium consulum vel duorum de consilio predictis, qui duo dictum arbitrium non debent refutare; et debet dictus fractor domus exire villam et morari extra ipsam per sex septimanas continuas, et pro predictis attendendis debet fidejubere in manibus Advocati, et si ille non velit vel non possit fidejubere, Advocatus debet ipsum detinere.

40° Item quod omnes contractus et mercandie que fiunt in die fori vel nundinarum Paterniaci possint probari de plano illa die vel in crastina per illos qui interfuerint in dictis contractibus vel mercandiis presentes.

41° Item qui vendit vel obligat res nominatas et ipse deficit ad guerentiam ferendam rerum predictarum venditarum et obligatarum ut supra, ipse debet capi et detineri quousque tulerit guerentiam ille vel illis cui obligavit vel vendidit.

42° Item quicunque tenuerit gageriam rei immobilis pacifice et quiete per unum annum et unam diem, et recollegerit fructus ipsius gagerie per dictum terminum, credendus est ei qui tenet gageriam de quantitate pretii pro qua ipsa gageria est sibi obligata, et si ipsa gageria attingat prope pretium venditionis rei ipsius gagerie, tunc solvi debeant domino a quo dicta gageria movetur sex denariis lausannensibus pro qualibet libra, et si dicta gageria attingat duas partes valoris rei pignorate, quod tunc dominus a quo res obligata moveri dignoscitur totam laudem rei predicte percipiat, quam rem dominus potest habere pro pretio pro quo erat obligata.

43° Item quod burgenses Paterniaci possint eligere consu-

liarios suos fide dignos, vocato secum eorum Advocato, qui consiliarii jurare teneantur fideliter unumquemque consulere quotiescunque in curia seu in villa Paterniaci coram Advocato super hoc fuerint requisiti, exceptis personis eisdem consiliariis contingentibus a secundo gradu consanguinitatis inferius, nec eligant consiliarios privilegiatos nec domino inobedientes.

44° Item quicunque burgensis qui tenuerit aliquam possessionem in territorio Paterniaci pacifice et quiete per decem annos continuos, quod ex tunc possessio dicta prescripta habeatur eidem possidenti, et etiam ipsam teneat et possideat tanquam rem suam propriam hereditariam.

45° Item quod quicunque voluerit in villa Paterniaci domum muratam edificare juxta vicinum suum proximum, quod ille proximus vicinus volenti edificare mediam terram ad dictam domum seu edificium faciendum dare et ministrare teneatur, et aliam terram de sua terra recipiat edificans; et dicto muro facto teneatur dictus edificans dare litteram dicto vicino suo quod quotiescunque voluerit solvere expensas medietatis muri ad arbitrium duorum proborum hominum per dictas partes communiter eligendorum, que medietas sit sua pro ea parte pro qua parte solvet expensas, et in ea parte possit appodiare et edificium facere; et dictus edificans fenestras si quas fecerit in dicto muro obscurare teneatur, in ea parte muri de qua fuerint expense solute, hoc excepto quod, si vicinus habeat casale latitudinis duodecim pedum vel infra hominis communis, tunc edificare debet et fondare totum murum super fondum suum, in hoc quod dictus vicinus debet sibi dare compensationem in pecunia de fondatione predicta ad visum proborum hominum.

46° Item quicunque fenestras seu foramina in muris communibus ville Paterniaci fecerit seu aliter dilaceraverit, quod dictos muros reficere teneatur, et nihilominus bampnum sexaginta solidorum Lausannensium incurrat.

47° Item domini non possunt nec debeant trahere in causam

pro aliquo facto extra villam Paterniaci aliquem burgensem seu habitatorem dicte ville et districtus eiusdem.

48° Item quod nullus burgensis vel habitator Paterniaci et districtus eiusdem interpellari vel appellari potest in villa vel districtu predictis per aliquem super duello vel facto pro quo fiat duellum.

49° Item nemo debet capi infra terminum ville Paterniaci sine consilio consulum dicte ville.

50° Item dominus non potest ponere bannum alicui in villa vel districtu Paterniaci sine consilio consulum dicte ville.

51° Item Advocatus non potest nec debet recipere aliquem extraneum in burgensem dicte ville nisi per consilium burgensium vel saltem consulum dicte ville.

52° Item quicunque utitur duabus mensuris una parva et alia magna, videlicet vendendo cum minore et emendo cum majore, tenetur in sexaginta solidis lausannensibus pro bampno.

53° Item Mistralis debet omnes mensuras scindere et signare signo suo, et dominus quotiescunque voluerit, de consilio tamen consulum vel majoris partis, potest eas facere venire vel facere apportari ante se, et parvam mensuram frangere : et ille qui repertus fuerit tenere parvam mensuram si sit signata, tenetur in tribus solidis Lausannensibus, videlicet signata signo mistralis, si vero Mistralis mensuram non sciderit nec signaverit et reperiatur falsa, tenetur domino in sexaginta solidis lausannensibus pro bampno.

54° Item usufructuarii et usufructuarie tenentur facere inventarium de rebus potissime immobilibus et juribus in quibus habent usumfructum suum ad instantiam et petitionem quorum intererit, et laudare pro illis quorum intererit sub sigillis fidedignis litteram confessionis quod ipsi usufructuarii vel usufructuarie tenent et possident huiusmodi res et jura nomine ususfructus sui ; et quod si dicti usufructuarii vel usufructuarie transferant in alios aliquid de rebus vel juribus

predictis, illi in quos transtulerint debent dare litteram sub sigillis quibus supra proprietariis quod illud tenent nomine huiusmodi ususfructus.

55° Item si quis non habeat liberos masculos, sed tantummodo filias, duas vel plures, dicte filie debent succedere patri in bonis eiusdem pro equalibus portionibus, etiam si aliqua ipsarum filiarum habuerit a patre certam dotem, quam quidem dotem filia vel filie sic dotata vel dotate debent reportare eo casu quo voluerint habere portionem in successione predicta.

56° Item quod debita pacta et conventiones decem solidorum lausannensium vel infra possint probari de plano per duos ex consulibus Paterniaci seu per duos ex *quinquaginta*.

57° Item quicunque dotem recipiat ab uxore seu alio nomine ipsius, ipsam dotem per eumdem receptam seu partem quam receperit eidem uxori sue et suis heredibus assignare teneatur, ita tamen quod dicta assignatio valeat tertiam partem ultra quantitatem pecunie ratione dotis solute; et si fieret marito assignatio dotis super rebus immobilibus pro certa pecunie quantitate, et postea a dicto marito reematur, quod ipse maritus pecuniam per eumdem receptam teneatur uxori sue et suis heredibus assignare et affectare modo et forma quibus supra.

Que omnia et singula predicta eisdem et posteritatibus eorum pro nobis, heredibus et successoribus nostris perpetuo confirmamus, et pro eo quod dicti burgenses nostri nobis multa grata servitia impenderunt et parati sunt nobis tacite impendere incessanter, promittentes bona fide nostra omnia et singula supra data et omnes et singulas largitiones predictas perpetuo non revocare per nos vel per alium in futurum. Datum quarto die februarii, anno Domini millesimo tercentesimo quadragesimo septimo.

Extractum ab archivis Crote camere computorum.

AYMONERI.

35

1348, 5 février (n. st.).

LA COMMUNAUTÉ DE PAYERNE ACCORDE AU COMTE AMÉDÉE DE SAVOIE, POUR LE TERME DE DIX ANS, DES DROITS EXCEPTIONNELS POUR LA RECHERCHE DES CRIMES ET DÉLITS. RECONNAISSANCE DU COMTE A CE SUJET.

Archives de Payerne, N° 57.

Nos Amedeus comes Sabaudie. Notum facimus universis quod cum Burgenses nostri, Consules et Communitas ville Paternyaci et totum territorium juridictionis dicte ville nobis concesserint quod nos possimus per decem annos proximos a data presentis inchoandos, tantummodo et non ultra, inquirere de maleficiis in villa Paternyaci, territorio et juridictione dicti loci perpetrandis de plano per inquestas et non per *werentyes* ad clamam illius in cujus personam esset injuria irrogata seu maleficium perpetratum, et etiam sine clama pro jure domini inquirendo, prout hec et quedam alia in quadam littera inde confecta sigillo dicte communitatis Paternyaci sigillata plenius continentur, quam habemus penes nos, cujus littere tenor talis est et sequitur in hunc modum.

In nomine domini amen. Nos Burgenses et Consules et Communitas ville Paternyaci ac totius territorii et Juridictionis ejusdem loci, notum facimus universis in hujus memoriam rei geste, quod satore malorum instigante quam plurima scandala, contentiones et jurgia, injurie, dampna, contumelie et alia delicta enormia in dicta villa Paternyaci hactenus extiterint perpetrata et adhuc frequenter perpetrantur, que propter aliquas nostras consuetudines remanserint impunita ; igitur quia interest rei publice ne crimina remaneant impunita, ac etiam congruit presidi provincie placatum habere suum populum et purgare provinciam suam pravis hominibus et futuris

scandalis precavere et pena suos auctores tenere debeat et in judiciis personarum acceptio esse non debeat, Nos consilio diligenti, maturo et deliberato prehabito, vocatis omnibus et singulis de dicta communitate nostra ut moris est et etiam congregatis, ordinamus et concedimus illustri et magnifico principi domino nostro domino Amedeo comiti Sabaudie, quod Advocatus Paternyaci qui nunc est et qui pro tempore fuerit possit per decem annos proximos a data presentium inchoandos tantummodo et non ultra, de maleficiis perpetrandis in villa Paternyaci ac territorio et juridictione ejusdem loci de plano inquirere per inquestas et non per *werentyes* ad illius clamam in cujus personam esset injuria irrogata seu maleficium perpetratum, et etiam sine clama pro jure domini inquirendo. — Item quod ille qui clamam faciet, incontinenti facta dicta clama, personas nominare teneatur per quas voluerit quod de maleficio seu injuria sibi facta inquiratur, per alias vero personas in dicta clama non nominatas inquesta pro jure partis fieri non possit predicta sed pro jure domini per alias personas fieri possit inquesta. Clama vero fieri poterit infra octo dies injuriam, maleficium et dampnum datum continuo subsequentes et non ultra, nisi persona injuriata adeo fuerit vulnerata aut verberata quod ad Advocatum seu ad eius locum tenentem habere non possit accessum. Et tunc Advocatus ad clamam et denunciationem alicujus alterius persone pro dicto vulnerato sibi factam de dampno et injuria eidem vulnerato seu verberato datis inquirat. — Item quod in inquestis que fient Advocatus vel ejus locum tenens vocare debeat Consilium ville Paternyaci vel saltem sex ex eisdem ut ibidem presentes intersint ad cognoscendum et judicandum coram dicto Advocato seu ejus locum tenente super injuriis et dampnis datis, ac etiam super defensionibus et propositis hinc et inde, qui venire teneantur ad ipsius Advocati requestam. Qui si venire noluerint tunc Advocatus personas alias ville Paternyaci possit convocare ad cognoscendum et judicandum

in ipsius Advocati presentia super premissis. — Item quod si per dictas inquestas fieri non possit probatio, tunc illius contra quem facte fuerint inqueste recipiatur juramentum utrum dictam fecerit injuriam vel non. Qui si requisitus jurare noluerit pro confesso habeatur. — Item quod Advocatus seu ejus locum tenens possit personas per quas inquirere intenditur per impositionem bannorum compellere ad dicendum per eorum juramenta veritatem de dampnis et injuriis datis, super quibus Advocatus vel ejus locum tenens intendit inquirere. — Item quod inqueste non fiant super corpus hominis de criminibus, delictis vel injuriis seu dampnis datis pro quibus aliquis ad mortem et ad bonorum suorum amissionem posset judicari, nisi palam et publice ipsum maleficium fuerit perpetratum. — Item quod si aliqua maleficia in villa Paternyaci et territorio dicte ville de nocte per aliquem committantur seu perpetrentur, si ille cui facta fuerit injuria, dampnum seu violencia contra injuriantem proclamet, quod tunc pro probatis habeantur, videlicet si probatum fuerit per inquestam quod rixatus fuerit, idem injurians contra injuriatum in ipsa violencia vel injuria tunc illatis. — Item quod Tabernarii, vina in villa Paternyaci publice vendentes, vinum alicui in taberna bibenti ad *escot* post pulsationem prime campane non vendant neque vendere presumant, et si quis contrarium fecerit pro banno solvat decem solidos Lausannenses. Ille vero qui post pulsationem predictam vinum in dicta taberna emerit ad bibendum ibidem decem solidos Lausannenses similiter persolvat. Quorum bannorum habeat dominus duas partes, et communitas ville predicte tertiam partem percipiat eorumdem bannorum, et super inventione dictorum hominum existentium et ut supra bibentium in dicta taberna credendum sit Advocato vel ejus locum tenenti cum duobus de Consulibus vel duobus de Quinquaginta electis secum existentibus. — Promittentes nos Burgenses, Consules et Communitas predicti, juramentis nostris super sancta Dei evangelia corporaliter prestitis, omnia et sin-

gula per nos ut supra dicto domino nostro Comiti concessa, dicto durante decennio rata, grata et firma tenere, habere et inviolabiliter observare, nec contra premissa seu aliquod eorumdem in futurum facere vel venire per nos vel per alium, nec alicui contra facere volenti in aliquo consentire, sed potius presentem litteram cum toto ejus tenore inviolabiliter observare. In quorum omnium premissorum testimonium et roboris firmitatem, nos dicti Burgenses, Consules et Communitas ville Paternyaci sigillum dicte communitatis nostre huic presenti littere duximus apponendum. Datum quinta die mensis februarii, anno domini millesimo tercentesimo quadragesimo septimo, sumpto in diocesi Lausannensi in annunciatione dominica.

Nos dictus Amedeus comes Sabaudie volentes et cupientes bonam fidem agnoscere, et a veritate deviare nolentes, volumus et concedimus burgensibus nostris Paternyaci, Consulibusque et Communitati dicti loci, quod dicte concessiones nobis facte per eosdem et in dicta littera contente elapsis dictis decem annis ipso facto casse, inanes et irrite, nulliusque valoris perpetuo censeantur et existant, nec ulterius dicta littera elapso dicto decennio fidem faciat in judicio vel extra, quia sic inter nos et ipsos actum extitit et conventum, promittentes bona fide nostra loco juramenti omnia et singula supradicta rata, grata et firma habere, tenere et inviolabiliter observare, nec contrafacere per nos vel per alium in futurum, nec consentire alicui contravenire volenti in predictis. In quorum omnium premissorum testimonium nos dictus Comes Sabaudie sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

Sigillum avulsum.

36

1349, 29 janvier.

FRANCHISES ACCORDÉES A LA VILLE DE MOUDON PAR ISABELLE DE CHALONS, DAME DE VAUD, VEUVE DE LOUIS DE SAVOIE.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nos Isabella de Cabilone, domina Vuaudi, relicta inclite recordationis domini Ludovici de Sabaudia, domini Vuaudi, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos habita diligenti deliberatione et contractu atque consilio cum viris solertibus et discretis, vestigia moris soliti insequi cupientes, nomine nostro et amabilis genite nostre domine Catherine de Sabaudia filie et heredis inclite recordationis domini Ludovici ante dicti, ac etiam heredum et successorum nostrorum in posterum, confirmamus perpetue per presentes dicte communitati nostre Nobilium, burgensium et ceterorum omnium ville nostre de Melduno, omnes libertates et franchesias eisdem concessas per dominos comites Sabaudie aut per dictum dominum Ludovicum sepedictum, seu per predecessores eorumdem et etiam omnes et singulas litteras sibi concessas per eosdem, volentes et expresse concedentes nominibus quibus supra :

Quod pena arbitraria a predicta communitate Nobilium, burgensium et ceterorum omnium vel ab altero eorumdem, per nos, heredes aut successores nostros vel officiarios exigi non possit vel recuperari modo aliquo infuturum, aliquo passamento, cognitione vel aliqua alia contraditione non obstantibus in premissis.

Item volumus et expresse concedimus predictis nominibus et pro nobis et nostris quibus supra, quod Ballivus et Castellanus qui nunc sunt aut pro tempore fuerint in dicta ville de Melduno, incontinenti quando venerint de novo ad locum pre-

dictum de Melduno, teneantur jurare nobis vel nostris quibus supra servare bene et fideliter jura et libertates atque franchesias et consuetudines de Melduno :

Item volumus et de gratia speciali indulgemus, premissorum de Melduno fidelitate attenta, quod aliquis Nobilium, burgensium et ceterorum omnium de Melduno non possit citari extra villam de Melduno nisi in appellationis causa :

Item volumus et expresse concedimus predictis nobilibus et burgensibus et ceteris omnibus habitantibus in Melduno, quod nos nec nostri ut supra non possimus petere bona usurarii deffuncti, nec heredem sive heredes suos in causam trahere pro bonis dicti usurarii habendis, nisi illi usurarii tenerent mensam publicam ante domum suam palam usuras exercendo, et quod illi usurarii non haberent liberos seu heredes, et quod sancta mater ecclesia non reciperet :

Item volumus et concedimus eisdem quod habeant plenum usum in nostris Juriis nigris pro necessitatibus eorumdem :

Item volumus et concedimus per presentes, quod furni et molendina de Melduno examinentur bene et fideliter per nos vel officiarios nostros et probos homines de Melduno, nunc et pro tempore quando videbitur expedire, reducanturque ad statum et formam in antiquis libertatibus et franchesiis de Melduno comprehensam, postque si quisquam reperiatur delinquisse graviter et sine misericordia puniatur ut ceteris cedat in exemplum :

Item volumus et concedimus supradictis per presentes, quod nuncii Ballivi, Castellani et Vicedompni de Melduno non possint pro qualibet leuca qua ibunt extra terminos loci predicti percipere vel exigere nisi dumtaxat sex denarios Lausannenses, et infra terminos esse debeant soluta clama contenti :

Item concedimus eisdem per presentes, quod ubi aliqui dficti loci alios vel aliquem dicti loci citari fecerint et citar acientes per nos vel officiarios nostros compulsi cessare fuerint et obtemperaverint compulsioni predicte, non teneantur

ad clamam, nisi causam persequantur et reperiantur injustam causam fovere :

Item volumus et concedimus eisdem quod ratione debiti recogniti possit vadiare quilibet dicti loci, secundum quod continetur in libertatibus seu franchesiis eorumdem :

Item volumus quod nunciorum numerus moderetur per Ballivum nostrum qui nunc est et pro tempore fuerit, secundum exigentiam et necessitatem et taliter quod subditi nostri indebite non graventur :

Promittentes juramento nostro ad sancta dei evangelia per nos corporaliter prestito, omnia et singula predicta inviolabiliter observare et non contra facere vel venire ; Promittentes etiam juramento nostro quo supra procurare cum effectu, quod genita nostra predicta et dominus Rodulphus, comes de Eu et de Guynes, vir eius, omnia et singula predicta per nos facta pro se et suis heredibus rata et firma habebunt et inviolabiliter observabunt : In cuius rei testimonium nos Ysabella predicta sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Melduni vicesima nona die mensis januarii, anno a nativitate domini sumpto millesimo tricentesimo quadragesimo nono. Ita expeditum est per me Hugoninum Mistralis.

37

1350, 16 avril.

LIBERTÉS ET FRANCHISES ACCORDÉES A LA VILLE D'ESTAVAYER-LE-LAC PAR ISABELLE DE CHALON, DAME DE VAUD, ET AYMON ET PIERRE D'ESTAVAYER, COSEIGNEURS DE LA DITE VILLE.

Archives de la ville d'Estavayer-le-lac.

In non dou Père et dou Fil et do sant Esperit, amen.

Lan de celluy mil ccc et cinquante, le XVI[e] jor dou mois

dauril intrant. Ces sunt les libertes et les franchises donées, outroiées, approuées et confirmées par nous Ysabel de Challon, dame de Vaud, ensaimble dame d'Estauaye, Ayme et Pierre ensaimble seigneurs dou dit luef d'Estauaye, chevaliers, de nostre bon esponde grez eis nobles et borgeis, à la comunetez et eis habitent present et aduenir dou dit luef d'Estauaye, de la terre et dou mandement, pour lours et pour lours hoirs, et lesquelz nous pour nous et pour nostres hoirs jurons, volons et promectons sus sains avangiele garder, tenir et mantenir et estre à tot jors gardées, tenues et mantenues.

1. Primierement cil d'Estauaye et dou mandement douent cheuauchier apres lour bandere pour lours seigneurs et pour lours aydant on jor et vne nuit tant soulement, dedant l'esueschie de Losanna, à lours missions et non plus. Et se ensi estoit que li dit seigneurs les volissent plus mener, ils lours douront liurer et balier lours missions à tous cez qui estroient ou seroient à la cheuauchie, et ces qui seroent à cheuaul deuroient à lours ballier lours missions et fers et clos pour lours cheuaulz, et emender cheuaulz à ces qui les perdroient ou damageroient en alant et en venant ou en demorant en la dite cheuauchie. Et se ensi estoit que li dit seigneurs haussent guerre à aucune persone pour lo fait propre des dessus dit d'Estauaye et dou mandement, li dessus dit d'Estauaye sunt tenuz de cheuauchier avoicque lours dit seigneurs dedant lo dit Eueschie à lours missions per quatre jors tant soulement et non plus. Et si ensi estoit que li dit seigneurs feissent guerre à aucune persone come aydant, ou aucune persone la feit eis dit seigneurs come aydant, li dessus dit d'Estauaye ne sont tenus de cheuauchier avoicque les dit seigneurs mais que per on jor et one nuit à leurs missions tant soulement. Et ou cas que li dessus dit d'Estauaye cheuaucheroent per la manere dessus dite avoicque lours dit seigneurs et il estoient retornez Estauaye, il ne sunt tenuz de cheuauchier ne d'aler en cheuauchie jusque à tant que on mois soit passez. Et ou cas ou il auroient cheuau-

chiez avoique la bandere per quatre jors ensi comme dessus, et ou cas ou il auroient cheuauchiez per on jor et vne nuit comme dessus a lours missions, et il estoient retornez Estauaye, il ne doiueut cheuauchier jusque huit jors fussent passez, se ce n'estoit pour la guerre propre d'Estauaye. Apres est ordenez que li dit seigneur ne pouent trayre ne mener les dessus dit d'Estauaye en cheuauchier pour aydier à nulle persone, ne eis missions deis dit seigneurs, ne eis missions de lours gent d'Estauaye, ne de lours mandement, ne de autre persone, se n'estoit on jor et vne nuit eis missions deis dessus dit d'Estauaye pour la guerre de celluy de cui Estauaye se tien en feiz, loquel il doiuent segre on jor et vne nuit tant soulement, et se plus hi demoroent on lours doit balier et liurer per la manere dessus dite.

2. Item que il ne sunt tenuz de cheuauchier sain bandere ensaimble le mandement de tote la terre ou la plus grant partie.

3. Item que li dessus dit seigneurs ne doivent metre mais que on seul bant de sexante solz pour vne cheuauchie a on chescun qui devroit cheuauchie.

4. Item que nyons ne doit Estauaye ne en la terre d'Estauaye clame torse ne bant.

5. Item que nyon clers ne doit bans, clame ne communance, fours que emonder a celluy cui il le meffait.

6. Item que li deuant dit seigneurs ne doiuent ajorner nyons de la ville d'Estauaye fours de la communaul cour de la ville d'Estauaye, si n'estoit en cas d'apert, ne nyons mefacent traire d'Estauaye, ne destrandre cors d'ome ou de feme sain le conseil deis proudomes d'Estauaye, ne destenir nyons sain conossance, et se ensi est que on lo destienye li seigneurs lo doiuent remetre en franchise jusque à tant quil soit coneu per les proudomes.

7. Item que on ne doit enquerir ne traire enqueste sus cors dome, ne de feme, ne enqueste ne condampne cors dome.

8. Item feme ne doit mais que dimie bant.

9. Item fours des termes d'Estauaye on ne doit mais que dimie gros bans, ecepte cilz de la perroche de Cugie et de la perroche de Sain Oubin.

10. Item que nyons ne doit bans à seigneurs plus grant de sexante solz.

11. Item malefice ou bant qui n'estroit puniz ou jugié dedant l'an, on ne lo doit ne puet demander à partie.

12. Item en la cours d'Estauaye doit on jugier per les gentilz, les borgeis et les proudomes d'Estauaye et de la terre et per tout autres qui seroient en la dite court.

13. Item seigneur d'Estauaye ne doit jugier en la dite court pour lours fait ne pour lo fait de lours gent.

14. Item seignour doit raporter clamme et tote assignacion de jor per luy et per dos proudomes concordables à requeste de partie.

15. Item que cil de cui on se clamme ou que on gageroit doit fiancer ou seigneur de sa clamme et à celluy qui se clamme de sa demande.

16. Item li seigneur ne doit contremander jor de droit s'il n'ait bien à faire pour luy, et ne doit contremander lo dit jor mais que per trois jornées assignées et non plus.

17. Item se ensi estoit que discors fut en la court d'Estauayer par deuant les seigneurs ou leur message de chose qui ne seroit li fait principaul dou quel clamme seroit faite, li sire doit avoir lo conseil à cui li plairoit à la custume de Losanna à ses missions, appallées les parties se elles hi voulent estre. Et ou cas ou li fait principaul dou quel clamme seroit faite se metroit en jugement et conoissance, et discorde en estoit en la court du jugement ou de la conoissance, li sire en ces cas doit avoir le conseil à ses missions à Losanna, demandées les parties se elles hi voulent estre, et faire lour sauoir la jornée pour avoir ledit conseil per trois jors deuant et puis rapourter le dit conseil, et ausi doi uent avoir le conseil li dit seigneurs à Losanna de tout cas de crim.

18. Item que ou cas ou li dit seigneurs avroient discors en la dite court de ce que il lours convenit avoir conseil et raporter eis parties que il ne poueit dilater ne pollonier la jornée qui estroit assignée pour rapourter lo conseil dou dit discors, se ce n'estoit per doues jornées tant soulement, et se il ne pouoit avoir le dit conseil acordable il lo doit avoir à Losanna en plainne court.

19. Item que nyons ne puet traire werenties perlent encontre letres en la dite court.

20. Item que on ne puet enquester per mainye de seigneur si n'est de misselerie ou de foresterie.

21. Item seigneur ne doit faire crier bant de sexante solz mais que per quatre cas, pour sa guerre deffiée, se on li art sa terre, se on li ront son marchié et pour segre apres le murtrer, ou pour segre se on prennoit nyon d'Estauaye ou de la terre sains le concors deis proudomes.

22. Item chascun puet ajorner cui que il voulz ou à Losanna ou autre part et ausi gaigier sain offense de seigneur, exceptez ces que on ne doit gaigier des choses qui estroient eis maisons dedant la ville d'Estauaye, si n'estoit per le message du seigneur de chose jugie.

23. Item se aucun gaige en la terre ou en la baronie d'Estauaye on eis feiz deis dit seigneurs et retrait lo gaige Estauaye, il ne doit faire recroince ne faire droit mais que per les dit seigneurs et en la court d'Estauaye.

24. Item dou passement qui se donroit en la court d'Estauaye li seigneur doit faire à joir à celluy cui on avroit donez passement sus les biens de celluy sus cui on avoit donez passement. Et se ensi estoit que seigneur ne volit faire à joir cil qui ait lo passement puet prandre deis biens de celluy sus cui il ait passement en queque luef qu'il les troveroit sans offense de seigneur, et se cil cui on gaige fait clamme on n'est tenuz de faire recroince.

25. Item nyons ne doit barrer, clamer ne prendre nulles

denrées venaulz qui vindrant ou estrant ou marchie d'Estauaye.

26. Item on ne doit nyons deuestir per clamme de sa robe.

27. Item toutes letres de assignacions de mariages doiuent estre reçeues en la court d'Estauaye et lietes quant on les presente per cui qui soit et demourent en lour bone force et bone valour.

28. Item on ne doit gaigier feme de sa robe ne de son liet.

29. Item on ne se doit clamer sus cheuaul que gentil hons ou religious cheuaucheiront per son cors.

30. Item seignyeur d'Estauaye ne puet prendre cession sus nyons de la ville ne de la terre d'Estauaye sus lour gent.

31. Item se nyons metoit main sus message de seigneur, il ne doit mais que tel bant quant il le deuroit à on qui ne seroit message de seigneur, si n'estoit en officiant de chose de quoi clamme estroit faite, et en ce cas on doit doble bant.

32. Item li seigneurs ne pouent viar les pasquiers d'Estauaye ne metre à cens, ne aproprier à lours, sain la volunté deis proudomes d'Estauaye.

33. Item nyons de la ville d'Estauaye n'est tenuz de bastir ne gaitier les maisons deis dit seigneurs.

34. Item quauz qui tindroit mesure non juste ou peis non juste, il doit trois solz ou seigneur et non plus, per tantes foiz com on li troueroit mesurant ou pesant.

35. Item Lulie, Franeil, Frasses, Bussy, Morens, Ruery, Vernay, Forel, Autavauz, Monbrenlo, Seva et tuit li habitent deis la viz de l'estra tanque ou layt doiuent le bastiment et la communance que li seigneurs et li proudomes accorderoient.

36. Item doivent li dessus dit la waity d'Estauaye.

37. Item que communance ne hunguel ne se doit faire mais que per les seigneurs et les proudomes concordables.

38. Item que message de seigneur ne doit estre quicte de la communance, mais que de chascun seigneur on soul message.

39. Item estatu qui se fait per les seigneurs et les proudomes doit durer on anz et non plus si n'estoit reconfirmez.

30. Item nyons borgeis d'Estauaye ne doit à seigneur péage, ruage ne vendes.

41. Item les censeres d'Estauaye et de la terre et les seignyories deis cens sunt cetes que quel qui ne paie son cens ou jor que il lo doit à celluy cui il lo doit, il doit lo droble.

42. Item se cil qui doit lo cens ou cil cui on lo doit mourt on doit pour chascons deniers de cens dous deniers de reproisse.

43. Item chascon puet metre la censere qu'il tient à cui qui li plait à cens por plus de cens qu'il ne la tient et non à moins, et ne doit prendre d'entrage mais que pour on denier de cens dous deniers d'entrage sain le loz de celluy de cui il la tient.

44. Item se nyons meffait chose de que il perse sa censere, li dite censere et li seignyori doit venir à celluy de cui on la tient et non à autruy.

45. Item se aucons vendoit rien deis censeres, cil de cui on tient ou qui ait lo don de la censere doit avoir le loz, et se il la vent sain lo loz elle achiet à celluy de cui on la tient.

46. Item seigneur ne doit metre per nyons cas d'enchaite de servisiour sus autruy censères.

47. Item que nyons ne puet metre censere à seigneur ne à main morte à moin de celluy de cui ou la tient sain son loz.

48. Item la presentacion qui estoit acustumée de presenter à son jor de droit dedant nonne soit de nulle valour.

49. Item li proudomes d'Estauaye pouent metre les missiliers, les waites et les porters per les seigneurs et les proudomes, et en cas de guerre doiuent garder li seigneurs les claz

50. Item que chascun deis proudomes puet tenir sa court en chie luy Estauaye ou autre part de lours gent que ils avoient sus cui il aroient seignyori.

51. Item que chascon puet aler demorer fours d'Estauaye

se il li plait et tenir ses choses deis lo luef qu'il demorroit en paient son cens et la custume du cens.

52. Item que se aucun de la terre d'Estauaye venoit demorer en la ville, il doit tenir ses choses per ensi com li borgeis d'Estauaye tiegnyent les lours choses per lour cens paient.

53. Item nyon borgeis demorent Estauaye ne doit à seigneur aveneriz, panateriz ne chaponeriz.

54. Item que li pasquiers d'Estauaye et de la terre les jours les costes di lait dou layt sont communauz à tout ces d'Estauaye et de la terre [1].

55. Item que chascun puet moudre eis mollins d'Estauaye ou de la terre vne cope de blez pour vne émine et que les XVIII émines doiuent faire le bichet et non plus.

56. Item li fors d'Estauaye doiuent cuere la cope de farine pour dous deniers, c'est à sauoir on denier en argent et on denier en paste, et doit porter li forner lo pain en l'ostel de celluy cui il est, et doit sonier meit et porter la paste.

57. Item chascun d'Estauaye puet moudre et faire ou fors laz ou il li plait.

58. Item li taverner d'Estauayer puet vendre tot l'an vin por quel pris que il voulz pour lo forage, li quel forage doit valoir eis seigneurs quatre pot de vin et non plus chascun anz.

59. Item li seigneurs doiuent avoir deis bouf et deis vaches qui se vendroient ou masel les langues et non autre chose.

60. Item li soniers puet vendre tot l'an saul pour les pugnyes, lesquelz pugnyes doiuent valoir eis seigneurs per vne fois l'an on salanyon de saul et non plus.

61. Item se maseler d'Estauayer ou autre gent achite bouf ou vache ou autres menues bestes, li seigneurs et li borgeis d'Estauayer pouent avoir lo marchie pour lours masel, se ils

[1] Cette phrase, qui est un curieux échantillon du vieux langage, doit être traduite comme suit: *les paquiers d'Estavayer et de la terre des montagnes* (joux) *des côtes d'au-delà du lac sont communs à tous ceux d'Estavayer et de la terre.*

venoent sus lo marchie ou se il lo trouoient menant per la ville d'Estauay, c'est à sauoir le buf ou la vache pour quatre deniers de gain ou chascune menue beste pour on denier de gain, per lo seirement de celluy qui l'avoit achetez.

62. Item nyon cosson ne doit acheter pessons Estauaye ou sus lo layt, se li seigneur ou li borgeis d'Estauaye hi vient, tan que li seigneur ou li borgeis ait achetez pour soy, et se li cosson ait pesson que li seigneur ou li borgeis uollie avoir, il lo puet avoir dou cosson pour le XIII denier de gain per son seirement.

63. Item quant li taverners d'Estauayer ont atavernée une bosse pour on certain pris, que il ne puet metre autre plus grant pris, et doit li dit taverner prendre gaiges pour ses denrées qui valie le tiers deniers de plus.

64. Item et ausi li bolengiere de son pain ou reguart de on proudome.

65. Item cilz de la terre d'Estauaye ne doiuent moudre ne fornoier fours de la terre d'Estauaye.

66. Item que li seigneurs d'Estauaye doiuent doner chascune semaine à ces qui voudrent estre ou qui seroient arbelestiers à Estauaye, soient d'Estauaye ou de la terre d'Estauaye, trois solz Losenois à perceiure sus les clammes deis dit seigneurs à Estauaye.

67. Item que ou cas ou cilz d'Estauaye ou de la terre d'Estauaye cheuaucheroient avoicque lours seigneurs d'Estauaye ou avoicque lour bandere vne ou plussours, et aucun deis dessus dit soubgiez deis seigneurs ou de leurs gent prennyent aucune persone vne ou plussours per guerre, que cilz qui les prendroient aient les cheuaulz on ou plussours et tot ce que cilz qui seroient pris per guerre pourteroient et arnois et autres choses, et cilz qui seroient pris on ou plussours soient et doiuent estre eis dit seigneurs communement à chacun por son droit, et ou cas que cil qui les prisons presenteroient ou rendroient eis dit seigneurs d'Estauaye doiuent avoir deis dit

seigneurs pour chacun prison cinq solz Losenois monoie corrant, lesquelz cinq solz doiuent paier li dit seigneurs d'Estauaye à cellours qui les dit prisons on ou plussours lour presenteroit et rendroit pour chacun prison encontinant.

68. Item que les custumes et franchises deis quelz non est faite declaracion que elles soient en bone valour per la manere que on en doit vser le temps passez, soient por les seigneurs d'Estauaye ou por lours soubgiez d'Estauaye et de la terre d'Estauaye.

69. Item que les custumes ou franchises deis quelz non est faite declaracion et que on non ait acustumez de vser soient eis custumes de Losanna.

Et nous Ysabelle de Challon, Ayme et Pierre ensaimble seigneurs d'Estauaye dessus nommez, pour fermeté perdurable volons et outroions à la requeste deis dit nobles, borgeis et habitant d'Estauaye et de la terre, que ces franchises dessus escriptes, confirmées et outroies soient seelées dou grant seel de la court de Losanna. — Et nous li official de la court de Losanna toutes et singulaires les libertes et franchises dessus dictes à nous raportées per Henri Costablo d'Orbe, cler jurez de nostre court de Losanna, per la manere que il la veuz contenir eis protocolles et escript Jaques de Sain Rambert, ozay arrer jurez de la court de Losanna, lesquelz nous li avons commis et ou quel nostre jurez nous avons plainne foy, avons fait à metre en ces presentes lettres le seel de nostre court de Losanna. Donné Estauaye l'an et le jor dessus dit.

Cet acte est évidemment l'original, mais le sceau en est tombé. On l'a remplacé par un autre sceau, attaché par un cordon vert, lequel a été coupé et renoué. Il ne reste que la moitié de ce sceau, où l'on voit la partie postérieure d'un cheval. C'était probablement un sceau équestre des comtes de Savoie. — Au contre-scel on voit l'extrémité d'une aile.

38

1352, 5 janvier.

ISABELLE DE CHALONS, VEUVE DE LOUIS II DE SAVOIE, ET SA FILLE CATHERINE DE SAVOIE, DAME DE VAUD, CONFIRMENT A LA COMMUNE DE ROMONT LES FRANCHISES DE MOUDON ET LES AUTRES LIBERTÉS DONT CETTE COMMUNE A JOUI ANTÉRIEUREMENT, EN Y AJOUTANT D'AUTRES FAVEURS.

Archives de Romont, tiroir II, nº 3.

Nos Isabella de Cabilone, relicta inclite recordacionis illustris principis domini Ludovici de Sabaudia, domini Waudi, et Catharina de Sabaudia, domina Waudi, eorum filia ac heres universalis prefati domini Ludovici, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos, habita diligenti deliberacione et tractatu cum viris solertibus et discretis, vestigia moris soliti insequi cupientes pro nobis, heredibus et successoribus nostris imposterum, confirmamus et ratifficamus perpetuo per presentes dilecte communitati nostre nobilium, burgensium et ceterorum omnium ville nostre Rotundimontis omnes libertates et franchesias cum suis clausulis et dependenciis universis illis de Melduno aut dicte communitati nostre de Rotondomonte conjunctim vel divisim concessas per dominos comites Sabaudie aut per dominum Ludovicum sepedictum seu predecessores eorumdem, sub quibus libertatibus et franchesiis dicta communitas Rotundimontis esse dignoscitur, ac eciam omnes et singulas litteras sibi concessas cum omnibus articulis consuetudinis in terra nostra Waudi usitatis. Volentes et expresse concedentes nominibus quibus supra pro nobis et nostris quibus supra quod pena arbitraria et omnis alia pena seu bannum ascendentia ultra sexaginta sol. Laus. a predicta communitate nobilium, burgensium et ceterorum omnium ville et castellanie nostre Rotundimontis aut posteritate ipsorum vel

ab altero eorumdem per nos, heredes nostros seu successores vel officiarios nostros exigi non possint vel recuperari ullomodo in futurum, exceptis casibus in quibus es et corpus insimul domino excheta extiterint secundum libertates, franchesias et consuetudines antedictas, aliquo passamento, cognicione seu aliqua alia contradictione non obstantibus in premissis. Item volumus et expresse concedimus predictis nominibus pro nobis et nostris quibus supra quod nos, heredes seu successores nostri aut aliquis alius pro nobis ratione questionis ventilande inter nos vel alterum nostrum ex una parte, et illos de Rotondomonte aut habitantes inter aquas Rotondimontis, seu illos qui burgenses essent de Rotundomonte, posteritatem ipsorum vel alterum eorundem ex altera parte, trahere, citare vel vexare extra villam Rotondimontis per nos vel per alium ullo modo in perpetuum non possimus vel debeamus, nec eciam ratione questionis ventilande inter ipsos de Rotondomonte habitantes inter aquas vel burgenses predictos, successores suos vel eorum alterum ex una parte, et alias personas ex altera, nisi in casu appellationis inter partes, qua appellatione nos vel officiarii pro facto nostro uti ullatenus perpetuo non possimus contra illos de Rotondomonte, habitantes inter aquas burgenses de Rotondomonte vel suos quos supra seu eorum alterum in futurum. Item volumus et ordinamus nominibus predictis pro nobis et nostris quibus supra quod omnes agricole vilagiorum et omnes alie persone quecunque sint omni tempore possint et debeant vadiari de suis bestiis et aliis suis pignoribus quibuscumque pro debitis in quibus cognoscentur obligati. Item volumus et ordinamus, ut supra, quod in eo casu quo probi homines predicte ville nostre Rotondimontis cognoscent concorditer super questionibus et casibus quibuscunque inter nos, heredes seu successores nostros et ipsos seu alterum ipsorum, aut inter ipsos et alias quascunque personas ventilandis coram castellano nostro vel aliis officiariis nostris, qui nunc sunt vel

pro tempore fuerint in Rotundomonte, quod dicti castellanus et officiarii nostri aut ille ipsorum cujus intererit dictam cognitionem tunc debeant partibus reportare et in eo casu super dictis questionibus et casibus, ut supra, concorditer cognitis non possint aliud habere consilium vel ad se consilium retinere, non obstante si contrarium alias peractum extiterit in premissis. Que omnia et singula predicta promittimus juramentis nostris ad sancta Dei Euangelia corporaliter prestitis pro nobis et nostris quibus supra inviolabiliter et perpetuo firmiter observare et non contra facere vel venire. In cujus rei testimonium sigilla nostra duximus presentibus apponenda. Duplicatum est instrumentum presens et quodlibet facit fidem per se. Datum in castro nostro Morgie, quinta die mensis januarii, anno a nativitate Domini millesimo CCC° quinquagesimo secundo.

Deux sceaux pendants.

39

1351, mois de juin, 1352, mois de mars, n. st.

FRANCHISES ACCORDÉES AU BOURG D'ÉCHALLENS PAR GIRARD DE MONTFAUCON ET JAQUETTE DE GRANDSON, SA FEMME.

Msc Gillieron. Tom. VI, pag. 36.

Nos Girardus de Montefalconis, dominus de Orba et de Eschallens, notum facimus universis, quod nos, de laude, voluntate ac etiam consensu domine Jaquete de Grandissono, consortis nostre legitime, utilitate nostra et heredum nostrorum considerata et previsa, construxerimus et de novo fundaverimus quandam Bastiam seu Burgum situm circa Castrum nostrum de Eschallens, prout ipsa Bastia cum Burgo protenditur et protendere potest a dicto Castro usque ad fossalia ejusdem Bastie de novo constructe, Nos ad ampliationem et

augmentum dicte Bastie et Burgi, populi et gentium nunc morantium et qui in futurum morabuntur ibidem, et posteritatibus etiam eorumdem, dedimus et damus, concessimus et concedimus, pro nobis et nostris heredibus et successoribus, per presentes, salvo jure et alterius, etiam Bastie et Burgo, ab initio fundationis ejusdem, nec non populo, gentibus et habitatoribus dicti loci Burgi et Bastie, utriusque sexus, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, et posteritati etiam eorumdem, omnes et singulas libertates, franchesias, statuta, consuetudines, privilegia, jura, ville et loci de Melduno, Lausannensis diocesis, que et quales habent et hactenus habuerunt, et quibus uti consueverunt et utuntur proceres, burgenses et habitatores ville et loci de Melduno, et ipsos populum et gentes et habitatores dicti loci, Bastie et burgi nobis subditos, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, et posteritati etiam eorumdem, privilegiamus super premissis, modo et secundum quod proceres et burgenses de Melduno, privilegiati sunt et fuerunt per quosque dominos et dominas eorumdem, tempore retroacto, et dictis juribus et consuetudinibus, privilegiis, franchesiis, libertatibus et etiam statutis, ipsos habitatores, populum et gentes in dicta Bastia et Burgo commorantes, ut supra, qui nunc sunt et qui pro tempore fuerint, et posteritatem etiam eorumdem, uti, gaudere volumus et perpetuo observari inter eosdem in omnibus et pro ipsis et per omnia in perpetuum pacifice et quiete absque molestatione vel impedimento, a nobis vel nostris quibus supra, sibi super his inferendis et prout dicti proceres, burgenses et habitatores de Melduno usi sunt, utuntur et gaudebunt in futurum eisdem juribus, libertatibus, franchesiis, statutis, privilegiis utentur proceres, burgenses et habitatores dicti loci, burgi et bastie. — Promittentes nos Girardus predictus pro nobis et nostris quibus supra, juramento nostro super sancta Dei Evangelia corporaliter prestito, predicta omnia et singula in perpetuum rata, grata et firma habere et tenere, et

ea quomodo libet observare, et non contra ea, seu contra presentem litteram in futurum facere vel venire, nec consentire alicui contra venire volenti.

Nos vero Jaqueta de Grandissono, consors dicti domini Girardi, sciens et spontanea, non vi, non dolo, non metu inducta ; certificata ac contenta ad plenum, de jure meo, lingua materna in premissis omnibus et singulis, cum auctoritate et mandato expressis dicti domini Girardi de Montefalconis consortis nostri, omnia et singula laudamus, ratificamus, approbamus et confirmamus pro nobis et nostris heredibus ac etiam successoribus in perpetuum per presentes, et ea confitemur esse vera, ac de laude nostra, voluntate et consensu expresse fore facta prout superius sunt expressa. — Promittentes nos Jaqueta predicta, pro nobis et nostris, juramento nostro super sancta Dei Evangelia corporaliter prestito, quod nos contra predicta, seu contra aliquid de predictis per nos vel per alium non veniemus in futurum.

Nos autem Girardus de Montefalconis, predictis eidem domine Jaquete, consortis nostre legitime dedimus et damus in premissis omnibus et singulis auctoritatem pariter et mandatum. Renunciantes in hoc facto nos conjuges predicti...

Et in cujus rei testimonium nos officialis Curie Lausannensis ad preces et requisitionem Girardi et Jaquete conjugum praedictorum, nobis fideliter oblatas et relatas per Mermetum Gouffin, clericum et juratum curie nostre, cui super his vices nostras commisimus et ei fidem plenariam adhibemus, sigillum curie nostre predicte presentibus litteris duximus apponendum.

Datum quoad dictum dominum Girardum mense Junii, et quoad dictam dominam Jaquetam mense Martis, anno domini millesimo trecentesimo quinquagesimo primo.

Mermetus Gouffin.

40

1352, 12 juin.

GUILLAUME, COMTE DE NAMUR, SEIGNEUR DE VAUD, ET CATHERINE DE SAVOIE, SA FEMME, CONFIRMENT EN FAVEUR DE LA VILLE DE MOUDON LES FRANCHISES QUI LUI AVAIENT ÉTÉ ACCORDÉES EN 1349 PAR ISABELLE DE CHALONS, VEUVE DE LOUIS II, SEIGNEUR DE VAUD. *Datum Melduni, duodecima die mensis junii, anno Domini m° ccc° quinquagesimo secundo.*

Archives de Morges, ancien recueil, layette DDD, n° 6.

41

1352, 14 juin.

GUILLAUME, COMTE DE NAMUR, SEIGNEUR DE VAUD, ET CATHERINE DE SAVOIE, SA FEMME, CONFIRMENT LES LIBERTÉS DES HABITANTS DE ROMONT.

Archives de la ville de Romont, tiroir II, n° 4.

Nos Guillermus, comes Namurcensis dominusque Vuaudi, et Katherina de Sabaudia, ejus consors, filiaque et heres inclite recordacionis domini Ludovici de Sabaudia, domini Vuaudi quondam, notum fieri volumus universis presentibus et futuris quod nos, prehabita deliberacione diligenti, vestigia moris soliti insequi cupientes, nomine nostro ac heredum et successorum nostrorum, imposterum confirmamus perpetuo per presentes dilecte communitati nostre nobilium, burgensium et ceterorum omnium ville nostre de Rotundomonte, omnes libertates et franchesias cum suis clausulis et dependenciis universis illis de Melduno aut dicte communitati nostre de Rotundomonte conjunctim aut divisim concessas per dominos comites Sabaudie quondam, aut per dominum Ludovicum de Sabaudia antedictum, seu per predecessores eorumdem aut

etiam per illustrem dominam Ysabellam de Cabilone, dominam Vuaudi, genitricem nostram carissimam dicte Katherine, sive per nos dictam Katherinam, ac etiam omnes et singulas litteras sibi concessas de et super premissis universis et singulis quibuscunque. Promittentes, etc. In quorum omnium robur et testimonium nos Guillermus et Katherina, conjuges predicti, sigillum curie Lausan. rogavimus presentibus apponi. Et nos officialis curie Lausan. ad preces et requisitiones dictorum conjugum nobis oblatas et fideliter relatas per Hugoninum Mistralem de Cletis, clericum dicte curie juratum, etc., sigillum dicte curie Lausann. presentibus duximus apponendum. Et ad majorem rei firmitatem nos Guillermus comes predictus sigillum nostrum presentibus jussimus apponendum. Datum et actum quartadecima die mensis junii, anno Domini millesimo CCC quinquagesimo secundo.

Hugon. Mistralis de Cletis.

Deux sceaux pendants.

42

1352, 23 juin.

CONFIRMATION PAR GUILLAUME, COMTE DE NAMUR ET SEIGNEUR DE VAUD, ET CATHERINE DE SAVOIE, SA FEMME, DE TOUTES LES LIBERTÉS ET FRANCHISES ACCORDÉES A LA VILLE DE NYON PAR LES COMTES ET SEIGNEURS DE VAUD.

Archives de Nyon, recueil de franchises, N° 3.

Nos, Guillielmus comes Namurcensis dominusque Vaudi, et Katharina de Sabaudia, ejus consors, filiaque et heres inclyte recordationis domini Ludovici de Sabaudia, domini Vaudi quondam; notum fieri volumus universis presentibus et futuris, quod nos, prehabita deliberatione diligenti, vestigia moris soliti insequi cupientes, nomine nostro et heredum et successorum nostrorum, in posterum, confirmamus perpetuo per

presentes dilecte communitati nostre nobilium, burgensium et ceterorum omnium ville nostre de Nyviduno omnes libertates et franchesias cum suis clausulis et dependenciis universis dicte communitati concessas per dominos comites Sabaudie quondam seu per dominum Ludovicum de Sabaudia antedictum, seu predecessores eorumdem, seu etiam per illustrem dominam Ysabellam de Cabillone, dominam Vuaudi dominam et genetricem carissimam nostram dicte Catherine, sive per nos dictam Katherinam, super premissis sibi concessas ; promittentes juramentis nostris ad sancta Dei Evangelia corporaliter prestitis, nos Guillielmus et Katharina conjuges predicti, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis, predicta omnia et singula rata et grata habere atque firma, ac etiam tenere perpetuo et inviolabiliter observare et non contra facere vel venire per nos vel alium quomodolibet in futurum. In quorum omnium robur et testimonium, nos Guillielmus et Catharina conjuges predicti sigilla nostra jussimus apponenda. Datum et actum, vigesima tertia die mensis junii, anno Domini millesimo tercentesimo quinquagesimo secundo.

Ita est : Hugoninus Mistralis de Cletis.

Scellée de deux doubles sceaux, pendant à double queue.

43

1352, 29 octobre.

AMÉ, COMTE DE SAVOIE, RECONNAIT QUE C'EST DE PURE GRACE QUE LES GENS DE VAUD ONT ACCORDÉ UNE CHEVAUCHÉE EN VALAIS, EN FAVEUR DE SA TANTE ISABELLE DE CHALONS ET DE SA SŒUR CATHERINE DE NAMUR, DAME DE VAUD.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nous Amez, conte de Savoye, faisons savoir à tous, que comme notre chère tante dame Ysabelle de Challon, et notre

chère sœur dame Katherinne de Savoye sa fille, comtesse de Namur, dame de Vaud, aient requis lours gens de Vaud, qu'ils allesient et chevauchesient en Valoys pour nous à notre aide, lesquelles gens dient et afferment qu'ils non sont tenus de chevauchier pour nous, ne pour aucun, après ce qui sont venus novellement des chevauchies, jusque à tant qu'ils aient demorés en chiez leurs per l'espace de seix semaines après leur revenue, toutefois ce se n'estait pour le propre fait des dites dames de Vaud. Et oren droit ils ayent outtroyez de grace especiaul qu'ils irent en la dite notre chevauchie pour honnour et amour de nous, en ce qui non lour soit préjudice ou tems avenir. Et les dites Dames de Vaud ayent outtroyé et confessé que la dite chevauchie les dites lours gens de Vaud font de grace especiaul et voulont que ce non lour soit préjudice pour le tems avenir. Nous ausi le dessus nommé Amez de Savoye conte, considerant la bonne affection et la bonne volonté des dites gens de Vaud qu'ils ont à nous et de nous servir, la dite outtreyance faite et confession per les dites dames de Vaud, es dessus lours dites gens de Vaud confermons et outtroyons pour nous et nous hoirs, et volons que la dite chevauchie qu'ils nous font or en droit de grace non lours pourtoit préjudice ou tems avenir, et promettons per notre bonne foi pour nous et nous hoirs les chouses dessus dites fermement attendre et complir, et que nous ne vindrons en contre. Donné à Chillion soz notre seel, le vingt et nuef jour dou mois d'octouvre, l'an de grace mil trois cent et cinquante et deux.

Délivré à la cour de Viveis le dit jour per Monseigneur present, Mons. G. de la Balme, Mons. Loys Reveyres, Mons. B. de Boschosel, Mons. J. Ravais. — Anthonius B.

Sceau pendant en cire rouge.

44

1353, 6 février, n. st.

SERMENT PRÊTÉ PAR JAQUETTE DE GRANDSON, VEUVE DE GIRARD DE MONTFALCON, DAME D'ORBE, D'OBSERVER ET MAINTENIR LES FRANCHISES ET LIBERTÉS DE LA DITE VILLE D'ORBE.

Ancienne traduction.

Moy Jaquette de Grandson, Dame d'Orbe, vefue de fust d'heureuse memoire illustre et puissant homme, seigneur Girard de Montfalcon, escuyer, jadis seigneur d'Orbe, fay scauoir a vn chascun par les présentes, que comme lon dist que cest de coustume au pays de Vaud estre des longtemps obseruée, que lors quun Seigneur ou Dame entre et prend possession du régime et seigneurie de quelque ville libre, il doit et est tenu de jurer les libertez et franchises de laditte ville bien et louablement garder : pour telle raison Moy ditte Jaquette a cause du déceds du dit Seigneur Girard mon deffunct mari, entrant pour la première fois dans la domination soit gouvernement de la ville d'Orbe, à la requeste et instance des nobles Syndics soit Jurez, Bourgeois et habitateurs de laditte ville d'Orbe, pour cest effect personnellement constituée dans la Chapelle de laditte Ville d'Orbe, j'ay juré et confesse avoir juré par attouchement des Saincts Evangiles de Dieu, aux dits Nobles Syndics et Jurez, Bourgeois et habitateurs dedittte ville d'Orbe, de bien et louablement garder, tenir et conseruer Les droits libertez et franchises deditte ville d'Orbe conformément aux coustumes de Mouldon, et pareillement certains points en faueur deditte ville d'Orbe introduits et jusquà ce jourdhuy observez, autant longtemps que je seray Dame d'Orbe, promettant, par mon serment sur les Saincts Evangiles de Dieu corporellement presté, toutes et singulieres les choses predittes auoir et tenir pour fixes agreables et sta-

bles, et ne faire ny venir au contre par moy ny par autruy a l'aduenir; En foi et tesmoignage de quelles choses, nous official de la Cour de Lausanne, aux prières et requestes d'illustre et puissante Dame, Dame Jaquette de Grandson, Dame d'Orbe preditte, à Nous fidellement rapportees par Domp Wllielm d'Orbe, Curé d'Espendes, Juré de nostre Cour, auquel pour ce subiect en avons commis la charge en nostre place et auquel adioustons foy pleniere, et avons jugé nécessaire d'apposer aux présentes le sceau de nostre ditte Cour de Lausanne. Donné et fait le sixieme jour de ce mois de feburier, l'an du Seigneur mille trois cents cincquante deux.

Signees par le mesme Wllielme curé d'Espendes.

La version que dessus par Pierre Combe faite du Latin original en françois le 18e feburier 1669.

Cette pièce a déjà été publiée par M. Fréd. de Gingins, dans son Histoire de la ville d'Orbe, page 133.

45

1357, 10 mai.

FRANCHISES DU VILLAGE DE SAINT-CERGUES, CONCÉDÉES PAR GUILLAUME, ABBÉ DE SAINT-OYEN DE JOUX.

Communiqué par M. F. de Gingins. — Collationné sur un vidimus du 12 décembre 1601, délivré par LL. EE. de Berne, lequel nous a été confié par M. Varidel-Treboux.

Nos frater Guilliermus, Dei et Apostolice Sedis Gratia, humilis abbas monasterii Sancti Eugendi Juriensis, ordinis Sancti Benedicti, Lugdunensis Diocesis, totusque ejusdem loci c on ventus. Notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos, considerata utilitate nostra et profectu, burgensibus et habitatoribus seu venientibus ad habitandum et commorantibus in Castro nostro Sancti Cirici et infra receptum, Seu in

Burgo aut in Burgis circa dictum castrum nostrum, excogitavimus et volumus Franchesiam dare Seu libertatem durandam ipsis pacifice et quiete.

Imprimis siquidem volumus, statuimus et ordinamus quod predicti burgenses seu habitatores in Burgis seu recepto, sint franchi, liberi et immunes ab omni thalia, exactione et complenta nisi de ipsorum procederit voluntate; retinendo tamen in ipsis burgensibus et habitatoribus in predictis locis, ut ipsi bampnum Sibi impositum nomine nostro ex quacumque causa (tamen rationabili) impositum nobis solvere teneantur, nisi se legitime potuerint excusare.

Si vero unus alteri sanguinem violentum fecerit quoquomodo, pena sexaginta solidorum a nostro preposito seu nuncio poterit condamnari.

Qui vero alium percusserit de pugno, persolvat tres solidos.

Qui vero de palma quinque solidos.

Qui vero de pede, septem solidos.

Et quilibet ictus quorumlibet membrorum predictorum in pena pretaxata, si probari poterit duobus testibus, punietur.

Si quis vero nostrorum burgensium alterum appellaverit latronem, proditorem, leprosum vel fœtidum, nobis pro solo verbo excesso quinque solidos persolvat; et quod loquimur de hominibus, de mulieribus intelligimus illud idem.

Et plus, quod si vir, vel mulier aliam mulierem meretricem vocaverit, si conjugata fuerit, solvat decem solidos; si vero non fuerit conjugata, in quinque solidos puniatur.

In omnibus predictis emendam faciendo competentem parti injuriam passe ad arbitrium proborum ville.

De fornicantibus vero volumus ordinare quod secundum usum et consuetudinem terre Gebennensis existentis citra lacum Gebennensem, reprehensi in fornicationibus puniantur.

Qui vero gladium quemcunque contra alium levaverit, in septem solidos puniatur, et si vero percusserit, modus et percussio attendatur et puniantur secundum delictum.

Cetera vero que ad commercia pertinent et que possunt puniri ex instructione patrie seu consuetudinis approbate in circum morantibus Burgis, illis instructionibus et consuetudinibus adjunctis relinquantur.

Item volumus quod dicti burgenses non possint per nos vel gentes nostras extrahi extra predictum Castrum Sancti Cirici ad judicium pro aliquo casu nisi sit criminalis, sed in ipso loco eisdem justicia tribuatur.

Item volumus quod predicti burgenses possint et valeant ponere ad libitum sue voluntatis, quatuor probos homines dicte ville, qui possint gubernare communia et ponere penam propria auctoritate duodecim denariorum, prout eisdem videbitur, expedire. Cujus pene nobis sit medietas, et reliqua pars pro communi utilitate dicte ville sit.

Item volumus quod nos, nec gentes nostre capere non possimus animalia, gallinas seu poleas, nec alia bona dictorum burgensium contra suam voluntatem, dum ipsi vendere voluerint pro communi et justo pretio.

Item statuimus quod si quis ad falsam mensuram vendiderit, nobis pro dicto forefacto in sexaginta Solidos solvere teneatur.

Item non possumus nec debemus ab eisdem burgensibus emendas recipere vel levare, nisi sit casus criminalis, vel nisi clamor ad nos vel gentes nostras devenerit, exceptis de casibus supra dictis.

Item volumus quod dicti burgenses non teneantur de forefacto liberorum vel familie sue, nisi ipsi burgenses sint in delicto consentientes, participes et consortes.

Item non possumus nec debemus contra predictos burgenses inquirere super aliquo casu, nisi in casu criminali, vel nisi aliquis de ipsis conqueratur, seu de ipso casu sint diffamati.

Item statuimus quod si liberi dictorum burgensium ad invicem debellantes, minores tamen duodecim annorum, et sanguinem ad invicem fecerint, quod nobis in aliquo non teneantur.

Item volumus quod si dicti Burgenses pro aliquo casu caperentur, nisi sit casus criminalis, et ipsi velint fidejubere, vel obligare bona sua, dum tamen fidejussio vel obligatio bonorum sit sufficiens secundum delictum, quod ipsi non capiantur nec valeant capi.

Item volumus quod unus burgensis non possit esse causidicus seu advocator contra alium pro alio non burgensi.

Item volumus quod dicti burgenses semper habeant cursum et usum suum in Juriis et nemoribus existentibus in limitationibus dicti Castri Sancti Cirici, absque aliquo tributo nobis persolvendo.

Item volumus quod quator probi homines qui electi sunt ad regendam communitatem ville, ponant et ponere valeant annis singulis, si voluerint, Missellerium quem presentent Castellano nostro, et qui Missellerius juret, in presentia dicti castellani, bene et fideliter officium suum facere et exercere.

Expeditis illis que ad personas pertinent, de rebus burgensium et habitantium in predictis locis et de suis hereditatibus sic ut sequitur duximus ordinandum.

Primo de Domibus volumus et sic ordinamus, quod quilibet nobis solvat, pro una Theysa, quatuor denarios Gebennenses annuatim, in festo Beati Michaelis Archangeli.

Et de Casalibus in quibus domus non sunt constructe, pro qualibet Theysa tres denarios, et cum domus in eisdem edificate et constructe fuerint, pro qualibet Theysa solvere teneantur quatuor Denarios, ut dictum est.

Item volumus quod quilibet burgensium et habitatorum principalis tamen in domo habeat et possideat ipse et heredes sui perpetuo duos mansos terre, qui mansus contineat quindecim posas terre taxatas per nuncios nostros fideliter, et cum de terris illis ad prata voluerit redigere aliquis sibi, super hoc damus plenariam potestatem.

Domos vero, hortos, terras, prata seu etiam excertagia facta in Juriis nostris limitationis dicti Castri, pro suo libito volun-

tatis unus alteri existenti tamen in nostro Dominio vendere potuerit et alienare quoquo modo, retentis tamen nobis et nostris successoribus Laudibus et Vendis in eisdem. Et quia dictos mansos sibi damus franchos et liberos, excepta solutione decimarum, a qua nullum cujusque conditionis existat volumus liberari quin integre decimam persolvat.

Item volumus, statuimus et etiam ordinamus quod si aliquis burgensium vel habitantium se transferre vellet ad alium Dominium, locum nostrum et nostrum dominium penitus relinquendo, domos suos, sive lapidee fuerint sive lignee, ac etiam hereditates suos quascunque possint vendere cuique existenti tamen sub jurisdictione et potestate nostra, retentis nobis et nostris successoribus laudibus et vendis, ita quod emptor et venditor quilibet unum de duodecim nobis persolvat denarium Gebennensem.

Furna vero et molendina sive aliqua alia edificia que ad usum pertinent, nullus ibi edificare poterit nisi nos, et volumus quod furnagia persolvantur ad usum et consuetudinem furnagiorum illorum de Nyviduno, et molendina tales eminas contribuant, quales consueverunt dare in molendinis patrie Gebennensis.

Volentes etiam Burgenses nostros et habitatores de Furno, molendino et mensura tenere ad usum et consuetudinem quibus tenere consueverunt temporibus retroactis[1].

De calvacatis vero volumus sic ordinari quod burgenses et habitantes in predictis locis non teneantur exire, nec....... in dictis calvacatis nostris nisi fuerit in nostro facto proprio, nec potuerunt existentes in predictis locis tam franchi quam equitantes teneri sequi vexilla nostra cum suis propriis sumptibus et expensis, primo prandio excluso, si ipsis indigeremus, tunc tenemur eisdem victualia ministrare personis competenter.

Vinum vero quilibet ipsorum predictorum burgensium ha-

[1] Les articles ci-après ne se trouvent pas reproduits dans le vidimus de l'an 1601.

bere et vendere poterit secundum fertilitatem anni, salvo mense Augusto ; cujus mensis venditionem vini nobis retinemus, et si forte aliquis venditor predictum vinum suum inceperit vendere, in concordiam illud determinandum committet de venditione dicti vini trium proborum virorum, nisi possit concordare gratiose, alias ille venditor nobis sexaginta solidos solvere tenetur.

Item volumus manutenere bampnum et franchesiam Sancti Cirici per locum qui vocatur...

Item volumus quotiescumque per nos instituetur Castellanus in dicto Castro Sancti Cirici, quod in sua creatione ipse Castellanus teneatur jurare predictis burgensibus de observando bene et fideliter franchesias predictas predictis burgensibus et habitatoribus presentibus et futuris, per juramenta nostra et sub voto religionis nostre manutenere et custodire promittimus perpetue et inviolabiliter in futurum. Nolumus autem huic facto aliqua exceptionis causa juris vel facti sibi valeat obviare.

In Cujus rei testimonium sigilla nostra presentibus Duximus apponenda.

Acta Decima Die mensis maii, anno domini millesimo trecentesimo quinquagesimo septimo.

46

1359, 14 juillet.

CONFIRMATION GÉNÉRALE DES FRANCHISES DE MOUDON, PAR AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE.

Nouveau recueil de Moudon. vidimus de Tissot.

Nos Amedeus comes Sabaudie, dux Chablasii et Auguste et in Italia marchio, dominusque terre Vuaudi, rei geste notitiam pagine presentis serie pandimus et testamur, die presenti, ad nostri presentiam accedentes nobiles, burgenses et incole ville

nostre de Melduno, castellanie et districtus ejusdem loci, fideles nostri dilecti, nobis humiliter supplicaverunt ut libertates, franchesias, privilegia, immunitates et consuetudines, per inclitarum recordationum dominos, comitem Amedeum avum, et dominum Ludovicum de Sabaudia dominum Vuaudi, et Catherinam de Sabaudia dicti domini Ludovici filiam nunc uxoremque fratris nostri carissimi domini comitis Namurcensis, avunculum et sororem nostros carissimos, nostros predecessores in terra et baronia Vuaudi, quam baroniam et terram Vuaudi dicta domina Catherina venditionis titulo in nos et nuper transtulit, eisdem confirmare et de novo concedere dignaremur ; ecce siquidem laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis diuturnis temporibus dominis et predecessoribus nostris et nobis etiam successive per dictos nostros Nobiles, burgenses et incolas ville et castellanie de Melduno cum plene dilectionis affectu factis hactenus etiam nuper et impensis hilariter et quomodo naturalis dilectionis aculeo letus in eorum sinum noster animus requiescit, et de die in diem fervet ad nos in eis ardor propensior et sincerus ad amoris et fidei uberes exitus et effectus; idcirco predicta servitia in nostre mentis consideratione revolventes, deliberatione prehabita cum certis nostris proceribus et consiliariis, omnia et singula privilegia, libertates, franchesias immunitates et consuetudines per prenominatos avum, avunculum, dominam Catherinam sororem, una cum bone memorie domina Isabella de Cabillone coniuge dicti avunculi nostri, vna etiam cum dicto fratre nostro carissimo domino comite Namurcensi, vel sine ipsis, fidelibus nostris concessas et concessa pro nobis et nostris heredibus et successoribus in Sabaudie comitatu terraque Vuaudi, confirmamus, emologamus et de novo concedimus in omnibus et per omnia prout et quemadmodum in dictis privilegiis, franchesiis, libertatibus et consuetudinibus plenius est descriptum ; promittentes pro nobis et nostris per juramentum nostrum ad sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, et sub bonorum

nostrorum yppotheca, predicta privilegia, libertates, consuetudines et franchesias ipsis nobilibus burgensibus et incolis nostris et eorum posteritatibus inviolabiliter observare et facere integre observare secundum eorum continentiam et tenorem; Mandantes et precipientes expresse balliuo castellano Melduni, ceterisque Vuaudi nostris officiariis presentibus et futuris quibuscumque, quatenus dicta privilegia, franchesias, immunitates observent et faciant inviolabiliter observari, quatenus nostre indignationis voluerint incursum evitare. Datum in Castro nostro Morgie, sub nostri magni sigilli munimine, in robur et testimonium premissorum, die decima quarta mensis julii, anno domini millesimo tricentesimo quinquagesimo nono.

Per dominum presentibus dominis : Camere, Guillelmo de Balma, Grandimontis, de Aquis et Cancellario.

On trouve aux archives de la ville de Morges, layette DDD nº 4, un vidimus de la confirmation du 14 juillet 1359, contenant le texte complet des franchises de Moudon, telles qu'elles ont été publiées ci-dessus à la date du mois de septembre 1285. Ce vidimus a été délivré, le 10 octobre 1362, par ordre de Jean de Blonay, bailli de Vaud.

On lit au dos du vidimus l'inscription suivante : *Les libertés et franchises du pays pour la ville de Morges*, 1359. Cette inscription a été surchargée et transformée plus tard, comme suit : *Les libertés et franchises du pays de Vaud, appelée la Chartre, accordée par Amédée comte de Savoye, le 14 juillet* 1359. Nous la citons ici, parce qu'elle paraît démontrer que les franchises de Moudon avaient été accordées à la ville de Morges, et qu'elles étaient considérées comme des franchises générales pour le Pays de Vaud.

47

1359, 14 juillet.

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME EN FAVEUR DE LA VILLE DE ROMONT LES LIBERTÉS ET FRANCHISES QUI LUI ONT ÉTÉ ACCORDÉES PAR SES PRÉDÉCESSEURS.

Archives de la ville de Romont, tiroir II, Nº 5.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablaisii et Auguste et in Ytalia marchio, dominusque terre Vuaudi, rei geste noti-

ciam pagine presentis serie pandimus et testamur, die presenti ad nostri presenciam accedentes nobiles, burgenses et incole ville nostre de Rotondomonte, castellanie et districtus ejusdem loci, fideles nostri dilecti, nobis humiliter supplicarunt ut libertates, franchesias, privilegia, immunitates et consuetudines per inclitarum recordacionum dominos comitem Amedeum, avum, et dominum Ludovicum de Sabaudia, dominum Vuaudi, et Katerinam de Sabaudia, dicti domini Ludovici filiam, nunc uxoremque fratris nostri carissimi domini comitis Namurcensis, avunculum et sororem nostros karissimos, predecessores nostros in terra et baronia Vuaudi, quam baroniam et terram Vuaudi dicta domina Katerina vendicionis titulo in nos et nuper transtulit, eisdem confirmare et de novo concedere dignaremur; ecce siquidem laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis diuturnis temporibus dnis et predecessoribus nostris et nobis eciam successive per dictos nostros nobiles burgenses et incolas ville et castellanie de Rotondomonte cum plene dilectionis affectu factis hactenus etiam nuper et impensis, ylariter et quomodo naturalis dilectionis aculeo letus in eorum sinum noster animus requiescit et de die in diem fervet ad nos in eis ardor propensior et sincerus ad amoris et fidei uberes exitus et affectus, idcirco predicta servicia in nostre mentis consideracione revolventes, deliberatione prehabita cum certis nostris proceribus et consiliariis, omnia et singula privilegia, libertates, franchesias, immunitates et consuetudines per prenominatos avum, avunculum, dominam Katerinam sororem una cum bone memorie domina Ysabella de Cabilone, conjuge dicti avunculi nostri, una eciam cum dicto fratre nostro karissimo domino comite Namurcensi vel sine ipsis, ipsis fidelibus nostris concessas et concessa pro nobis et nostris heredibus et successoribus in Sabaudie comitatu terraque Vuaudi confirmamus, emologamus et de novo concedimus in omnibus et per omnia, prout et quemadmodum in ipsis privilegiis, franchesiis, libertatibus et consuetudinibus

plenius est descriptum. Promittentes etc. Mandantes etc. Datum in castro nostro Morgie, sub nostri magni sigilli munimine in robur et testimonium premissorum, die decima quarte mensis julii, anno Domini millesimo CCC° quinquagesimo nono.

Per dominum presentibus dominis: Camere, Grandimontis, Guill. de Balma, de Aquis, Jo. Kavaisii cancellario.

48

1359, 14 juillet.

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, ACCORDE A LA VILLE DE ROMONT LES MÊMES FRANCHISES QU'A LA VILLE DE MOUDON.

Archives de la ville de Romont, tiroir II, N° 5.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis presens scriptum inspecturis, quod nos inclite memorie predecessorum nostrorum acta gestaque insequi cupientes, et merito jura sive libertates procerum de Melduno et etiam franchesias et consuetudines ejusdem loci, prout in sequentibus apparebant, confirmamus et concedimus dilectis gentibus nostris de Rotondomonte, pro nobis heredibus successoribus nostris assignatis et assignandis. Hec sunt scilicet jura seu libertates, franchesie sive consuetudines de Melduno, que secuntur......

Suit le texte des franchises conforme aux franchises de 1285.

L'acte se termine comme suit :

In cujus rei testimonium, nos Amedeus comes predictus perpetuo ratifficando premissa, quia predictis burgensibus voluimus et volumus graciam facere specialem, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum Morgie, quartadecima die mensis Julii, anno Domini millesimo CCC° quinquagesimo nono.

Voruz.

Per dominum presentibus dominis : Camere, Guillelmo de Balma, Grandimont. de Aquis, Serrate, Jo Kavaisii, cancellario, et Ay. de Pontevitreo.

Grand sceau équestre, pendant à des cordons verts.

49

1359, 14 juillet.

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME EN FAVEUR DES HABITANTS DE VAULRUZ LES LIBERTÉS ET FRANCHISES QUI LEUR ONT ÉTÉ CONCÉDÉES PAR SES PRÉDÉCESSEURS.

Archives de Vaulruz, copie.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablesii et Auguste et in Italia marchio dominus terre Vaudi, rei geste notitiam pagine presentis serie pandimus et testamur, die presenti ad nostri presentiam accedentes nobiles, burgenses et incole ville nostre de Vaulru, castellanie et districtus ejusdem loci, fideles nostri dilecti, nobis humiliter supplicaverunt ut libertates, franchesias, privilegia, immunitates et consuetudines per inclite recordationis dominum Ludovicum de Sabaudia, dominum Vaudi, et Catharinam de Sabaudia dicti domini Ludovici filiam nunc uxorem fratris nostri charissimi domini comitis Namurcensis, avunculum (et sororem) nostros charissimos, predecessores in terra et baronia Vaudi, quam baroniam et terram Vaudi dicta domina Catharina venditionis titulo in nos nuper transtulit eisdem confirmare et de novo concedere dignaremur. Ecce siquidem laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis diuturnis temporibus dominis et predecessoribus nostris et nobis etiam successive per dictos nostros nobiles, burgenses et incolas ville et castellanie de Vaulru, cum plene dilectionis affectu functis hactenus etiam nuper impensis hilariter et quo modo naturalis dilectionis aculeo letus in eorum sinum

noster animus requiescit et de die in diem fervet ad nos in eis ardor propensior et sincerus ad amoris et fidei uberes exitus et effectus. Idcirco predicta servitia (in nostre mentis consideratione revolventes, deliberatione prehabita cum certis nostris proceribus et consiliariis, omnia et singula privilegia, libertates, franchesias, immunitates et consuetudines) per prenominatos (avum), avunculum, dominam Catharinam sororem nostram, una cum bone memorie Isabella de Cabilone conjuge dicti avunculi nostri, una etiam cum dicto fratre nostro charissimo comite Namurcensi, vel sine ipsis, dictis fidelibus nostris concessas et concessa pro nobis ac nostris heredibus et successoribus in Sabaudie comitatu terraque Vaudi, confirmamus, ratificamus, emologamus ac de novo concedimus in omnibus et per omnia prout et quemadmodum in dictis privilegiis, franchesiis, libertatibus et consuetudinibus plenius est descriptum. Promittentes pro nobis et nostris, per juramentum nostrum ad sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum et sub bonorum nostrorum hypotheca, dicta privilegia, libertates, consuetudines et franchesias ipsis nobilibus, burgensibus et incolis nostris et ipsorum posteritatibus inviolabiliter observare et facere integre observari secundum tamen eorum continentiam et tenorem. Mandantes et precipientes exprèsse ballivo, castellano de Vaulru, ceterisque nostris Vaudi officiariis presentibus et futuris quibuscunque, quatenus dicta privilegia, franchesias, immunitates, consuetudines et libertates observent et faciant inviolabiliter observari quantum nostre indignationis voluerint incursum evitare. Datum in castro nostro Morgie, sub nostri magni sigilli munimine in robur et testimonium premissorum, die decima quarta mensis julii, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo nono.

50

1359, 14 juillet.

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME, EN FAVEUR DES HABITANTS DE LA VILLE DES CLÉES, LES PRIVILÉGES, FRANCHISES ET COUTUMES QUI LEUR ONT ÉTÉ ACCORDÉS PAR SES PRÉDÉCESSEURS.

L'original de cette charte donnée à Morges en même temps que les précédentes, ne se trouve plus aux archives des Clées. Mais on y retrouve une traduction française, certifiée par J. Bonet, notaire, qui démontre que le texte latin était conforme à celui des chartes qui précèdent.

51

1359, 14 juillet.

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME, EN FAVEUR DES HABITANTS DE LA VILLE DE RUE, LES PRIVILÉGES ET FRANCHISES QUI LEUR ONT ÉTÉ ACCORDÉS PAR SES PRÉDÉCESSEURS, EN Y AJOUTANT DEUX CLAUSES SPÉCIALES.

Archives de la commune de Rue.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablasii et Auguste et in Ytalia marchio, dominusque terre Vuaudi, rei geste noticiam pagine presentis serie pandimus et testamur, die presenti ad nostram presentiam accedentes, nobiles, burgenses et incole ville nostre de Rota, castellanie et districtus ejusdem loci, fideles nostri dilecti, humiliter supplicaverunt ut libertates, franchesias, privilegia, immunitates et consuetudines per inclitarum recordationum dominos comites Amedeum, avum, et dominum Ludovicum de Sabaudia, dominum Vuaudi, et Katherinam de Sabaudia, dicti domini Ludovici filiam, nunc uxorem consanguinei nostri carissimi domini comitis Namurcensis, avunculum et sororem nostros, carissimos predecessores nostros in terra et baronia Vuaudi, quam Baroniam et

terram Vuaudi dicta domina Katherina venditionis titulo nuper transtulit, eisdem confirmare... dignaremur. Ecce siquidem laubabiliores et profonde fidelitatis obsequiis diuturnis temporibus dominis et predecessoribus nostris et nobis etiam successive per predictos nostros nobiles, burgenses et incolas ville et castellanie de Rota, cum plene dilectionis affectu exhibitis etiam et impensis ylariter, et quomodo naturalis dilectionis aculeo letus in eorum sinum noster animus quiescit, et dum fervet ad nos in eis ardor propensior et sincerus ad amoris et fidei uberes exitus et effectus; idcirco predicta servicia in nostre mentis consideratione revolventes, deliberatione prehabita cum certis nostris proceribus et consiliariis, omnia et singula privilegia, libertates et franchesias, immunitates et consuetudines, per prenominatos avum, avunculum, dominam Katherinam sororem, una cum bone memorie domina Ysabella de Cabillone, conjuge dicti avunculi nostri, una etiam cum dicto fratre nostro carissimo domino comite Namurcensi, vel sine ipsis, fidelibus nostri de Rota ac etiam de Melduno concessas et concessa, pro nobis et nostris heredibus et successoribus in Sabaudie comitatu terraque Vuaudi, concedimus, confirmamus, ratificamus, emologamus et de novo tradimus in omnibus et per omnia predictis nostris nobilibus, burgensibus et incolis nostre ville predicte de Rota, pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque, prout et quemadmodum in dictis privilegiis, franchesiis, libertatibus et consuetudinibus plenius est descriptum. Promittentes pro nobis et nostris per juramentum nostrum ad sancta dei evangelia corporaliter prestitum, et sub bonorum nostrorum ypotheca, dicta privilegia, libertates, consuetudines et franchesias ipsis nobilibus, burgensibus et incolis nostris et eorum posteritatibus observare et facere integre observari, secundum tamen eorum continentiam et tenorem. — Item, nos prefatus comes, de gratia speciali, etiam ad ipsorum supplicationem, eisdem concedimus et laudamus tenore presentium, usum suum quod habent in

nemore dicto *dou Deven* de Rota, una cum pascuis ipsorum, prout dictum usum et predicta pascua tempore preterito consueverunt possidere. — Confitentes nos comes predictus quod habitantes dicte ville de Rota aut ipsorum heredes non tenentur solvere in futurum aliquod tributum pro tabernariis, macellariis, bolengeriis et suttoribus dicte ville nostre de Rota, quia tempore preterito ibidem sic fuit assuetum. — Mandantes et precipientes expresse baillivo, castellano Rote, ceterisque Vuaudi nostris officiariis presentibus et futuris quibuscunque, quatenus dicta privilegia, franchesias, immunitates, consuetudines et libertates, observent et faciant inviolabiliter observare, scilicet cum nostre indignationis voluerint incursum evitare. Datum in castro nostro Morgie, sub nostri magni sigilli munimine in testimonium premissorum, die quatuordecima mensis julii, anno domini millesimo trecentesimo quinquagesimo nono.

Per dominum presentibus dominis Grandimontis, Guillelmo de Balma, Serrate et Cancellario.

Grand sceau pendant en cire brune.

52

1362, 26 octobre.

LETTRE D'AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, PORTANT QUE LE MANDAT PUBLIÉ AU SUJET DE LA NOUVELLE MONNAIE NE PORTE POINT PRÉJUDICE AUX PRIVILÉGES ET LIBERTÉS DU PAYS-DE-VAUD.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis quod cum pro parte dilectorum nobilium, burgensium, universitatum, villarum et personarum aliarum terre nostre Vaudi fuerit propositum coram nobis quod castellanus noster Yverduni nuper in nundinis dicti loci fecit publice preconizari, sub pena seu banno sexaginta solidorum Lausannensium, quod

quilibet capiat monetas nostras novas ad denariatas suas quascunque, quas cridas et bannorum impositiones dicti conquerentes in eorum prejudicium et suarum libertatum et privilegiorum asserunt esse factas, cum, ipsarum libertatum vigore, sine burgensium nostrorum predictorum consilio banna non possint sicut asserunt imponi, per nos sibi de salubri remedio provideri supplicantes, nos igitur, ipsos volentes favoribus prosequi gratiosis, ipsorum parte factis nobis super his supplicationibus inclinati, volumus et concedimus eisdem quod per cridas predictas et bannorum impositiones dictis nostris burgensibus, habitantibus et personis aliis dicte terre seu privilegiis, libertatibus et franchesiis ipsorum per nos concessis et confirmatis nullum prejudicium generetur in futurum, nec contra ipsos ad aliquam consequentiam trahi possint ; volumus tamen quod dicte nostre monete implicentur ibidem. Datum in Ponte vele, die vigesima sexta octobris, anno domini millesimo tercentesimo sexagesimo secundo, per dominum relatione dominorum Ludovici, Ravoirie, et Girardi de Estreis, cancellarii.

53

1364, 12 juin.

LES FRANCHISES DE NYON AYANT ÉTÉ CONSUMÉES PAR UN INCENDIE, AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, ACCORDE A LA VILLE DE NYON LES MÊMES FRANCHISES QU'A CELLE DE MORGES.

Suit le texte des franchises qui sont semblables à celles de Moudon. Le jour du marché est fixé au jeudi. *Datum Chamberiaci, die duodecima mensis Junii, anno domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto.*

Archives de Nyon, Recueil de franchises, N° 3. Ancienne copie contenue dans un cahier de parchemin.

54

1364, 12 juillet.

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME LES FRANCHISES, LIBERTÉS ET PRIVILÉGES DE LA VILLE DE NYON. *Datum Chamberiaci, die duodecima mensis julii, anno domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto.*

Archives de Nyon, Recueil de franchises, N° 5.

En comparant cette pièce avec la confirmation précédente du 12 juin de la même année, on peut remarquer que, quoique le contenu n'en soit point identique, il y a cependant de telles analogies dans les notations, qu'il est permis de supposer que ce ne sont que des expéditions différentes d'un seul et même acte. Les mêmes témoins sont indiqués dans les deux pièces.

55

1365, 29 octobre.

REVERSALE D'AMÉDÉE, COMTE DE SAVOIE, AU SUJET D'UN DON DE 500 FLORINS FAIT PAR LES HABITANTS DE MOUDON, A L'OCCASION DE LA VENUE DE L'EMPEREUR CHARLES.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum fieri volumus tenore presentium universis, quod cum dilecti fideles nostri burgenses, habitatores et incole ac singulares persone loci nostri Melduni, pro se et aliis hominibus et personis dicte Castellanie in quibus juriditionem habemus, quingentos florenos auri boni ponderis, ratione adventus domini nostri carissimi domini Karoli imperatoris Romani, nobis ad nostri requisitionem concesserint generose : hinc est quod nos ipsos homines et personas volentes in suis bonis usibus et consuetudinibus

perpetuo confirmare, hujusmodi concessionem nobis factam trahi vel adduci nolumus ad consequentiam in futuro, nec eis propter hoc nisi quantum de consuetudine vel jure adstricti forent, prejudicium aliquod generari. Datum Morgie, die vigesima nona octobris, anno domini millesimo trecentesimo sexagesimo quinto.

Per dominum presentibus dominis, Preposito Montis Jovis, Guillelmo de Grandissone, Girardo de Sancto Canisio et Ballivo Vuaudi.

Signatum, Jo. Rauais.

Le sceau en cire rouge.

56

1370, 7 juillet.

FRANCHISES ACCORDÉES A LA VILLE DE VEVEY PAR AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE.

Archives de Vevey, lay. 1, paq. 1, N° 3.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablasii et Auguste, in Italia marchio et princeps. Notum tenore presentis et paginam cunctis intuentibus ac lucidum fieri volumus per presentes, quod hodie ad nostri presentiam accedentes fideles nostri dilecti homines utriusque sexus, tam nobiles, burgenses quam incole communitatis et universitatis ville Viviaci, dominii et territorii loci ejusdem, nobis humiliter supplicaverunt ut cum ipsi et eorum predecessores usque nunc sub regimine, umbraculo et protectione nostris dominorum et predecessorum nostrorum vixerunt et sua consummaverunt tempora, ac provincie consuetudinibus usi fuerunt, absque eo quod a nobis seu dominis et predecessoribus nostris aliqua privilegia, libertates, franchesias et immunitates habuerint vel obtinuerint que in scriptis posita fuerunt et redacta, eisdem et eorum posterita-

tibus, franchesias, libertates et immunitates et privilegia infrascripta dare et concedere ac largiri de speciali gratia dignaremur; quod nos attendentes et in nostre mentis considerationem revolventes grata et accepta servitia tam inclitarum recordationum dominis et predecessoribus nostris quam nobis per nunc nobiles, burgenses et incolas dicte ville Viviaci et eorum predecessorum facta et impensa quoque cordis desiderio operis etiam et affectu in nostris serviciis uberioribus affectibus se exponunt, volentes eisdem pro meritis respondere ut de die in diem ad nobis et nostris serviendum se reddant pronttiores, ipsa villa Viviaci populetur, locupletetur, perspicuum recipiat incrementum, ipsis nobilibus, burgensibus et incolis dicte ville dominii et territorii eiusdem et eorum posteritatibus, pro nobis et nostris successoribus in Sabaudie comitatu, donamus, concedimus et largimur de gratia speciali, libertates, franchesias, immunitates et privilegia que sequuntur:

1. In primis namque eisdem burgensibus et habitantibus incolis ville Viviaci eorumque posteritatibus concedimus et largimur quod nulle pene imponantur burgensibus et habitantibus dicte ville infra dictum locum Viviaci, dominium et territorium ejusdem, nisi duntaxat banna consueta.

2. Item quod nos seu officiarii nostri non possimus barrare nec aliquem accusare seu pignorare, nisi ad clamam alterius persone et cognitionem proborum hominum ville Viviaci, nisi tamen pro facto nostro, videlicet pro redditibus nostris et bannis cognitis.

3. Item quod nos seu officiarii nostri non possimus nec debeamus convenire nec in diem trahere extra villam Viviaci, territorium et dominium ejusdem aliquam personam cum ibidem juriditionem habeamus, nisi pro appellatione; quam appellationis causam possimus committere videlicet secundam ubi voluerimus citra montes.

4. Item volumus et eis concedimus et largimur quod si aliqua appellatio fiat per aliquem, quod ipsa appellatio videlicet

prima determinetur coram ballivo nostro Chablasii vel ejus locumtenente apud Villamnovam Chillionis, secundum Lausannensem constueudinem.

5. Item eisdem concedimus et largimur, sic ut supra, quod nos seu nostri heredes et successores non possimus nec debeamus a dictis burgensibus incolis et habitantibus ville Viviaci aliquam exactionem, exchetam vel commissionem petere vel exigere, tam ratione contractuum usurariorum quam alia quacunque causa, nisi in casibus furti, homicidii vel proditionis, exceptis rebus et feudis a nobis moventibus quavis causa, in quibus jus habeamus quod habemus secundum patrie consuetudinem.

6. Item quod officiarii nostri in dicta villa non possint aliqua pignora emere nec cessionem contra subditos nostros Viviaci accipere, sui officii regimine durante.

7. Item quod carnifices habitantes in Viviaco, dominio et territorio loci eiusdem carnes ad pondus vendere debeant ac etiam teneantur, prout solitum est in dicta villa et locis circonvicinis ; et si quis contra fecerit, bannum quinque solidorum committat nobis applicandum, quotiens contra predicta per quemcunque extiterit attentatum.

8. Item quod assignationes dietarum et cause que ibi tenebuntur et ventilabuntur successu temporis exnunc, teneantur diebus sabbati et mercurii prout et quemadmodum solitum est, videlicet ab ortu solis usque ad exitum magne misse perochialis ecclesie ville Viviaci, excepto quod in casibus criminalibus teneantur et teneri debeant singulis horis diei quibus nos vel officiarii nostri viderimus et cognoverimus expedire.

9. Item quod nulla persona cujuscunque gradus, status et conditionis existat, possit, valeat et sibi liceat emere aliquas denariatas, nisi diebus fori et nundinarum in villa, dominio et territorio dicte ville Viviaci, nisi prius celebrata missa capelle Venerabilis Crucifixi porte fori Viviaci, nobis et officiariis nostris exceptis quibus licitum sit denariatas emere omni hora

diei pro sue libito voluntatis. Et qui contra predicta, nobis et officiariis nostris exceptis sicut supra, facere et attentare presumpserit, bannum trium solidorum incurrat, quod bannum nobis debeat applicari. Concedimus etiam eisdem sub dicto banno nobis committendo et applicando, quod nullus quicunque sit, nobis tamen et officiariis nostris exceptis, audax sit, presumat vel attentet in dictis diebus fori et nundinarum aliquas denariatas emere vel vendere nisi in platea Mali Consiglii usque lacum, et non intendimus tamen quod bannum hujusmodi contra venditorem intelligatur, sed duntaxat contra emptorem, si porte in contrarium faciant vel veniant quoquomodo.

10. Item quod nemo propter aliqua denunciata sua ponatur ad torturam seu *regiquinam,* nisi per cognitionem proborum hominum in curia existentium et assistentium et presentibus et audientibus tribus probis hominibus dicte ville Viviaci.

11. Item quod omnes et singuli habitantes et incole ville dominii et territorii Viviaci sexus utriusque cujuscunque conditionis existant possint et sibi liceat de bonis suis disponere et ordinare pro sue libito voluntatis. Et si aliquis intestatus decesserit eidem succedere possint illi de progenie sua usque ad quintum gradum, juribus nostris secundum patrie consuetudinem in rebus feudalibus et nostris dominiis salvis.

12. Item quod *ly Cossons* idest revenditores piscium non possint nec debeant in piscibus quos ement lucrari nisi unum denarium pro solido, nec custodire debeant pisces recentes nisi per unam diem, et si secus fecerint bannum decem solidorum incurrant nobis sine remissione aliquali applicandum. Et ulterius pisces quos ement infra dictam villam seu a medio lacus usque Viviacum, teneantur et debeant apportare antequam alibi ipsos venditioni exponant, et hoc sub banno decem solidorum supradicto per eos committendo, si contra fecerint, et nobis ut premittitur applicando. Concedimus etiam eisdem quod dicti Cossones in presentia burgensium et habitantium

Viviaci, vel ipsis presentibus, pisces non possint nec debeant emere nisi de ipsorum burgensium voluntate, usque dicti burgenses de dictis piscibus emerint si emere voluerint, nobis et officiariis nostris a predictis exceptis, qui officiarii nostri pro nobis ab ipsis de dictis piscibus emere possint, si et quosdam voluerint, pro sue libito voluntatis.

13. Item quod quicunque fuerit burgensis vel incola ville Viviaci supradicte possit emere et habere denariatas que venditioni exponuntur pre cunctis aliis non burgensibus, sub pretio pro quo venditioni exponerentur et darentur, nobis et nostris officiariis exceptis et non inclusis in forma et continentia articuli supradicti.

14. Item quod ille qui deportabit pagam seu solutionem tabernarii, invito tabernario et bannum imponente, teneatur nobis in banno consueto, videlicet trium solidorum si tamen per duos testes hoc probetur.

15. Item quod si aliquis faciat de aliquo extraneo clamam indebite, ipse sic clamam faciens solvere teneatur expensas quas faciet ille de quo clama fiet, ad moderationem officiariorum nostrorum et proborum virorum dicte ville.

16. Item quod nullus officiarius qui pro tempore fuerit ibidem possit, debeat nec sibi liceat, durante officio seu regimine, advocare in judicio preterquam pro facto domini principali.

17. Item quod si forte aliqua persona absque cognitione detinetur vel accipietur de nocte, quod ipse detentus in crastinum hora assignationis dierum et dietarum remittatur franchesie Viviaci ad custodiendum, utrum delinquerit vel ne.

18. Item quod nulle preconizationes fieri possint infra villam, territorium et dominium Viviaci, nisi per cognitionem proborum hominum, excepto pro cavalcatis nostris, captione burgensium et incolarum dicti loci seu ruptura mercati.

19. Item quod quilibet mugnerius recipiens blada et ea ad molendinum suum molere volens, sive sit molendinum suum

vel non, teneatur reddere farinam ad mensuram cumulatam, sicut recepit bladum ad mensuram rasam, inclusa et deducta hemina propter eius penam et laborem ; et qui contrarium fecerit pro qualibet vice bannum quinque solidorum incurrat, quod nobis debeat applicari.

20. Item quod in causa in qua curia esset in discordia, et nos vel officiarii nostri consilium habere vellemus ad discordiam concordandam, quod consilium habeamus secundum loci Viviaci solitam consuetudinem.

21. Item quod quicunque fuerint rectores confraternitatum Sancti Spiritus de Viviaco et conceptionis de Burgo Macelli dicti loci, non possint nec debeant esse rectores dum in humanis vixerint nec spatio duorum annorum continuorum, nisi bonum computum reddiderint quolibet anno. Et qui contra fecerint vel se immiscuerint ad redditionem dictarum confraternitatum, pro qualibet vice qua contrarium fecerint, bannum sexaginta solidorum incurrant, quod nobis debeat applicari.

22. Item quod si quis peregrinus vel viator apud Viviacum venerit et ibi intestatus decesserit, bona ipsius debent deponi et per consilium nostrum in manu duorum proborum hominum de Viviaco et etiam custodiri per annum et diem, et si infra annum et diem heres venerit legitimus, debet habere bona predicta, et si vero infra annum et diem heres non venerit qui requirat bona peregrini vel viatoris apud Viviacum defuncti, debent distribui de nostra voluntate.

23. Item si quis venerit apud Viviacum et fecerit ville juramentum et ibi moram fecerit per annum et diem sciente domino suo, nec infra annum et diem fuerit requisitus, burgensis remaneat. Si vero infra annum et diem fuerit requisitus, dominus qui requisierit debet facere rationem. Et si non potest se erga dominum qui eum requirit excusare et dominus ipsum probaverit per duos de paribus suis qui jurent cum domino ipsum esse hominem taliabilem, villa non debet tenere psum pro burgense; potest enim in villa vel infra terminos

ville remanere. Si vero a villa recedere voluerit, ipsum et res suas villa debet conducere per diem et noctem.

24. Item nemo debet capi seu detineri infra villam Viviaci seu terminos et dominium eiusdem, nisi de consilio et cognitione proborum hominum in curia existentium, preterquam latro vel proditor manifestus, homicida vel alius qui manifeste commisit maleficium, pro quo debeat recipere penam corporalem per cognitionem proborum hominum presente nostro castellano.

25. Item quod litigatores et litis participes a regiquina repellantur, idest quod regiquinam referre non debeant neque possint.

26. Item si aliquis garcio vel garcia alicui probo homini vel probe mulieri dixerit aliquod turpe, et ille vel illa dat ei alapam non tenetur nobis in aliquo.

26. Item si quis dixerit alicui : tu es fur vel proditor, nisi dixerit de quo, non tenetur eidem respondere nec in manu nostra vel officiariorum nostrorum assecurare : si vero dixerit de quo, tunc tenetur se deffendere per se vel per nuncium vel aliam excusabilem rationem et in manu nostra vel officiariorum nostrorum assecurare, si super hec fuerit requisitus. Et si qui appellavit retraxerit se ab appellatione sua antequam ipsam affirmaverit in manu nostra vel officiariorum nostrorum, non tenetur nobis nisi in sexaginta solidis et appellatum tenere pro probo negando quod dixit.

27. Item quod si burgensis clamam fecerit de aliquo, non tenetur assecurare nisi in causa appellationis bellicose. Omnes de quibus clama facta est tenentur assecurare vel facere statutum ville.

28. Item macellarii non debent lucrari nisi unum denarium in solido. Macellarii debent exponere et dicere emptori cujusmodi carnes ipsi vendunt, alioquin tenentur nobis in decem solidis Lausannensibus et emptori in quinque solidis Lausannensibus. Macellarius credendus est de emptione carnium su-

per suum juramentum cum uno sequente idem jurando, et si facere noluerit credendum est emptori per suum juramentum. Macellarii non debent custodire carnes recentes nisi a die Sabbati usque ad diem Lune sole occidente, et ita intelligatur de continuatione aliorum dierum. Et si amplius servaverint teneantur nobis in tribus solidis Lausannensibus, et hoc intelligendum est a festo Pasche usque ad festum Beati Michaelis archangeli.

29. Item si quis macellarius renem falsiverit, tenetur nobis in tribus solidis Lausannensibus, et carnes farcitas amittit ad clamam burgensium, nisi sufflauerit inflando.

30. Item si vendiderit carnes animalis morbidi, scilicet in macello consueto, tenetur nobis in sexaginta solidos Lausannenses, si probari possit per duos fidedignos qui jurent illud esse, et nos illos talia facientes ad veritatem dicendam compellere debemus et inquiri facere de premissis.

31. Item bolengeria non debet lucrari nisi duos denarios in cupa frumenti ultra suum capitale et penam.

32. Item nos vel officiarii nostri, quotiens viderimus panem non sufficientem, possint nostri officiarii ipsum accipere et ostendere burgensibus, et si burgenses dixerint panem non sufficientem, officiarii nostri possunt ipsum frangere et dare pauperibus.

33. Item venditores victualium tenentur credere super vadiis que valent tertiam partem ultra creditum, nisi vadium sit laceratum vel sanguinolentum, et de ipsis vadiis possint facere secundum consuetudinem loci.

34. Item quod burgensis potest vadiare in foro et alia die non fori de debito recognito et alias. Si vero vadiatus nega debitum, et vadians potest ipsum probare per duos testes, non debet bannum: alioquin tenetur nobis in sexaginta solidos Lausannenses si vadiaret infra terminos ville.

35. Item de universis clamis factis nobis vel officiariis nostris debemus facere rationem primo conquerenti quam nostrum recuperetur bannum.

36. Si quis fecerit homicidium in villa Viviaci vel infra ejus terminos, non debet remanere in villa neque intrare villam nec terminos ville, nisi evidenti ratione se possit excusare.

37. Item qui intrat ortum vel vilgultum alicujus sine licencia illius cujus ortus sive vilgultum est, nisi sequendo animalia sua, si clausi fuerint tenetur de die nobis in decem solidis Lausannensibus et illi cujus est ortus in quinque solidis Lausannensibus et emenda. Et si solvere non poterit, debet duci seu fustigari nudus per totam villam. Si de nocte intraverit, tenetur nobis in sexaginta solidis Lausannensibus, et illi cujus est ortus in decem solidis Lausannensibus.

38. Item quod officiarii nostri ville Viviaci presentes et futuri et locumtenentes eorumdem in principio sui regiminis jurent ad sancta dei evangelia attendere et observare libertates, franchesias, immunitates et privilegia suprascripta et contenta in eisdem.

39. In omnibus autem aliis casibus et causis predicti burgenses et habitatores Viviaci et eorum posteritates justa consuetudinem Lausannensem utantur.

40. Item quia solutio nobis facienda de infrascripta florenorum quantitate pro necessitatibus dicte ville faciendis, que ut asserunt dicti burgenses aliter solvi et fieri non possent, ipsis burgensibus concedimus longuellum vini et mensuras vini et bladorum et alia emolumenta per ipsos burgenses in villa levari consueta, et hoc spatio quindecim annorum incohandorum in fine similis concessionis de dicto longuello et aliis prescriptis ipsis burgensibus novissime per nos facte.

41. Pro quibus omnibus et singulis per nos dictis de Viviaco concessis ut premittitur et indultis, confitemur habuisse et recepisse per manum Anthonii Championis, fidelis et familiaris nostri dilecti, videlicet mille ducentos florenos auri boni et magni ponderis, qui Anthonius nobis de ipsis computare debebit; de qua florenorum quantitate ipsos de Viviaco solvimus penitus et quittamus.

Quasquidem libertates, franchesias, immunitates et privilegia et omnia et singula suprascripta, nos comes predictus promittimus tenore presentis bona fide pro nobis et nostris ratas et rata, gratas et grata, firmas et firma habere perpetuo et tenere et non aliter facere vel venire, nec contra facere vel venire volentibus consentire palam vel occulte, seu quibusvis coloribus exquesitis prebere auxilium consilium vel assensum, sed potius ea ipsis burgensibus perpetuo inviolabiliter observare, mandantes Balliuis Waudi, Chablasii et ceteris dictorum baronatuum et totius alterius terre nostre Castellanis, Mistralibus ac officiariis et subditis nostris quibusdam tam presentibus quam futuris quibuscunque, dictas immunitates, libertates, franchesias et privilegia et cetera omnia et singula suprascripta per nos dictis burgensibus ut supra universaliter et particulariter indulta et concessa teneant et inviolabiliter perpetuo observent prout jacent, et in suis singulis capitulis atque punctis, inquantum indignationem nostram voluerint perpetuo evitare.

In quorum testimonium, ad majorem omnium predictorum firmitatem, presentes nostras litteras nostri sigilli jubssimus munimine roborari. Datum Morgie, die dominica septima mensis julii, anno domini millesimo trecentesimo septuagesimo.

Per dominum presentibus, Preposito Montis Jovis, G. de Grandissono, Anthelmo domino... Girardo Destres cancellario, Humberto de Columberio, Gasparo de Montemajori, Ay. de Chatonay, militibus; Humberto domino de Fromentes, et Anthonio Champion.

Sceau pendant du comte de Savoie.

57

1371, 23 février.

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, LIBÈRE LES HABITANTS DES CLÉES DES PÉAGES, GABELLES ET TRIBUTS QUI ÉTAIENT RÉCLAMÉS D'EUX, ET CE EN SUITE D'UN DON DE CENT FLORINS D'OR DE BON POIDS FAIT PAR LES DITS HABITANTS DES CLÉES.

Archives des Clées ; ancienne traduction.

Nous Amedé, conte de Savoye, scavoir faisons, que comme ainsy soit que nos chers et féaux bourgeois des Clées, depuis le temps que nostre terre du Pays de Vaud est parvenue en nostre puissance, ayent fait porter et charrier par nostre terre de Vaud plusieurs de leurs marchandises et denrées sans qu'ils ayent payé péage, gabelle ny autres tributz à nous pour ce deubz, quoy que par nos officiers ils en ayent esté requis, contraints et sollicités, disans qu'ils sont francs, exempts et quittes du payement des choses susdites, et qu'iceux ny leurs predecesseurs n'ont jamais payé, ny accoustumé de payer à nos gents et officiers, pour leurs marchandises, péage, gabelle ny autres tributs en tout nostre bailliage du Pays de Vaud,... au contraire disans et affermans que ceux des Clées sont tenus, contraints et astreints au payement du péage, gabelle et autres tributs et de coustume de les payer ; lequel affaire estant examiné par quelques uns de nos conseillers et feaux officiers, touchant ceste immunité par nous à iceux faite, d'autant que nous trouvons par le rapport qu'ils nous en ont fait, qu'iceux nos féaux des Clées sont d'ancienneté en possession de ne payer péage, gabelle et autres tributs en nostre dit bailliage du pays de Vaud, à nous ny banderets ou autres y résidans ; voulans en ceste partie leur faire grace spéciale, afin que le lieu des Clées soit enrichi et peuplé, et que tant plus ils soyent induits de nous servir et les nostres ; nous concedons à iceux

nos bourgeois et à leur postérité par les présentes que doresenadvant ils ne payent ny soyent sollicités de payer en tout nostre dit balliage du Pays de Vaud, péage, gabelle ny autres tributs, pour leurs marchandises et autres leurs denrées qu'ils y amèneront, ains qu'ils soyent francs, comme aussi exempts des choses susdites : mandants par la teneur des présentes aux ballif, chatellains, péageurs et autres nos officiers du même balliage, présents et à venir, qu'ils observent et fassent perpetuellement et inviolablement observer nostre présente concession et toutes et chacune les choses sus escriptes, pour lesquelles ont livré cent florins d'or de bon poids es mains de nostre féal notaire Anthoine Champion, qui nous les devra conter et lesquelles nous confessons avoir réalement reçues. Doné à Morges le vingt-troisième du mois de fébvrier, mille trois centz septante un, soubs notre scel et signature du susdit Anthoine Champion.

58

1375, 14 novembre.

LETTRES PATENTES D'AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE, PAR LESQUELLES LA COMMUNAUTÉ DE NYON EST AUTORISÉE A PERCEVOIR DURANT CINQ ANS DIVERSES IMPOSITIONS, DANS LE BUT DE RÉPARER SES FORTIFICATIONS.

Archives de Nyon, Recueil de franchises, N° 6,

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis quod nos desiderantes singula loca et villas terre nostre fortificari et reparari sufficienter, et potissime villam nostram Nyviduni ad quam et ejusdem nostros burgenses, habitatores et subditos gerimus specialis dilectionis habitu, ut valeant se et sua bona in dictam villam tute retrahere et quum quoslibet nefandorum inimicorum incursus esset opportunum resistere et obviare, considerantes quod ipsi nostri burgenses et habi-

tatores dictas fortificationes et reparationes nec commode nec ita cito ut expedit facere non possent, nisi mediantibus auxiliis et tributis infrascriptis ; ad supplicam et requestam dictorum nostrorum burgensium, habitatorum et subditorum, ipsis burgensibus, habitatoribus et subditis nostris dicte ville nostre Nyviduni damus, concedimus et liberaliter impertimur levas, impositiones et tributa inferius descriptas et descripta, auctoritatem et speciale mandatum ipsas et ipsa levandi, capiendi et exigendi super rebus, mercandiis et bonis inferius declaratis, scilicet per quinque annos proximos die presenti incohantes, et implicandas et expendendas integriter, fideliter et perfecte in fortificationem et reparationem dicte nostre ville, et non in alios usus quoslibet convertendas :

Et primo statuimus dictis quod nostris burgensibus, habitatoribus et subditis damus, concedimus et impertimur quod omnes et singuli vendentes aliquas denariatas et mercandias in villa, mandamento, castellania et ressorto dicti loci nostri Nyviduni solvant et solvere debeant dictis burgensibus, habitatoribusque seu eorum nunciis super hoc deputatis, scilicet super qualibet libra Lausannensi seu super valore viginti solidorum Lausannensium dictarum mercandiarum et infra pro rata precii earumdem, durante termino quinque annorum predicto, quatuor denarios Lausannenses, exceptis bladis, vinis, fustis et lignis vendendis et expendendis pro fortificatione et reparatione nostre ville predicte, de quorum pretio nichil solvatur pro libra dicta.

Item quod omnes et singule persone cujuscunque conditionis existant vendentes in dicta villa, mandamento et ressorto dicti loci Nyviduni frumenta, fabas, pisa, siligna, nuces et castaneas, solvant pro qualiter cupa bladorum et victualium predictorum duos denarios Lausannenses burgensibus nostris memoratis.

Item quod omnes vendentes prout supra cetera blada in villa mandamento et ressorto predictis solvant pro qualibet

cupa dictorum bladorum unum denarium Lausannensem.

Item quod omnes vendentes sicut supra in dictis villa, castellania, mandamento et ressorto Nyviduni vinum ad tabernam seu in minuto, solvant pro singulis tribus potis vini sicut supra venditis, unum obulum Lausannensem, una cum lungello assueto.

Item quod omnes et singule persone cujuscunque conditionis et status existant, euntes, redeuntes, transeuntes, ducentesque seu duci facientes aliquas denariatas aut mercandias per villam, castellaniam, mandamentum et ressortum Nyviduni predictas, etiam usque ad medium lacus, super quibus non est superius vel inferius impositum aliquid vel solvi generaliter aut particulariter ordinatum, solvant, solvereque debeant et teneantur pro qualibet libra precii dictarum denariatarum et mercandiarum duos denarios Lausannenses.

Item quod omnes et singule persone prout supra vendentes fustam in villa, castellania, mandamento et ressorto predictis dicti loci nostri Nyviduni et similiter euntes et transeuntes cum dicta fusta per infra dictas villam, castellaniam, mandamentum et ressortum usque ad medium lacum, posito quod ipsam non vendent, solvant pecunie quantitates infrascriptas, et pro qualibet duodena lovorum (?) quatuor denarios Lausannenses.

Item pro quolibet milliario scindularum, quatuor denarios Lausannenses.

Item pro qualibet trabe excedente viginti quatuor pedes et infra pro rata, tres denarios Lausannenses.

Item pro qualibet panna duos denarios Lausannenses.

Item pro quolibet chivrono excedente viginti septem pedes unum denarium Lausannensem, et si non excedat quantitatem predictam viginti septem pedum, unum obulum Lausannensem.

Item pro qualibet duodena latarum, unum denarium Lausannensem.

Item pro qualibet berrocaia lignorum unum denarium Lausannensem.

Item pro quolibet marrino unius naviole, duos denarios Lausannenses.

Item pro marrino unius navis excedentis sex pedes de latitudine quatuor solidos Lausannenses, et si excedat octo pedes de latitudine octo solidos Lausannenses, et si dicta navis excedat decem pedes unum florenum auri.

Item dictis nostris burgensibus, habitatoribus et subditis concedimus et impertimur quod omnes et singuli fusterii et quelibet alie persone fustam aliquam de Joriis per dictas villam et castellaniam Nyviduni et ad portum Prengini transeuntes et aducentes, exceptis videlicet et exclusis a concessione presenti omnibus fusteriis et personis fustam ducentibus existentibus de villa, castellania et mandamento dicti loci Prengini, solvant, solvere debeant et teneantur dictis burgensibus, habitatoribus et subditis vel eorum nunciis, pro qualibet duodena, milliario et pecia fustarum et marrinorum transeuntibus et aducentibus ut supra quantitates similes quales sunt imposite et solvi ordinate pro fustis vendendis transeuntis et aducendis per villam, castellaniam, et mandamentum et ressortum, sicut patet in clausulis supra proxime scriptis.

Item quod omnes vendentes vinum seu mustum in grosso in villa, castellania, mandamento et ressorto Nyviduni, solvant sicut supra pro quolibet modio vini seu musti, et infra pro rata, sexdecim denarios Lausannenses, una cum lenguello.

Item quum aliqui seu aliquis de dictis nostris villa, castellania, mandamento et ressorto Nyviduni non audeant seu presumant vendere aliqua animalia venalia nec aliqua alia, nisi prius adduxerint ad forum dicte ville nostre Nyviduni.

Item quod omnes et singuli sicut supra vendentes et ementes in quocunque loco castellanie, mandamenti et ressorti Nyviduni predictorum et per dictam nostram villam transeuntes seu redeuntes, videlicet usque ad medium lacum, solvant pecunie quantitates subscriptas pro rebus inferius contentis.

Et primo pro quolibet balone calibis, quatuor denarios Lausannenses.

Item pro quolibet quintali ferri, quatuor denarios Lausannenses.

Item pro quolibet milliario clavium, unum obulum Lausann.

Item pro quolibet milliario clavellorum equi, quatuor denarios Lausann.

Item pro quolibet cento ferrorum equi, quatuor denarios Lausann.

Item pro quolibet libra salse, tres denarios Lausann.

Item pro quolibet equo venali, quatuor denarios Lausann.

Item pro qualibet vacha, duos denarios Lausann.

Item pro quolibet porco, unum denarium Lausann.

Item pro qualibet capra, unum obulum Lausann.

Item pro quolibet trentenario ovium et infra pro rata, duodecim denarios Lausann.

Item pro qualibet pecia panni coloris, sex denarios Lausann.

Item pro qualibet pecia panni, quatuor denarios Lausann.

Item statuimus et ordinamus, dictisque nostris burgensibus damus et impertimur quod omnes et singule persone dicte nostre ville Nyviduni, castellanieque ressorti et dominii ejusdem tam nobiles, innobiles, religiosi, curati quam alie persone quelibet cujuscunque conditiones et status existant contribuere et se juvare sufficienter et ydonee debeant et teneantur in fortificatione et reparatione predictis, durante quinquennio predicto.

Item statuimus et dictis nostris burgensibus concedimus quod omnes et singule persone cujuscunque status et conditionis existant, habentes et tenentes domos, res et alia bona in dicta villa nostra Nyviduni se juvent et contribuant in fortificatione dicte ville, scilicet pro rata et equalitate domorum, rerum et bonorum predictorum, quamvis forsan infra dictam villam continue non morentur.

Item statuimus et ordinamus quod omnes et singuli rebelles et inobedientes in premissis impositis et ut supra ordinatis, et qui solvere et contribuere recusaverint et contradixerint tributa et impositiones predictas, bannum sexaginta solidorum

Lausannensium incurrant quorum medietas ad nos et alia ad opus et fortificationem ville predicte applicentur.

Item statuimus, volumus et ordinamus quod omnes et singule persone in predictis offendentes vel aliqua ex eis celantes, occultantes, detrahentes, seque a viis et itineribus solitis et debitis deviantes, seu de eis caventes in cautelam et fraudem dicta tributa et impositiones non solvendi, eo facto perdant denariatas quas portarent seu duci vel portari facerent, que dictis casu vel casibus nobis in solidum applicentur.

Item statuimus, concedimus et volumus quod colectores et exactores dictorum tributorum et impositionum possint et valeant eas que liceat barrare et saisire et etiam debarrare et desaisire denariatas, mercandias et bona illorum qui solvere non vellent vel differrent tributa et impositiones debitas et solvi superius pro ipsis denariatis et mercandiis ordinatas, sine expectatione precepti aliquorum nostrorum officiariorum; mandantes, precipiendo et injungendo expressive tenore presentis universis et singulis mercatoribus et aliis personis cujuscunque status et conditionis existant aliquid de et pro dictis levis et impositionibus dare et solvere debentibus, per tenorem nostrarum presentium litterarum, quatenus illud solvant et expediant realiter sine mora et contradictione quibuscunque dictis burgensibus vel eorum nunciis ad predicta recolligenda deputatis, nec non baillivo Vuaudi, castellanoque nostris Nyviduni presentibus et futuris, vel eorum loca tenentibus et aliis quibuslibet nostris officiariis fidelibus et subditis ad quos presentes pervenerint, quod concessiones et donationes nostras presentes et omnia alia superius descripta attendant firmiter et observent, attendique solvi et servari faciant per quaslibet personas ad quas pertinebit utiliter cum effectu et sine alterius expectatione mandati.

Datum Aquiani, die decima quarta mensis novembris, anno Domini m° ccc° lxx° quinto.

Per dominum presentibus dominis Episcopo Lausann., Priore

Romani monasterii, Baillivo Vuaudi, G. de Monte-Majore et Anth.° Championis. — Redd. litt. port.

Sceau pendant en cire rouge.

59

1378, 7 octobre.

FRANCHISES ACCORDÉES AUX HABITANTS DE LA TOUR DE VEVEY PAR AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE.

Registre de Chillon aux archives de Vevey. — Collationné sur une copie des archives cantonales.

Nos Amedeus comes, dux Chablasii et Auguste, in Italia Marchio et princeps, notum fiere volumus tenore presentium universis, quod cum Anthonius Championis, fidelis noster dilectus, castellanusque Turris et Viviaci diceret et proponeret pro parte nostra, nobis pertinere debere hereditates, res et bona hominum, habitatorum, burgensium, talliabilium et censitorum nostrorum dicte ville et rationabiliter quesita fuisse, convenirique quando decedunt ab humanis, prout littere franchesiarum comitis Philippi abavi nostri charissimi, recordationis felicis, continent his annexe ; dictis hominibus, burgensibus, talliabilibus et censitis respondentibus ex adverso quod secundum ipsarum franchesiarum tenorem possunt de bonis et rebus eorum testari, disponere et etiam ordinare in testamento et extra, pro sue libito voluntatis, et quod propinquiores usque ad quartum gradum succedere debent in ipsis ; et dicto Anthonio quo supra nomine replicante, quod dicte libertates, per nos vel predecessores nostros nunquam confirmate fuerunt, et quod in ipsa franchesia retentum est ac etiam reservatum, quod homines nostri talliabiles et liberi non possunt inire franchesiam dicte ville nec hujus modi libertatibus uti sine nostris specialibus auctoritate et consensu ; dicebat etiam et asserebat dictus Anthonius, ipsas franchesias vero sigillo

dicti abavi nostri quondam nunquam fuisse sigillatas, sed sigillum quod appensum et in ipsis fuit a quibusdam litteris aliis avulsum, et in ipsis franchesiis dolose appositum et appensum; quibus ex causis dicte franchesie eosdem homines et Burgenses minime relevare poterunt vel juvare, sed quodam modo inutiles habeantur.

Preterea dicebat idem Anthonius et etiam proponebat omnia bona mobilia usurariorum dicte ville nobis etiam pertinere debere, quando eos ab humanis contingit decedere vigore consuetudinis generalis in nostro Sabaudie comitatu diutius observate. Dictis hominibus et burgensibus dicentibus et se opponentibus, ex adverso quod sibi fuerunt indulte certe franchesie et libertates per inclite recordationis dominum Amedeum, comitem Sabaudie avum nostrum carissimum, que presentibus sunt annexe, per quas ab eorum successione de mobilibus excludimur et privamur ut plane continetur in ipsis. Dicto Anthonio ad ea replicante et dicente dictas franchesias beneficio nostre confirmationis carere et etiam confirmatione domini et genitoris nostri comitis Aymonis recordationis laudande, qua de causa inanes et fragiles reddebantur. Tandem dicti Burgenses, homines et incole ville Turris ad nostram presentiam venientes nos humiliter supplicaverunt, qualiter dictas libertates annexas presentibus confirmando et laudando cum eis super his agere misericorditer dignaremur. Quorum supplicationibus, ut convenit, benigniter inclinati, cupientes eos favoribus prosequi gratiosis pro nobis et nostris successoribus et heredibus universis dictis burgensibus et incolis et eorum posteritatibus ipsas libertates et franchesias in omnibus eorum capitulis ex nostra scientia laudamus, approbamus et emologamus omnino juxta ipsarum litterarum continentiam et tenorem. Quibus civibus, Burgensibus et incolis et eorum posteris ultra predicta in liberalitatis beneficium, pro nobis et nostris successoribus deliberato animo concedimus et largimur, quod homines nostri predicti qui sunt oriundi et erunt in fu-

turum de dicta villa et eorum posteritates ac etiam alii Burgenses nunc ibidem habitantes et qui in posterum habitabunt, sint et esse debeant ab inde nostri burgenses franchi et liberi et cujuslibet tallie vocabulo retrojecti, franchi et liberi perpetuo nuncupari, sublata prorsus talliarum macula et omnium talliarum ad misericordiam et censitarum et quarumlibet aliarum, ita quod inter dictos nostros homines et burgenses et successores ipsorum et alios nostros antiquos homines francos et liberos nulla ab inde perpetuo differentia habeatur.

Preterea ut dicti homines nostri libertate celsiori polleant et fructu nostre liberalitatis hujusmodi se videant in posterum fecundatos, volumus et tenore presentium declaramus quod ea tributa omnia que dicti homines occasione tallie accensate nobis annuatim debebant ad redditum et canonem perpetuum re ducantur, ita quod ab inde perpetuo canon et redditus annuus appellatur, ablato penitus ab inde omni verbo tallie in genere et specie ad misericordiam et censite sub quacunque verborum forma valeant comprehendi. Et ita et tali modo et non alio dicti homines registrare et recognoscere debeant ab inde perpetuo in nostris recognitionibus et extentis, possintque dicti homines et sui perpetuo successores et quilibet ipsorum conjunctius et divisim libere et impune testari, testamenta unum et plura condere, donationes inter vivos et causa mortis et codicillos facere et quaslibet alias dispositiones postremas ordinare et condere, in quascunque capaces personas pro sue libito voluntatis de rebus et bonis eorum mobilibus et immobilibus et se moventibus et cujuslibet eorumdem. Et si qui ipsorum in posterum ab intestato decesserint, proximiores ipsorum descendentes et ascendentes et alii agnati et cognati et collaterales quicumque sibi succedant et succedere possint et valeant, ascendentes videlicet et descendentes recta linea in futurum suo loco et collaterales usque ad quartum gradum inclusive et non ultra, absque eo quod in ipsis bonis et rebus ratione dicte successionis pro nobis et successoribus nostris quidquam petere vel exigere valeamus.

Item quod ipsi possint et valeant recipere in burgenses, vocato castellano nostro dicti loci, quoscunque cujuscunque conditionis existant, qui gaudeant et gaudere possint et debeant libertatibus antedictis et nostra largitione et concessione presenti, exceptis hominibus nostris taillabilibus qui sunt oriundi de extra villam predictam et de extra limites franchesie dicte ville.

Item quod omnes et singuli homines nostri talliabiles ad talliam accensatam et liberi qui sunt oriundi ad presens et erunt in futurum de loco et villa Turris, franchesiis et libertatibus per nos superius confirmatis sicut ceteri nostri Burgenses plene gaudeant et utantur. Que omnia et singula dictis hominibus et Burgensibus nostri dicti loci teneri et observari expresse perpetuo precipimus et mandamus per officiarios nostros quoscunque presentes etiam et futuros prout superius declaratur.

Item volumus et dictis Burgensibus nostris concedimus per presentes, quod si et ubi super bonis mobilibus et immobilibus aliquorum hominum predictorum vel antecessorum suorum ratione alicujus successionis agnatorum vel cognatorum suorum parentum collateralium seu quorumlibet aliorum aliquod jus nobis competeret, periclitatur universaliter vel divisim pro toto tempore preterito usque ad diem presentem, nos illud omne jus, omnem rationem, actionem et dreyturam nobis competentes et competere seu pertinere potentes, in et super rebus et bonis ipsorum et predecessorum suorum, eisdem et singulis ipsorum de speciali gratia non improvide aut per errorem remittimus et quittamus eisdem et successoribus ipsorum, et eos inde solvimus cum pacto de quidquam ulterius non petendo, alia stipulatione interveniente et acceptilatione legitime subsequuta.

Quam largitionem et concessionem et omnia et singula supradicta promittimus nos comes prefatus dictis nostris burgensibus et incolis, per juramentum nostrum ad evangelia Dei

sancta corporaliter prestitum, sub bonorum nostrorum obligatione quorumcunque, rata, grata et firma habere perpetuo et tenere et contra non facere quomodolibet vel venire, sed dictas libertates et franchesias confirmatas et de novo concessas attendere et complere dictis Burgensibus et incolis ac posteri tatibus, mandantes presentium tenore, Ballivo, Judici procuratori Chablaisii, Castellanoque Turris et Viviaci ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris vel eorum locatenentibus, qualiter predicta omnia attendant firmiter et observent, in nulloque contrafaciant vel opponant, sed dictos homines et burgenses prefatis libertatibus uti et gaudere pacifici faciant et permittant, nec aliter recognoscere compellant, nisi juxta et secundum modum superius declaratum sed omnem talliam de recognitionibus et extentis nostris removeant et cancellent et redditum loco tallie distribuant et inserant in eisdem.

Pro quibus omnibus quingentos florenos auri boni et legitimi ponderis a dictis hominibus manu dilecti fidelis nostri Anthonii Championis qui nobis de ipsis computare debebit habuisse et recepisse confitemur. In quorum testimonium presentes litteras nostri sigilli jussimus munimine roborari.

Datum apud Villam novam Chillionis, die septima mensis octobris, anno domini millesimo tercentesimo septuagesimo octavo, per dominum presentibus dominis, Priore Burgeti, Ballivo Waudi, Johanne de Muris, Petro de Ponte, Petro Fusserii et Anthonio 'Championis. Joh. Ravex.

60

1379, 7 août.

CONFIRMATION DES FRANCHISES ET PRIVILÉGES ACCORDÉS A LA VILLE D'YVERDON PAR AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE.

Archives cantonales. Yverdon. Layette 169, n° 48.

Nos, Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablasii et Auguste ac in Italia marchio et princeps, ad eternam rei geste memoriam,

notum facimus universis visuris inspecturis has nostras declarationem et largitionem quomodolibet in futurum, quod cum dilecti burgenses, fideles homines nostri et habitantes ville castellanie nostrarum Yverduni, plures libertates, franchesias, usus et consuetudines discerent se habere, maxime quod ipsi neque aliqui de hominibus et personis dicte nostre castellanie Yverduni, per nos vel alium nostro nomine et pro nobis citari vel in causam trahi seu per modum citationis facere venire coram nobis vel alio judice seu officiario nostro non debebant, nec erat venire facere consuetum extra villam nostram Yverduni, nisi duntaxat in appellationis causa. — Item et eorum domos et casalia, res et possessionnes et cultilia sita in villa Yverduni ac infra limites dicte ville vendere vel alienare consueverant et soliti fuerant pro sue voluntatis libito, et absque eo quod aliquid pro nobis peti, levari vel exigi deberetur ab eisdem, nisi duntaxat una cupa vini ab emptore. Et quia quasi quotidie tam per nos quam officiarios nostros in suis consuetudinibus et usibus predictis dicebant molestias et oppressiones quam plurimas sibi dari, et ultra modum usitatum tributum levari et percipi ab eisdem et quolibet ipsorum in eorum et cuiuslibet ipsorum prejudicium atque damnum. Propterea ad nostri presentiam personaliter venientes, humiliter supplicaverunt sibi super his de opportuno remedio provideri velut predictas consuetudines ac dicte ville Yverduni limitationes declarandi et eis concedendi quod ultra eorum consuetudines franchesias et libertates Yverduni uti possent et gaudere eis et similibus franchesiis, consuetudinibus, libertatibus et usibus quibus tam in litteris quam in non litteris utebantur et usi fuerant illi de Melduno. Insuper nobis supplicaverunt humiliter ne cum occasione quarumdam pissinarum per ipsos de Yverduno nuper constructarum in aquis et Ripperiis Yverduni per nos et officiarios nostros molestarentur et vexarentur quam plurimum, dictos nostros officiarios ab hujusmodi oppositione et molestiis ulterius eis inferendis occasione predicta superse-

dere penitus faceremus. Nosque dictus Comes ipsos burgenses et homines ville et mandamenti nostrorum predictorum qui apud nos et predecessores nostros Sabaudie comites, in singulis occurentibus casibus fideliter se gesserant et placuerant possethenus contrariose merito tractare cupientes et eis pro merito respondere, ipsorum in hac parte nobis factis supplicationibus benigniter inclinati, predictas consuetudines, usus, libertates et franchesias de quibus se conqueruntur et tenent pro gravatis pro nobis heredibus et successoribus nostris perpetuo declaramus et eis de novo ea que subscribuntur concedimus et largimur prout inferius continetur :

Primo quod nos dictus comes nec alter nomine nostro vel pro nobis dictos burgenses Yverduni homines et habitantes in dicto loco et castellania nostra Yverduni non possemus neque possit citare seu in causa trahere quacunque occasione vel causa, seu per modum citationis venire facere coram nobis seu alio judice nostro vel officiario nostro propter quod aliquem ex eis ire vel venire contingat extra villam nostram Yverduni, nisi duntaxat in appellationis seu provocationis causa.

Item quod dicti burgenses homines et persone dicte ville et habitantes in ea nunc vel quomodolibet in futurum possint auctoritate sua et absque alicujus alterius licentia et consensu, quotiens voluerint et eis placebit vendere, mutare, obligare seu alienare quoquomodo domos et alias res, casalia, prata, terras, cultilia et possessiones eorum sitas et existentes in villa Yverduni et infra limites que sequntur : a fonte Sancti-Lazari tendendo ad veterem Maladeriam ; et a dicta Maladeria usque ad costam *dou gibet ;* et a dicta costa usque ad saltum terralis Bruent ; et a dicto saltu, usque ad finem Chouciate tendentis apud Treicovagnies ; et a dicto fine usque ad pontem crucis de Breynuaz. Ita et taliter quod nihil ulterius pro venditione, excambiis, obligationibus et alienationibus factis et faciendis de aliqua re existente et situata infra limites et fines predictos a dictis burgensibus et personis petere exigere vel

levare possit aut debeat per nos aut aliquem alium pro nobis, nisi duntaxat una cupa vini ab emptore pro qualibet venditione seu alienatione singulariter.

Item et quia pro pissinis hactenus factis et constructis per homines et burgenses dicte ville nostre Yverduni in aquis et ripperiis existentibus circumcirca Yverdunum et in dicto loco Yverduni, absque nostri licentia vel mandato ipsi homines et Burgenses tam per nos quam officiarios et gentes nostros inquietabantur et molestabantur incessanter, attento quod dicti homines et burgenses pissina huiusmodi penitus removerunt seu remoueri promiserunt et quod se et eorum heredes et successores apud nos obligarunt et convenerunt de non aliquibus pissinis faciendis vel construendis in altero locorum predictorum sine nostra propria auctoritate et mandato de omni pena et bampno per eos commissis pro toto tempore preterito usque ad diem presentem ipsos homines et burgenses perpetue tenore presentium solvimus et quittamus nolentes quod dicta occasione ulterius aliqualiter molestentur, et quod de pissinis in dictis locis non fiant per dictos homines burgenses sine nostra licentia vel mandato. — Item omnes libertates franchesias quas ipsi de Yverduno et castellania dicti loci habent et pro tempore preterito usitati sunt ipsis hominibus et burgensibus posteritatibusque eorum pro nobis heredibus nostris serie presentium confirmamus, ultra hoc eis concedentes quod uti possint libertatibus et franchesiis quas et quibus tam in litteris quam extra litteras habent illi de Melduno. Promittentes nos Comes prefatus bona fide nostra declarationem, concessionem, confirmationem, quittationem, remissionem et alia universa et singula in presentibus nostris litteris contenta, ratas, gratas, firmas, rata, grata, firma habere pro nobis heredibus et successoribus nostris, tenere ac inviolabiliter observare et contra non facere quomodolibet vel venire seu alicui contra venire volenti non consentire. Mandantes expressius tenore presentium ballivo Vaudi et castellano Yverduni presentibus et futu-

ris, ceterisque officiariis nostris, presentibus et futuris, vel locumtenentibus eorum, quod omnia universa et singula in presentibus litteris nostris declarata attendant perpetue inviolabiliter et observent, ac in nullo contra faciant quomodolibet vel opponant sed a dictis hominibus burgensibus et personis predictis eorum franchesiis, consuetudinibus, libertatibus et usibus uti et gaudere permittant pacifice per modum superius declaratum, absque impedimento et turbatione quibuscunque.

Pro quibus omnibus, quingentos florenos auri boni ponderis veteres a dictis hominibus burgensibus et personis manu dilecti domini Jacobi Championis, consiliarii nostri, qui nobis inde computare debebit, habuisse et recepisse confitemur. De quibus omnes homines ipsos burgenses et personas suas presentium tenore solvimus penitus et quittamus, cum pacto de ulterius non petendo. In quorum testimonium nos Comes prefatus has nostras presentes sigilli nostri munitione fecimus roborari.

Datum Morgie, die septima mensis Augusti, anno Domini millesimo tercentesimo septuagesimo nono, per dominum presentibus dominis Guillielmo de Stis, cancellario Sabaudie, Humberto de Columberio, ballivo Vaudi, Jacobo Championis et Petro de Ponte.

61

1384, 2 juillet.

AMÉDÉE VII, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME LES FRANCHISES ET PRIVILÉGES DE MOUDON.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablasii et Auguste ac in Italia Marchio et princeps, dominusque Baronie terre Waudi, universis et singulis tam presentibus quam futuris nostras

presentes litteras inspecturis et audituris, rei geste notitiam infra scripte presentium serie pandimus et testamur quod nos illustris principis domini et genitoris nostri carissimi domini Amedei Comitis Sabaudie memorie recolende ac suorum et nostrorum predecessorum vestigiis et actibus laudabilibus inherere cupientes, nobis hodie existentibus in villa et loco nostris Melduni, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum, fidelium, nobilium, Burgensiumque, incolarum et subditorum nostrorum ville et castellanie ac districtus nostrorum dicti loci Melduni nobis reverenter factas super infra scriptis per eosdem, consideratis etiam laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis diuturnis preteritis temporibus dominis et predecessoribus nostris et nobis etiam successive per eosdem impensis, in quibus hilariter et fideliter continue perserverant et se perseveraturos ferventius intendunt et satagunt, sic quod noster animus letabundus in eorum sinu et dilectione sinceris requiescere cogitur et meretur propter amoris et fidei uberes exitus et ferventiores effectus; habita siquidem deliberatione et consilio maturis cum nostris proceribus et consiliariis de et super inferius descriptis, omnes et singulas franchisias, libertates, privilegia, immunitates et consuetudines ipsis Nobilibus, Burgensibus et incolis atque eorum antecessoribus concessas et confirmatas per inclitarum recordationum dominos comitem Amedeum proavum nostrum, et dominum Ludovicum de Sabaudia avunculum nostrum dominum quondam dicte terre Waudi, ac dominam Ysabellam de Cabillone dicti domini Ludovici conjugem, et consanguineam nostram dominam Catherinam de Sabaudia dicti domini Ludovici filiam nunc uxorem carissimi consanguinei nostri domini comitis Namurcensis, et per eundem comitem ac dictum dominum genitorem nostrum Sabaudie comitem, quondam predecessores nostros in dictis terra et Baronia Waudi, quas terram et Baroniam ipsa domina Catherina una cum dicto domino Comite Namurcensi ejus viro in dictum dominum et genitorem nostrum venditionis

titulo translulit atque dedit, eisdem Nobilibus, Burgensibus, incolis et subditis nostris ville et castellanie ac dictrictus dicti loci nostri Melduni pro nobis et nostris successoribus in Sabaudie comitatu atque terra et Baronia Waudi laudamus, emologamus, ratificamus et confirmamus, ac de novo concedimus per presentes in omnibus et per omnia, prout et quemadmodum in dictis privilegiis, franchisiis, immunitatibus, libertatibus et consuetudinibus est notatum et descriptum, et maxime sicut dictus dominus et genitor noster eas realiter confirmavit et promisit per ejus litteras patentes quas nobis ostenderunt: promittentes pro nobis et nostris successoribus ut supra per nostrum corporale juramentum ad sancta dei Evangelia corporaliter prestitum, bona nostra propter hec obligando, dictas franchisias, libertates, immunitates, privilegia et consuetudines ipsis Nobilibus, Burgensibus, incolis et subditis ac eorum posteritatibus inviolabiliter tenere et observare ac eos manutenere in ipsis secundum eorum continentiam et tenorem, et quemadmodum dictus dominus et genitor noster et alii sui et nostri predecessores manutenuerunt et hactenus servaverunt eisdem. Mandantes et precipientes expresse per presentium tenorem Ballivo Waudi, Castellanoque Melduni et aliis nostris Castellanis atque commissariis ad quos presentes pervenerint, presentibus et futuris, quod nostras presentes litteras et in eis contenta ipsis Nobilibus, Burgensibus, incolis et subditis ac eorum posteritatibus firmiter attendant et observent, nihil in contrarium faciendo, de quibus nostras presentes litteras ipsis Nobilibus, Burgensibus, incolis et subditis petentibus duximus concedendas, nostri majoris sigilli munimine roboratas. Datum et actum Melduni, die Sabbati secunda mensis Julii, anno domini millesimo trecentesimo octuagesimo quarto.

Guillelmus Gresii.

Per dominum presentibus dominis : Rodulpho comite Grueriarum, Anthonio de Turre, domino d'Illens et d'Arconcie, B. de Chalant et J. de Conflens.

Sceau pendant en cire verte.

62

1384, 6 juillet.

Amédée VII, comte de Savoie, confirme aux habitants de la ville de Rue les franchises et libertés qui leur ont été concédées par ses prédécesseurs et en particulier par son père Amédée VI. De leur côté, les habitants de Rue prêtent serment d'être fidèles au comte de Savoie et de remplir leurs obligations envers lui. *Datum et actum in platea castri nostri Rote, die mercurii sexta mensis julii anno domini m° ccc° lxxx quarto.*

Vidimus du 19 juillet 1389, aux archives de la commune de Rue.

63

1384, 6 juillet.

Amédée VII, comte de Savoie, confirme les franchises et libertés de la ville de Romont. *Datum in castro nostro Rotondimontis, die VI julii, anno domini m° ccc° lxxx quarto.*

Archives de Romont.

64

1384, 7 juillet.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE LA VILLE D'YVERDON PAR AMÉDÉE VII, COMTE DE SAVOIE, ET PRESTATION DU SERMENT DE FIDÉLITÉ PAR LES BOURGEOIS DE LA DITE VILLE.

Archives d'Yverdon, n° 5.

Nos, Amedeus, Comes Sabaudie, dux Chablaisii et Auguste, ac in Italia Marchio et princeps, dominusque Baronie terre Vaudi; Universis et singulis tam presentibus quam futuris nostras presentes litteras inspecturis et audituris, rei geste notitiam infra scripte presentium serie pandimur et attesta-

muro quod nos illustris Principis Domini genitoris nostri carissimi Domini Amedei Sabaudie comitis memorie recollende ac suorum et nostrorum predecessorum vestigiis et actibus laudabilibus inherere cupientes, nobis hodie existentibus in villa et loco nostris Yverduni, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum fidelium, Nobilium, burgensiumque incolarum et subditorum nostrorum Ville et Castellanie atque districtus nostrorum dicti loci Yverduni nobis reverenter factas super infra scriptis per eosdem : Consideratis etiam laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis diuturnis prestitis temporibus, Dominis et predecessoribus nostris et nobis etiam successive per eosdem impensis, in quibus hilariter et fideliter continue perseverant et se perseveraturos ferventius intendunt et satagunt, sic quod noster animus letabundus in eorum sinu et dilectione sinceris requiescere cogitur et meretur propter amoris et fidei humiles exitus et ferventiores effectus, habita siquidem deliberatione et consilio maturis cum nostris proceribus et consiliariis de et super inferius descriptis, omnes et singulas franchesias, libertates, privilegia, immunitates et consuetudines ipsis Nobilibus, burgensibus, et incolis atque eorum antecessoribus ac predecessoribus quibuscunque eorumdem concessas et confirmatas, per inclitarum recordationum Dominos Comitem Amedeum proavum nostrum, et dominum Ludovicum de Sabaudia avunculum nostrum dominum quondam dicte terre Vuaudi, et dominam Ysabellam de Cabillone dicti Domini Ludovici conjugem, et consanguineam nostram Dominam Catharinam de Sabaudia dicti Domini filiam, nunc uxorem carissimi consanguinei nostri Domini Comitis Namurcensis et per eundem Comitem et dictum Dominum et genitorem nostrum Sabaudie Comitem, quondam predecessores nostros in dictis terra et Baronia Vuaudi, quas terram et Baroniam ipsa Domina Catharina una cum Domino Comite Namurcense eius viro, in dictum Dominum et genitorem nostrum venditionis titulo transtulit atque dedit eisdem burgensibus

Nobilibus, incolis ac subdictis nostris, ville Castellanie et districtus dicti loci nostri Yverduni, pro nobis et nostris successoribus in Sabaudie Comitatu atque terra et Baronia Vuaudi, laudamus, emologamus, ratificamus et confirmamus, ac de novo concedimus per presentes, in omnibus et per omnia prout et quemadmodum in dictis privilegiis, franchesiis, immunitatibus, libertatibus et consuetudinibus est notatum et descriptum, ac etiam alias consuetudines et usus bonos ac debitos extra literas existentes, quibus dicti Nobiles, burgenses et incole ac subdicti usi debite hactenus extiterunt, et maxime sicut dictus Dominus et genitor noster eas et ea confirmavit et promisit per ejus literas patentes, quas nobis ostenderunt; Promittimus pro nobis et nostris successoribus ut supra, per nostrum corporale juramentum ad sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum, bona nostra propter hoc obligando, dictas franchesias, libertates, immunitates, privilegia, et consuetudines ipsis Nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis nostris ac eorum posteritatibus inviolabiliter tenere et observare, ac eos manutenere in ipsis, secundum eorum continentiam et tenorem et quemadmodum dictus Dominus et Genitor noster et alii sui et nostri predecessores manutenuerunt et hactenus servaverunt eisdem. Et viceversa Ludovicus de Bieria, Petrus de Balmis, Anthonius Porterii, Anthonius Reneverii, Johannes Rabiliodi, Octhonetus de Troistorrenz et Berthetus Cholerii, Nobiles et Burgenses dicti loci Yverduni, pro se et ceteris omnibus Ville, Castellanie et districtus predictorum ac eorum posteritatibus nobis recipientibus pro nobis et nostris successoribus universis promiserunt et tactis sacrosanctis evangeliis Dei juraverunt, ipsorum digitos ad cœlum comiter elevantes, esse boni, legales, fideles et obedientes erga nos et successores nostros quoscunque, nec non jura nostra fideliter cognoscere et judicare una cum Baillivo nostro Vuaudi, seu nostro Castellano dicti loci Yverduni, quando et quoties coram ipsis proponentur et fuerit opportunum ac propter hoc extiterint

convocati; servatis tamen consuetudinibus franchesiis et privilegiis ante dictis.

Mandantes et precipientes expresse per presentium tenorem Baillivo Vuaudi, Castellanoque dicti loci Yverduni et aliis nostris Castellanis atque commissariis ad quos presentes pervenerint presentibus et futuris, quatenus nostras presentes literas et in eis contenta, ipsis Nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis ac eorum posteritatibus firmiter attendant et observent, nihil in contrarium faciendo.

De quibus nostras presentes literas ipsis Nobilibus, burgensibus, incolis et subdictis petentibus duximus concedendas, nostri majoris sigilli, munimine roboratas.

Datum et actum in platea ante portam dicte Ville nostre Yverduni, die septima mensis Julii, anno Domini millesimo tercentesimo octuagesimo quarto.

Guillelmus G^vii^.

Per dominum presentibus dominis Rudolpho comite Gruyerie, Anthonio de Turre, Domino d'Illens et d'Arconcie, B. de Chalant, et J. de Conflens.

65

1384, 21 juillet.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE VEVEY, PAR AMÉDÉE VII, COMTE DE SAVOIE,

Archives de Vevey. Layette 1, paquet 1, N° 3.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis, quod nos visis ac consideratis franchesiis, libertatibus et immunitatibus per felicis recordationis illustrem principem dominum et genitorem nostrum carissimum dominum Amedeum, comitem Sabaudie, concessis et indultis, descriptis et declaratis in litteris suis patentibus presentibus annexis, ad supplicationem nobilium burgensium, incolarum et subdictorum nos-

trorum fidelium dilectorum ville nostre Viviaci, districtusque et mandamenti nostri dicti loci, dictas franchesias, libertates et immunitates in dictis litteris contentas et declaratas et singulas clausulas et ponta earumdem, scientes et spontanei laudamus, volumus, ratifficamus et approbamus per presentes, per modum contentum in dictis litteris, illis videlicet quibus date fuerunt dicte franchesie et libertates ac exstiterunt concesse et posteritatibus eorumdem, promittentes harum tenore sub nostra bona fide eisdem nobilibus, burgensibus et habitatoribus dicte ville nostre Viviaci dictas franchesias et libertates tenere et observare atque observare facere secundum tenorem et formam litterarum predictarum. Dicti siquidem nobiles, burgenses, incole et subdicti nobis promiserunt, convenerunt et juraverunt esse erga nos et successores nostros boni et legales atque fideles et jura nostra cognoscere et judicare una cum castellano nostro dicti loci, quando et quotiens fuerint propter hoc evocati et alia facere que nostro incumbunt commodo et honori. Mandantes et expresse tenore presentium injungentes castellano nostro dicti loci Viviaci presenti et futuro et ceteris officiariis et commissariis nostris ad quos presentes littere nostre pervenerint, quatenus predictas franchesias, libertates et immunitates necnon omnia et singula ponta in eisdem descripta, prenominatis nobilibus, burgensibus, habitatoribus et incolis nostramque confirmationem presentem attendant firmiter et observent, nichil in contrarium faciendo. Datum Ripaillie, die vicesima prima mensis julii, anno domini M° CCC° octuagesimo quarto.

Per dominum rel. dominorum episcopi Tulensis, capitani Pedemontis, Ay. de Chalant, Girardi Destres, cancellarii Sabaudie, et H. d^no^ de From.

66

1387, 18 septembre.

DÉCLARATION DE BONNE DE BOURBON, COMTESSE DE SAVOIE, EN FAVEUR DE LA VILLE D'YVERDON, AU SUJET DU SERVICE DE GUERRE.

Archives d'Yverdon, No 151.

Nos Bona de Borbonio, comitissa Sabaudie, notum facimus universis, quod cum fideles et subdicti nostri carissimi nobiles, Burgenses et communitas ville et castellanie nostrarum Yverduni, ad requisitionem nonnullorum consiliariorum nostrorum scilicet domini Rodolphi domini de Langino, militis, Baillivi nostri Vuaudi, et domini Stephani Guerrici, militis, nostri parte dictis fidelibus nostris factam, concesserint gratiose nos et illustrem filium nostrum carissimum dominum Amedeum, comitem Sabaudie, in guerra existente inter nos et dictum filium nostrum ex una parte, et communitates Vallesie ex altera, per sex decem dies integros juvare et auxilium dare et cum omnibus gentibus ville et castellanie predictarum equitare et ad pedes cum suis armis ambulare potentibus, inclusis octo diebus per quos cum eorum vexillo per franchesias suas nos et dictum filium nostrum servire debent infra certos limites declaratos in eorum franchesiis ut asserunt, quos limites per presentem concessionem transire in presenti guerra et juvamine debent et conveniunt; nos prefata Comitissa confitemur et in veritate testificamur quod dictam concessionem et dictum juvamen et transitionem dictorum limitum prenominati fideles nostri ville et castellanie Yverduni fecerunt et facere debent de gracia speciali et non ex debito, et volumus ac concedimus per presentes quod per predicta vel aliquid eorumdem prenominatis fidelibus nostris aliquod prejudicium in eorum franchesiis et libertatibus aliquo modo ad presens

vel in futurum minime generetur, sed quod ipse franchesie et libertates illese remaneant; volumus etiam quod castellanus noster Yverduni et dicti fideles nostri, homines antiquos, debilesque et alias personas quos eis rationabiliter excusandos videbitur habeant excusatos, ita quod nos et nostri officiarii aliquod bannum ab ipsis excusatis ista vice exigere non possimus, sed ipsa banna totaliter remittimus et quittamus; mandantes tenore presentium Baillivo et alliis nostris officiariis terre nostre Vuaudi, quatenus predicta omnia attendant et observent nihil in contrarium faciendo, presentibus litteris in ipsarum viribus ista vice duntaxat et non ulterius duraturis. Datum Ripallie, die decima octava septembris, anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo septimo.

Guillelmus G[vii].

Per dominam presentibus dominis: Johanne de Bloney, Baillivo Chablesii, Stephano Guerrici et Guilliermo Marchiandi.

67

1390, 27 mars.

DON DE SEPT CENTS FLORINS D'OR FAIT A AMÉDÉE, COMTE DE SAVOIE, PAR LA VILLE DE MOUDON.

Nouveau recueil de Moudon ; vidimus de Tissot.

Nos, Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis, quod cum, ad postulationem et requisitionem nostras, nomine et ex parte dilectorum fidelium burgensium, communitatis et hominum nostrorum de Melduno, septingenti floreni auri certis ex causis nobis hodie liberaliter concessi fuerint et donati, nos, Comes prefatus, hujusmodi concessionem et donum nobis factum fuisse dicimus et confitemur de gratia speciali, nolentes nec intendentes hanc donationem seu concessionem eisdem nostris burgensibus communitati et hominibus seu aliquibus

ipsorum in eorum consuetudinibus, libertatibus et franchesiis generare debere aliquale prejudicium futuro tempore vel gravamen, presentium tenore mandantes ballivo Vaudi et castellano nostro Melduni vel ejus locumtenenti, presenti et futuro, quatenus, vocatis quatuor probis et discretis hominibus de dicto loco, dictam quantitatem donatam faciat equari et moderari fideliter pro rata et facultatibus singulorum, et omnes et singulas personas dicte castellanie in quibus jurisdictionem habemus cogat et compellat ad dandum et solvendum quantitates eis imponendas ut predicitur et taxandas per bonorum suorum captionem, venditionem, seisinam et aliis quibuscunque modis et remediis opportunis, sic quod dictam quantitatem breviter et integraliter habeamus. Datum Ripaillie, die vicesima septima martii, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo. Per dominum presentibus dominis episcopo Mauritanensi...... de Cossonay, Girardo de S^{tis}, cancellario, et Johanne de Conflens.

68

1390, 14 avril.

LES FRANCHISES DE LA VILLE DE MORGES AYANT ÉTÉ CONSUMÉES PAR UN INCENDIE, AMÉDÉE VII, COMTE DE SAVOIE, CONFIRME DE NOUVEAU, EN FAVEUR DE LA DITE VILLE, LES FRANCHISES QUI LUI AVAIENT ÉTÉ CONCÉDÉES EN 1359. *Datum Rippalie, die xiiij aprilis, anno domini m° ccc° nonagesimo.*

Archives de la ville de Morges ; vidimus inséré au recueil HHH, N° 1.

A la suite des franchises de Moudon, déjà reproduites, se trouvent les deux clauses suivantes particulières à la ville de Morges.

Item quod nos dictus Comes, nec alter nomine nostro vel pro nobis, dictos burgenses, homines et habitatores in dicto loco nostro Morgie et castellania ejusdem, non possumus neque possit citare seu in causam trahere, quacunque occasione

vel causa, seu per modum citationis venire facere coram nobis seu coram alio judice vel officiario nostro propter quod aliquem ex eis venire contingat, extra villam dicti loci Morgie, nisi duntaxat in appellationis seu provocationis causa.

Item quod nullus ipsorum, infra dictam villam nostram Morgie nec infra franchesias ejusdem, possit pro aliquo casu nec crimine aliquem ipsorum appellare in causa duelli alter alterum, seu alia quecunque persona extranea aliquem eorum, non obstante eorum aliqua consuetudine in contrarium faciente. Et si forte aliquis ipsorum aliquem appellaret, aut alia extranea persona cujuscunque esset conditionis dixerit alteri aliqua verba duelli infra predictam villam vel ipsius franchesias, nos volumus et concedimus quod tale appellatum nullum sit et talia verba pro non dictis habeantur, et quod nullus ipsorum se possit obligare pacto, conditione, voluntate aut per renunciationem supra aliqua causa duelli, nec prosequi aliqua verba duelli.

La seconde de ces clauses n'est évidemment que la reproduction de la concession accordée par Louis de Savoie sous date du mois de février 1328.

69

1390, 17 avril.

Amédée VII, comte de Savoie, confirme et renouvelle les franchises, libertés et priviléges de la ville de Nyon. *Datum Ripallie, die decima septima mensis aprilis, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo.*

Archives de Nyon, Recueil de franchises N° 7.

1390, 3 juillet.

AMÉDÉE VII, COMTE DE SAVOIE, RATIFIE ET CONCÈDE LES LIBERTÉS, IMMUNITÉS ET FRANCHISES DES HABITANTS DE CORBIÈRES.

Archives de Corbières ; original et vidimus du 20 septembre 1391 [1].

.....s, comes Sabaudie, dux Chablaysii et Auguste et in Ytalia marchio.....

. . . .

. . . .

. . . .

Uxor burgensis non potest dare, nec aliquid alienare, nec

[1] L'original et le vidimus de cette charte sont en si mauvais état qu'il a été impossible de la déchiffrer en entier.

L'original est écrit sur deux peaux de parchemin cousues ensemble avec de la soie verte. Les deux côtés et le bas sont entièrement pourris et il ne reste que le milieu des lignes. Ces dernières sont au nombre de 142, mais il en manque quelques-unes à la fin.

Le vidimus a beaucoup souffert aussi de l'humidité. Le haut du parchemin est en partie pourri et entièrement illisible. Le reste a pu être déchiffré au moins en très grande partie. Le vidimus compte 163 lignes.

La partie du texte que nous publions a été rétablie en complétant l'original par le vidimus. Ce texte ne présente un sens suivi qu'à partir de la 48me ligne de l'original. Il s'y trouve bien encore des lacunes, mais cette partie est assez complète pour mériter de voir le jour. La charte communale de Corbières est d'ailleurs si curieuse et si peu semblable aux autres chartes de la même époque que nous ne pouvions nous dispenser de la faire connaître.

M. Gremaud, à qui nous en devons la transcription, nous a fait remarquer que, vu le mauvais état des parchemins, il n'est pas sûr d'avoir toujours lu avec une parfaite exactitude.

Au sujet de ces franchises, on lit dans les Etrennes fribourgeoises de l'année 1807, pag. 105 : « (Les priviléges de Corbières) furent confirmés par Amédée VIII, duc de Savoie, (Amédée VII, comte de Savoie), à qui la Bourgeoisie paya 1200 florins d'or. La charte qu'il leur expédia renouvelait la jouissance des bois, pâturages et forêts, le droit de nommer le métral et les douze jurés, qui sont exempts des censes directes, etc., etc. »

aliquem contractum facere [1], nisi de voluntate mariti sui, nisi usque ad quatuor denarios.

Si autem illa sit mercatrix, ita quod manifeste emat et vendat, tunc ipsa tenetur solvere... et ejus maritus quicquid fuerit illud.

Si aliquis contraxerit cum aliqua, et contingerit virum mori, uxor illius super omnia bona que..... sibi et liberis suis reliquerit sine dissipacione rerum liberorum dum est sine marito domina esse debet.

Si autem voluerit..... cionem suam in mobilibus et in allodio debet habere dum vixerit, sed post ejus mortem ipsa porcio allodii ad legitimos liberos debet reverti, nec ipsa ipsam porcionem allodii vendere potest nec alienare.

Quod si ipsi liberi voluerint quod ipsa et.... secundus morentur in domo in qua debet habere porcionem, tunc debet accipere duos honestos viros qui cognoscant quantum..... in salario annuatim daretur et quantum precii (?) annuatim ipsi liberi debent dare dum ipse vixerit.

Si..... rem mori ipse vir tam mobilia quam immobilia que vivente uxore habebat et que lucrabitur libere et sine contradictione usque ad mortem suam possidebit, et erit dominus omnium bonorum illorum.

Et si uxorem duxerit etiam sicut dictum est usque..... rum illorum que vivente prima uxore habebat et lucrabatur.

Et si de secunda uxore progeniem habuerit et contingeret ipsum virum mori, ipsa secunda uxor cum secundis liberis pro prima dote in bonis que ejus maritus relinquit debet accipere in residuo tertiam..... tam mobilibus quam immobilibus.

Quod si quedam feuda in porcione secundorum filiorum fuerint, primi liberi debent esse secundis liberis de ipsis feudis legitime guerentes.

Et si missiones pro illis feudis que in porcione secundo-

[1] Ligne 49me de l'original.

rum liberorum sunt, curentur (?) ipsi secundi liberi eas solvere.....

Et si contingerit alterum de secundis liberis absque legitimo herede mori, secundi liberi succedant omnibus bonis ipsius defuncti.

Et si ipse vir et ipsa secunda uxor nullos genuerint liberos, et contingerit ipsum virum mori, ipsa secunda uxor in bonis ipsius viri que relinquet dotem et dotalicium accipere debet et sic a primis liberis discedere.

Nunquam stipendia vel subsidium aliquod pecunie vel personale aut aliquid pro exercitu a burgensibus et habitantibus dicte ville petere possumus nec debemus, nisi prout communitates Melduni et aliorum locorum nostrorum Waudi ad calvacatas adcedere tenentur et adcedere consueverunt.

Preterea, ipsis nolentibus, eorum domos causa hospitandi nec..... nos promittimus..... alios hospitandos..... inquietare.

Etiam infra..... capere seu captivare debemus, nisi de cognitione consulum juratorum dicte ville mediante, et aliquem quem contingeret captivari tormentis non flagellare, se..... nec ipsum extra villam captivatum ducere, nisi cognitione consulum dicte ville juratorum mediante.

Si quis burgensis alibi mansionem suam facere voluerit, nos et villa tenemur et debemus ipsum cum omnibus rebus suis pro posse nostro per sp..... dare et prestare.

Si quis burgensis per..... aliquid acquisierit et illud emendare vel assignare voluerit, libere facere potest sive in infirmitate sive in sanitate, et heredes sui illud reddere tenentur, nisi illud ante obitum suum emendaverit et..... pro salute anime sue, coram duobus viris honestis, dederit vel assignaverit in elemosinam, dum ire potest et equitare libere et sine contradicione facere potest et heredes sui illud reddere tenentur; et (si) in infirmitate ceciderit et recordatus fuerit patrem in elemosinam dedisse vel assignasse, tunc libere usque ad sexaginta solidos in elemosinam semel dare potest.

Et mulier, marito suo contradicente et liberis suis, si voluerit dare vestimenta sua in elemosinam, libere facere potest.

Si que pecunia uxori alicujus viri..... commissa fuerit, de ipsa pecunia vir..... debet esse..... sine dampno.

Si filius alicujus burgensis teneatur alicui in aliquo, vel aliquis ei pecuniam commiserit, vel alio modo expendiderit, pater ejus nichil persolvet nec ipse filius quamdiu est sub potestate patris et quamdiu est sine uxore, et..... pariter non persolvet illud quod expendit sub potestate patris positus nec adhoc idem tenetur, sed..... partem substancie sue filio dederit vel aliquam portionem assignaverit, ut cum illa..... tunc tenetur persolvere quicquid expendit extunc quod sibi fuit concessum vel assignatum.

Si quis liberorum burgensis aliquid invitis parentibus, hoc est patre et matre, acceperit ubicunque quod eis ablatum est invenitur et conquestus fuerit.... debet illud quod ablatum est sine dampno recuperare et nos tenemur ei per jus recuperare.

Si quis vicino suo per suum animal aut per familiam suam nocuerit, et ipse nobis conquestus fuerit, ipse pro eis respondeat aut.....

Si curatus..... erga aliquem..... aliquam habet querelam, primo nobis et burgensibus conqueratur et secundum jus burgensium ipse curatus de illo jus accipiat.

Si autem reus curato secundum jus burgensium justiciam exhibere noluerit, tunc curatus ubicunque voluerit citare potest.

Quicunque foderit cala..... vicino suo nocuerit, vel forte..... ad judicium, et in primis de precepto nostro ille qui nocet debet vicinum suum servare indempnem, et si non fecerit iterum..... tertio conquestus fuerit, emendabit conquerenti cum tribus solidis et nobis cum sexaginta solidis.

Si aliqua dissensio, quecunque sit, excepto furto, inter burgenses ville oriretur dum tamen coram nobis non sit..... sine dampno inter ipsos eam libere..... salvo jure domini.

Et si quedam querela inter burgenses ville de rebus suis orta sit, libere eam secundum eorum consuetudines concordent.

Si quis paupertate rerum necessariarum astrictus fuerit, possessiones suas cuicunque voluerit vendat, et ille qui emeret libere possideat, salvo censu domini.

Si quis cujuscunque conditionis sit in predictam villam burgensis ingreditur, annumque et diem integrum addito ibi jure et lege civili palam omnibus sine..... concedere nisi hiis qui ab extranea provincia dominum suum furtive fugisse (comprehenderentur ?). Si autem denegaverit, eum tenetur probare per septem proximiores cognatorum..... si sic probaverit contra illum.

Si quis pascuam clauserit et eam in proprios usus verterit, si quis de ipso conquestus fuerit nobis, et ipse non emendaverit clausuram suam removendo quam removere tenetur, si non fecerit, tenetur cuilibet conquerenti in banno sexaginta solidorum et nobis similiter.

Si autem infra clausuram pascuorum aliquis animalia sua verterit aut duxerit, nichil emendavit ei qui pascuam clauserit nec alteri.

(Quod si) burgensis libere et sine contradicione et sine prohibicione juris aliquod feudum aud allodium vel predium per annum diemque integrum receperit et possederit, nemo de cetero ab ipso auferre potest.

Si quis burgensis aliqua feuda in suam vestituram habuerit, nemo burgensem de ipsa vestitura potest nec debet gravare nec sine juris ipsorum..... spoliare (?).

Si quis burgensis usque ad mortem suam vixerit in pace quieta sine calumpnia et juris prohibitione, si quis talis ipso defuncto contradixerit ne in cimisterio sepeliatur, omnia dampna que propter illam contradicionem heredibus defuncti evenirent, contradictor heredibus defuncti emendare tenetur cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter.

Si quis burgensis ville manifeste usurarius fuerit, ita quod

manifeste pecuniam... per ebdomadam supra pignora que in domo sua vel alibi..... accomodaverit, si contigerit eum mori sine liberis de suo corpore procreatis legitime, omnia bona ejus que dimisit nostra sunt.

Si quis burgensi minatur de corpore, et ille cui mine inferuntur possit eum convincere de minis per duos testes legitimos, minator emendabit ei cum sexaginta solidis, si conquestus fuerit, et nobis in tribus solidis.

Et si de bonis suis burgensis burgensem minatur et de bonis suis aliquid dampni evenerit, et ille cui mine inferuntur possit..... minator leso dampnum..... cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter.

Si autem probare noluerit, minator tenetur se purgare super sancta scriptura cum septima manu quod ei dampnum non fecit de rebus suis nec per.....

Cum..... burgensis aliquid habet in sua vestitura, nemo ipsum gravare debet nec absque judicio et justicia spoliare.

Si quis ultra contradicionem alicujus burgensis domum ejus intraverit, quicquid mali et dampni intrator..... dictam domum invenerit, nulla inde erit satisfacio neque domino, neque ville, neque leso.

Si autem intrator absque dampno exierit et burgensis cujus domum intraverit nobis conquestus fuerit, et poterit probare quod post ejus contradicionem domum suam intraverit, debet intrator emendare cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter.

Nullus burgensis pro allodio suo aut feudis, si alter burgensis super eo conqueratur, non respondet ei si voluerit nisi coram nobis.

Sigillum ville unicum consulum ville quem ceteri consules dicte ville elegerint debet custodire, et ille debet jurare quod nullam litteram sigillabit nisi de consilio dominorum de consilio ville.

Qui non est burgensis non potest ferre testimonium contra

burgensem nisi usque ad tres solidos ; de contractibus tamen qui fiunt extra terminos ville, omnes qui adsunt possunt testimonium perhibere.

Si quis burgensis aliquod allodium emerit et illum per annum et diem sine calumpnia et juris prohibicione in pace tenuerit, deinceps in pace illud debet possidere.

Et si burgensis aliquid quod alter burgensis teneat ab aliquo emerit..... burgensis possessor in eodem jure illud ab emptore debet tenere quo jure tenebat a venditore.

Si burgensis burgensi in obstagio tenetur et ille noluerit burgensi tenere obstagium, ille cui tenetur in obstagio libere et sine dampno suum obsidem capere potest et facere quod obstagii pactum.....

Si autem ille obses ab eo..... suum obsidem capere et retinere non possit, nos et villa debemus eum juvare quod ipse teneat.....

Si aliquis juvenis aut advena aut non burgensis alicui honesto burgensi convicia..... burgensis..... illi conviciatori alapam dederit aut percusserit, nulla inde erit satisfacio nobis, neque ville, neque leso.

Burgenses ville possunt libere pastores pecudum ville sine nobis instituere et.....

Si quis non burgensis de burgensi conquestus fuerit, burgensis antequam illi respondeat debet habere de ipso fidejussionem vel cautionem de stando juri et judicato solvi et..... debet..... burgensi justiciam vult facere, primo illam burgensis debet..... et postea non burgensis statim respondere.

Et si duo burgenses..... burgenses alter alterum ad..... nichilominus negans tenetur purgare.....

Si quis burgensis pro alio burgensi pro debito recognito dampnum aut gravamen..... ille pro quo dampnum..... dampnum et gravamen..... leso burgensi cum banno sexaginta solidorum Lausannensium et nobis similiter.

Nullus burgensis duellum faciet si noluerit. Si autem ali-

quis dicat burgensi : ego te per corpus meum probabo in corpus tuum, talis tenetur illi cui dixerit in sexaginta solidis et nobis similiter.

Nullus burgensis suis liberis portionem dabit dum vixerit, si noluerit.

Si burgensis portionem liberis suis dederit et illi liberi hereditatem illius renunciaverint et se extra cassaverint, ipse burgensis quemcunque liberorum suorum reponere in hereditatem voluerit libere potest, ita tamen quod illud quod in portione sua de domo exiret in domum refundere debet, et si omnes in hereditate reponere voluerit libere facere potest.

Si pater burgensis et uxor ejus aut sui liberi, sive sint primi vel secundi sive prima uxor sive secunda, inter se aliquem contractum fecerint, perpetuo observetur nisi de eorum voluntate communiter revocetur.

Nullus burgensis alium burgensem citare potest nisi coram nobis.

Si aliquem ad justiciam citare voluerit et preconem non invenerit, per unum de duodecim juratis citare potest.

Nullus burgensis alium burgensem in foro suo gravare potest, postquam ipsum supra forum invenerit. Quod si quis ipsum de foro suo gravaverit, emendabit leso cum banno trium librarum et nobis similiter.

Si quis burgensis alicui sit fidejussor et contingerit eum mori, uxor illius et liberi sui non debent nec tenentur pro ipsa fidejussione persolvere.

Si quis burgensis sit alicui burgensi fidejussor, et fidejussor dimiserit se ad justiciam citari eo quod pignus illi cujus est fidejussor reddere noluerit, sed expectaverit quod in justicia ambo venerint, debet fidejussor denarios persolvere illi cujus est fidejussor cum banno trium solidorum et nobis similiter.

Cuilibet burgensi et residenti dicte ville liceat arcus lapideos ante domum suam facere et desuper edificare.

Nullus tabernarius nemini tabernam suam contradicere potest.

Quicunque tabernarius vinum limphaverit aut alio modo falsificaverit, pro latrone habetur. Et si quis falsam mensuram alicui dederit, et ille cui data est probare poterit sibi falsam mensuram esse datam, ille qui dederit emendabit illi cui data est cum sexaginta solidis et nobis similiter, et non vendat vinum per quadraginta dies.

Tabernarius in cupa vini lucrare debet duos denarios, et si magis lucratur emendabit conquerenti cum tribus solidis et nobis similiter.

Hospes super eo quod est expensatum de suo non potest manutenere nisi usque ad tres solidos.

Si quis domum alicujus hospitis ultra voluntatem hospitis exierit..... illud quod expendit, tenetur in banno sexaginta solidorum et nobis similiter si sit burgensis; si autem non sit burgensis tunc hospes potest eum capere et retinere donec ei persolverit quod expendit, nec propter hoc quod hospiti persolverit quod expendit..... sexaginta solidorum amittit, et debet hospes domino significare quod propter hoc eum retinuit.

Si paniffex nimis parvum panem fecerit ultra quod justum fuerit, statim pauperibus debet dari, et nobis dat pro lege tres solidos.

Quicumque panem ad vendendum..... frumenti ad furnum fecerit, debet in ipsis lucrari sex denarios et furfur. Si autem magis lucratus fuerit, emendabit cuilibet conquerenti in banno trium solidorum et nobis similiter.

Jus clibanni est de una quacunque duos panes valentes duos..... debet habere aut duos denarios si voluerit, et ipse furnarius habere debet servum qui secum pastam defferat.

Carnifex lucrare debet in bove ad macellos sex denarios, in vacha sex denarios, in porco quatuor denarios, in castrone duos denarios, in..... et hoc si ipse carnes ad macellos vendiderit.

Nullus carnifex octo diebus ante festum beati Martini yemalis et totidem post emere debet animalia, donec burgenses ad opus suum emerint, nec aliquem porcum octo diebus ante festum beati..... et totidem post debet emere, donec burgenses pro se emerint.

Si aliquis carnifex aliquod animal emerit et aliquis burgensis ei supervenerit et lucrum de jure ville statutum animalis cum precio ei obtulerit, carnifex non debet denegare. Si autem ei denegaverit emendabit ei cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter.

Nullus carnifex porcum aut aliqua animalia debet occidere aut excorizare nisi ad macellos, nec supra costas ejus scissuras facere sicut supra costas castronis. Si quis contra hoc fecerit teneatur conquerenti in tribus solidis et nobis similiter.

Nullus debet baconem salsatum scindere ad vendendum nisi cum macellis et deinde sextillas facere. Si quis contra hoc fecerit, tenetur conquerenti in tribus solidis et nobis similiter.

Si quis carnes leprosas pro mondis vendiderit, aut carnes suillas pro porcinis, et ille cui vendiderit poterit probare quod hujusmodi carnes vendiderit, venditor emptori emendabit cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter, et per quadraginta dies carnes non vendat.

Carnes suille aut leprose, aut animal a lupo vel canibus occisum aut mortificatum sub tecto macelli non vendantur; sed qui vendiderit et probatum fuerit, emendabit cuilibet conquerenti, cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter, et carnes non vendat per quadraginta dies.

Etiam qui pisces reservant pudricos et postea vendunt, si probari possit, emendabit cuilibet conquerenti cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter, et pisces non vendat per quadraginta dies.

Pondus lapidis ad quod pondus debet ponderare quatuordecim marchas, et si magis vel minus ponderat falsum est.

Certor pro duodecim ulnis panni lanei debet habere decem

denarios pro factura ; qualiscunque pannus sit, per dorsum debet mensurari.

Jus molendini est quod de octo cupis bladi multor unam eminam habere debet, quarum quatuor cum dimidia faciunt cupam.

Si quis aliqua victualia infra leucam unam, id est circa villam, emerit, debet emendare cuilibet conquerenti in tribus solidis et nobis similiter.

Quicunque qui facit jura ville non debet theoloneum, et pro pannis qui in villa scinduntur pro vestimentis theoloneum non datur.

Villanus vel quicunque emerit aliquid in foro ville sub triginta denarios non debet theoloneum.

Si autem emerit ad valorem triginta denariorum debet obolum pro theoloneo. Si vero ad quinque solidos debet unum denarium ; de tela lini datur unus den. ; de tela canapis unus obolus ; de equo quatuor den. ; de asino sexdecim den. ; de mulo octo den. ; de bove unus den. ; de vacha unus den. ; de porco unus den. ; de capra unus obolus ; de ove unus obolus ; de benesta salis unus obolus ; de sommata salis duo den. , de sommata ferri unus den. ; de trosello unus den. ; de sommata vini unus den. ; de calderia, cacabo, patella, vomere, cultro et falce non datur theoloneum, si homines qui habent refrigerium in villa ea emant ad usus suos. Sed si quis emerit ad vendendum debet pro theoloneo pro singulis quinque solidis unum denarium et pro qualibet libra quatuor denarios ; et si quis ad forum ville aliquid aduxerit aut attulerit postquam illud supra viam emerit et vendit, dabit theoloneum.

Pro uno corio datur unus denarius, et pro uno seracio unus denarius datur pro theoloneo.

Quislibet merciffer dat ter in anno theoloneum, scilicet in nativitate Domini, in Pascha et in Penthecoste, qualibet vice duos denarios.

Si quis non burgensis caseos venales ad forum ville adtu-

lerit, debet dare theolenario in mayo unum caseum pro theoloneo nec de majoribus nec de pejoribus et sic est exemptus de theoloneo per totum annum.

Qui non est burgensis neque facit jura ville non debet aliquas res minutas vendere preter sal, neque vinum, neque panem, neque carnes; sed si quis contra hoc fecerit tenetur cuilibet conquerenti in banno trium solidorum et nobis similiter.

Porro si sal vendere aliquis voluerit qui non sit burgensis aut non facit jura ville, sallacium non scindat sed integrum vendat et in tali foro secundum quod benestam integram venderet. Si quis carius vendat, cuilibet conquerenti tenetur in banno trium solidorum et nobis similiter.

Quicunque ad nundinas ville die venerit illa nundinarum, die precedenti et die sequenti non debet theoloneum.

Nullus burgensis aut non burgensis aliquem qui ad forum ville venerit die jovis vadiare debet, nisi sibi fuerit debitor aut fidejussor.

Si quis unum de duodecim juratis consulibus ad justiciam citare voluerit, si sit residens in villa, ipsum in die dominico citare debet; si autem non sit residens in villa qualibet die ipsum citare potest.

Si quis burgensis in duodecim juratis promovetur, debet aliis juratis bevragium, et sunt omnes jurati exempti de censu domini usque ad duodecim denarios, et si pro aliqua querimonia in manibus nostris in banno trium solidorum inciderint; etiam a leydis exempti sunt ab illis.

Si quis filius burgensis vult burgensis fieri, nullum bevragium debet nobis neque burgensibus. Et si quis non burgensis filius voluerit..... bevragio et duodecim juratis bevragium secundum eorum graciam, et in illo nos nichil habemus nec ipsi in nostro.

Dicti jurati debent in justicia sedere cum nobis.

Si duo hospites non burgenses alter alterum in causam trahere voluerit preconi loco castellani dabunt fidejussorem

quod ambo comparebunt in judicio, et si unus eorum defuerit reus habebitur.

Si burgensis de hospite vel advena vel non burgensi conquestus fuerit, si ipse hospes negaverit, burgensis producet vel nominabit duos testes legitimos, et si per illos testes non probaverit illud de quo conqueritur, tenetur hospiti in omnibus expensis quas fecit ex tunc cum ipsum in causam traxit. Si autem probaverit, tunc nos omnia que in posse nostro sunt de bonis illius hospitis debemus accipere et dare conquerenti usque ad satisfactionem predictorum. Si autem nichil habuerit, tunc nos debemus ei contradicere ne aliquis eum hospitetur aut aliquid ei vendat. Quod si quis aliquid ei vendiderit aut ipsum in hospicio suo receperit, pro eo respondebit et persolvet, et quotidie de ipso hospite, advena et non burgensi debet justicia exhiberi.

Si quis pignus suum quod in tertia parte excedat precium rei quam emere voluerit carnifici, panifici, tabernario, suptoribus vel aliis miserit et rem pro qua misit supra illud pignus habere non poterit, emendabit illi qui rem supra pignus habere non potuit cum banno trium solidorum et nobis similiter.

Si quis pignus fidejussoris quindecim diebus custodierit, libere illud vendere potest die jovis proxima post quindecim dies, a prima usque ad noctem dum dies est, et si in illa illud vendere non potuerit cum quindecim diebus custodierit ubicumque ex tunc ducere libere voluerit illud vendere potest.

Et si quis pignus creditori tradiderit, ipsumque traxit in causam dicendo quod creditor pignus injuste vendidit, tunc creditor debet jurare quod pignus juste vendidit, et sic ab impeticione illius in pace esse debet.

Si autem pignus a debitore traditum fuerit creditor illud debet servare usque ad proximam diem jovis post tradicionem pignoris et vendere ut est predictum.

Si quis pro jure suo aliquem vadiare voluerit, per licenciam nostram et quatuor consulum quos nos poterimus habere debet vadiare.

Quilibet burgensis alium burgensem fidejussorem suum extra domum suam libere potest vadiare.

Si homo alicujus burgensis aut aliquis qui supra terram burgensis sit debeat burgensi aliquid, ipse burgensis primo domino suo debet conqueri, et dominus illius debet ipsum compellere quod infra quindecim dies persolvat burgensi; quod nisi fecerit ubicunque poterit extra domum libere poterit eum vadiare.

Si non burgensis burgensi sit fidejussor aut debitor et villam Corberiarum intraverit, ea que ille in villa habet non debet saisire nec ea propria voluntate debet capere, et hoc ita si iste sit miles aut sacerdos vel homo religiosus. Sin autem alter sit qui burgensi sit fidejussor aut debitor et villam intraverit, illum libere vadiare potest.

Janitores ville sunt exempti ab inquisicionibus ville, excepto censu et exercitu.

Quilibet burgensis janitoribus et preconi ac matriculario in festo beati Stephani yemalis unum panem cuilibet qui erit dare debet vel unum denarium. Et janitores postquam eis traditi sunt pontes facti et cooperti custodire tenentur ne in ponte foramen fiat per quod possit oriri alicui dampnum; nam si per foramen quod in ponte erit dampnum alicui evenerit, janitores tenentur leso dampnum emendare.

Janitores precoque ville messagia ville infra unam dietam circa ipsam villam facere debent ita tamen quod in eodem die possint redire, et illi qui eos mittunt debent ipsis in expensis providere.

Si quis amicum suum juvare voluerit sine consilio ville, primo burgens(iam) debet renunciare, et cum familia sua villam exire, nec villam debet intrare donec ipsa guerra fuerit pacificata aut per treugas sedata. Si quis contra hoc fecerit, omnia dampna que per illud juvamen burgensibus et ville evenerint ille debet emendare.

Nullus ortum aut viridarium alterius debet intrare; quod

si de nocte intraverit, pro latrone habetur; si autem de die intraverit, aut lapidem vel baculum jaciendo dampnum fecerit, emendabit illi cujus ortum intraverit aut dampnum sic intulit cum banno sexaginta solidorum et nobis similiter.

Nullus pelles aut... ante hostium in vico debet excoriare aut morticium aut sordes a domibus aut aliquas immundicias in vico ponere. Si quis autem contra hoc fecerit, emendabit cuilibet conquerenti cum tribus solidis et nobis similiter.

Si autem deffendendo corpus suum alicui malum absque morte fecerit, nulla inde erit satisfacio nobis neque ville neque leso, sed qui litem incepit tenetur nobis in sexaginta solidis.

Quicunque fuerit qui fassiculum aut somatam vel charratam lignorum in nemore fecerit, postquam nemus exierit, nullus eum presumat vadiare.

Qualiscunque causa que coram nobis ventillatur debet per asserentem probari per duos testes fidedignos visu et auditu, salvis probationibus superius declaratis; quod si non probare poterit ut dictum est, nichilominus negans tenetur se suo juramento purgare [1].

Item quod omnes castellanie nostre Corberiarum perpetuo ressorciantur et ressortire debeantur ville de Corberiis, et ressorto illo dicte ville utantur perpetue juxta et secundum quod ville Waudi ressortis utuntur et uti solite sunt, tam de consuetudine quam juxta ordinacionem inclite memorie domini et genitoris nostri carissimi Sabaudie comitis quondam.

Item desiderantes castellaniam et mandamentum cum castris et pertinenciis nostris Corberiarum, unacum burgensibus, habitatoribus et incolis dicti loci adeo fore incorporatos et unitos nobiscum, quod a manibus nostris vel aliquorum successorum nostrorum Sabaudie comitum aliquo tempore separari vel in alterius manus transferri non possint, dictis bur-

[1] Jusqu'ici la rédaction de cette charte paraît avoir été préparée et proposée par les gens de Corbières. Mais, à partir de ce point, le style change et la rédaction semble être émanée de la chancellerie du Comte.

gensibus, habitatoribus et incolis bona fide promittimus et juramus castra, villam seu mandamentum Corberiarum in toto vel in parte non alienare vel in manus alterius transferre ; volentes quod si et ubi contrarium faceremus imposterum, ipsi burgenses et habitatores non teneantur alicui nisi nobis et officiariis nostris in aliquo obedire.

Item quod omnes quos dominus Turris tenet in gageria [1] a nobis apud Charmeis vel alibi in ressorto ville contribuant et contribuere teneantur cum illis de Corberes in solucione florenorum quantitatis inferius descriptorum juxta ratam debitam cujuslibet eorumdem.

Quas quidem libertates, immunitates et franchesias et omnia et singula supradicta nos Comes predictus rata, grata et firma habere et tenere promittimus et juramus sub bonorum nostrorum obligacione quorumcumque et non contra facere vel venire. Mandantes harum serie baillivo, procuratori Waudi, castellano Corberiarum et ceteris officiariis nostris presentibus et futuris vel eorum loca tenentibus, quatenus predictas immunitates, libertates et franchesias, pactaque et conventiones et cetera supradicta teneant, attendant firmiter et observent et in nullo contra faciant vel opponant.

Pro quibus omnibus et singulis mille ducentos florenos auri boni ponderis, ad rationem quatuordecim solidorum monete cursibilis videlicet fistolorum seu vermocandorum manu domini Egidii Drueti, decani Seisiriaci, secretarii nostri dilecti, qui nobis exinde computare debebit, habuisse et recepisse confitemur. In quorum omnium robur et testimonium presentes litteras nostri fecimus sigilli appensione muniri. Datum

[1] Le 11 mai 1379, Amédée, comte de Savoie, avait remis en *gagerie* la seigneurie de Corbières aux frères Antoine et Jean de la Tour-Châtillon, pour une somme de 3500 florins. Antoine de la Tour rendit cette gagerie au comte, le 15 juin 1390. Quoique l'acte qui constate cette rétrocession la déclare générale, il paraît par la présente charte de franchises qu'au 3 juillet la remise n'avait pas été effectuée en entier.

Ripallie, die tertia julii, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo.

Que quidem visio nostra predicta dicti decani de Ogo scripta est in duabus pellibus vel circa pergameni cum filo serici viridis agnexis, et continetur in eisdem duabus pellibus. In cujus visionis nostre predicte testimonium, nos decanus de Ogo prefatus sigillum nostrum decanatus de Ogo dicte visioni nostre seu presentibus litteris in filo seu cordula serici viridis dictis duabus pellibus agnexa duximus appendendum seu apponendum. Datum quoad dictam visionem nostram, vicesima die mensis septembris, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo primo.

Rich. Grangeta, pro visione.

71

1391, 23 septembre.

LETTRE REVERSALE D'AMÉDÉE COMTE DE SAVOIE, PORTANT LA CONFIRMATION DES FRANCHISES DES VILLES DE MOUDON, ROMONT, YVERDON, RUE, LES CLÉES, CORBIÈRES, MORGES ET NYON ET STIPULANT QUE CES VILLES ONT LE DROIT DE DÉSIGNER LES SOLDATS ÉLECTIONNAIRES.

Archives d'Yverdon, N° 86. Vidimus du 31 mars 1393.

Ego Nicolaus de Bioleto presbiter Yverduni nunc sigillifer sigilli castellanie Yverduni, Lausannensis diocesis curiarumque Ballivie Vuaudi, illustrissimi et serenissimi principis Sabaudie comitis, dominorum officialis Lausannensis et Decanatus Novicastri juratus, notum facio universis presentibus et futuris quod ego vidi, tenui, perpendi et de verbo ad verbum legi quandam litteram sanam et integram, non rasam, non cancellatam, nec in aliqua sue partis prout mihi prima facie

apparuit in aliquo viciatam sed omni suspectione falsitatis prout in eadem vidi seu perpendi carentem, cujus quidem littere tenor sequitur in hec verba :

Nos Amedeus, comes Sabaudie, notum facimus universis quod cum dilecti et fideles nostri nobiles, burgenses et communitates villarum et castellaniarum nostrarum Melduni, Rotundimontis, Yverduni, Rote, Cletarum, Corberie, Morgie et Nividuni nobis gratiose concesserint nos juvare ac nobis servire eorum tota potestate contra rebelles et inimicos nostros Vallesii, spatio quinque septimanarum, eorum sumptibus et expensis, inclusis octo diebus per quos nobis servire debent et tenentur eundo et redeundo, et per hanc dictam concessionem debent transire limites quos per eorum franchesias preterire non debent, nos prefatus comes confitemur et in veritate testificamur quod presens concessio et adjutorium per dictas nostras communitates de gratia speciali nobis sunt concesse et facte, volentes et concedentes quod dicta concessio et adjutorium ac limitum transgressio eisdem nostris communitatibus et suis in futurum seu contra eorum franchesias et libertates nullum prejudicium inferat vel gravamen, sed dicte franchesie et libertates illese penitus remaneant.

Item volumus et ordinamus per presentes quod dicti fideles homines et subdicti nostri litteris sive mandatis nostris ad cujusvis instantiam impetrandis a nobis in posterum emanandis et officiariis seu commissariis nostris dictorum locorum dirigendis obedire minime teneantur nisi in eis apponatur hec clausula : *Patrie nostre Vuaudi consuetudinibus observatis*, attento maxime quod litteris predecessorum nostrorum atque nostris dicta clausula semper describi extitit consueta.

Item volumus quod quatuor vel sex probi homines cujuslibet ville dictarum communitatum, vocato secum castellano nostro ville cujuslibet ipsarum communitatum possint et valeant sine fraude eligere et exponere omnes homines sufficientes et potentes ad prelium qui ibunt ad dictum nostrum

servitium, et ceteros homines non sufficientes seu impotentes ad prelium qui remanere debebunt; itaque dicti Castellani nostri supra dicta electione ut supra fienda, dictas communitates corrigere, molestare, aut aliam gratiam sive remissionem facere minime teneantur.

Datum Lausanne die vigesima tertia mensis septembris, anno domini millesimo tercentesimo nonagesimo primo, sub signeto nostro.

Per dominum presentibus dominis Episcopo Lausannensi, monaco Joveti et Johanne de Conflans. Reddi litteras portatori. Iohannes Bombat.

In cujus visionis testimonium ego prefatus Nicolaus presbiter sigillum commune Castellanie Yverduni rogavi et meis precibus feci huic scripto apponi; datum quoad dictam visionem die ultima mensis martii, anno domini millesimo tercentesimo nonogesimo tertio.

Wuillermus Barberii clericus.

72

1398, 14 avril.

Libertés et franchises concédées par Jeanne, dame de Cossonay, à la ville et à la châtellenie de ce nom.

Cette charte, qui se trouve aux archives de Cossonay, a été publiée par M. Louis de Charrière dans la Chronique de la ville de Cossonay. Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande, vol V, 2me livraison, pag. 299 à 316.

73

1398, 16 décembre.

Amédée VII, comte de Savoie, confirme de nouveau les franchises et libertés de la ville de Nyon.

Datum Nyviduni, die decima sexta mensis decembris, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo octavo.

Archives de Nyon, Recueil de franchises, n° 5.

74

1398, 20 décembre.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE MOUDON PAR AMÉDÉE VIII, COMTE DE SAVOIE, ET SERMENT DES HABITANTS DU DIT LIEU.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Nos Amedeus, Comes Sabaudie, dux Chablaisii et Auguste ac in Italia marchio et princeps, dominusque Baronie terre Waudi, universis et singulis tam presentibus quam futuris, nostras presentes litteras inspecturis et audituris, rei geste notitiam infra scripte presentium serie pandimus et testamur, quod nos illustrium principum dominorum avi et genitoris nostrorum carissimorum dominorum comitum Sabaudie memorie recolende ac suorum et nostrorum predecessorum vestigiis et actibus laudabilibus inherere cupientes, nobis hodie existentibus in villa et loco nostris Melduni, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum fidelium Nobilium, Burgensiumque, incolarum et subditorum nostrorum ville et castellanie ac districtus nostrorum dicti loci Melduni nobis reverenter factas super infrascriptis per eosdem, consideratis etiam laudabilibus et profunde fidelitatis obsequiis diuturnis preteritis temporibus, dominis et predecessoribus nostris et nobis etiam successive per eosdem impensis; in quibus hilariter et fideliter continue perseverarunt et se perseveraturos ferventius intendunt et satagunt, sic quod noster animus letabundus in eorum sinu et dilectione sincerius requiescere cogitur et meretur propter amoris et fidei uberes exitus et ferventiores effectus, habita siquidem deliberatione et consilio maturis cum nostris proceribus et consiliariis de et super inferius descriptis omnes et singulas franchesias, libertates, privilegia, immunitates et consuetudines ipsis Nobilibus, Burgensibus et incolis atque eorum antecessoribus concessas et confirmatas per incli-

tarum recordationum dominos comites Sabaudie avum et patrem nostros carissimos Dominum Ludovicum de Sabaudia avunculum nostrum dominum quondam dicte terre Waudi, ac dominam Ysabellam de Cabillone dicti domini Ludovici conjugem et consanguineam dicti domini genitoris nostri, dominam Catherinam de Sabaudia dicti domini Ludovici filiam, uxorem carissimi consanguinei ejusdem domini genitoris nostri domini comitis Namurcensis, et per eundem comitem ac dictum dominum avum nostrum Sabaudie comitem quondam predecessores nostros in dictis terra et baronia Waudi, quas terram et baroniam ipsa domina Catherina una cum dicto domino comite Namurcensi ejus viro in dictum dominum et avum nostrum venditionis titulo transtulit atque dedit, eisdem Nobilibus, Burgensibus, incolis et subditis nostris ville et castellanie ac districtus dicti loci nostri Melduni pro nobis et nostris successoribus in Sabaudie comitatu atque terra et baronia Waudi, laudamus, emologamus, ratificamus et confirmamus ac de novo concedimus per presentes in omnibus et per omnia prout et quemadmodum in dictis privilegiis, franchesiis, immunitatibus, libertatibus, consuetudinibus est notatum et descriptum, et maxime sicut dicti domini avus et genitor nostri eas et ea confirmaverunt et promiserunt per eorum litteras patentes quas nobis ostenderunt: promittentes pro nobis et nostris successoribus ut supra per nostrum corporale juramentum ad sancta dei Evangelia prestitum sub nostrorum obligatione bonorum dictas franchesias, libertates, immunitates, privilegia et consuetudines ipsis Nobilibus, Burgensibus incolis et subditis ac eorum posteritatibus inviolabiliter tenere et observare ac eos manutenere in ipsis secundum eorum continentiam et tenorem et quemadmodum dicti domini avus et genitor nostri et alii sui et nostri predecessores manutenuerunt et hactenus servaverunt eisdem.

Et vice versa dicti Nobiles, Burgenses, habitatores et incole dicti loci nostri de Melduno et generaliter tota universitas ho-

minum loci ipsius in nostri presentia existentium, nominibus eorum et quorumcunque absentium loci ejusdem seu ville et castellanie predictorum, promiserunt pro se et eorum posteritatibus quibuscunque, nobis et nostris successoribus quibuscunque perpetuo, ac ad sancta dei Evangelia juraverunt digitos eorum indices ad cœlum erigentes et dicentes unanimiter vocibus altis et iteratis *viva Savoya*, esse boni et legales, fideles et obedientes erga nos et nostros legitimos successores nec non jura nostra fideliter agnoscere et judicare una cum ballivo nostro Waudi seu Castellano nostro dicti loci, quando et quotiens casus exegerit et fuerit opportunum servatis tamen consuetudinibus et franchesiis ante dictis.

Mandantes et precipientes expresse per presentium tenorem ballivo Waudi, castellanoque Melduni et aliis nostris castellanis atque commissariis ad quos presentes pervenerint presentibus et futuris, quatenus nostras presentes litteras et in eis contenta ipsis Nobilibus, Burgensibus, incolis et subditis ac eorum posteritatibus firmiter attendant et observent nihil in contrarium faciendo; de quibus nostras presentes litteras ipsis Nobilibus, Burgensibus, incolis et subditis petentibus duximus concedendas nostri majoris sigilli munimine roboratas. Datum et actum Melduni, in platea ante Ecclesiam Beate Marie dicti loci, die vicesima mensis Decembris, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo octavo.

Per dominum presentibus dominis : Episcopo Lausannensi, Ludovico de Sabaudia, capitaneo pedemontium, Rodulpho de Grueria, Johanne de Conflans, canonico de Miolano, Guichardo Marchiandi, Asperi-Montis, Amblardo Gerbaisii et P. Thesaurario Sabaudie.

75

1398, 22 décembre.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE LA VILLE ET CHATELLENIE D'YVERDON PAR AMÉDÉE VIII, COMTE DE SAVOIE, ET PRESTATION DE SERMENT DE FIDÉLITÉ A LUI FAITE PAR CEUX DE LA DICTE VILLE ET CHATELLENIE.

Archives d'Yverdon, nº 2.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablaisii et Auguste in Italia Marchio, Dominusque baronie et terre Vuaudi, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos pensatis et in mente ut convenit revolutis laudabilibus et continuis servitiis cum sincere devotionis et subjectionis affectu diuturnis temporibus factis et impensis illustribus predecessoribus nostris Sabaudie Comitibus atque nobis subsequenter, per dilectos nostros Nobiles, burgenses et incolas ville et totius Castellanie nostre Yverduni qui nobis hodie supplicaverunt humiliter, ut libertates, franchesias, privilegia, immunitates et consuetudines eisdem concessas per prefatos predecessores nostros quondam Dominos dicte Baronie Vuaudi confirmatasque per recollende memorie illustrem Dominum Genitorem nostrum Sabaudie Comitem, eisdem Nobilibus, burgensibus et incolis jurare et confirmare similiter dignaremur. Nos siquidem dictus Comes, deliberatione prehabita cum nostris proceribus et consiliariis infrascriptis, volentes eosdem Nobiles, burgenses et incolas nostras juxta morem antecessorum nostrorum tractare favoribus gratiosis ut proinde animentur ferventius nobis et nostris honores et commoda ulterius procurare ea propter, pro nobis et heredibus et successoribus nostris in Sabaudie Comitatu et Baronia Vuaudi, predictas libertates, franchesias, privilegia et consuetudines, prenominatis Nobilibus, burgensibus et incolis suisque heredibus et successoribus harum tenore

confirmamus, rattificamus et emologamus in omnibus et per omnia, prout etquemadmodum in ipsis libertatibus franchesiis et consuetudinibus plenius est descriptum, potissime prout prefatus Dominus Genitor nostri easdem confirmavit, promittentes pro nobis et nostris ut supra per nostrum corporale juramentum ad Evangelia Dei Sancta corporaliter prestitum, dictas libertates, franchesias, immunitates, privilegia et consuetudines dictis Nobilibus, burgensibus et incolis ac eorum posteritatibus inviolabiliter tenere et observare secundum earum continentiam et effectum; et vice versa Petrus de Balmis, Johannes Raballiont, Petrus Bandereti, Johannes Cholier, Othinetus Prier, Franciscus Allamand, Petrus Ermenjoz, Perrodus Chassot et Johannes Porchat, Nobiles et burgenses dicti loci Yverduni pro se et ceteris omnibus ville, castellanie et districtus predictorum ac eorum posteritatibus, nobis stipulantibus pro nobis et nostris successoribus universis, promiserunt per eorum juramenta corporaliter prestita super Evangeliis Dei Sanctis, ceteri autem omnes et singuli de dicta villa et Castellania ibidem astantes per communem elevationem digitorum suorum etiam promiserunt pro se et suis ut supra esse boni, legales, fideles et obedientes erga nos et successores nostros quoscunque, nec non jura nostra fideliter cognoscere et judicare, una cum baillivo Vuaudi seu Castellano nostris Yverduni presentibus et futuris aut locatenentibus ipsorum, quando et quotiens coram ipsis proponetur et fuerit opportunum et cum propter hoc extiterint convocati, servatis tamen consuetudinibus, franchesiis et libertatibus antedictis. Mandantes et precipientes tenore presentium Baillivo Vuaudi, Castellanoque dicti loci Yverduni ac aliis universis Castellanis, officiariis et commissariis nostris, presentibus et futuris ad quos presentes pervenient, quatenus nostras presentes litteras et in eis contenta dictis Nobilibus, burgensibus et incolis ac eorum posteritatibus firmiter attendant et observent, nihil in contrarium faciendo, de quibus supra scriptis has litteras nostras

sigilli nostri munimine roboratas, eisdem Nobilibus, burgensibus et incolis duximus concedendas.

Datum Yverduni, die vicesima secunda mensis decembris, anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo octavo.

Per dominum presentibus dominis, Ludovico de Sabaudia, Ybleto capitaneo Pedemontium, Rudolpho de Grueria, Johanne de Conflans cancellario, Guichardo Marchiandi, Jacobo Championis, Aymoneto de Asperomonte et Amblardo Gerbaisii.

Signatum : Henricus de Rivo.

76

1399, 2 janvier.

Amédée VIII, comte de Savoie, confirme aux nobles, bourgeois et habitants de Rue les libertés et franchises qui leur ont été concédées par ses prédécesseurs. De leur côté, les habitants de Rue prêtent serment de fidélité au comte.

Datum et actum in platea castri nostri Rote, die secunda mensis januarii, anno domini m° ccc° nonagesimo nono.

Archives de la commune de Rue.

77

1399, 3 janvier.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE LA VILLE DE VEVEY, PAR AMÉDÉE VIII, COMTE DE SAVOIE, A SON ENTRÉE DANS LA VILLE.

Archives de Vevey, Lay. 1, paquet 1, n° 6.

Nos Amedeus, comes Sabaudie, dux Chablaisii et Auguste, in Italia marchio, etc. Rei geste infrascripte notitiam cum salute. Ecce quod nos illustris principis domini et genitoris nostri carissimi domini Amedei, comitis Sabaudie, memorie

recolende, ac suorum et nostrorum predecessorum vestigiis et actibus laudabilibus inherere cupientes, nobis hodie venientibus in villam nostram Viviaci, ad supplicationem et humilem requestam dilectorum fidelium nobilium burgensium incolarum et subdictorum nostrorum dicte ville nostre Viviaci humiliter per eos nobis factam, volentes ipsos favoribus prosequi gratiosis, pro nobis et nostris successoribus eisdem nostris burgensibus incolis et subditis dicte ville nostre Viviaci, Laudamus ratifficamus et confirmamus per presentes franchesias, immunitates, bonosque usus et consuetudines suas eis et ipsorum antecessoribus per felicis memorie predecessores nostros concessas et confirmatas, prout et quemadmodum in litteris seu instrumentis sigillatis quas et que ipsi habent super hiis continetur, et supra formam et tenorem instrumentorum et litterarum eorumdem, promittentes bona fide et per juramentum nostrum dictas franchesias, immunitates, libertates et consuetudines eisdem nobilibus, burgensibus, incolis et subditis nostris tenere et conservare perpetue cum effectu, et eos manutenere in ipsis bonis usibus et consuetudinibus ac juribus eorumdem prout dictus dominus et genitor noster atque nostri alii predecessores fecerunt et eas hactenus servaverunt, et viceversa Jaquetus de Paleysue, Johannes et Guillelmus Le Blanch, Ludricus de Grangetes, Roletus de Tavel, Johannes Majoris de Bossonens, Nycodus de Gillarens, Petrus de Ponte, Andreas de Curtilly et Girardus Belmont, burgenses et consules dicte ville Viviaci, nominibus suis et ceterorum burgensium et habitantium dicte ville, presente cum ipsis majori parte burgensium et habitantium predictorum, promiserunt nobis corporaliter et juraverunt esse boni, legales, fideles et obedientes nobis et successoribus nostris quibuscumque nec non jura nostra nobis manutenere et deffendere ipsaque fideliter cognoscere et judicare una cum Castellano nostro dicti loci, quando et quotiens coram ipsis proponentur fuerit que opportunum et propter hoc extiterunt evocati, servatis consuetudinibus

franchesiis et usibus antedictis, mandantes harum tenore Baillivo Chablaisii, castellano dicti loci Viviaci et ceteris officiariis nostris presentibus et futuris quibus spectat, quatenus nostras presentes litteras, franchesiasque, libertates, bonos usus et consuetudines de quibus supra fit mentio dictis nobilibus burgensibus incolis et subdictis firmiter attendant et observent nichil in contrarium faciendo.

Datum in introitu dicte ville nostre Viviaci, sub nostri majoris sigilli testimonio litteris appensi, die tertia mensis januarii, anno domini millesimo trecentesimo nonagesimo nono.

Per dominum presentibus dominis Episcopo Lausanensi, Ludovico de Sabaudia, Oddone de Villariis, comite de Grueriis, capitano pedemontano, Jo. de Conflens cancellario, de Miolano, C. Marchiandi, Ja. Championis, Asprimontis, Thes. Sabaudie.

Grand sceau pendant en cire verte.

78

1404, 7 octobre; 1405, 22 avril.

DÉCLARATION DES FRANCHISES ET LIBERTÉS DE LA VILLE D'ORBE, DONNÉE PAR JEAN DE CHALONS, PRINCE D'ORANGE, AU CHATEAU DE NOZEROY, ET APPROUVÉE PAR HUMBERT DE LA ROCHE-SAINT-HIPPOLYTE ET MARGUERITE DE MONTBÉLIARD, SEIGNEUR ET DAME D'ORBE.

Archives d'Orbe. — Voir la traduction de cette pièce dans l'histoire de la ville d'Orbe par M. de Gingins, pag. 142.

Nos Johannes de Cabillone, dominus de Arlatto et princeps Oringiarum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis et audituris, quod cum questio, discordia seu materia questionis verteretur seu verti magis spereretur, inter virum nobilem domicellum Humbertum de Villarcessel, Dominum de Sancto Ypolito et de Orba, nepotem nostrum, filium nobilis

et potentis viri domini Henrici, domini de Villarcessel et comitis de Rupe, Bisontine diocesis, ex una parte, et burgenses et habitatores ville de Orba predicte, ex altera parte, de hoc et supra hoc, quod dicti burgenses et habitatores ville de Orba, dicebant et asserebant, quod dictus domicellus Humbertus debebat et tenebatur laudare, confirmare, jurare, servare, ratificare et approbare in suo primo jucundo adventu et tenere perpetue libertates, franchesias et consuetudines dicte ville et communitatis de Orba, et ipsas libertates, franchesias promisit pro se et suis heredibus laudare, confirmare, jurare, ratificare, approbare et perpetuo servare, tenere et consentire per nobilem domicellam Margaretam dominam dicti loci de Orba, filiam quondam nobilis memorie domini Henrici de Montebelligardo quondam dominum dicte ville de Orba, uxorem dicti nobilis domicelli Humberti de Villarcessel domini de Orba, dictis burgensibus et habitatoribus dicte ville de Orba pro se et successoribus eorum habitantibus et habitaturis in dicta villa et communitate dicte ville de Orba prout hactenus et predecessoribus eorum Humberti et Margarete dominis de Orba solitum est fieri, et ipsas libertates, franchesias et consuetudines declarabant, prout in quodam rotulo papireo per modum copie coram nobis exhibito plenius continebatur; dicto domicello Humberto in contrarium pluribus mediis per ipsum propositis dicente ; finaliter dicte partes ad pacem et concordiam mediantibus pluribus ipsarum partium amicis et fidelibus, tendentes specialiter dicti burgenses, cupientes, volentes etiam dilectionem dictorum domicelli Humberti et domicelle Margarate dominorum dicte ville de Orba stare et perpetuo subesse, etiam dicti conjuges dictam villam et communitatem de Orba eorum viribus populare, se condescenderunt in arbitragium et amicabilem compositionem, et Nos elegerunt de communi consensu in amicum arbitrium, arbitratorem et amicabilem compositorem dictarum discordie et materie questionis inter ipsas partes existentium, ad de ipsis libertatibus franchesiis et

consuetudinibus determinandis deffiniendum et ordinandum prout nobis videbitur expedire.

Ipsis partibus coram nobis die Jovis sexta die mensis octobris, in castro nostro de Nosereto comparentibus, videlicet dicto nobili domicello Humberto, nomine suo et nomine dicte nobilis domicelle Margarete eius uxoris domine dicte ville de Orba, de qua domicella se fortem fecit et in se onus hujus operis pro se et suis heredibus suscepit et assumpsit, et etiam promisit dictus nobilis domicellus Humbertus per juramentum suum propter hoc ad sancta dei evangelia corporaliter prestitum, nostram pronuntiationem, ordinationem et declarationem seu sententiam dictarum questionum discordie et materie questionis ac libertatum, franchisiarum et consuetudinum pro se et suis heredibus tenere, complere, facere, observare et per dictam nobilem domicellam Margaretam ejus uxorem teneri, facere, complere, observare, confirmare, laudare et approbare ipsius determinationem, ordinationem, sententiam et pronunciationem habere ratas, gratas atque firmas plenius et in perpetuum absque aliqua contradictione per dictos conjuges et eorum successores dominos de Orba ex nunc in antea facienda seu ponenda, et dictis burgensibus et habitantibus dicte ville et communitatis de Orba comparentibus, per Johannem de Ponpaple et Nicolaum Malsans burgenses et habitantes de Orba nomine eorum et tamquam rectores et gubernatores ville et communitatis de Orba, Henricum Petitpas, Perrodum Marescali, Guillermum de Nozereto, Johannem de Tillerea, Jacobum de Sarrata, Mermetum Huguet et Nicoletum dictum Cagnon, burgenses et habitatores ville de Orba ac Consiliarios dicte ville et communitatis de Orba, nomine eorum et nomine aliorum omnium burgensium et habitantium dicte ville de Orba, de quibus fortes se fecerunt, et in se pro ipsis et quibuscunque aliis burgensibus et habitantibus dicte ville de Orba onus hujus operis susceperunt et assumpserunt, et promiserunt per juramenta sua propter hoc ad sancta Evangelia Dei corpora-

liter prestita, et sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum suorum quorumcunque, nostram pronunciationem, ordinationem et sententiam tenere, complere et habere perpetuo ratas, gratas ac firmas plenius perpetuo absque aliqua contradictione seu molestia inferenda vel ponenda.

Nos Johannes de Cabillone, Dominus et princeps predictus, ipsis partibus in dicto nostro castro existentibus ut dictum est comparentibus, auditis hinc inde a dictis partibus dictis et propositis ac allegatis, deliberatione prius a consiliariis nostris, de communi consensu ipsarum partium de dictis questionibus, dissentionibus et materia questionis dictarum franchesiarum, libertatum et consuetudinum dicte ville et Communitatis de Orba in modum qui sequitur ordinamus, declaramus et sententiamus, arbitramus, dicimus et prononciamus ac determinamus ad opus burgensium, habitantium et habitaturorum ville et communitatis de Orba et ipsam prononciationem, determinationem et sententiam dictis burgensibus et eorum successoribus perpetuo vallituram.

1. Primo, quod si quis peregrinus aut viator apud Orbam venerit et ibidem intestatus moriatur, bona ipsius debent deponi per consilium Domini in manibus dictorum proborum de Orba et etiam custodiri per annum et diem, et si infra annum et diem heres venerit legitimus, debet habere bona dicti peregrini ; si vero infra annum et diem heres non venerit qui requirat bona peregrini vel viatoris deffuncti apud Orbam, debent distribui de volontate Domini.

2. Si quis venerit apud Orbam et fecerit ville juramentum et ibidem fecerit moram per annum et diem sciente domino suo, nec infra annum vel diem fuerit requisitus, burgensis remanet ; si vero infra annum et diem fuerit requisitus, domino qui requisierit debet facere rationem, et si non potest se erga dominum qui eum requisierit excusare, et si Dominus ipsum probaverit per duos de paribus qui jurent Domino ipsum esse tailliabilem, villa non debet ipsum tenere per burgensem ;

potest tamen in villa et infra territorium ville remanere, si vero a villa voluerit recedere, villa ipsum et res suas debet conducere per diem et noctem.

3. Forum de Orba est per diem Lune et conducit venientes ad forum a Dominica precedente sole oriente, usque ad diem Martis sole occidente, videlicet in dominio de Orba, et illi qui veniunt ad forum de Orba ab ortu solis diei dominice vel recedunt vendendo et emendo, debent domino vendas usque ad occasum solis diei Martis sequentis.

4. Si quis vero a dicto foro recessit nec solverit vendas debet reverti et illas solvere si potest aut retromittere per nuntium antequam reversus fuerit domum ipsius, et sic est quietus ; si vero reverti non poterit nec ipsas vendas retromittere, debet dictas vendas secus viam subtus lapidem et duos lapides reponere hinc inde in testimonium, et die lune sequenti debet redire et habere secum duos testes probos homines et accipere vendas et reddere Domino, et sic est quietus de vendis et bamno. Si quis vendas deportaverit alio modo quam dictum est, tenetur Domino in sexaginta solidis et obollo.

5. Qui vendit in villa de Orba non debet vendas, nisi in predictis tribus diebus.

6. Burgensis non debet vendas in nundinis de Orba ; venditor debet vendas, nisi fuerit burgensis, alias tamen venditor et non emptor.

7. Quilibet potest res venales suas in fenestra sive in sua mensa vendere, exceptis rebus illis que in mazello venduntur.

8. Si quis frangit forum tenetur Domino in sexaginta solidis.

9. Si burgensis rixatur in foro cum burgense, non tenetur domino in majori banno quam alia die.

10. Si burgensis percutit non burgensem vel non burgensis burgensem fractor foris accusatur.

11. Nemo debet capi in villa de Orba seu infra limites dicte ville nisi de consilio dictorum burgentium de Orba, preterquam latro vel proditor manifestus et homicida et alius qui

manifeste commiserit maleficium, per quod debeat recipere penam corporalem.

12. Dominus non debet in villa de Orba bamnum ponere nisi de consilio burgensium, nisi pro fractione fori et burgensis captione et calvacatura sua et etiam aliis casibus, si qui sint de quibus est hactenus usum ponere bamnum supra communitate vel singularibus personis seu aliis quovismodo in villa de Yverduno, quibus casibus et quolibet eorum ipse potest ponere bamnum sine eorum voluntate.

13. Dominus non potest refutare burgensem per gubernatorem ville sibi presentatum, ut hactenus fuit in dicto loco usitatum.

14. Si quis rixatur cum aliquo et percutit ipsum, probare potest per *regiquinam* unius hominis vel mulieris, mediante juramento, nisi homo ille vel mulier sit litigator vel particeps litis; litigantes et litis participes a regiquina repelluntur.

15. Si quis voluerit aliquem repellere a regiquina, dicens ipsum esse litigatorem vel litis participem, debet hoc probare per duos testes fide dignos.

16. Regiquina debet fieri in judicio loci ante probos homines, presente ille contra quem fit regiquina, si voluerit esse presens illo qui facit regiquinam, debet credi per juramentum suum ad sancta Dei Evangelia prestitum.

17. Et qui percutit de baculo vel de alio gladio, effundat sanguinem vel non, tenetur Domino in sexaginta solidis, et passo si clamam fecerit antequam regiquina trahatur in triginta solidis. Quod sine clama non tenetur passo et indistincte tenetur Domino in banno quo supra, si casus reperiatur.

18. Si quis rixatur cum aliquo et jactat lapidem contra ipsum, tenetur Domino in sexaginta solidis, et illi super quem trahit in triginta si per clamam ut supra.

19. Qui rixando trahit cutellum suum vel enudat contra aliquem, vel trahit lanceam extra domum unam cubitatam, tenetur domino in sexaginta solidis, et illi super quem trahit

in triginta si per clamam ut supra; et si vulnus fecerit, cui vulneri medicus competat, tenetur solvere opera medici et expensas vulnerati; et si ultra mensuram vulneratus petierit, Dominus debet taxare et admensurare predicta, habitis secum duobus probis hominibus de Orba.

20. Qui percutit de pugno tenetur Domino in tribus solidis et percusso in decem et octo denariis si per clamam.

21. Qui percutit de palma tenetur Domino in quinque solidis et percusso in triginta denariis, nisi effundat sanguinem, quis nunc tenetur Domino in sexaginta solidis et percusso in triginta solidis, si sanguis effluendo apparet vesti vel in terra.

22. Qui tirat ambabus manibus, tenetur Domino in decem solidis et passo in quinque solidis si per clamam.

23. Qui percutit de pede tenetur Domino in decem solidis, et percusso in quinque solidis si per clamam.

24. Qui delacerat vestes tenetur Domino in decem solidis, et passo in quinque solidis si per clamam.

25. Qui capit rem alterius violenter, vel qui devestit tenetur Domino in sexaginta solidis, restitutis rebus captis devestito vel passo violentiam in triginta solidis si per clamam.

26. Qui percutit aliquem infra domum suam vel fecerit aliquam violentiam, tenetur Domino in sexaginta solidis et percusso in triginta solidis si per clamam ante regiquinam et post.

27. Mulier non tenetur Domino nisi dimidium viri.

28. Si quis dixerit alicui *avoutroz*, vel *pugnay* sive *leprosus* et non sit, tenetur domino in decem solidis, et passo sive illi cui dixerit in quinque solidis si per clamam.

29. Si quis garcio vel garcia alicui probo homini vel probe mulieri dixerit aliquod turpe, et ille vel illa dat ei allapam, non tenetur Domino in aliquo.

30. Si quis dixerit alicui, tu es fur vel proditor, nisi dixerit de quo non tenetur respondere eidem nec in manu Domini assignare et assecurare; si vero dixerit de aliquo, per clamam

coram Domino, tunc tenetur se deffendere per se vel alium nuntium, vel per aliam rationabilem excusationem in manu Domini assignare et assecurare, si super hoc fuerit requisitus; et si ille qui appellavit retraxerit se ab appellatione sua antequam ipsam firmaverit in manu Domini, tenetur Domino tantum in sexaginta solidis, et appellantem pro bono homine tenere, negando quod dixerit ei.

31. Si quis burgensis fecerit de aliquo clamam non tenetur assecurare nisi in causa appellationis belliquose, et nisi etiam dictus actor succombat in causa.

32. Omnes de quibus facta est clama, tenentur assecurare vel facere statutum ville.

33. Dominus potest inquirere de injectione manuum et omni alio casu, excepto casu criminali supra corpus hominum, et aliis casibus supra exceptis et infra scriptis, contra quemcunque sine clama si maliciose.

34. Qui tenet duas mensuras, unam magnam et aliam parvam, et emit ad magnam et vendit ad parvam, in misericordia Domini est.

35. Mistralis debet scindere omnes mensuras vocatis gubernatoribus ville de Orba et signare signo Domini.

36. Dominus quotiens totiens quo voluerit potest dictas mensuras capere et parvam mensuram frangere, et tenetur Domino in tribus solidis, si vero mistralis ipsam non scinderit et reperiatur falsa, tenetur Domino in sexaginta solidis.

37. Macellarius non debet lucrari in solidum nisi unum denarium.

38. Macellarius debet exponere et dicere emptori cujusmodi carnes quas ipse vendit sunt, alioquin tenetur Domino in decem solidis et emptori in quinque.

39. Macellario credendum est de expositione carnium per suum juramentum.

40. Macellarii non debent custodire carnes, nisi a die sabatti usque ad diem lune sole occidente, et ita intelligitur

de continuatione aliorum dièrum, et si plus servaverit, tenetur Domino in tribus solidis et carnes admittuntur ; et hoc intelligendum est a festo Pasche usque ad festum beati Michaelis.

41. Si quis macellarius aliquem renem falciverit, tenetur Domino in tribus solidis et carnes falcitas admittit.

42. Item si vendiderit carnes animalis moesi tenetur Domino in sexaginta solidis, si possit probare per duos homines qui jurent illud idem, et illos Dominus compellit de veritate dicenda.

43. Bollengeria debet lucrari in cupa duos denarios et non plus ultra suum capitale.

44. Mollendinarius debet molere duos modios frumenti pro una cuppa.

45. Fornerius cupam farine ad cumulum grossi panis debet coquere pro duobus denariis, et cupam farine panis levis aut albi pro tribus denariis.

46. Omnes debent mollere ad molendinum domini et coquere ad furnum domini et expectare in molendino per diem et noctem, post vero diem et noctem possunt mollere ubicunque voluerint ; et contrarium facientes erunt emendabiles domino in sexaginta solidis pro qualibet vice.

47. Homicide, latrones, proditores domino sunt, nisi aliqua evidenti ratione se potuerint excusare.

48. Usurarii manifesti sine liberis morientes, quos Ecclesia non recepit, domino sunt.

49. Theise domorum seu casalium ville de Orba debent domino quolibet anno in festo beati Andree, duos denarios pro qualibet teisa, prout consuetum est solvere.

50. Dominus seu nobiles, burgenses aut aliqui de commorantibus in villa de Orba non possunt neque debent in deffectu solutionis censuum petere, augere nec levare, nec heredes sui nec ab heredibus suis duplum dictorum censuum suorum a debitoribus dictorum censuum.

51. Item quicunque venditor, qui habet vendere aliquam

possessionem seu possessiones unam vel plures in perpetuum, domino et suis heredibus non tenetur solvere nisi tresdecim denarios lausannenses seu monete cursibilis in Waldo pro qualibet venditione et contractu ejusdem, et si quis nobilis, burgensis aut aliquis alius, qui in districtu, dominio et territorio ville de Orba velit vendere totam hereditatem suam insimul, domino non tenetur solvere nisi tresdecim denarios monete cursibilis ut supra.

52. Item quod preco non potest clamare neque debet aliquod bannum sive statutum facere, nisi per dominum et burgenses de Orba simul fuerit concordatum, et quod fiat clamor nomine dicti domini et dictorum burgensium, nisi in casibus supra dictis et ante declaratis.

53. Item burgenses predicti debent dominum sequi et servire sibi per octo dies suis missionibus et expensis in facto calvacature, et si per residuum temporis coacturus erit idem dominus, debetur ipsi servire et sequi, ipsius domini missionibus et expensis et alibi ubicunque, modis et forma hactenus observatis et consuetis in patria Waldi.

54. Item non potest idem dominus de Orba neque debet dictos burgenses suos de Orba alicui prestare, nisi cum missionibus et expensis illius sive illorum quibus ipsos prestaverit.

55. Item quod nullus alius cujuscunque conditionis ac status existat non debet ad villam de Orba aliud vinum adducere nec vendere, nisi creverit in vinoblio de Orba, videlicet a tempore vindemiarum usque ad festum Assumptionis Beate Marie Virginis, nisi de consensu dicti domini ac Castellani ipsius et Gubernatorum ville de Orba, sub pena admissionis vini et sexaginta solidorum domino applicandorum.

56. Bollengeria debet domino anno quolibet duos solidos, si panem suum vendiderit in platea fori.

57. Dominus, vocatis secum gubernatoribus ville de Orba, quotienscumque vendiderit panem non sufficientem, potest accipere et dare pauperibus, si burgenses dixerint panem non sufficientem.

58. Sutor debet domino quolibet anno pro scanno suo tres solidos.

59. Qui vendit sal in platea debet domino duodecim denarios anno quolibet.

60. In villa de Orba non debet quis augmentare pretium vini; et si quis augmentaverit post clamorem factam, tenetur domino pro qualibet mensura in tribus solidis et reponere in pristino statu vel in minori.

61. Venditores victualium tenentur credere super vadia que valeant tertiam partem ultra creditum, nisi vadium sit laceratum vel sanguinolentum.

62. Tavernario credendum est de taverna sua usque ad quinque solidos per suum juramentum, dummodo ille a quo petit debitum de taverna sua aliquid se debere recognoverit.

63. Ille qui deportat pagam tavernarii invicto tavernario et contradicente et ponente bannum taverne, tenetur domino in sexaginta solidis, si probare potest per duos testes.

64. Dominus potest debornare seu limitare pascua de voluntate et ad requestam burgensium, quotienscunque dominus et burgenses fuerint concordes.

65. Ille qui violaverit pascua tenetur domino in tribus solidis.

66. Burgenses non debent vendere domino carius quam aliis ; vadium domini debet custodiri quadraginta diebus antequam vendatur.

67. Si vero vadium alicujus vendatur, et ille cujus est vadium revocat venditionem, dicendo vadium non esse venditum secundum usus et consuetudines ville de Orba, si fuerit in presentia, debet illi cui vadium vendit presentare somam pro qua tenet vadium et petere justitiam venditionis infra quatuordecim dies, et ille tenetur sibi reddere vadium nisi possit se deffendere dictum vadium legitime vendidisse, et supra venditione tenetur eidem credere suo juramento; si vero ille cujus est vadium fuerit extra patriam hoc debet facere infra

quadraginta dies, quia post non valeret revocatio; vendito vadio ille cujus est vadium potest ipsum recuperare infra octo dies soluto debito et dato obolo pro solido.

68. Quicunque producit testes debet expectare illum contra quem producit usque ad nonam; post vero nonam, potest producere, licet ille sit absens contra quem producit, et debet jurare quod producit bonos testes, et debet producere coram domino vel probis hominibus qui interfuerint in loco placitandi consueto, si non potuerit habere dominum, qui representabunt dictos testes Judici domini ad ipsos examinandum.

69. Famuli domini ad *regiquinam* non admittuntur pro domino, neque famuli illius pro quo fit *regiquina*.

70. Si quis uxoratus cum aliqua uxorata inveniatur vel non uxorata in lecto, braccis tractis, tenetur domino in sexaginta solidis.

71. Pater non debet dare filio suo portionem nisi unum quarterium panis et unum baculum album.

72. Pater non tenetur pro facto filii nisi voluerit.

73. Ballivus, Castellanus et Mistralis domini tenentur apud Orbam judicare de cognitione, per consilium burgensium dicti loci, et si burgenses noluerint seu negligerint cognoscere, ille qui pro domino est, potest habere consilium ubi voluerit, et per se cognoscere et si aliqua pars se consentierit agravata, potest appellare ad dominum et non ad alium.

74. Alter alterum ad diem juris debet expectare usque ad vesperas, quibus transactis, dominus potest investire comparentem de querela sua, si alter absens fuerit, rationem faciendo.

75. De violentia et devestitura testes sunt producendi.

76. Quislibet Macellarius tenetur domino pro scanno suo in tribus solidis.

77. De universis clamis factis Domino, Dominus debet facere rationem primo conquerenti, quam recipiat clamam.

78. Qui facit homicidium in villa de Orba vel infra Domi-

nium dicte ville non debet remanere in villa, nec intrare villam neque dominium, nisi evidenti ratione se possit excusare.

79. Qui intrat vineam, ortum seu virgultum alicujus sine licentia cujus est ortus, vinea seu virgultus, nisi sequendo avem suam seu animal suum si clausi fuerint, tenetur domino de die in tribus solidis et sex denariis et messiliariis in tribus solidis et sex denariis, et illi cui est vinea seu virgultus emendare dampnum; si de nocte intraverint dampnum faciendo tenetur in sexaginta solidis et illi cui est vinea seu virgultus emendare dampnum juxta taxationem proborum hominum, sequendo vero animal suum sive avem suam tantum dampnum debet resarcire, et hoc debet probare per juramentum illius cujus est vinea, ortus sive virgultus, et per juramentum unius idonee persone.

80. Dominus seu officiarii Domini non debent aliquem de nobilibus, burgensibus sive habitatoribus de Orba citare seu citari facere nisi in loco placitandi consueto in villa de Orba et alio loco publico et conveniente sufficienti existenti in dicta villa et ex parte Domini habitatore sufficienti voce preconis interminato (?).

81. Item si ad requestam partis fuit posita barra ad hereditagia existentia in villa de Orba et territorio ejusdem, tenentes hereditagia possunt propria auctoritate sine licentia judicis et sine alia fidejussorum intrare dicta hereditagia pro ea excollenda, proviso quod ipsi non potuerint levare fructus et exitus dictorum hereditagiorum, antequam obtinuerint competenter dictam barram a judice dicti loci levari, et contra facientes tenebuntur ad bannum sexaginta solidorum; imo de omnibus barratis per dominum et manibus missis dominus tenetur vel eius officiarii tenentur recipere fidejussores idoneos et deliberare et manum levare.

82. De septem modiis frumenti debitis domino annuatim, dominus debet recipere a Burgensibus de Orba frumentum receptabile.

83. Dominus non potest levare nec de aliquo banno inquirere, nisi infra quadraginta dies fuerit inquisitum quod post non valeret.

84. Bona bastardorum et alumpnorum domino sunt, si moriantur absque liberis legitimis, aut absque testamento per ipsos facto.

85. Quislibet nobilis et habitator in villa de Orba potest de suis bonis in sua ultima voluntate et alias ordinare sicut voluerit, modo et forma hactenus usitatis tam in villa de Orba quam patria Vuaudi.

86. Item quod si ad requestam alicujus partis aliqua hereditagia in villa de Orba et territorio ejusdem fuerint barrata, tenentes et possidentes dicta hereditagia potuerint et sibi licebit intrare dicta hereditagia ad ea excollenda absque licentia alicujus, hoc proviso quod ipsi non potuerint nec sibi licebit levare fructus seu exitus percipere dictorum hereditagiorum antequam obtinuerint competenter dictam barram a judice dicti loci levari et contrarium facientes tenebuntur ad bannum sexaginta solidorum [1].

87. Item in omnibus causis motis et movendis coram judice et judicibus domini de Orba, placitatis per ambas partes usque ad decisionem cause seu causarum, et discordia sit in curia inter Burgenses et assistentes in curia de Orba, dictus judex solus poterit referre discordiam in dicta curia existentem in concordiam et justitiam ministrare secundum rationem et consuetudinem hactenus in dicta villa de Orba consuetas.

88. Item si aliquis sentiens se gravatum in aliquo seu de aliqua sententia, tales sentientes se gravatos debent appellare a sententia Mistralis dicti loci ad Castellanum dicti loci de Orba, et a Castellano ad Ballivum de Orba et a ballivo ad Dominum de Orba, et non alibi; Ita tamen quod Dominus de Orba debet ministrare judicem appellationum in villa de Orba,

[1] Cet article est à peu près semblable à l'article 81 ci-devant, mais il se trouve tel quel dans la pièce originale.

ad cognoscendum secundum consuetudines de gravaminibus prout visum fuit et consuetum pacifice in villa de Orba.

89. Item si aliquis placitet vel prosequetur in villa de Orba et Curia ejusdem coram judice et prosequatur in omnibus casibus criminalibus vel civilibus et presentet talis prosequutus fidejussorum unum vel plures, dictus judex poterit et ei licebit ipsum ducere seu duci facere in castrum de Orba, si fidejussores non sufficiant sibi, et de ipso facere justitiam ut consuetum est in talibus casibus secundum statuta et consuetudines.

90. Item si in presentibus libertatibus et franchesiis aliqua ad opus et utilitatem Dominorum de Orba seu eorum officiariorum sunt obmissa, et de quibus eorum predecessores hactenus ad eorum opus et utilitatem usi fuerint, quod in presentibus ponantur et reponantur, totiens quotiens dicto Domino et successoribus suis placuerit, et de ipsis dictus Dominus et sui successores Domini de Orba et eorum officiarii possint ipsis gaudere et uti secundum rationes, statuta et consuetudines patrie, nonobstante quod in presentibus non sint scripte nec inserte ; et similiter si in presentibus non sint scripte, contente aut inserte alique franchesie et libertates ad opus et utilitatem burgensium et habitantium de Orba, de quibus dicti Burgenses et habitantes dicte ville de Orba aut eorum predecessores usi fuerint et consueverint, quod in presentibus scribantur et inserantur et in presentibus possint scribi et inseri ad ipsorum et eorum successorum opus et utilitatem, totiens quotiens eis placuerit et videbitur expediens, et quod de ipsis possint et sibi et successoribus suis liceat gaudere et uti, ac si in presentibus scriberentur et inserentur modo et forma quibus hactenus ipsi et eorum predecessores consueverint et usi fuerint et eis et successoribus suis valeant secundum statuta et consuetudines patrie.

Item dicimus, pronunciamus, sententiamus et ordinamus per hanc nostram presentem pronunciationem et declaratio-

nem has presentes sigillari nostro magno sigillo cum sigillis dictorum dilectorum nostrorum Humberti et Margarete Dominorum de Orba, tali conditione apposita quod si presentes non sigillarentur de predictis tribus sigillis, quod presentes sub sigillo nostro et signo Notarii infra scripti robur perpetuo firmentur et vigorem obtineant ac si plenarie de dictis tribus sigillis sigillarentur.

Quamquidem pronunciationem, declarationem et ordinationem ac sententiam et omnia et singula supra dicta prout superius sunt scripta, declarata et expressa, Nos Humbertus et Margareta predicti, specialiter nos Margareta de laude, jussu, auctoritate et mandato dicti Domini Mariti nostri, et Nos Burgenses predicti nominibus quibus supra et quilibet nostrum in tantum quantum nos Humbertum et Margaretam predictos et Burgenses nominatos tangit, tangere potest et debet ut superius est declaratum, conjunctim vel divisim, volumus, consentimus, laudamus, confirmamus, ratificamus et approbamus pro nobis et successoribus nostris quibuscunque Dominis de Orba, et dictas libertates et franchesias et omnia et singula contenta et scripta in presentibus dictis Burgensibus et habitatoribus et eorum successoribus de Orba perpetuo valere, stare et esse et valere volumus ; Et nos Humbertus et Margareta, nos dicta Margareta de laude, auctoritate, mandato quibus supra, et nos Burgenses predicti nominibus quibus supra, quilibet nostrum prout sibi incombit, incombere potest et debet, promisimus et promittimus per presentes omnia et singula suprascripta prout superius sunt expressa tenere, facere, attendere et complere et inviolabiliter observare et non contrafacere, venire, dicere nec aliqui contra venire volenti clam vel palam, tacite vel expresse consentire per nos vel alium aliqualiter in futurum, per juramenta nostra propter hoc a quolibet nostrum ad sancta Dei Evangelia corporaliter prestita et sub speciali et expressa obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum mobilium et immobilium presentium et

futurorum quorumcunque ac bonorum quorumcunque heredium et successorum nostrorum, Renunciantes expresse Nos Humbertus et Margareta Domini de Orba predicti, specialiter nos Margareta de laude vel auctoritate predictis et quibus supra, et Nos Burgenses predicti nominibus quibus supra, per juramenta nostra predicta omni exceptioni doli mali, vis, metus, erroris, deceptionis, actionis in factum rei aliter scripte quam acte et contrario et omnibus et singulis exceptionibus actionibus, allegationibus, rationibus, oppositionibus, pronunciationibus Juris Canonici et civilis scripti et non scripti, facti consuetudinis statutis patrie et loci, qua contra presentes vel hoc factum possent dici, objici, opponi aut allegari, et maxime juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis.

Datum quo ad nostram pronunciationem, declarationem, ordinationem, consensum, laudem, confirmationem dictarum partium in castro nostro de Nozereto, septima die mensis octobris, anno Domini, millesimo quatercentesimo quarto, presentibus nobilibus viris Domino Henrico Domino de Villario Cessel, comite de Rupibus, Galtero de Vuppens, militibus, Domino Petro decano de Rubromonte, Magistro Habrico Bochardi, Magistro Petro de Claravalle, clericis, licentiatis in legibus, Johanne Pictet habitatore Lausanne, Johanne Velmet de Villario Selli, cum pluribus aliis : et quo ad laudem, consensum, confirmationem et approbationem dicte dilecte neptis nostre Margarete de Montebelligardo domine de Orba, de laude et auctoritate quibus supra, die vigesima secunda mensis aprilis post Pascha, anno Domini millesimo quatercentesimo quinto, presentibus predicto Domino Henrico Domino de Villario Cessel et Comite de Rupibus, Domino Petro Decano de Rubromonte, Johanne dicto Gribillet de Claravalle, Johanne dicto le Clerc de Villario Cessel et pluribus aliis testibus ad hoc vocatis et rogatis. Et egregius Johannes de Sampans, Bisuntinensis diocesis, Salins commorans, nota-

rius Imperiali auctoritate publicus, qui in promissis omnibus et singulis dum sic fierint et agerentur unacum prenominatis testibus presens fui, et ea sic fieri vidi et audivi. Ex inde hoc presens publicum instrumentum de mandato dicti nobilis et potentis viri domini de Arlatto et principis Orangie, ac consensu et voluntate dictarum partium confeci et in hanc formam publicam redegi per alium aliis occupatus negotiis scribi feci, meque propria manu mea subscripsi, signoque meo publico manuali consueto signavi in testimonium veritatis vocatus et specialiter rogatus.

Un sceau pendant en cire rouge et le grand sceau de Jean de Châlons aussi en cire rouge renfermé dans une boîte en bois. Le tout contenu dans un carquois et accompagné d'un vidimus.

79

1406, 11 mai.

Confirmation des franchises et libertés de la ville de Romont par Amédée VIII, comte de Savoie.

Datum Gaii, die undecima mensis maii, anno domini millesimo quatercentesimo sexto, sub signeto nostro, cancellario absente.

Archives de Romont.

80

1416, 23 mars.

REVERSALE D'AMÉDÉE VIII, DUC DE SAVOIE, EN FAVEUR DE LA VILLE DE ROMONT, AU SUJET D'UNE CITATION FAITE CONTRE LES FRANCHISES DE CETTE VILLE.

Archives de la ville de Romont, tiroir II, nº 8.

Nos Amedeus, dux Sabaudie, notum facimus universis quod Johannes Musy, burgensis ville Rotondimontis et notarius juratus castellanie nostrarum dicti loci, ad instanciam Vullermi de Villa, Richardi de Avenche et Francisci Chamosii, citatus

hodie compariturus coram nobis fuerit et nonnulli burgenses nostri dicte ville nostre suis et aliorum burgensium nominibus cum eo, ad conservacionem libertatum et franchesiarum suarum comparuerint, ipsas nobis exhibendo, dicentes et proponentes ipsam citationem fore contra formam dictarum libertatum suarum concessam et impetratam, cum ipsarum vigore dictus Johannes extra villam predictam non debet citari, supplicantes nobis instantissime dictam citationem per nos revocari et pretensas eorum libertates illesas eisdem observari. Quorum supplicationi ut consone racioni graciose annuentes, ideo in hiis scriptis declaramus quod nostre intencionis non est nec fuit quod predicta citacio aliquod prejudicium dictis eorum franchesiis et libertatibus aliqualiter generetur seu prejudicetur, aut in futurum generari vel prejudicari possit et valeat. De quibus dicti burgenses has nostras testimoniales litteras petierunt sibi dari, quas eisdem duximus concedendas. Datum Thononii, die vicesima tertia mensis marcii, anno Domini millesimo quatercentesimo decimo sexto, sub sigillo quo per presens utebamur velut comes.

R. l. portit. Gareti.

Per dnum presentibus dnis B. de Challand, marescello Sancti Pauli, Lamberto Oddineti et Petro Andreveti, magistro hospicii.

Sceau tombé.

81

1421, 29 septembre.

AMÉDÉE DE CHALLANT, SEIGNEUR DE CHATEL-ST-DENIS EN FRUENCE, DÉCLARE CONFIRMER, POUR LE TERME DE CINQ ANNÉES, LA CONCESSION DU DROIT DE LEVER UN TRIBUT SOIT LONGELT QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ AUX HABITANTS DE CHATEL-ST-DENIS PAR FRANÇOIS DE CHALLANT, SOUS DATE DU 25 FÉVRIER 1412, POUR SERVIR A LA RÉPARATION DES FORTIFICATIONS DE LA VILLE.

Archives de Châtel-St-Denis ; copie.

Nos Amedeus de Challant, miles, dominus Amaville et Castelli Sancti Dyonisii in Fruencia, notum facimus tenore pre-

sentium quod nos scientes et spontanei pro nobis et nostris, ad supplicationem burgensium incolarum et proborum hominum nostrorum communitatis ville et castellanie nostre dicti loci Castelli super hiis nobis factam, dicte supplicationi inclinantes, tributum seu lunguellum per nobilem et potentem Franciscum dominum Challandi et Montisjoveti olim dominum dicti loci Castelli, dicte communitati largitum et concessum, prout in litteris dicti domini his nostris presentibus annexis plenius legitur contineri, eisdem probis hominibus nostris dicte communitatis, pro se et suis posteritatibus, dictam concessionem et largitionem dicti unguelli laudamus, ratificamus, approbamus pariter et confirmamus, conditionibus, modis et formis in dictis litteris expressatis inposterum semper salvis et expresse reservatis, adjicientes in premissis nos dictus miles, ad supplicationem quorum supra, et largientes de gratia speciali quod dicti probi homines nostri dicte communitatis lunguellum seu tributum prelibatum habeant, teneant et percipiant ultra tempus seu terminum in dictis litteris designatum per quinque annos integros immediate finito dicto tempore incipiendos et inde secuturos duntaxat et non ultra, sub modo, forma et conditionibus in jamdictis litteris presentibus annexis, contentis et declaratis; et promittimus bona fide nostra nos contra predicta vel aliquid de premissis imposterum non facere quomodolibet vel venire. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum die penultima mensis septembris, anno domini millesimo quatercentesimo vicesimo primo.

Sceau du dit Amédée de Challant.

Nos Franciscus dominus Challandi et Montisjoveti atque Castelli in Fruencia, Lausannensis diocesis, notum facimus universis presentem paginam inspecturis seu audituris presentibus et futuris, quod, cum villa nostra predicti loci de Castello in Fruencia ad presens fortificationibus et reparationibus meniorum seu murorum et aliis necessitatibus indigeat,

propter que nobiles burgenses et incole predicte ville nostre de Castello nobis super hoc humiliter supplicaverint quatenus tributum seu levam obolorum gallice dictam *meylies* sibi attribueremus et concederemus per eosdem percipiendam exigendam et levandam, prout et quemadmodum eamdem perciperunt de nostra voluntate et speciali gratia exigerunt. Nos vero prefatus Franciscus attendentes et considerantes dictam supplicationem fore conformem rationi, volentes siquidem et desiderantes quod dicta villa nostra tute claudatur et dicta meynia perficiantur, igitur ad humilem supplicationem et instantem requisitionem prenominatorum nobilium, burgensium et incolarum nostrorum ville nostre predicte de Castello et totius mandamenti eiusdem loci, predictum tributum seu levam predictorum obolorum spatio seu termino viginti quatuor annorum proxime et continue venturorum a data presentium inchoandorum duntaxat et non ultra eisdem supplicantibus annuimus, damus et concedimus per presentes per dictum temporis spatium et per rectorem dicte ville nostre Castelli et alium seu alios quoscunque nomine et ad opus ipsius ville nostre dicte percipiendum, exigendum, levandum et in dictis fortificationibus et reparationibus dictorum murorum quolibet anno durante dicto termino et non alias per dictam communitatem Castelli prodicte ville nostre implicandum pro vero tributo levantur et levare, percipere et exigere debeant super quolibet modio vini ad picotos per quemcumque vinum vendentem in dicta villa nostra et toto mandamento ejusdem loci ad opus et quo supra nomine, duodecim solidos monnete cursibilis in Waudo vel unum obolum dicte monnete pro quolibet picoto vini vendendi ut supra, ita tamen quod si discordia oriretur inter tabernarios et rectorem predictos seu emptorem et admodiatorem ipsius tributi, quod castellanus noster presens et futurus vocatis secum duobus sindicis ville nostre predicte valeat ipsos super taxationem vini prealabiliter sedare et concordare volentes etiam quod tabernarii

et vinum vendentes ad picotos non possint dictum vinum infra domos suas reponere donec et quousque ipsum vinum cum dicto emptore seu admodiatore realiter taxarint et super dicta taxatione plenam satisfactionem fecerint, nisi de ipsius oblatoris seu ipsius tributi emptor processerit voluntate, sub banno sexaginta solidorum predicte monnete per dictum tabernarium quotienscumque contrarium fecerit concedendo et nobis pro medietate ipsius banni et dicte communitatis pro alia medietate totaliter applicando et promittentes nos prefatus Franciscus pro nobis et nostris quibuscunque bona fide nostra contra predicta seu presentem litteram termino durante nec facere vel venire per nos vel per alium in futurum; est sciendum quod dicti nobiles burgenses et incole nostri de Castello nobis dederunt et solverunt ex causis antedictis quadraginta et tres florenos auri boni ponderis, in cujus rei geste memoriam et testimonium premissorum sigillum nostrum proprium presentibus litteris duximus apponendum. Datum in castro nostro de Bossonnens, die vicesima quinta mensis februarii, anno domini millesimo quatercentesimo duodecimo ab annuntiatione dominica sumpto.

Sceau du dit François de Challand.
Joannes Sauder.

82

1432, 22 mai et 1444, 5 août.

SUPPLIQUE DES HABITANTS DES CLÉES DEMANDANT LA FRANCHISE DE LEURS FOIRES ET MARCHÉS. — CONCESSION D'AMÉDÉE VIII, DUC DE SAVOIE, ACCORDANT LA DITE FRANCHISE. — CONFIRMATION DE LA CONCESSION PAR LOUIS DUC DE SAVOIE.

Archives des Clées, n° 56, trois pièces réunies.

Supplique.

Vobis illustrissimo principi domino nostro duci Sabaudie humiliter supplicatur, pro parte humilium fidelium vestrorum

nobilium, burgensium, incolarum et subditorum ville et mandamenti Cletarum in Vuaudo, quatenus dominatio vestra metuendissima gratulante animo, favore benevolo concesserit dictis supplicantibus, pro commodo, utilitate et honore dicti loci de Cletis facienda, quatuor publicas nundenas in dicta villa Cletarum per tres dies continuos et integros, per quatuor terminos cujuslibet anni, descriptos et prenominatos in instrumento dictarum nundenarum concessionis, quod vobis exhibetur, in quo plenius conditiones dictarum nundenarum et ordinationes describuntur. Quequidem nundene fuerunt concesse sub tributo certo in talibus consueto vobis solvendo. Unde cum propter dicti tributi exactionem homines, mulieres et quecunque persone de dictis resorto et mandamento ville predicte Cletarum existentes alibi quam in dicta villa Cletarum seu in dictis ejus nundenis victualia transferunt in aliis nundenis et foris publicis metu et timore dicti tributi, quod est in dictorum supplicantium prejudicium et dicti loci a minima utilitate, cum nostra villa est in loco in quo tothidie multarum et diversarum personarum est extransitus totaliter quod de ejus fere totius compravitatis merchatorum copia per eundem locum est transitus assuetus, quibus personis tum decenti modo nullathenus servari potest deffectu victualium ibidem carentium, quod est in dedecus dicte ville ac totius patrie quasi diffamationem contentarum litterarum, per dictum locum mercatores transseunt quibus servare non potest seminantes in suis partibus ac locis fragilitatem et miseriam loci. Igitur, princeps serenissime, pro utilitate dicti loci quod etiam rei publice dignum super hoc de festino remedio providere, dictasque nundenas liberas et immunes fieri facere absque alicujus tributi perceptione, et similiter dignetur preclara dominatio vestra de foro dicte ville facere inhibendo propterea omnibus hominibus, mulieribus et aliquibus quibuscunque personis resorti et mandamenti ville predicte Cletarum, sub pena indignationis vestre et etiam sub pena consueta sexaginta soli-

dorum more consuetudinario, ne ipsi presumant bona victualia ad alios foros seu alias nundenas transportare, nisi primitus ter presentaverint talia victualia in foro seu nundenis ville predicte Cletarum, semper in omnibus reservato pedagio vestro dicte ville Cletarum; premissis attentis et consideratis dignetur dominatio vestra dictas nundenas quam etiam forum loci liberos et liberas facere in mandatis, dando baillivo procuratori vestris Vuaudi, nec non castellano dicte loci Cletarum seu ejus locumtenenti et omnibus aliis officiariis quibus incombit, quatenus sub predictis penis cogant etiam et compellant omnes homines ac mulieres totius mandamenti et resorti ejusdem ad portandum per nudum expositum sua bona victualia in nundenis et foro publico dicte ville primitus quam in alio quocunque loco; in premissis celsitudinem majestatis vestre humiliter implorando.

Concession d'Amédée VIII, comte de Savoie, du 22 mai 1432.

Amedeus, dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste princeps, marchio in Italia, comes Pedemontium et Gebennensis, Valentinensisque et Diensis, dilectis baillivo et procuratori Vuaudi, castellanoque Cletarum ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris ad quos presentes pervenerint, seu ipsorum locatenentibus, salutem. Visis supplicatione presentibus annexa nec non litteris nostris in ea mentionatis, affectantes villam nostram Cletarum, ipsiusque nundinas et forum fecondioribus populari accrementis, precipue ut hac largitione nostra mediante tam subdicti nostri quam exteri ad ipsas nundinas et forum libentius affluere valeant, et quarumcunque rerum comercia exercere; ex nostra certa scientia pro nobisque et nostris, dilectis fidelibus nostris hominibus et communitati Cletarum supplicantibus, liberaliter et de gratia speciali concedimus et largimur ea que sequuntur : Primo, quod durantibus decem annis proximis, continuis et integris, die prima proximi mensis junii inchoandis, omnes et singuli tam ad ipsas nundinas quam

forum dicte ville nostre Cletarum affluentes, pro quibuscunque victualibus, charnagiis et aliis quibusvis mercimoniis ibidem venalibus afferendis, vendendisque et extrahendis, quitti sint, liberis et immunes a solutione leydarum et quorumcunque aliorum tributorum ibidem de novo impositorum ac imposterum imponendorum, pedagiis tamen et aliis antiquis tributis nostris ibidem exigi consuetis nobis et nostris semper remanentibus salvis, quibus per hec non intendimus aliquathenus derogare. Item, quod de cetero, nostro durante beneplacito, omnes et singuli in castellania, mandamento et resorto nostris Cletarum commorantes teneantur et debeant blada, charnagia, victualia et mercimonia quecunque que ad nundinas et mercata aliorum locorum ad vendendum defferre consueverint, in nundenis et mercatis dicte ville nostre Cletarum, saltim semel, moderatis preciis venalia afferre antequam illa ad nundinas et mercata defferant alienas. Et hoc sub pena sexaginta solidorum per quemlibet contra facientem, quotiens contrafecerint committenda, et nobis pro duabus partibus ac inventori accusanti pro reliqua tertia parte irremissibiliter applicanda. Vobis propterea et vestrum cuilibet inquantum suo suberit officio districte committendo, mandantes quatenus hujusmodi immunitatem, concessionem, ordinationem et litteras nostras memoratis fidelibus nostris supplicantibus per tempus et modum superius expressos, teneatis, attendatis, tenerique attendi ac per quoscunque inviolabiliter observari, illasque prout opus fuerit publice preconizari faciatis, ne quis pretextu ignorantie se valeat excusare, quibuscunque frivolis oppositionibus rejectis et non obstantibus, nulloque alio a nobis super hoc expectato mandato. Datum Thononii, die vicesima secunda maii, anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo secundo.

Signatum Bolomiez.

Per dominum presentibus dominis : Archiep. Tharentaysiensi, Jo. preposito Montisjovis, Jo. de Belloforti cancellario,

H. domino Menthonis, Ludovico bastardo Achaye, Hendrico de Colomberio, Johanne de Fonte, Urbano Ciriserii, R. de Montevuagnardo, magistro hospicii.

Confirmation de la concession qui précède par Louis, duc de Savoie, du 5 août 1444.

Ludovicus, dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste, sacri romani imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia, comes Pedemontium et Gebennensis, Valentinensisque et Dyensis, dilectis baillivo et procuratori Vuaudi, castellanoque Cletarum, ac ceteris officiariis nobis tam mediate quam immediate submissis, modernis et posteris, ad quos presentes pervenerint, seu ipsorum locatenentibus, salutem. Visis supplicatione et litteris concessionis sanctissimi domini nostri domini Felicis divina providentia pape quinti, genitoris mei metuendissimi, tempore illarum date ducis Sabaudie, presentibus annexis, et consideratis in eis contentis, supplicationique dilectorum fidelium nostrorum sindicorum, burgensium et incolarum ville nostre Cletarum super hiis nobis facte favore benevolo annuentes, potissime ut villa ipsa exinde uberius valeat populari propterea, certisque aliis justis ac laudabilibus moti considerationibus, vobis et vestrum cuilibet insolidum, quantum suo tempore suberit, attente committimus et mandamus quatenus ipsas annexas concessionis litteras, secundum earum formam et verum effectum, memoratis supplicantibus et eorum in dicta villa successoribus teneatis, attendatis et inviolabiliter observetis ac per quoscunque teneri, attendi et inconcusse servari, ipsosque de illis ut convenit plene frui et gaudere faciatis et permittatis, quibuscunque frivolis oppositionibus et exceptionibus rejectis, etiam absque alterius cujusvis expectatione mandati, sic quod ipsi supplicantes sibi concessorum fructum valeant reportare. Datum Morgie, die quinta augusti, anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo quarto.

Signatum de Bosco.

Per dominum presentibus dominis : P. Marchiandi cancellario, Jo. dom. Baruati marescallo, Petro de Grolee, Urbano Ciriserii presidente, Guill. Bolomerii, magistro requestarum, Guigone Gerbaysii, Jacobo de Valpergia, Johanne de Costis, Jo. Ro. Judice Chablaysii, Guill. de Avanthiaco, magistro hospitii.

83

1433, 16 mars.

REVERSALE D'AMÉDÉE VIII, DUC DE SAVOIE, A L'OCCASION D'UN DON GRATUIT DE 200 FRANCS QUI LUI A ÉTÉ CONCÉDÉ PAR LES HABITANTS DE NYON, POUR LA DOT DE SA FILLE MARGUERITE, REINE DE JÉRUSALEM ET DE SICILE.

Archives de Nyon, Recueil de franchises, nº 9.

Amedeus, dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste princeps, marchio in Italia, comes Pedemontium et Gebennensis, Valentinensis et Dyensis. Universis serie presentium fiat manifestum, quod cum nuper in subventionem dotis inclitissime filie nostre domine Margarite de Sabaudia, regine Jerusalem et Sicilie, subsidium duorum franchorum seu triginta duorum denariorum grossorum monete nostre, pro quolibet foco, per nos generaliter fuerit impositum, cujus subsidii ratione dilecti fideles nostri homines et communitas ville nostre Nyviduni, pro se et aliis hominibus castellanie ejusdem, nobis hodie concesserint ducentum franchos, ad rationem sexdecim grossorum ipsius monete pro quolibet francho pro nos ab eis propterea habitos manibus dilicti fidelis Michaelis de Fevro, thesaurarii nostri Sabaudie generalis, qui de eis nobis legitime tenebitur computare : hinc est quod nos attestamur per presentes, concessionem hujusmodi factam fuisse de gratia speciali, quam propterea nolumus pro futuro ad consequenciam trahi, aut ex ea ipsorum libertatibus prejudicium aliquod generari, nisi quantum tenerentur vel reperirentur astricti.

Mandantes hoc ideo castellano nostro dicti loci, sub pena centum librarum fortium per eum nisi paruerit committenda et nobis irremissibiliter applicanda, quatenus cogat viriliter et compellat modis omnibus quibus debite fieri poterit fortioribus, omnes et singulos ad hec contribuere solitos et debentes ad dandum et realiter solvendum in manibus exactoris super hoc per eos deputandi ratas eis propter hoc imponendas, quibuscunque frivolis oppositionibus rejectis et non obstantibus, nulloque alio a nobis super hoc expectato mandato. Datum Thononij, die decima sexta marcij, anno domini m° cccc° trigesimo tertio.

Per dominum presentibus dominis : Jo. de Belloforti, cancellario, H. bastardo de Sabaudia, etc. Signatum Fabri.

84

1435, 16 février,

CONCESSION DE 200 HOMMES-D'ARMES FAITE PAR LA GÉNÉRALITÉ DES VILLES DU BAILLIAGE DE VAUD A LOUIS DE SAVOIE POUR DEUX MOIS.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Ludovicus de Sabaudia, princeps Pedemontium, primogenitus et locum tenens generalis illustrissimi domini genitoris mei Sabaudie ducis, universis serie presentium fiat manifestum quod, cum dilecti fideles nostri homines et communitates villarum ballivatus Waudi nobis gratuite nuper concesserint in subventionem nostre prime armate ducentos *brigandos* pro duobus mensibus, et deinde ad evitandum labores ipsorum brigandorum post certas citationes per consilium Chamberiaci residens ac penarum impositiones et pignorationes contra dictos homines et communitates hac de causa factas, ipsi homines et communitates pro ipsis brigandis nobiscum convenerint ad summam duorum millium florenorum, cujus rei occasione dilecti fideles nostri homines ville et communitatis

Melduni, pro rata sibi contingente dictorum duorum millium florenorum, nobis hodie solverint ducentos florenos parvi ponderis, in manibus dilecti fidelis nostri Bartholomei Chabodi, thesaurari Sabaudie generalis, qui de eis nobis legitime tenebitur computare, eidemque nos attestamur hujusmodi concessionem et solutionem de gratia speciali fuisse factas, quodque ipsas concessionem et solutionem etiam citationes, penarum declarationes et pignorationes prementionatas nolumus pro futuro ad consequentiam trahi aut ex eis ipsis hominibus et communitate ipsorumve libertatibus, franchesiis et consuetudinibus nunc vel in posterum prejudicium aliquod generari, mandantes propterea consilio Chamberiaci residenti quatenus ab audientia cause coram eo propterea pendentis inter procuratorem nostrum fiscalem, ex una, et dictas communitates, partibus, ex alia, de cetero se desistat et ulterius ballivo Waudi, clavarioque eiusdem consilii, nec non castellano Melduni predictis ac ceteris officiariis prefati domini genitoris mei ad quos spectat ipsorumque loca tenentibus et cuilibet eorumdem, quod dictos homines et communitatem Melduni premissorum brigandorum concessione et penarum hoc ideo impositarum et declaratarum occasione ulterius non inquietent quomodolibet vel molestent, sed pignora levata restituant, necnon quecunque alia impedimenta in ipsorum personis et bonis forte propter hoc apposita tollant et amoveant, quoniam nos dictas citationes, penarum impositiones, declarationesque et pignorationes ac omnia alia causa premissa adversus dictos homines attemptata per presentes tollimus, revocamusque pariter et adnullamus, mandando attentius dilectis fidelibus presidenti et magistris computorum prefati domini genitoris mei quod eosdem officiarios non compellant ad nobis computandum de et pro premissis ut prefertur concessis, nec de penis declaratis, sed duntaxat dictum thesaurarium de dictis ducentis florenis per eum ut supra habitis. Datum, Thononii, nobis absentibus, quia sic fieri jussimus, nostri absentia non

obstante, die sexdecima februarii, anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo quinto, sub signeto prefati domini genitoris mei, cancellario absente.

Per dominum principem, relatione dominorum Roberti de Monte Vuagnardo, presidentis computorum, Urbani Ciriserii, Guigonis de Roverea, Anthonii de Draconibus, Jacobi Rosseti, judicis Chablaysii.

Avenyeres.

Quos ducentos florenos, absente dicto Chabot, recepi ego,
Franciscus Peters.

85

1436, 20 novembre.

REVERSALE ACCORDÉE PAR LOUIS DE SAVOIE, LIEUTENANT GÉNÉRAL DE DUC AMÉDÉE, A L'OCCASION D'UN DON GRATUIT DE QUATRE-VINGT FLORINS CONCÉDÉ PAR LES HABITANTS DES CLÉES.

Archives des Clées, n° 8.

Ludovicus de Sabaudia, princeps Pedemontium, primogenitus, locumtenensque generalis illustrissimi domini genitoris mei domini Amedei, ducis Sabaudie, Chablaysii et Auguste principis, marchionis in Italia, comitis Pedemontium et Gebennensis, Valentinensisque et Diensis. Universis serie presentium fiat manifestum, quod cum in subventionem felicis milicie assumptionis tam nostri quam illustris fratris nostri carissimi domini Philippi de Sabaudia, comitis Gebennensis, subsidium, ad rationem unius floreni boni ponderis pro foco generaliter fuerit impositum, cujus subsidii ratione, etiam contemplatione locumtenentie et novi regiminis nostri, dilecti fideles nobiles, burgenses et incole ville et castellanie Cletarum nobis ad nostri requisitionem concesserunt gratiose quater viginti florenos parvi ponderis, habitos manibus dilecti fidelis Bartholomei Chabodi, thesaurarii Sabaudi generalis, qui de eisdem legitime tenebitur computare, quodque attestamur per pre-

sentes ipsorum hujusmodi concessionem sic factam fuisse de gratia speciali, quam nolumus pro futuro ad consequentiam trahi, nec eorum privilegiis et libertatibus ex ea prejudicium aliquod generari, nisi quantum tenerentur vel aliter reperirentur astricti. Datum Thononii, die vicesima novembris, anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo sexto.

Quos quaterviginti ff. pp. habui. B. Chabodi.

Per dominum principem presentibus : Joanne domino Bellifortis cancellario, H. Bastardo de Sabaudia, Bastardo Achaye, Marescallo Sabaudie, Joanne de Compesio, Rodulpho dno Coudree, Guigone de Ravorea, Anthonio de Draconibus, Guillermo Bolomerii.

86

1437, 24 août.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE LA VILLE D'YVERDON, PAR LOUIS DE SAVOIE, PRINCE DE PIÉMONT, A L'OCCASION D'UN DON DE 200 LIVRES.

Archives d'Yverdon, nº 53.

Ludovicus de Sabaudia, princeps pedemontium, primogenitus, locumtenensque generalis illustrissimi domini genitoris mei domini Amedei ducis Sabaudie, Chablaisii et Auguste principis, marchionis in Italia, comitis Pedemontium et Gebennensis, Valentinensisque et Dyensis, universis serie presentium fiat manifestum quod cum et subventionem tam apostolicorum indultorum per memoratum dominum meum adversus indigestam interdictorum ecclesiasticorum appositionem novissime obtentorum, etiam salutifferam largitionem privilegiorum per ipsum dominum meum incolis sue dicionis adversus abusum generalium commissariorum, mitigationemque rigoris consuetudinis qua plerumque pretextu usurarum insontes pro sontibus vexabantur, denuo concessorum, subsidium ad rationem

unius libre monete Sabaudie pro quolibet foco per subdictos immediatos generaliter fuerit concessum, et ut ipsis indultis potirentur, dilecti, fideles, nobiles, burgenses et incole ville Yverduni nobis hodie gratiose concesserint ducentum libras dicte monete solvendas in manibus dilecti fidelis Anthonii Bolomerii, Thesaurari Sabaudie generalis, qui de eis legitime computare delebit, ecce quod nos attestamur per presentes hujusmodi concessionem non ex debito, sed mera liberalitate dictorum nobilium burgensium et incolarum Yverduni processisse, quam propterea nolumus pro futuro ad consequentiam trahi, nec exea eisdem ipsorum franchesiis, libertatibus et ceteris immunitatibus prejudicium aliquod generari, mandantes propterea castellano dicti loci Yverduni ejusque locumtenenti, quatenus ipsos nobiles, burgenses et incolas ipsius subsidii occasione ulterius nullatenus inquietet vel molestet, quoniam nos hoc ideo damus presentibus expressius in mandatis dilectis fidelibus, presidenti, magistrisque et auditoribus computorum, quod ipsum castellanum non compellant ad aliquid pro ipso subsidio computandum, sed duntaxat prenominatum thesaurarium de predictis ducentum libris per eum ut premittitur exigendis. Datum Thononii, die vigesima quarta augusti, anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo septimo.

de Bosco.

Quas ducentum libras habui.

Bolomerii.

Per dominum principem, presentibus dominis, Johanne domino Bellifortis cancellario, H. bastardo Sabaudie, Joanne domino Bariacti marescallo Sabaudie, Petro Marchiandi preside, Johanne de Compesio, Rudolpho domino Coudre, Francisco de Boinsio, Jacobo Rosseti, judice Chablaisii, Mermeto Arnaudi et Guillermo Bolomeri.

87

1438, 7 avril.

FRANCHISES DE LA ROCHE AU CANTON DE FRIBOURG, RECONNUES DEVANT LE COMMISSAIRE DE JEAN DE PRANGINS, ÉVÊQUE DE LAUSANNE.

Archives de La Roche.

In nomine domini Amen. Ne gestarum rerum memoria processu temporis evanescat et pereat, discretorum virorum prudentia solet eas litterarum testimonio commendare. Cognoscant igitur presentes, futurorumque posteritas non ignoret hujus presentis veri publici instrumenti serie pariter et tenore quod anno domini currenti millesimo quatercentesimo trigesimo octavo, die vero septima mensis aprilis, coram me Bertheto Souveri, notario de Corberiis, curiarum officialatus Lausannensis, ballivuatus Vuaudi, decanatusque de Ogo et castellanie de Corberiis jurato commissario et receptore extentarum Reverendissimi in Christo Patris et domini nostri domini Johannis de Pringino, Dei et apostolice sedis gratia Lausannensis episcopi et comitis, in terra castellania et mandamento suis de Ruppe in Ogo, Lausannensis diocesis, ab eodem domino episcopo in hac parte specialiter deputato, ad instantiam et requisitionem mei dicti notarii et commissarii more publice persone stipulantis et recipientis, vice, nomine et ad opus memorati domini episcopi, ecclesieque sue cathedralis Lausannensis, suorumque successorum in dicta ecclesia seu episcopatu quorumcunque ac omnium aliorum quorum interest, intererit aut interesse poterit quomodolibet imposterum, personaliter constituti Yamnus Kunory, Vuillinus Hospitis, Petrus Darby, Yamnus Rixis, Yamnus Postroz, Henslinus Vuegnen, Petrus Hansoz, Ruuffinus dou Riaulz, Petrus Oblin, Petrus de la Tiroula, Petrus Hennoz, homines et censerii dicti domini epis-

copi, ad causam dicti sui castri de Ruppe, necnon Petrus Faver, Nycodus Paradix, Petrus de Sel et Burinus Panczit dicti loci de Ruppe cum predictis hominibus et censeriis prefati domini episcopi, qui omnes scientes et spontanei, non vi, non dolo, non metu ad hec inducti, ymo de juribus ipsorum plenarie in hac parte, ut asserunt, informati, jurati ad sancta dei evangelia per ipsos et quemlibet ipsorum manualiter tacta, in manibus meis dicti commissarii stipulantis ut supra, de ipsorumque spontanea voluntate, interrogati super usibus et consuetudinibus per eosdem debitis et annuatim solvi solitis et consuetis, et quibus utantur in predictis castellania et mandamento de Ruppe, ac in ipsorum recognitionibus noviter factis per eosdem homines et censerios recognitis, requirens ego dictus commissarius informari et predictos usus et consuetudines per eosdem debite declarari, eo quia dictas eorum recognitiones seu confessiones fecerunt et facere voluerunt particulariter, secundum bonos usus et consuetudines de Ruppe, prout in eisdem continetur. Qui probi homines et censerii proxime nominati dixerunt, deposuerunt, attestaverunt, declaraverunt et confessi fuerunt dictos usus et consuetudines esse, fuisse, uti vidisse et a suis predecessoribus notis et vicinis dici audivisse, per tanti temporis spacium quod in contrarium memorie hominum non existit, prout sequuntur.

Et primo videlicet, quod homines prefati domini episcopi dicti loci de Ruppe debent ipsi domino calvacatam eorum sumptibus propriis per unam diem tantum, ita longe quod eodem die possint ad domos ipsorum reverti secundum eorum consuetudines et jura Friburgi.

Item quod ipsi homines tenent a dicto domino episcopo pascua communia, nemora, jurias, affogagia, pro eorum usu communi.

Item quod homines castellanie de Ruppe predicte debent ressortire et contribuere in castro de Ruppe prout hactenus

consueverunt, jusque et justitiam facere obedienter coram domino predicto vel eius officiaris et juratis justicie dicti loci, secundum jura imperii ibidem consueta.

Item quod ipsi homines possunt et debent quilibet ipsorum, si voluerint et sibi placuerit, libere vendere, obligare, donare et alienare in toto vel in parte eorum terras, possessiones et edificia, ac alia bona sua quecunque, quas et que a dicto domino tenent, salvo jure suo dicti domino, et debent ipsi domino in casu alienationis facte in manu aliena et in casu accensationis a domino vel ejus castellano succepte, videlicet represiam ibidem consuetam, scilicet tantum quantum pretii census res alienata domino debebit et non ultra, ascendendo vel descendendo secundum rei facultatem, et dominus pro tali represia seu pretio forum seu alienationem tenetur et debet emptori laudare et confirmare prout est consuetudinis.

Item quod ipsi homines in mutatione domini vel vassalli nullam ipsi domino debent repreysiam.

Item quod ipsi homines omnes et singuli in dominio et castellania de Ruppe alter alteri succedunt, scilicet pater et mater suis liberis legitimis et dicti liberi eisdem; frater sorori, soror fratri pleno jure et subsequenter, semper propinquior in genere ex parte patris vel matris, succedunt alter alteri ut supra pleno jure in omnibus bonis absque aliqua repreysia domino tribuenda vel solvenda, et semper successor bona defuncti possidere debet et tenere in pace cum honore et onere eorumdem.

Item quod ipsi non debent domino aliquam *Pilucheriam* scilicet corvatam vel dietam tantum, nisi duntaxat pro tenemento sive tenementis, super quo vel quibus residentiam faciunt personalem seu focum tenent tantum; de aliis tributis annualibus scilicet censu, caponeria et aveneria non excusantur.

Item etiam vir succedit eius uxori et uxor eius conjugi pleno jure, si liberos non habeant legitimos.

Quas quidem confessionem, declarationem et attestationem, omniaque et singula supra et infra scripta prefati homines et censerii superius nominati castellanie et mandamenti de Ruppe que in extentis ejusdem domini episcopi noviter factis, quas fecerunt recognitiones secundum bonos usus et consuetudines de Ruppe prout in eisdem continetur, promiserunt pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque juramentis suis, tactis Dei evangeliis sacrosanctis, et sub expressa obligatione et ypotheca speciali omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium presentium et futurorum quorumcunque, ratas, gratas, firmas et vallidas, rataque grata firma et vallida habere, tenere, complere et inviolabiliter perpetuo observare, de premissisque usibus et consuetudinibus ut supra declaratis prefato domino episcopo Lausannensi et suis successoribus bene et fideliter deservire, parere, solvere et obedire prout veri homines et subdicti facere tenentur et debent domino suo, secundum bonos usus et consuetudines predictos, omni exceptione juris et facti postposita et remota, omnique aliquo quovis impedimento non obstante, etiam cum omni juris et facti ad hec necessaria renuntiatione pariter et cautela. De quibus quidem confessione, attestatione, declaratione, ceterisque premissis omnibus et singulis dicti probi homines nominibus suis et ceterorum proborum hominum dictarum castellanie et mandamenti de Ruppe, ad firmam rei memoriam, petierunt sibi per me dictum notarium et commissarium fieri publicum instrumentum sive cartam publicam consonantem alteri carte litteram de premissis in extentis dicti domini episcopi incorporandam, sigillis curiarum decanatus de Ogo et castellanie de Corberiis roborandam.

Et nos decanus de Ogo et ego Stephanus de Lavigniaco domicellus, castellanus de Corberiis, ad preces et requisitionem omnium et singulorum predictorum quorum interest, intererit vel interesse poterit quomodolibet imposterum, nobis oblatas fideliter et relatas per prenominatum Berthetum Sou-

veri notarium juratum nostrum, cui quantum ad hoc vices nostras commisimus et eidem super hoc fidem plenariam adhibemus, sigilla nostra dictorum decanatus de Ogo et castellanie de Corberiis predictis litteris presentibus duximus apponenda in testimonium omnium premissorum. Datum et actum die et anno supra scriptis.

Idem Berthetus Souveri notarius et commissarius predictus.

Levata est presens confessio seu declaratio nomine et ad opus omnium proborum hominum castellanie et mandamenti de Ruppe prenominatorum tantum.

L. S. L. S. L. S.

88

1439, 7 décembre.

REQUÊTE DES HABITANTS DE NYON AU SUJET DE LEURS FRANCHISES, ACCOMPAGNÉE DE L'OFFRE D'UN DON DE DEUX MILLE FLORINS. CONCESSION DES DITES FRANCHISES ACCORDÉE PAR AMÉDÉE VIII, DUC DE SAVOIE.

Archives de Nyon, Recueil de franchises, nº 10, renfermant trois copies vidimées de la requête, et la concession originale du duc Amédée revêtue de son sceau. Les copies de la requête sont si défectueuses qu'il est souvent difficile de reconnaître le vrai sens de l'acte.

Humiliter exponitur sanctitati et excelsitudini vestre, parte nobilium, burgensium, incolarum et habitantium ville, oppidi seu burgi de Nyviduno in patria vestra Waudi, totiusque mandamenti et ressorti eiusdem loci, verum esse bone memorie antecessores quondam excelsitudinis vestre erga villam, ressortum et mandamentum predictos multis liberalitatibus jurasse et ratificasse earum quas ipsi predicti de Nividuno habebant libertates, franchesias, usus, jura et consuetudines tam ab Aimone de Prengino, domino Nyviduni, quam alias prout multifarie apparet, concesserintque dictas consuetudines, libertates et franchesias quales tam illi de Melduno in Vaudo

habent quam et similes quales nobiles homines et communitas de Morgia beneficio gaudent et tenent diversoque modo premissa omnia per pluries fuerunt ratificata, emologata et approbata ut apparet. Itaque verum esse eosdem de Nyviduno totumque ressortum seu castellum et mandamentum ejusdem tam jure sive titulo quam usu et consuetudine apparentibus inter cetera frui et uti de tanto temporis spatio quod non constat de contrario memoria hominum, libertatibus, franchesiis et coustumis in presenti charta, rotulo sive littera descriptis in quarum contrarium in dies multi et quam plures contra venire nituntur, atque exemptos sive in toto vel in parte se reddere presumunt, coustumas et jura diverso modo declarant et ad eorum commodum exponunt et maxime castellani, commissariique et receptores excelsitudinis vestre qui eisdem credere nolunt nec obedire nisi de mandato vestro ad observationem compellantur, visa autem dictorum jurium et franchesiarum veritate, humiliter supplicant ut placeat sanctitati et excelsitudini vestre predictas eorum libertates, franchesias seu immunitates supra narratas, omniaque presentibus contenta, narrata, articulata et descripta, pro eisdem de Nividuno ressorto et mandamento et in quantum cuilibet spectabit in concessis retinere, manutenere, manutenerique et observari facere in perpetuum et inviolabiliter, tam pro vobis et vestris quibuscunque, quam per castellanos, commissarios et receptores predicte excelsitudinis vestre et alios cujusvis qualitatis sint et quibus intererit. Sic merito sanctitas et excelsitudo vestra augetur ; quibus adsit Deus !

Istud est autem jus et consuetudo illorum de Nyviduno, mandamenti et ressorti ejusdem inter cetera et particularia ultra concessa per consuetudines et franchesias de Melduno et Morgiis :

In primis quod illi de Nyviduno possunt et eisdem licet instituere, destituere et tenere sindicos, gubernatores, consules, banderetos, scribas consilii, psalterios consilii, pro rebus

cognitis executioni mandare, et cridas ville et vini fiendas, mistralemque pro mensuris sigillandis, porterios, macellarios, custodes seu messellarios, foresterios fructuum, pascuorum et nemorum, pastoresque et custodes segetum, et ceteros officiarios servientes dicte ville, quos dicta villa jurare facere debet eosdem constitutos jura domini et dicte ville manutenturos et observare debere, quilibet juxta debitum et in quantum competit.

Item quod habeant pascua in pratis, nemoribus et aliis locis, et illa possideant seu quasi ad voluntatem eorum, ab *Ulmo subtus Gento* usque ad *Spinetam du Rupallex*, salva in locis legitime aut per eorum legitimum consensum sub banno et recordio reductis.

Item quod burgenses et habitatores dicte ville totumque ressortum ejusdem habeant jus marinandi et bocherandi in monte nigro de Jura juxta limites predictos, exceptis in locis ex legitimo consensu per antea in bampnum positis aut ponendis de placito dicte ville.

Item quod burgensibus venandi integra potestas sit prout nobilibus.

Item quod quilibet burgensis et familia sua possint piscari in magno lacu sine servitio quocunque. Qui tamen non fuerit burgensis, habitator tamen in districtu et mandamento Nyviduni (cui etiam potestas piscandi est), teneatur in piscariis seu questis assuetis tam domino quam quibus erunt, omnesque tam burgenses quam alii residentes eorum piscam piscatam a medio lacus inter et rectum limites predictos de Ulmo et Spineta, teneantur in dicto loco Nyviduni, tam pro domino quam burgensibus, presentare venalem antequam aliunde deferant, eamdemque expedire pretio taxato aut taxando per dominum et burgenses quater in anno.

Item quod illi qui actum navigii exercent circa supradictum lacum, quique sint burgenses, habitatores aut advene infra dictos limites deprehensi seu deprehensos teneantur dominum,

burgensesque et nuntios, eorum res conducere, ireque et redire per dictum lacum, solvendo juxta taxam quater in anno fiendam prout supra. Si vero contradixerint, teneantur domino in sexaginta solidis et nihilominus conductum prestare.

Item quod ville spectat cognitio probitatis illius qui requirit burgensiam dicte ville, cum acceptilatione et propositione juramenti prestandi. Dominus vero tenetur ad sui opus et ville juxta propositum juramentum recipere in omnibus et per omnia absque diminutione jurium et consuetudinum ville.

Item quod officiarii domini teneantur usagia, jura, libertates et consuetudines patrie, ville, ressorti et totius mandamenti jurare et servare prout dominus tenetur.

Item quod dominus non potest nec sui cridari facere seu preconisari aliquod bampnum nisi in quantum sibi de consuetudine permittitur, nec bampnum imponere nisi etiam de consilio burgensium.

Item quod burgenses feudum nobile seu aliud, prout nobiles et ad talia capaces acquirere, tenere et intrare possint, laude septimii soluto si debeatur.

Item quod burgenses infra eorum domos in villa existentes non sint pignorandi, nisi cognitum fuerit se aliud non habere, quod tamen permittitur contra non burgenses ; qui secus facit teneatur domino in triginta solidis et ville in triginta solidis, et pignus restituere.

Item quod dominus aut sui teneantur infra annum colligere bampna, alioquin debitores de eisdem sunt quitti.

Item quod in causis criminalibus non sit appellandum, viso quod burgensibus in eisdem judicium requiritur, et mitigatio spectat gratie vero domino. Nec permittatur appellari de sententia lata per burgenses in actionibus domini ac mobiliaribus, appuagiorum et folliagiorum, appositione limitum, nisi actio excedat decem florenos in principali, aut quoad dominum si subditus se sentierit gravatum.

Item quod in causa litis bellicose seu duelli, si interpellatus

devictus fuerit, spolia sive armature sint ville, corpus vero domino. Si vero interpellator devictus fuerit, teneatur interpellato restituere expensas et damna que propter hoc sustinuerit, et sicut interpellans armaturas amittat; honos vero seu decus suum domino sit, pro faciendo ad libitum suum sive ad reintegrandum aut retinendum.

Item quod consules et communitas burgensium dicte ville possint statuta, gitas et consimilia imponere, deponere, ordinare, et eorum consuetudines ususque declarare pro se, districtu, mandamento et ressorto, et pro necessitate et utilitate ville; quo facto illud domino aut suis officiariis debeant denuntiare et nomine domini et burgensium cridare. Si vero bampnum imponatur, dicte ville sit et remaneat, exceptis bampnis ordinatis et descriptis in charta franchesiarum de Melduno, qui remanent domino in solidum; exceptis etiam de bampnis impositis excedentibus sexaginta solidos, in quibus excedentibus domino spectat medietas.

Item quod villa possit alas unam vel plures habere sive construere ubi mercandie reponantur, pondusque et mensuras et pro eisdem recuperare et percipere prout solvitur in aliis ..... et pondo civitatis Gebenne, domino salvo jure pedagii, vendarum et leydarum consuetarum.

Item quod pro refectione meniorum ville ubi aliquid dilaceratum fuerit, illi de ressorto cum villa contribuere debeant, his exceptis qui sunt de consuetudine Lausannensi, et quod pro bastimento novo et fortaliciis construendis totum mandamentum contribuere debeat cum dictis burgensibus, villa et ressorto, et in refectione meniorum castri quod villa, ressortum et mandamentum debeant contribuere pro medietate; dominus vero debeat supportare de suo pro alia medietate, et quod in manutentione pontium, portarum et fortalicie totum mandamentum adsistere debeat ville; scilicet villa et territorium supportare debeant medietatem, residuum mandamenti aliam medietatem, de cetero quilibet penes se prout usitatum fuit, salvis predictis ex consuetudine Lausannensi.

Item quod villa, burgenses et nobiles mandamenti propria sigilla habeant et tenere possint ad sigillandas res ipsis proprias, prout mandamenta eorum, acta, constitutiones aut attestamenta, salvo sigillo domini penes totum mandamentum particularium contractuum suarumque rerum et actuum in usum curiarum suarum, si requisitus fuerit.

Item quod si de mandamento banderia exierit pro cavalcata prestanda domino, aut alias quod banderia dominorum de Albona, de Montibus, veteri et grandi, Copeti, Prengini et Rotuli, ipsam teneantur comitari, si ville placuerit, et quod in custodia ville si fuerint assalliti villa et ressortum teneantur eamdem cum domino de suo posse gardare, quodque garda castri sit de tertia parte residui de mandamento, cetere due partes sint pro custodia fortaliciorum dominorum vassallorum, salvis in custodia illis in consuetudine Lausannensi.

Item quod si burgenses et ceteri de mandamento in cavalcata plus morentur quam de consuetudine subjiciuntur, quod absque prejudicio franchesiarum, si magis remanere voluerint dominus teneatur iisdem pro expensis providere aliunde de suo.

Item quod si cavalcatam prestando, de contraria parte alique persone capiantur, quod ipse persone capte debeant tradi et deliberari domino, et dominus teneatur dare capientibus sexaginta solidos monete pro quolibet capto, et equus seu equi capti et omne munimentum eorum debent esse et remanere capienti; et quod si in ipsis cavalcatis aliquis aut plures de burgensibus aut residentibus in mandamento per inimicum detineantur seu capiantur, quod dominus teneatur de suo ipsum captum unum vel plures reemere et resarcire de suis rebus deperditis si possibile fuerit.

Item quod pro domagiis contra villam et mandamentum commissis dominus teneatur facere guerram nocentibus et de suo posse vindictam habere, usque quod villa et mandamentum plene compensentur; sin minus liceat ville nocentes aggredi,

vadiare, arrestare et prout de bono videbitur facere in sue dicte ville augmentum aut interesse, et in talibus amicos sibi acquirere et amicitiam extraneam jurare, domini honore salvo.

Item quod sint et esse debeant de ressorto dicte ville consistentia a terra Gaij, deempta parrochia de Commugnier, usque ad Spinetam de Vers tendendo *à la croix du Vuerno*, deemptis etiam his qui sunt de consuetudine Lausannensi infra dictos confines contentis, de territorio vero prout parrochia se extendit, de qua sunt loci de Eysins, Signier, Grins, Avenex et totum confinium de Cullet et Uteret necnon Dulliez et parrochia de Trelex, de districto autem sive mandamento sunt qui includuntur per juxta terram Gaij et santi Protasii, juncto Estuex et Berolam qui sunt de mandamento predicto; et ab aqua Orba, lacum (des) Rosses et Vallem Serenes usque ad medium lacus magni; infra quos confines nulla mercata nec nundine sunt concedende nisi illis de Albona, absque consensu illorum de Nyviduno.

Item quod macellarii, tabernarii et ceterii venditores victualium supra dicti vendant secundum cursum temporis ad arbitrium burgensium.

Item quod psalteriis ville sit definitiva potestas judicandi et ordinandi de rebus meretricum; dominusque teneatur corpora ipsarum recipere et punire si adducuntur ad illum, si vero in bampno teneantur, dominus percipiat medietatem et psalterius ville aliam medietatem.

Item de bampnis et offensis mensurarum et ponderum mistralis ville possit judicare de suo, et de premissis per ipsum judicatis medietatem percipere debeat, dominus vero aliam medietatem, salvis mistralis sigillis impositis cum aliis penis assuetis et oneribus.

Item quod nato puero, nata sit ejus portio, scilicet rata juxta natos in tota medietate bonorum relictorum patris........ sive avi paterni ipsius pueri; et quod pater liberos suos mas-

culos de legitimis seu portionibus suis exheredes constituere non possit, nisi sibi sit exheredandi occasio, neque uni plus quam alteri largire nisi occasio exheredandi sit predicta, scilicet si patrem verberaverit, mortemque patris procuraverit, aut adulterium cum noverca aut concubina se sciente commiserit, et quod ob ideo pater non teneatur de eisdem bonis suis portionem dare sua vita durante; posse tamen de quarto sui totius legare aliis quam suis heredibus. Mater vero possit filium exheredem constituere, si confiteatur susceptum esse in adulterio, alias naturam patris assequatur.

Item quod primogeniti inter nobiles succedant in scuto seu armoriis paternis et domo patris quam maluerit, unacum contingentibus circum circa menia seu fossalia ejusdem in longum quadraginta theysarum, quelibet novem pedum, ultra ratam de residuo sibi competentem in posteritate; quod inter burgenses non nobiles illud privilegium locum non habeat, scutus vero sit illi cui evenit domus propria, in qua pater faciebat residentiam suam tempore mortis sue.

Item quod si aliquis burgensis filiam aut sororem suam nuptam tradiderit, assignata ei dote sua in hereditate patris et matris, aliquid reclamare non debeat, quamdiu alii heredes existunt, sed sua dote debeat esse contenta, aliis parentibus illud tamen non licet quin talis nupta sua retrahere possit si voluerit.

Item quod si quis duas aut plures uxores habuerit, et ex utraque liberos, habitos de priore succedant in duabus partibus omnium bonorum patris prout permittitur, si fuerit masculus de eisdem sin unicus, et si voluerint, aut per capita, si maluerint cum aliis et sic alii de residuo.

Item quod liberi decimum octavum annum attingentes testamentum condere possint bonaque in suos natos, si habuerint, conferre prout supra, sin vero testantes vel non, habitis natis, si pater sit supervivens succedat in medietate totius, et in toto si filius intestatus decedat non habitis natis predictis,

qui preferuntur; mater vero in nihilo succedat, nisi per vim testamenti, cum sit in libertate filios exheredes constituere si modo velit, nisi latus patris deficiat, in quo casu latus matris succedat.

Item quod bastardi seu donati de suo testare possunt; si tamen intestati decesserint eorum bona sint domino, nisi habuerint liberos, qui preferuntur.

Item quod villa et burgenses pro eorum bastimentis faciendis fortaliciisque aut eorum necessitatibus juvandis perquirere, fodere et trahere petras seu lapides duros vel molles, minas, carbones et alia talia absque damno ubi invenerint penes dictum mandamentum talia reperiantur; si vero foderint et non reperierent teneantur damno commisso illi cuius locus erit; verisimiliter pro commodo ville possunt construi construereque facere canalia seu aqueductus, vias publicas deviare, fodere et appropriare absque damno penes predictum mandamentum, et quod pro fortalitiis construendis circum circa dictam villam aut plateas ville burgenses sibi possint appropriare loca commoda absque interesse, salva taxa moderata damni ad opus indamnati fienda per dominum et burgenses.

Item quod in judicio, ordo, statuta et consuetudines generales patrie Vaudi locum habeant, premissis tamen salvis et illesis.

Item quod pro reparatione et augmento ville littere, gabellarum et impositionum eidem ville ad tempus concessarum per illustrem quondam Amedeum Sabaudie comitem in perpetuum valeant exigi, dum tamen et tamdiu illis de mandamento placuerit, ultra forte assuetum et institutum seu carrata ligni sui de Joreris, qui perpetuo ad usus ville poterunt incorporari.

Et hisce mediantibus premissis et emologatis, ipsi de Nividuno se offerunt daturos excelsitudini vestre pro semel et citra lesionem franchesiarum suarum, duo millia florenorum parvi ponderis, et premissa omnia absque prejudicio aliarum dicte ville libertatum si que sint quas placeat sanctitati vestre

illesas pronuntiare. Sic eisdem erit bene provisum, ut supplicant Aymonetus Magnini et Johannes Serrati nuntii dicte ville ad hoc commissi.

Amedeus, dux Sabaudie, Chablasii et Auguste princeps, marchio in Italia, comes Pedemontium, Gebennensis Valentinensisque et Diensis, dilectis castellano, commissarioque et receptori extentarum nostrarum Nyviduni presentibus et futuris, salutem. Visa littera annexa, maturaque per consiliarios nostros super contentis in ea prehabita deliberatione, ex certa nostra scientia, volentes eandem viribus perpetuo subsistere, vobis et vestrum cuilibet insolidum precipimus et mandamus quatenus ipsam litteram his annexam partibus quibus spectabit inconcusse observetis et per quos intererit faciatis inviolabiliter observari, sicque declaretis in ea mentionata in pristinum non redeat contentionis scrupulum. Datum Ripallie, die septima decembris, anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo nono. Per dominum, presentibus dominis Priore Ripallie, Claudio de Saxo, Francisco de Bussiaco, Amedeo Championis, Lamberto Odineti, Ludovico de Chevelluto.

89

1440, 10 mai.

Confirmation des franchises de la ville de Romont, par Humbert, bâtard de Savoie, comte de Romont, seigneur de Montagny, Corbières, Grandcour et Cudrefin et coseigneur d'Estavayer.

Data in Rotondomonte, die decima mensis maii, anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo.

Archives de Romont.

90

1444, 31 mars.

Confirmation des franchises et libertés de la ville de Vevey par Louis, duc de Savoie.

Datum Gebennis, die ultima mensis martii, anno domini millesimo quatercensimo quarto.

Archives de Vevey, layette 1, paquet 2, n° 5.

91

1444, 31 mars.

Confirmation des franchises de Romont par Louis, duc de Savoie.

Datum Gebennis, die ultima marcii, anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo quarto.

Archives de Romont.

92

1444, 31 mars.

Confirmation des libertés et franchises de la ville de Nyon par Louis, duc de Savoie.

Datum Gebennis, die ultima martii, anno domini m° cccc° quadragesimo quarto.

Archives de Nyon, Recueil de franchises, n° 11.

93

1446 à 1455.

SUPPLIQUE DES HABITANTS DES CLÉES DEMANDANT L'AUTORISATION DE LEVER UN TRIBUT POUR LA RÉPARATION DE LEURS FORTIFICATIONS. MANDAT DE LOUIS, DUC DE SAVOIE, DU 20 FÉVRIER 1446. CONCESSION DU MÊME DU 10 MAI 1446. CONFIRMATION DU 22 MARS 1455.

Archives des Clées, nº 57, quatre pièces réunies.

Tenor supplicationis.

Vobis illustrissimo principi domino nostro Sabaudie duci supplicatur humiliter, pro parte nobilium, burgensium et incolarum vestre ville Cletarum, quod cum spectabiles magnificique milites domini Johannes dominus Bariacti, marescallus Sabaudie, et Johannes dominus Choutaignie, pro fortiffiicatione vestre predicte ville Cletarum egenti et valde necessaria, injunxerint et expresse fieri preceperint per dictos supplicantes fortiffications multipharias neccessarias in dicta villa, ultra quas predictas injunctas fortiffficationum reparationes non minus neccessaria est quedam pars muri dicte ville refficienda que fonditus extitit eversa ; que premissa requirunt grandes sumptus, sic quod duo millia florenorum non sufficerent ad reparationem premissorum ; verum, illustrissime princeps, quod dicti supplicantes, ipsorum maxima causante inopia, premissa sibi iniuncta, etiam dictam partem muri valde necessario refficiendam que fonditus eversa est minime facere possent, quia ipsorum possibilitas minima est, vestro nisi benigno juvamine mediante, ad vestram igitur prefatam dominationem recurrunt dicti supplicantes humiliter implorando quatenus eadem dominatio vestra suas circa premissa manus porrigat adjutrices, eisdem benigne conferendo tributa infrascripta nulli prejuditium generantia spatio duntaxat octo annorum duratura, *primo*

super quolibet modio vini apud Rances et Valeres crescentis a quolibet emente vinum posse predictos supplicantes exigere unum denarium grossum, ultra duos blanchetos quos ibidem percipit vestra dominatio super quolibet sestario vini venalis. *Item* super quolibet modio frumenti et alterius bladi, cujuscunque generis sit, per Cletas et Lignieroles transeunte obolum grossum per dictos supplicantes exigere posse, ultra quinque blanchetos super quolibet modio vestre dominationi pertinentes. *Item* super quolibet curru illac transeunte gerente cindulum, lavones et lateres, super quo vestra dominatio nichil percipit, obolum grossum. *Item* super quolibet equo venali per Cletas, Rances aut Ligniroules transeunte unum quartum grossum, ultra quatuor denarios quos percipere solita est super quolibet equo dominatio vestra. *Item* super qualibet ove ex grege omnium illac et etiam per Vuetibouf transeunte dimidium blanchetum. *Item* super quolibet porco ex grege porcorum illac transeuntium dimidium blanchetum. *Item* a qualibet chargia salis duos blanchetos. Et premissa concedere dignetur dictis supplicantibus dominatio vestra pro premissarum fortifficationum reparatione valide necessaria, attento quod dicta villa a latere Burgundie extitit clavis Vuaudi, quam conservare dignetur Altissimus.

Tenor mandati.

Ludovicus, dux Sabaudie, dilecto fideli secretario procuratorique nostro Vuaudi Mermeto Cristine, Salutem. Visa supplicatione presentibus annexa, volentes super contentis in ea primitus informari, tibi committimus quatenus visis presentibus te diligenter et veridice prout commodius poteris informes ad inquantum tributa in dicta supplicatione concedi petita singulis annis ascendere possent, et generaliter de mera et omnimoda supplicatorum et totius negotii huiusmodi veritate, et deinde que comperieris et fienda videbuntur nobis litteris tuis fideliter interclusis plene et clare rescribas, ut tua fideli

rescriptione visa quod expedire noverimus circa hec tutius facere valeamus. Datum Gebennis, die vicesima februarii, anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo sexto.

Per dominum presentibus dominis Petro Marchiandi cancellario, Jo. domino Bariati marescallo, Guillielmo domino Cuillie, Francisco de Thomatis presidente audientiarum, Guigone de Ravorea, Ja. de Vallespurgia, Guillielmo de Viviaco magistro hospitii et Johanne Marescalli thesaurario Sabaudie.

R. l. portit. Aveneyres.

Concession du 10 mai 1446.

Ludovicus, dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste, sacri romani imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia, Comes Pedemontium, Gebennensis et Baugiaci, baro Vuaudi et Foucigniaci, Nycieque et Vercellarum dominus, universis serie presentium fiat manifestum, quod cum spectabiles domini Johannes de Seyssello, dominus Bariatti et Ruppecule, marescallus Sabaudie, consanguineus, ac Johannes de Montelupello, dominus Choutagnie, ad visitationem fortifficationum patrie nostre Vuaudi deputati, intuentes quod necessario reparanda veniebat clausura ville nostre Cletarum, indixerunt et ordinaverunt circum quaque menia ipsius ville in magna eorum parte fonditus collapsa edifficationes grandes fieri, ultra quas certa pars eorumdem meniorum fonditus de novo collapsorum inevitabile apparet instruenda, nec minus quam duo milia florenorum et ultra sufficerent ad complementum premissorum, unde nobis humiliter supplicaverunt dilecti fideles nostri sindici et communitas ipsius ville Cletarum, ut cum impossibile eis foret tantum opus effectui perducere, attentis exillibus facultatibus eorum et paucitate focorum innibi habitantium, nostri auxilii opem in hiis elargiri dignaremur, concedendo tributa in illis implicanda, que in supplicatione presentibus annexa mentionantur, quorum supplicationi certis justis moti respectibus inclinati, et attendentes

dictum locum Cletarum limotrophum et quasi clavem patrie nostre Vuaudi intenta fortiffícatione indigere, etiam super hiis informati relatione fidelis secretarii et procuratoris nostri Vuaudi Mermeti Crespine nobis verbothenus facta, ex nostra certa scientia pro nobisque et nostris eisdem sindicis et communitati ville nostre Cletarum supplicantibus citra attenuationem quamvis derogationem tributorum super infrascriptis nobis debitorum et solvi solitorum, harum serie concedimus et largimur in subventionem ipsius fortiffícationis tributa infra particulariter annotata in ipsa fortiffícatione absque quavis distractione integraliter implicanda, videlicet ad et per decem annos proximos continuos et integros in proximo festo beati Michaelis archangeli incohandos et non ultra, *et primo* super quolibet modio vini venalis crescente apud Rances et Vallyeres unum denarium grossum monete nostre. *Item* super quolibet modio frumenti et alterius bladi cujuscunque generis existat quod defferri continget per ipsum locum Cletarum et de Lignieroles, dimidium denarium grossum monete predicte, *et* super quolibet curru illac transeunte gerente scindulum, lavones et lateres dimidium grossum ipsius monete nostre. Mandantes hoc ideo Baillivo et procuratori Vuaudi, castellanoque Cletarum ac ceteris officiariis nostris modernis et posteris ad quos presentes pervenerint ipsorumque locatenentibus et cuilibet eorumdem, quatenus huiusmodi concessionem et litteras nostras memoratis supplicantibus observent illesas ac ipsos tempore predicto durante de illis plene frui faciant et gaudere, frivolis oppositionibus et exceptionibus rejectis, etiam absque alterius cujusvis expectatione mandati, sicque premissis mediantibus hiidem supplicantes fortiffícationi pretacte uberius valeant subvenire. Datum Gebennis die decima maii anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo sexto.

R. l. port. Aveneyres.

Per dominum presentibus dominis : L. de Lusigniano pa-

triarcha Jerusalem, Jo. domino Choutagnie, Warambono comite Ruppelle, Lan[to] domino Luyriaci, G. domino Cuillie, Petro de Grolea, Francisco de Thomatis presidente audienciarum, Ja. de Valpergia. Jo. de Costis, Ja. Ro[ti] judice Chablaysii et Jo. Mar[ti] thesaurario.

Concession du 22 mars 1455.

Ludovicus, dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste sacri romani imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia, princeps Pedemontium Gebennensis et Baugiaci Comes, baro Vuaudi et Foucigniaci, Nycieque Vercellarum ac Friburgi etc., dominus, universis serie presentium facimus manifestum, quod nos visa copia supplicationis et litterarum nostrarum aliisque litteris nostris presentibus annexis concessionis et largitionis, dilectis fidelibus nostris hominibus et communitati ville nostre Cletarum de tributis et impositionibus in ipsis annexis litteris declaratis, in favorem maxime et ad opus fortiffficationis ipsius ville nostre per nos dudum ad decem annos factarum iterateque supplicationi ipsorum hominum et communitatis super hiis nobis facte favore benivolo, bonisque respectibus inclinati ut presertim fortifficatio ipsa ad debitum facilius deduci possit effectum, ex nostra certa scientia pro nobisque et nostris hujusmodi tributorum et impositionum concessionem in annexis litteris nostris expressam et declaratam, eisdem hominibus et communitati harum serie confirmamus ac iterum prolongamus et de novo concedimus et largimur ad et per alios decem annos continuos et integros die finiendi termini supradictorum decem annorum incohandos, subque aliis modis conditionibus et formis in ipsis annexis litteris nostris latius expressis et declaratis, et hec egimus tam liberaliter et de gratia speciali quam pro et mediantibus viginti quinque florenis parvi ponderis per nos propterea ab eisdem hominibus et communitate habitis, manibus dilecti fidelis consiliarii et thesaurarii nostri Sabaudie generalis Gabrielis de Cardena,

qui de illis nobis legitime tenebitur computare ; mandantes propterea Baillivo et procuratori Vuaudi, castellanoque Cletarum ac ceteris officiariis nostris ad quos spectabit modernis et posteris ipsorumque locatenentibus et cuilibet eorumdem, quatenus hujusmodi prolongationem concessionemque et litteras nostras eisdem hominibus et communitati ville nostre Cletarum per tempus predictum teneant et observent ac per quoscunque teneri et observari faciant illesas, in nulloque contraveniant quomodolibet vel opponant, quinymo ipsos homines et communitatem hujusmodi tributis et impositionibus ipso decennio durante plene uti et gaudere faciant, nullo alio a nobis super hoc expectato mandato. Datum Chamberiaci die vicesima secunda martii anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo quinto.

Per dominum presentibus dominis : Ja. ex comitibus Vallispergie, cancellario Sabaudie, Ludovico de Sabaudia marescallo, domini Ruconixii, Jo. domino Choutagnie, Jo. de Saxo d^{no} de Bannens,......... conservatore, Francisco de Thomatis presidente Gebennesii, Johanne Championis, Jacobo Meynerii generali.

94

1449, 4 mars.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE MONTREUX PAR LOUIS, DUC DE SAVOIE [1].

Archives de la paroisse des Planches, commune de Montreux.

Ludovicus, dux Sabaudie, Chablasii et Auguste, sacri Romani Imperii princeps vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, comes Pedemontium, Gebennarum et Baugiaci, Baro Vuaudi

[1] Ces franchises transcrites d'après celles de Vevey avec les changements nécessaires, ont beaucoup de rapport avec celles qui ont été publiées plus haut sous la date du 7 juillet 1370. Elles renferment cependant diverses modifications et un assez grand nombre d'articles nouveaux.

et Fouciniaci, Comitatuumque Nicie et Vercellarum dominus. Universis serie presentium facimus et manifestum, quod supplicatio nobis parte dilectorum fidelium nostrorum nobilium, burgensium, habitatorum et incolarum Mandamenti Mustruaci porrecta, continebat in effectu prout sequitur.

Vobis Illustrissimo Principi, domino nostro duci Sabaudie, exponunt humillime vestri humilles fideles burgenses et habitatores Mandamenti Mustruaci verum esse quod ipsi habent et habuerunt atque hucusque usi sunt et adhuc utuntur, illis eisdem et franchesiis quibus burgenses et incole ville vestre Viviaci usi sunt, nec in eis datur impedimentum aliquod. Verum tamen si et quando eisdem exponentibus necesse est habere originale dictarum franchesiarum quod est et custoditur in villa Viviaci, opportet ipsos exponentes ire et venire per unam magnam leucam longe, videlicet a Mustruaco Viviacum, pro ipso originali habendo. Et cum sunt Viviaci non reperiunt illos qui habent claves arche in qua sunt dicte franchesie, et sic fatigantur eundo et redeundo, dampnificantur quod defectu dicti originalis quod habere non possunt, licet fecerint suam diligentiam habendi. Eapropter supplicant humilliter quod eisdem supplicantibus ipsas franchesias et libertates subscriptas obsignari facere et mandare dignemini quarum tenor sequitur effectualiter prout infra.

1. In Primis namque quod nulli persone dicte communitatis Mustruaci imponantur pene nisi duntaxat banna consueta.

2. Item quod nos seu officiarii nostri non possint barrare nec aliquem accusare seu pignorare nisi ad clamam alterius persone et cognitionem proborum hominum dicte ville et communitatis, nisi tantum pro facto nostro, videlicet pro redditibus nostris et bannis cognitis.

3. Item quod nos seu officiarii nostri non possimus nec debeamus convenire nec in causam trahere extra villam Mustruaci, territorii et dominii ejusdem, aliquam personam cum

ibidem juridicionem habeamus, nisi per appellationem ; quam appellationis causam possumus committere, videlicet sequendam, ubi voluerimus citra montes.

4. Item quod si aliqua appellatio fiat per aliquem, que appellatio videlicet prima determinetur coram ballivo nostro Chablasii vel ejus locumtenente apud villam novam Chillionis [1] secundum Lausannensem consuetudinem.

5. Item quod nos seu officiarii nostri, heredes et successores non possimus nec debeamus a dictis nobilibus, agricolis et habitantibus in dicta villa Mustruaci territorioque et juridicione ejusdem aliquam exactionem, excheutam vel commissionem petere vel exigere tam racione contractuum usurariorum quam alia quacumque causa , nisi in casibus furti homicidii vel prodicionis, exceptis rebus et feudis a nobis moventibus quavis causa in quibus jus habeamus quod habemus secundum patrie consuetudinem.

6. Item quod officiarii nostri in dicto loco Mustruaci et juriditione ejusdem non possint aliqua pignora emere nec cessionem contra subdictos nostros dicte ville Mustruaci et juridicionis ejusdem accipere, sui officii regimine durante.

7. Item quod carnifices habitantes in dicta villa Mustruaci ac in toto territorio et juridicione ejusdem, carnes ad pondus vendere debeant ac etiam teneantur prout solitum est in dicta villa et locis circumvicinis. Et quod si quis contra fecerit, bannum quinque solidorum Lausannensium bonorum committat nobis applicandorum quotiens contra predicta per quicumque extiterit attentatum.

8. Item quod assignationes dierum et cause que ibidem tenebuntur et ventillabuntur successu temporis teneantur diebus sabbati, videlicet in exitu misse matutinalis dicti loci usque ad exitum magne misse parrochialis ejusdem loci Mustruaci,

[1] Les franchises de Vevey portent *locum tenente apud Viviacum secundum*, etc.

exceptis casibus communibus qui teneantur et tenere debeant singulis horis diei quibus nos vel officiarii nostri viderimus et cognoverimus expedire.

9. Item quod nemo propter aliqua demerita sua ponatur ad torturam seu regiquinam[1], nisi per cognitionem proborum hominum in curia existentium et astantium, ac presentibus et audientibus tribus probis hominibus dicte ville et juridicionis nostre Mustruaci cum ibidem utatur consuetudine et sic facere consueverunt.

10. Item quod omnes et singuli nobiles, agricole et habitantes dicte ville Mustruaci territorii et juridictionis ejusdem, sexus utriusque, cuiuscumque conditionis existant, taillabiles non existentes, possint et sibi liceat, de bonis suis disponere et ordinare pro sue libito voluntatis. Et si aliquis intestatus decesserit, eidem succedere possunt illi de progenie sua usque ad quintum gradum, juribus nostris secundum patrie consuetudinem in rebus nostris feudalibus et tailliabilibus nobis et nostris semper salvis.

11. Item quod ille qui importat pagam seu solutionem tabernarii invitto tabernario bannum imponente teneatur nobis in banno consueto, videlicet trium solidorum, si tamen per duos testes hoc probetur.

12. Item quod si aliquis faciat de aliquo extraneo clamam indebite, ipse sic clamam faciens solvere teneatur expensas quas faciet ille de quo clamam faciet, cum moderatione officiariorum nostrorum dicte ville Mustruaci et territorii ejusdem.

13. Item quod nullus officiarius qui pro tempore fuerit ibidem possit nec debeat aut sibi liceat durante officii sui regimine evocare in judicio preterquam pro facto domini principali.

[1] Il est à remarquer que le mot *regiquina* semble être pris ici dans un autre sens que dans les franchises de Moudon. Ici il paraît avoir été compris comme synonyme de torture.

14. Item quod si forte aliqua persona detineretur vel acciperetur de noctu absque cognicione, quod ipse detemptus in crastinum hora assignationis dierum et dietarum remittatur franchesie ville Mustruaci ad cognoscendum prout consueverunt utrum deliquerit vel ne.

15. Item quod nulle preconisationes fieri possint infra villam et juridicionem Mustruaci nisi per cognitionem proborum hominum dicti loci Mustruaci et juridicionis ejusdem, exceptis pro calvacatis nostris, captione nobilium, agricolarum et habitantium dicti loci et juribus ac facto nostris.

16. Item quod quilibet mugnerius recipiens blada et ea ad molendinum suum molere volens, sive sit molendinum suum vel non, teneatur reddere farinam ad mensuram cumulatam sicut recepit bladum, ad mensuram rasam inclusa et deducta emyna sua propter ejus poenam et laborem, et si contra fecerit bannum quinque solidorum incurrat, quod nobis debeat applicari.

17. Item in casu quo curia esset in discordia, et nos et officiarii nostri consilium habere vellemus ad discordiam concordandam, quod consilium habeamus secundum loci predicti Mustruaci solitam consuetudinem.

18. Item si quis peregrinus vel viator apud Mustruacum et juridicionem ejusdem venerit et ibidem intestatus decesserit, bona ipsius debeant deponi et pro consilium nostrum seu officiarii nostri ibidem in manu duorum proborum hominum dicti loci Mustruaci et etiam custodiri per annum et diem. Et si infra annum et diem venerit heres legitimus, debet habere bona predicta. Et si vero infra annum et diem non venerit heres qui requirat bona peregrini vel viatoris apud Mustruacum, bona defuncti debent distribui ad nostram voluntatem.

19. Item nemo debet capi seu detineri infra villam Mustruaci territorium et juridicionem ejusdem, nisi de consilio et cognitione proborum hominum in curia existentium, preterquam latro proditor manifestus, homicida, vel alter qui mani-

feste commiserit maleficium per quod debeat recipere penam corporalem per cognitionem proborum hominum presente nostro castellano.

20. Item quod litigatores et litis participes a regiquina et tortura corde repellantur, id est quod regiquinam referre non debeant neque possint.

21. Item quod si aliquis garcio vel garcia, alicui probo homini vel alicui probe mulieri dixerit aliquod turpe injuriose, et ille vel illa det ei alapam non teneatur nobis in aliquo.

22. Item si aliquis dixerit alicui tu es fur vel preditor, nisi dixerit de quo non teneatur eidem respondere, nec in manu nostra vel officiariorum nostrorum assecurare. Si vero dixerit de quo, tenetur se deffendere per se vel per messagium aut aliam excusabilem racionem; in manu nostra vel officiarorum nostrorum non tenetur nobis nisi in sexaginta solidis et appellatum tenere pro probo negando quod dixit.

23. Item quod si nobiles, agricole et habitantes in dicta villa Mustruaci et juridicione ejusdem clamam fecerint de aliquo, non tenentur assecurare, nisi in causa appellationis bellicose, in qua cum omnes de quibus clama facta est tenentur assecurare vel facere statutum ville Mustriaci.

24. Item macellarii non debent lucrari nisi unum denarium in solido. Macellarii debent dicere et exponere emptori cujus modi carnes illas vendunt, alioquin tenentur nobis in decem solidis Lausannensibus et emptori in quinque solidis Lausannensibus. Credendum est macellario de emptione carnium per suum juramentum cum uno sequente id jurando, et si facere noluerit credendum est emptori per suum juramentum. Et macellarii non debent custodire carnes recentes nisi a die sabatti usque ad diem lune sole occidente. Et ita intelligitur de continuatione aliorum dierum. Et si amplius servaverint tenentur nobis in tribus solidis Lausannensibus. Et hoc intelligendum est a feste Pasche usque ad festum Michaelis archangeli.

25. Item quod si quis macellarius carnem falsiverit[1] tenetur nobis in tribus solidis Lausannensibus et carnes falsitas amittet, ad clamam alicujus persone ex dicta communitate; nec sufflaverit inflando.

26. Item quod si vendiderit carnes animalis morbidi videlicet in macello consueto, tenetur nobis in sexaginta solidis Lausannensibus, si probari possit per duos fide dignos qui jurent illud idem, et nos illos talia facientes ad veritatem dicendam compellere debemus et inquiri facere de premissis.

27. Item bolingerie non debent lucrari nisi duos denarios in cupa frumenti, ultra capitale et penam.

28. Item nos vel officiarii nostri quotiens viderimus panem non sufficientem possint officiarii nostri panem ipsum accipere et ostendere probis viris dicti loci Mustruaci, et si ipsi probi viri dixerint panem non esse sufficientem, possint officiarii nostri ipsum panem frangere et pauperibus dare.

29. Item venditores victualium tenentur credere super vadium quod valeat terciam partem ultra creditum, nisi vadium sit laceratum vel sanguinolentum, et de ipsis vadiis possit secundum consuetudinem loci facere.

30. Item de universis clamis factis nobis vel officiariis nostris debemus primo facere racionem conquerenti quod nostrum recuperetur bannum.

31. Item si quis intret hortum vel virgultum alicujus sine licentia illius cujus est hortus vel virgultum, nisi sequendo animalia sua, si clausi fuerint tenetur nobis de die in decem solidis et illi cujus est hortus vel virgultum in quinque solidis cum emenda, et si solvere non possit debet fustigari nudus per totam villam Mustruaci. Si de nocte fuerit tenetur nobis in sexaginta solidis et illi cujus est hortus in decem solidis Lausannensibus.

[1] Une traduction des franchises de Vevey met ici : le macelier qui farcirà les rognons sera tenu à nous à un bamp de trois sols, et perd les chairs farcies à la clame d'un bourgeois.

32. Item quod officiarii nostri ville Mustruaci et juridicionis ejusdem presentes et futuri et locum tenentes eorumdem in principio sui regiminis jurent in sancta Dei evangelia attendere et observare libertates et franchesias, immunitates supra et infra scriptas et contenta in eisdem.

33. Item quod lys cossons, id est venditores piscium, non possunt nec debent in piscibus quos ement lucrari nisi unum denarium in solido nec custodire pisces rescentes nisi per unam diem, et si secus fecerint, bannum decem solidorum incurrant nobis sine remissione aliquali applicanda. Et ulterius pisces quos ement infra dictam villam sive a medio lacus, tentendo [1] ad aquam de la Veraye et ad aquam de la Baye de Mustruaco, teneantur et debeant apportare, antequam alibi ipsos vendicione exponant Mustruaci, et hoc sub banno decem solidorum supradicto per eos committendo et nobis si contra fecerint applicando nisi esset per permissionem nostram.

34. Item quod quicum que utitur falsa mensura, falso pondere et falsa ulna tenetur nobis in sexaginta solidis pro banno tantum.

35. Item qui rumpit barram factam juste, tenetur nobis in sexaginta solidis pro banno.

36. Item qui percusserit aliquem maliciose, adeo quod sanguis exeat, tenetur nobis in sexaginta solidis et ad emendam lesi.

37. Item si quis levaverit lapidem contra aliquem maliciose, animo percutiendi, licet non percutiat, tenetur nobis in sexaginta solidis.

38. Item qui fregerit ostium alicujus hominis totius communitatis Mustruaci, licet plus non offenderit, teneatur nobis in sexaginta solidis et ad emendam.

39. Item qui percusserit aliquem de pede maliciose tenetur

[1] Les franchises de Vevey disent : « a medio locus tendendo ad Viviscum teneantur debent apportare... »

nobis in septem solidis, de palma in quinque solidis, de pugno in duodecim denarios, et si ex istis ictibus sanguis exeat tenetur nobis in sexaginta solidis.

40. Item qui ponit maliciose manum suam in aliquem tenetur nobis in tribus solidis.

41. Item si alicui imponatur bannum trium solidorum de solvendo vel reddendo rem ad quem per judicem extiterit condemnatus et non obedierit, secunda die imponatur bannum septem solidorum, et si non obedierit tercia die imponatur bannum sexaginta solidorum.

42. Item quando venditur pignus, venditor debet notificare illi a quo pignus habetur citius quam potest et tradere illud quod est venditum ultra sortem seu capitale.

43. Item quando pignus venditum est, ille cujus erat ante vendicionem illud requirere potest infra septem dies sequentes dictam venditionem, et soluto capitali debet emptori solvere pro solido unum obolum, si emptor habere voluerit, videlicet a die sabatti antequam vendatur, usque ad aliam diem sequentem.

44. Item ille qui emet aliquid in carreria publica et coram gentibus nec cognoscat venditorem, credatur juramento emptoris, et si requiratur per illum qui amisit, emptor tradat soluto sibi pretio et restituat, et tamen non inculpetur de delicto.

45. Item quando litigatur super aliqua possessione et inquiritur, quod illi qui producunt enquestas primo jurent quod producent bonas et legitimas enquestas et compellantur jurare si pars adversa petat et quod juret quod petitio sua est vera.

46. Item quod si aliquis spoliatus fuerit per aliquem possessione sua, probata prius possessione sua et spolatione, spolians teneatur remittere spoliato possessionem suam et emendare spoliato et solvat nobis pro banno videlicet sexaginta solidos.

47. Item si aliquis trahat gladium suum contra aliquem, dummodo non percutiat, non incurrat aliquam penam.

Quibus quidem supplicatione et capitulis franchesiarum di-

ligenter visis attentis et consideratis, Nos dux memoratus nolentes ipsos fideles nobiles, incolas et habitantes Mustruaci deffectu ipsius originalis pergravari, harum serie mandamus dilectis Ballivo, Judici et Procuratoribus Chablasii, Castellanisque Chillionis et Viviaci, mistralibus, servientibusque generalibus ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris super hoc requirendis, seu ipsorum locatenentibus et eorumdem constituendis, easdem franchesias et capitula suprascripta, secundum earumdem formam et tenorem, prout tamen et quemadmodum ipsi supplicantes illis hactenus usi sunt et non fuit derogatum, memoratis supplicantibus, sueque posteritati teneant, observent et attendant, ac per quoscumque teneri observari et attendi faciant, in nulloque contraveniant vel opponant. Nos cum premissa sic egimus pro et mediantibus quindecim florenis parvi ponderis per nos propterea ab eisdem habitis, manu dilecti fidelis consiliarii et thesaurarii nostri generalis Johannes Marescalli, qui de illis nobis legitime computare tenebitur. Datum Lausanne nobis absentibus quia sic fieri jussimus nostri absentia non obstante, die quarta martii anno domini millesimo quatercentesimo quadragesimo nono. Per relationem dominorum Ludovici de Luriaco Magistri hospitii, Jacobi de Turri presidentis, Johannis de Compesio, domini Gruffiaci, Guillelmo de Gebennis domini Lulini, Joh. Championis.

Datum pro copia, diligenti collatione cum suo proprio originali facta, nihil de contentis in eodem obmittendo, in cujus fidelis robur et testimonium veritatis me ego Claudius Majoris de Mustruaco, Lausannensis diecesis, supscripsi cum appositione signeti mei manualis hic inferius appositi, die prima mensis aprilis, anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo primo.

L. S. Ita est C. Majoris.

95

1451, 14 mai.

SUBSIDE DE DEUX FLORINS PAR FOCAGE ACCORDÉ PAR LES VILLES ET CHATELLENIES DU PAYS DE VAUD EN FAVEUR DE LOUIS, DUC DE SAVOIE. RECONNAISSANCE DE CE DERNIER QUE LE SUBSIDE EST ACCORDÉ DE PURE GRACE.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Ludovicus dux Sabaudie, Chablaisii et Auguste, sacri Romani imperii princeps, vicariusque perpetuus, marchio in Italia, princeps pedemontium, Gebennensis et Baugiaci comes, Baro Waudi et Foucigniaci, Nicieque et Vercellarum dominus. Notum facimus universis presentibus et futuris, quod cum communitates Nobilium, Burgensium et aliorum omnium habitantium villarum Melduni, Yverduni, Rotundimontis, Paterniaci, Moreti, Staviaci, Rote, Cossonay, Morgie, Nividuni, Cletarum, Sancte Crucis, Corberiarum, Grandiscurie et Montagniaci ac Castellaniarum nostrarum patrie nostre Waudi, nobis de sui mera gratia et voluntate spontanea concesserint et dederint pro singulo foco villarum et castellaniarum predictarum, decima tamen parte ipsorum focorum pro miserabilibus exclusa, videlicet duos florenos auri ad rationem tresdecim denariorum grossorum bone monete nostre Sabaudie nunc currentis, semel tantum, in exonerationem aliquorum debitorum nostrorum et specialiter dotis illustris filie nostre carissime domine Charlotte de Sabaudia, que nuper illustrissimo principi domino et filio nostro honorandissimo domino Ludovico serenissimi domini nostri domini Caroli Franchorum Regis primogenito Delphino, viro ejus domino et conthorali conjugio juncta extitit, quamvis ad hec ipsi minime tenerentur. Nos prefatus Ludovicus dux scientes et spontanei pro nobis heredibus et successoribus nostris confitemur et in pura veritate

recognoscimus per presentes, quod prenominate communitates villarum et castellaniarum nostrarum predictarum patrie nostre Waudi predicte, predictam donationem duorum florenorum auri ad rationem jam dictam monete predicte semel nobis et non amplius factam nobis fecerint, ex sui mera gratia, liberalitate sua et spontanea voluntate, quia ipse nobis nec nostris heredibus in premissis vel in aliqua exactione seu in aliquod auxilium non tenentur, sed ipse et heredes ipsarum ab omnibus exactionibus et auxiliis pecuniariis sunt et esse debent totaliter et perpetuo quitte, libere, exempte penitus et immunes, volentes insuper et concedentes quod per dictam gratiam nobis factam nobis et heredibus nostris aliquod jus vel investitura in perpetuum non acquirantur, nec modo aliquo peti possint, nec per hoc prenominatis communitatibus in futurum fiat aliquod prejudicium vel gravamen ; promittentes pro nobis et nostris heredibus ac successoribus quibuscunque, bona fide in verbo principis ac sub nostrorum expressa obligatione bonorum, predicta omnia firmiter attendere et inviolabiliter observare, et contra ea seu presentem litteram non facere vel venire in futurum. Et cum omni alia solemnitate jurisque et facti renunciatione ad hec necessaria pariter et cauthela, has litteras nostras sigilli nostri numinime roboratas eisdem in testimonium concedentes ; datas in Sancto Anthonio de Vienesio, die decima quarta maii, anno domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo primo. — Per dominum presentibus dominis Jacobo de Turre cancellario, etc.

96

1454, 18 février.

LOUIS DUC DE SAVOIE ACCORDE LE TRANSPORT DE LA COUR DES APPELLATIONS DE VILLENEUVE A VEVEY.

Archives de Vevey. Layette 1, paquet 2. N° 9.

Ludovicus, dux Sabaudie Chablaysii et Auguste, Sacri Ro-

mani imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia et Pedemontium princeps, Gebennensis et Baugiaci comes, baro Vuaudi et Foucigniaci, Nycie et Vercellarum ac Friburgi dominus. Universis serie presentium fiat manifestum quod nos supplicationi dilectorum fidelium nostrorum Nobilium, burgensium et incolarum ville nostre Viviaci super hiis nobis facte, laude dignis moti respectibus annuentes, et presertim ut subdictorum expense vittentur baillivique nostri Chablaysii moderni et qui pro tempore fuerit labores allementum pariter atque sumptus. Attento etiamque in loco ut infra transmutato numerus consuetudinariorum facilius comperiri poterit quam in Villa nova Chillionis, cum ibi consuetudine utatur et non jure scripto[1]. Et insuper utilitate nostra evidenti inprovide considerata, eidem ballivo moderno et futuro licentiam auctoritatemque ex nostra certa scientia et potestatis plenitudine, pro nobis et nostris successoribus universis, impartimur plenariam et potestatem omnimodam sedem tenendi in loco nostro Viviaci ubi placitare consuetum est, videlicet pro causis appellationum que tractari solent et inolerunt devolvique ac terminari per consuetudinem Lausannensem in Villa nova Chillonis, videlicet diebus mercurinis, hora vesperorum, coram eodem Baillivo Chablaysii seu ejus locum tenente, audiendis, examinandis in illisque ordinationibus ferendis, cognoscendis, decidendis, diffiniendis et fine debito terminandis, secundum tamen ritum et consuetudinem acthenus observatos in consimilibus, non obstantibus quibuscunque usibus, consuetudinibus, oppositionibus, litteris etiam seu mandatis forte contrariantibus, quibus tenore presentium derogamus et derogatum fore volumus, mandantes propterea Procuratori Chablaysii, Castellanoque, necnon clerico curie Viviaci quod hujusmodi licentiam et litteris nostris dicto Bailliuo suisque successoribus in eodem

[1] On trouve ici clairement rappelé le principe de l'intervention des *coutumiers* ou jurés dans l'administration de la justice, et celui de la reconnaissance du droit non écrit, *jus non scriptum*.

officio teneant, attendant et inconcusse observant, in nulloque contra faciant quomodolibet vel opponant. De quibus premissis has litteras nostras sigilli nostri munimine roboratas in testimonium concedentes. Datas Thononi, die decima octava februarii, anno Domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo quarto.

Per dominum presentibus dominis. Jo. d^{no} Choutagnie, etc.

Sceau en cire rouge pendant en queue.

97

1456, 22 juillet, et 1457, 19 avril.

GRANDE CHARTE DES PRIVILÉGES DE LA COMMUNE DU CHATELARD ACCORDÉE PAR JEAN SEIGNEUR DE DIVONNE, DE GINGINS, DE BELMONT ET DU CHATELARD.

Extrait d'une copie authentique.

In nomine Domini Amen. Nos Johannes Dominus Dyvone, Gingini, Bellimontis in (Semina) et Castellarii in Mustruaco, miles. Notum fieri volumus universis presentibus et futuris, quod ad nos personaliter accesserunt in domo nostra Challiaci, Vincentius de Gradibus de Charnex et Nycodus Puensioux de Clarens, Syndici et Procuratores totius Communitatis hominum habitatorum et incolarum parochie Mustruaci jurisdictionis nostre dicti loci Castellarii, requirentes nos nomine totius communitatis predicte, quatenus ipsos homines in suis bonis usibus gaudere permitteremus, et de novo libertates, statuta, franchesias et ordinationes descriptas et contentas in eorum supplicatione, nobis per ipsos Syndicos porrecta, pro utilitate totius Reipublice dignaremur concedere et confirmare; cujus quidem supplicationis tenor sequitur de verbo ad verbum et est talis.

Vobis spectabili et potenti militi domino Johanni, Domino

Dyvone et Castellarii in Parochia Mustruaci, humiliter exponendo supplicant humiles subditi jurisdiciarii vestri Parochie predicte Mustruaci, in rotulo presentibus annexo nominati in numero majori duarum partium jurisdiciariorum et subditorum vestrorum predictorum existentes.

Quod cum ita sit quod dicti exponentes cupiant pro commodo et utilitate ipsorum ac totius Reipublice, salvis in omnibus et reservatis juribus, laude et consensu dominationis vestre, capitula, statuta et ordinationes infrascriptas inter eos observari et per syndicos eorumdem presentes et posteros ad opus eorundem exponentium conservari, ex deliberato proposito et consilio super his prehabito, inter Vincentium De Gradibus et Nycodum Puensioux, Sindicos et Procuratores dictorum exponentium, cum ipsorum consiliariis et nominatis in rotulo predicto, qui vobis una cum presenti supplicatione exhibetur, capitula infrascripta continente.

Et primo quod tributum Corde seu mensurarum vini, per Dominationem vestram concessum, possit et valeat dictos Syndicos modernos et posteros, nomine communitatis predicte, annualiter vel ad certum tempus accensare et ad firmam tradere, et plus offerenti expedire, ac firmam recuperare et in utilitatem dicte communitatis implicare.

Item quod prata dictorum exponentium infra Dominium jurisdictionis vestre existentia, sint et remanere debeant in deveno, absque servitute pasqueragii quorumcumque animalium, annis singulis, a die secunda Martii inclusive, usque ad festum beate Marie Magdalenes proxime sequuturum, etiam inclusive, reservatis equis ipsorum exponentium, pro recolligendo dicta prata tempore falcationum.

Item quod dicti subditi vestri non debeant aliquem eorumdem compellere seu extrahere extra curiam vestram per aliquam curiam alienam.

Item quod brevis et summaria justicia debeat per officiarios vestros ministrari, et petitiones probari per testes fide dignos non partiales seu affines, nec consanguineos.

Item quod vestri parte et dictorum exponentium sit et elegi debeat, unus Clericus Notarius idoneus, vestre curie juratus, qui contractus et dispositiones ipsorum exponentium recipiat sub sigillo vestro, si opus fuerit sigillandi, cui sigillo plena fides adhibeatur tamquam sigillo authentico, cum signeto dicti Notarii eligendi.

Super quibus vestra dignetur dominatio predicta capitula seu ordinationes et statuta dictis exponentibus suisque adherentibus laudare et confirmare, et per officiarios vestros presentes et futuros facere observari, eandem dominationem vestram in promissis exhortando.

Nos igitur miles prefatus dicte supplicationi annuentes, ipsiusque tenore considerato, attendentes quod justa petentibus non est denegandus assensus. Et ut supplicata possint rite et securius ordinari, omnes et singulos homines et subditos ac incolas dicte juridictionis nostre Parochie Mustruaci, tam in dicto rotulo nominatos quam alios quoscunque fecimus coram nobis, in domo nostre habitationis Challiaci, voce cride personaliter evocari, ut a quolibet intentionem suam super premissis sentiremus.

Qui tam generaliter quam particulariter ac distincte super capitulis et clausulis superius et inferius descriptis advisati, sindici et procuratores predicti ac consultores eorundem, nomine totius communitatis predicte, nec non omnes et singuli in rotulo predicto nominati ac plures alii ejusdem communitatis in numero existentes ultra duas partes hominum dicte communitatis voluerunt et consenserunt, requisieruntque et supplicaverunt per nos Militem predictum super premissis ordinari et statuta concedi, adque ordinanda ipsi Sindici et homines nobis plenariam contulerunt potestatem.

Ideo nos Miles predictus, matura deliberatione prehabita, volentes dictos homines nostros tam per nos quam Officiarios nostros graciose pertractare, et ne ab aliis officiariis nostris vel personis possint indebite vexari, pro utilitateque totius Rei-

publice hominum predictorum, ac de consilio et consensu eorumdem facimus, concedimus, statuimus, tradimus, et ordinamus predictis hominibus et incolis ac suis successoribus, statuta, libertates, capitula, franchesias, et ordinationes inferius descriptas per modum qui sequitur inferius declaratum.

1. In primis quod omnia prata et omnes possessiones in dicta jurisdictione nostra Parochie Mustruaci existentes sint in Deveno seu in Banno, a die festi Sancti Georgii Martyris in mense Aprili inclusive usque ad vigiliam proximi sequentis festi beate Marie Magdalene etiam inclusive. Videlicet quod aliquis non ponat nec dimittat ire sua animalia quecumque infra tempus predictum per prata nec possessiones predictas, nec non etiam per alias possessiones ipsorum jurisdiciariorum nostrorum ubicumque existentes, exceptis equis tempore falcaciorum, qui possint adduci pro recolligendo, pena dictorum pratorum absque tamen damno alicui inferendo. Et si dicti homines ponant libenter vel quod sciant dicta sua animalia, in damno vel in possessione alicujus alterius, durante tempore predicto, tunc incurrant bannum trium solidorum Lausannensium bonorum pro qualibet vice gardis nostris applicandum, cum emenda partis lese. Et si aliquis rumpat sepes vel clausuras, tunc incurrat bannum trium solidorum pro vice qualibet ut supra applicandum, cum emenda partis, nisi esset necesse pro investiendo et devestiendo dicta prata; et tunc ille qui declauserit teneatur incontinenti ipsam clausuram refacere et reclaudere.

2. Item quod quislibet dictorum hominum teneatur claudere suas possessiones affrontantes itineribus publicis per tempus predictum, sub banno trium solidorum.

3. Item quod possint pignorari predictis bannis per officiarios et gardas nostros, si clama fiat.

4. Item quod tributum corde seu mensurarum vini ponatur ad firmam per omnes mistralias dicte parochie jurisdictionis nostre quolibet anno magis offerentibus, et firma dictarum mensurarum recuperetur per sindicos dicte parochie jurisdictionis

nostre, et reducatur in commodum et utilitatem totius communitatis jurisdictionis predicte, De qua firma ipsi Sindici debeant reddere bonum computum et legitimam rationem ad opus ipsius communitatis, in presentia nostra vel Castellani nostri, aut alterius a nobis deputandi.

5. Item quod aliquis dictorum jurisdiciariorum nostrorum, qui nunc est et qui pro tempore fuerit in futurum, non possit nec debeat aliquam personam dicte jurisdictionis nostre trahere seu compellere, aut trahi seu compelli facere coram aliquo judice alieno, seu per curiam alienam, pro re profana, nisi coram officiariis nostris et nostrorum successorum, exceptis in causis appellationum, et hoc sub banno sexaginta solidorum Lausannensium bonorum per quemlibet contra facientem committendo et nobis applicando.

6. Item quod Castellanus noster presens et futurus teneatur et debeat bonam, brevem et summariam justitiam omnibus petentibus coram ipso facere et ministrare.

7. Item quod ab decem solidis inferius, si actor defferat juramento Rei, tunc debeat Reus jurare vel remittere dictum juramentum actori absque aliqua dilatione, nisi vellet requirere septem dies pro jurando advise.

8. Item quod Reus teneatur et debeat in aliis majoribus causis respondere petitionibus actoris infra tres primas jornatas, absque alia dilatione, aut aliter quod petitio habeatur pro confessa.

9. Item quod quisquis possit suam petitionem probare, si fuerit negata, per litteras, vel per testes fide dignos, non suspectos.

10. Item quod nos et nostri successores possumus et debeamus eligere et ordinare, de voluntate dictorum Sindicorum et Consiliariorum ac suorum successorum, unum Notarium idoneum qui recipiat omnes et singulas litteras et omnes contractus inter ipsos jurisdiciabiles nostros fiendos ex nunc in antea in tota nostra jurisdictione dicte parochie Mustruaci. Qui notarius ut

supra electus teneatur et debeat ante dicti sui officii exercitium jurare in manibus nostris vel nostri Castellani, in presentia dictorum Sindicorum, dictum officium bene et fideliter exercere, commodum nostrum et totius communitatis predicte procurare et incommodum evitare suo posse, neminemque pretextu hujusmodi officii indebite opprimere vel gravare. Qui notarius possit elegi, transmutari et ordinari, et unus alius de novo in dicto officio constitui per nos dictum militem et nostros successores, de consensu et voluntate dictorum Sindicorum et Consiliariorum, quolibet anno et totiens quotiens nostre et dictorum Sindicorum ac nostrorum predictorum fuerit voluntatis.

11. Item quod omnes littere quas dictus Notarius recipiet infra confines dicte nostre jurisdictionis, tam pro dictis jurisdiciabilibus nostris quam contra ipsos, recipiantur sub sigillo nostro, et quod debeant ipso sigillo nostro et nostrorum successorum sigillari, nisi inter partes altercantes seu litigantes habeantur et teneantur pro sigillatis, quod sigillum tamquam authenticum et validum in ipsis litteris habeatur et teneatur.

12. Item quod nos habeamus pro sigillo cujuslibet littere dictarum litterarum, per nos sigillate, pro prima libra pretii seu valoris in littera sigillata per nos seu sigillanda contenti, videlicet sex denarios Lausannenses bonorum, et de qualibet alia libra sequenti unum denarium ejusdem monete.

13. Et quod ipse Notarius teneatur facere moram personalem in dicta parochia Mustruaci.

14. Item quod dictus Notarius teneatur et debeat levare in forma debita et expedire quibus pertinebit quamlibet litteram tangentem factum proprietatis pretii in ea contenti, a quadraginta solidis Lausannensibus inferius, pro tribus solidis Lausannensibus bonorum, et ulterius de qualibet libra pretii contenti in littera, ultra quadraginta solidos Lausannenses bonorum, videlicet duos denarios ejusdem monete.

15. Item quod alie littere debiti semel registrentur in libro

dicti notarii, et habeat de qualibet littera pro suo registro sex denarios Lausannenses bonorum; et non leventur dicte littere debiti semel in pergameno nisi fuerit primo requisitus per creditorem.

16. Item quod in causis ventillantibus coram dicto Castellano nostro Clericus curie ejusdem Castellani habeat et percipere debeat pro pena et labore suis memoralium fiendorum coram dicto Castellano, videlicet pro memoriali petitionis si non contineat nisi unam colonnam papiri sex denarios lausannenses bonorum, et de qualibet alia colonna papiri tres denarios lausannenses; Et in responsione petitionis totidem, et de omnibus aliis parvis memorialibus que non registrantur ad plenum pro quolibet eorumdem duos denarios lausannenses.

17. Item quod si partes litigantes non petant sibi fieri memorialia de suis causis, quod non fiant nisi ad requisitionem ipsarum partium, et si petant sibi fieri memorialia de suis actibus, quod dictus Clericus Curie teneatur ipsa memorialia facere et expedire pro pretio predicto.

18. Item quod quislibet advocatus de parochia Mustruaci habeat pro qualibet comparitione ab illo pro quo comparebit in jornatis coram dicto Castellano duodecim denarios Lausannenses bonorum; Et si ipse advocatus sit straneus veniens ab una leuca longe vel circa, habeat pro prima comparitione duos solidos Lausannensium bonorum, et pro quod qualibet alia comparitione sequenti, duodecim denarios ejusdem monete.

19. Item quod cognoscentes in curia dicti Castellani nostri teneantur et debeant jurare in manibus dicti Castellani, de faciendo bonam, justam et legalem cognitionem, eorum posse et juxta ipsorum bonorum intellectum, neminem favorizando nec supportando.

20. Item quod cause possint poni in statu, si reperiatur Castellanum nostrum in curia pro suis jornatis sedentem.

21. Item quod Castellanus noster qui nunc erit et qui protempore fuerit, possit et debeat facere et ministrare justitiam

secundum dispositionem juris, super casibus injuriarum, infra dictam jurisdictionem nostram factaram et prolatarum, si pars conqueratur.

22. Item quod prata existentia infra clausuras et confines camporum in dicta nostra jurisdictione existentium, remaneant et esse debeant in Banno et in Deveno ad usus camporum predictorum, et prata existentia infra clausuras et confines vinearum in dicta nostra jurisdictione existentium sint et remaneant in Banno ad usus dictarum vinearum, et quod illi quibus erunt dicta prata infra confines camporum et vinearum predictarum existentia teneantur et debeant ipsa bene claudere infra festum beati Petri in cathedra in mense februarii.

23. Item quod omnes alii usus possessionum in dicta nostra jurisdictione existentium, de quibus supra non fuit facta mentio, remaneant et esse debeant in eorum esse, prout est et fuit consuetum temporibus retrofluxis.

24. Item quod si aliquis vellet claudere dictos campos et vineas ultra modum consuetum, quod moderetur respectu proborum hominum dicte parochie non suspectorum.

25. Item quod si aliquis dictorum nostrorum jurisdiciabilium ausu suo temerario predicta statuta seu ordinationes in aliqua parte infrangere presumserit, incurrat pro vice qualibet bannum sexaginta solidorum Lausannensium nobis et nostris applicandum.

Que promissa omnia et singula suprascripta, nos Nycodus Puensioux de Clarens, Vincentius de Gradibus de Charnex, Sindici et procuratores dicte Communitatis totius jurisdictionis nostre predicte, Joannes Michiel de Vernex, Johannetus de Tavel, Mermetus de Boscheto; Johannes Coschardi, Johannes Johannodi de Charnex, Claudius de Coster, Jaquetus Amedei, Nycodus Mary, consultores dicte communitatis, Petrus Cornyer, Jaquctus Cornyer, etc. [1]; omnes *jurisdiciabiles* dicti Do-

[1] Suit une quarantaine de noms propres qu'il n'est pas nécessaire de répéter.

mini Dyvone, laudamus, ratifficamus, approbamus et confirmamus, eademque ita fieri volumus et concedimus prout superius sunt expressa.

Insuper promittimus nos miles prefatus et nos dicti jurisdiciabiles, pro nobis et nostris heredibus, juramentis nostris ad sancta Dei Evangelia corporaliter prestitis, et sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcumque, omnia et singula supra et infrascripta, rata, grata, firma et valida habere, tenere perpetue, attendere ac irrevocabiliter per totum observare, et contra ipsa nunquam facere quomodolibet vel venire, nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire aliqua causa vel ingenio, de jure vel de facto.

Renunciantes, etc.

Protestantes, etc.

Volentes et precipientes nos partes superius nominate, quod de premissis omnibus et singulis fiant littere seu instrumenta tot et tante quot et quante fuerint per dictas partes requisite, que possint dictari, corrigi et meliorari ad consilium et dictamen sapientium semel et pluries, substantia tamen premissorum in aliquo non mutata.

Testes ad promissa fuerunt presentes vocati et rogati, videlicet discreti viri Anthonius Bonjour, Johannes ejus filius, Johannes Pictet, burgenses Viviaci, Petrus Pectrun de Mustruaco et Johannes Doux Croux de Blonay, Clerici, Notarii.

In quorum omnium et singulorum premissorum robur et testimonium, nos Johannes Dominus Dyvone, Miles prefatus, qui in promissis omnibus et singulis presentes interfuimus, sigillum nostrum proprium cum signeto manuali notarii subscripti presentibus litteris duximus apponendum.

Datum Challiaci in domo nostre habitationis, die jovis vicesima secunda mensis julii, anno Domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo sexto, et quoad laudem septem hominum juridiciabilium nostrorum, superius ultime nominato-

rum, die martis decima nona aprilis, anno Domini millesimo quatercentesimo quinquagesimo septimo.

98

1467, 25 juin.

RATIFICATION DES FRANCHISES ET LIBERTÉS, PRIVILÉGES ET IMMUNITÉS DU PAYS DE VAUD, ACCORDÉE PAR JAQUES DE SAVOYE, COMTE DE ROMONT ET BARON DE VAUD.

Archives de Morges, layette DDD, nº 15.

Jacobus de Sabaudia, comes Rotondimontis et baro Vuaudi, universis serie presentium fieri volumus manifestum, quod ad nostram venientes presentiam nobis in villa Annessiaci existentibus dilecti fideles nostri Georgius de Moleria, dominus de Font, et dominus Petrus de Bionens, in legibus licentiatus, veluti ambassiatores et procuratores benedilectorum subdictorum nostrorum nobilium, burgensium et incolarum villarum et locorum nostrorum patrie Vuaudi, nobis exhibuerunt quasdam patentas litteras ad supplicationem nobilium, burgensium incolarum et subdictorum ville castellanie et districtus loci Melduni ab illustri bone memorie domino Amedeo, comite Sabaudie et barone Vuaudi, abavo nostro emanatas, datas Melduni die secunda Jullii anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo quarto, per Guillelmum Genevesii ejus secretarium confectas, sigilloque magno equestri ejusdem cera viridi sigillatas, item et quandam copiam debite tabellionatam aliarum litterarum patentum, ad supplicationem nobilium, burgensium et incolarum ville, castellanie et districtus Rotondimontis ab illustri bone memorie domino Amedeo, comite Sabaudie et barone Vuaudi, avo nostro metuendissimo emanatarum, datarum Gaij die undecima mensis maij, anno domini millesimo quatercentesimo sexto, per Johannem Boubat ejus secretarium confectarum, continentes in effectu confirmationes, approbationes et

emologationes franchesiarum, libertatum immunitatum et consuetudinum dictorum locorum, quas asserunt extendere ad libertates, franchesias et consuetudines patrie Vuaudi, prefatis nobilibus, burgensibus et incolis patrie nostre predicte factas per prefatos dominos abavum et avum nostros carissimos, nobis humiliter supplicando ut ipsas franchesias, libertates, immunitates, privilegia et consuetudines prefatis nobilibus, burgensibus et incolis dicte patrie nostre Vuaudi jurare, confirmare, approbare et de novo concedere dignaremur, ita tamen quod per hujusmodi juramenti prestationem et confirmationem non simus liberati quin illas jurare debeamus quum primum nos continget patriam ipsam Vuaudi personaliter accedere et ingredi, quorum supplicationi favore benevolo inclinati, animadvertentes siquidem integerrime fidelitati, constantiam et laudabilia obsequia quibus prefati fideles nostri nobiles, burgenses et incole dicte patrie nostre Vuaudi apud prefatos piarum recordationum illustres dominos progenitores nostros in dicta patria barones claruerunt, cupientes eosdem non minoribus privilegiis pertractare, sed quantum fas fuerit amplioribus beneficiis confovere, ut quanto se noverint sincerius pertractatos, tanto fidelitatis obsequiis erga nos et nostros ferventius animentur, visis igitur ac mature visitatis prefatis documentis superius designatis, habita etiam super hiis deliberatione matura, pretactas franchesias, libertates, immunitates et consuetudines dicte patrie nostre per prefatos dominos predecessores nostros barones Vuaudi concessas, juratas et confirmatas, tam scriptas quam non scriptas in prenarratis litteris mentionatas, confirmamus, laudamus, ratifficamus et approbamus ac de novo quantum opus est concedimus per presentes, promittentes per juramentum nostrum super sanctis dei evangeliis corporaliter tactis prestitum, pro nobis et nostris heredibus et successoribus quibuscunque, dictas franchesias, privilegia, libertates, immunitates et consuetudines patrie eisdem subditis nostris observare, attendere et preservare ac

ipsos in illis manutenere ; prout et quemadmodum prefati domini predecessores nostri illas observarunt et tenuerunt, non tamen intendentes per hujusmodi juramenti prestationem quin illas quamprimum ut supra continget nos ad ipsam patriam personaliter accedere, jurare teneamur prout in talibus hactenus fuit assuetum ; mandantes hoc ideo Baillivo Vuaudi ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris, ista snostras presentes litteras teneant, attendant et observent prefatis nobilibus burgensibus et incolis subdictis nostris et eorum posteritatibus, tenerique attendi et inviolabiliter faciant observari per quoscunque. De quibus prefati domini ambassiatores et procuratores petierunt litteras testimoniales seu publicum instrumentum, quod eis fieri jussimus per Humbertum Grueti, ducalem sabaudie secretarium et notarium publicum subsignatum. Datas in Castro Annessiaci, die vicesima quinta mensis Junii, anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo septimo.

99

1468, 15 janvier.

Confirmation des franchises de Romont par Jacques de Savoie, comte de Romont et seigneur de la patrie de Vaud.

Datum in dicta villa nostra Rotondimontis, videlicet ante magnum altare ecclesie ejusdem, die decima quinta januarii, anno domini millesimo quatercentesimo sexagesimo octavo.

Archives de Romont.

100

1478, 21 février.

Urbain de Chivron, Antoine Champion et Etienne Pacot, députés de Yolande de France, duchesse de Savoie, promettent que la dite Yolande, agissant tant en son nom qu'au nom

de son fils Philibert, confirmera et reconnaîtra les franchises de la ville de Nyon aussitôt qu'elle viendra prendre personnellement possession du Pays de Vaud.

Anno domini m° cccc° septuagesimo octavo, indictione xi, die xxi februarii. Actum Nividuni, in domo nobilis Jacobi Evrardi, pedagiatoris dicti loci.

Archives de Nyon, Recueil de franchises, n° 12.

101

1480, 18 mars.

CONFIRMATION GÉNÉRALE DES FRANCHISES DU PAYS DE VAUD PAR PHILIBERT, DUC DE SAVOIE.

Vidimus du 20 avril 1480.
Archives d'Yverdon, n° 8. — Archives des Clées, n° 99.

Nos Johannes de Montechabodo, dominus Moneti, baillivus Vuaudi, universis et singulis presens transsumptum seu vidimus inspecturis et audituris, notum facimus et in verbo veritatis attestamur quod, anno dieque infra scriptis, ad requisitionem et instantiam nobilium et potentium virorum Nicodi de Sarrata domini ipsius loci, Amedei de Divona domini de Beaumont, Humberti Cerjat domini de Combremont, Humberti de Molleria domini de Font, Jacobi de Glana domini Cugiaci, Johannis de Falleran, Francisci de Billens domini de Macconens, Ludovici Cerjat condomini de Combremont le Pictet, Petri de Sancto Germano, Guillermi Mayor, Vuillermi Joccet, Johannis Bachiez, burgensium Yverduni ; Johannis Capitan burgensis Morgie ; Francisci Gonelli castellani Rote ; Johannis Gervasii de Cossonay ; Petri Thomaz de Paterniaco ; Stephani de Albona de Nividuno ; Ludovici Catellan de Staviaco ; Petri Garmeti de Cudriffino ; Jacobi Perrin, Nicodi Monachi antenati, Rudolphi Decimatoris, Johannis Bollion, Claudii Gaule, burgensium Melduni ; proborum hominum de Sancta Cruce

et plurium aliorum nobilium et burgensium patrie Vuaudi, pro negotiis et utilitatibus dicte patrie in unum convocatorum in domo habitationis Francisci de Rapa burgensis Melduni, assistentium, vidimus, tenuimus, legimus, palpavimus et diligenter inspeximus quasdam patentes litteras reconfirmationum franchesiarum patrie Vuaudi per illustrissimum dominum nostrum Philibertum ducem Sabaudie concessas hiis presentibus inscriptas, debito modo sigillatas, signoque et subscriptione Egregii viri Tortelleti ducalis secretarii subscriptas et signatas, non viciatas non cancellatas nec aliqua in sui parte suspectas, sed omni prorsus vitio et suspicione carentes, asserentium se hujusmodi acceptationem et provisionem justis certis ex causis indigere et in diversis judicibus et pluribus aliis personis dum opus fuerit jurium suorum ostensione exhibere et presentare, et dubitando de perditione, corruptione et consumptione earumdem ex personarum et temporum modernorum ingruentia, instanter requisierint prefati nobiles et burgenses quatenus de visione, palpatione et de hujusmodi litterarum lectione sibi publicum instrumentum seu publica instrumenta tot quot fuerint inde necessaria per modum transumpti seu vidimus cui in judicio et extra fides plena merito debeat adhiberi concedere et decernere dignaremur, authoritatemque nostram pariter et decretum interponeremus, nos igitur Ballivus prefatus attendentes hujusmodi requisitionem fore justam et rationi consonantem, et quia etiam legistarum provida censuit authoritas ut documenta de quorum consumptione vel perditione timetur et quibus eodem tempore diversis locis opus est, per transumptum publicum seu exemplar quod vidimus vulgariter nuncupatur judicis competentis censura servetur, hujusmodi instrumenti seu vidimus authoritatem nostram cum decreti nostri appositione sibi decrevimus et concessimus quarumquidem literarum tenor sequitur et est talis.

Philibertus dux Sabaudie, Chablaisii et Auguste, sacri Romani imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in

Italia, Pedemontium princeps, baro Vuaudi, Nicie Vercellarum ac Fryburgi etc. dominus, universis serie presentium fieri volumus manifestum, quod ad nostram venit presentiam spectabilis benedilectus consiliarius noster Amedeus de Gingino dominus Bellimontis, legatus et ambassiator ad nos per patriam Vuaudi destinatus, qui nobis humiliter supplicavit ut franchesias, libertates, immunitates, exemptiones et bonas consuetudines ac privilegia ipsius patrie Vuaudi per illustrissimos antecessores nostros eisdem largitas, donatas et confirmatas ratifficare, approbare, confirmare ac de novo donare et concedere dignaremur, ecce quod animadvertentes ad integram fidelitatem sincerumque amorem quem apud nos gerunt boni subditi nostri ipsius patrie Vuaudi, etiam ad onera et damna per eosdem ob guerra voraginem non diu sunt supportata, supplicationi pretacte uti etiam rationi consone grato concurrentes assensu, igitur ex nostra certa scientia, consilii nobiscum residentis deliberatione prehabita, libertates, franchesias bonas consuetudines, immunitates et privilegia per prelibatos antecessores nostros quibus supra concessas, donatas et confirmatas, videlicet illas quibus irrefragabiliter usi sunt, eisdem patriotis nostris Vuaudi confirmamus rattificamus et approbamus ad de novo quantum opus est donamus, concedimus, quocirca Ballivo et Procuratori universis et singulis castellanis et ceteris officiariis modernis et posteris ipsius patrie Vuaudi locatenentibusve eorumdem et cuilibet insolide, sub pena viginti quinque marcarum argenti mandantes quatenus pretactas omnes et singulas ipsius patrie Vuaudi nostre, libertates, privilegia, immunitates, franchesias et consuetudines per prelibatos antecessores nostros sic ut premittitur concessas et juratas ac confirmatas, quibus tamen hactenus irrefragabiliter usi sunt eisdem supplicantibus eorumque posteritati cum presentibus observetis et observari faciatis per quoscunque illesas in nulloque contravenient quomodolibet vel opponant nullo alio super hoc a nobis expectato mandato. Datum Chamberiaci

die decima octava mensis martii, anno domini millesimo quatercentesimo octuagesimo. Per dominum presentibus illustri consanguineo et locumtenenti nostro generali Ludovico comite Camere, nec non dominis Petro de sancto Michaele cancellario Sabaudie, Anselmo domino Miolani marescallo Sabaudie, Philiberto de Grolea domino Deslins, Gabrielle de Setzsello barone de Aquis, Bonifacio de Challant domino Vareti, Petro Bonivardi domino Barre, Adrado Canonoxi, Laffranco de Advocatis, Glaudio Marcossey magistro hospitii, Philiberto Chevrerii, advocato Ruffino de Muris financiarum generali, Alexandro Richardonis Thesaurario Sabaudie.

In cujus visionis, exemplificationis predictarum litterarum testimonium et robur firmum, nos prefatus Ballivus qui dictas literas ut supra tenuimus et vidimus sanas et integras sigillo predicto sigillatas, ideo de judicio et cognitione omnium prenominatorum nobilium et burgensium nobiscum in loco predicto existentium, die date presentium et presentis visionis sigilli communis Ballivie Vuaudi munimine duximus roborari, et presentem litteram visionis scribi et levari fecimus per Ludovicum Bocheti clericum et Burgensem Melduni, juratum Ballivie Vuaudi, cui super hiis vices nostre sunt commisse et eisdem fidem plenariam adhibemus. Datum et actum Melduni die vicesima mensis aprilis anno domini millesimo quatercentesimo octuagesimo.

Et ego juratus predictus predicta recepi authoritate mihi commissa scribi feci et signo meo signavi rogatus.

102

1480, 13 juillet.

OCTROI FAICT A LA VILLE D'YVERDON POUR SA RÉÉDIFFICATION APRÈS QU'ELLE EUST ESTÉ BRUSLÉE PAR LES ALLEMANDS. — EXEMPTION DES SUBSIDES POUR SIX ANS.

Recueil d'Yverdon, f° 487.

Philibertus Dux Sabaudie, Chablaisii et Auguste, sacri romani imperii princeps, vicariusque perpetuus, marchio in Italia, princeps pedemontium, Baro Vuaudi, Nicieque, Vercellarum ac Fryburgi... etc. dominus. Universis serie presentium fiat manifestum quod advenit presentiam dilectus fidelis noster Johannes Bachie, syndicus et ambaxiator dilectorum fidelium nostrorum hominum et Communitatis Yverduni, qui nobis exhibuit supplicationem eorumdem fidelium nostrorum, etiam Rectoris Hospitalis dicti loci presentibus annexam, continentem flebilem casum in guerra ultimate in patria nostra Vuaudi per Theotonicos facta, et alia eis eventa in supplicatione ipsa mentionata, de quibus nedum per informationes ea de re sumptas per commissarios in eadem supplicatione nominatos, verum et quam per plures alios qui meatum per ipsum locum fecerunt extamus informati : ob quod ipsis supplicantibus compatimur, et ut villa et suburbia Yverduni reedifficentur et gentibus populentur, volentes erga ipsos nostras porrigere manus adjuvantes, ex nostra igitur certa scientia, motuque proprio, etiam matura consilii nostri nobiscum residentis deliberatione prehabita, pro nobis et nostris, eosdem homines, communitatem et incolas Yverduni eximimus, affranchimus et liberamus, videlicet eos qui in eodem loco Yverduni et suburbiis ejusdem habitabunt et moram trahent duntaxat, etiam et Rectorem dicti Hospitalis durantibus sex annis proximis continuis et integris hodie incohandis, primo a subsidiis, donis,

aleis et aliis oneribus extraordinariis nobis et nostris dicto pendente termino concedendis ; insuper de censibus, servitiis et tributis ad causam domorum, prediorum, possessionum et aliorum quorumcunque que a nobis tenent, nobis per ipsos debitis et solvi consuetis dicto durante termino, et pariffor-miter de censa seu firma furnorum nostrorum dicti loci per ipsos homines et communitatem nobis et predecessoribus nostris solvi consueta, et ulterius a rata subsidii nobis ultimate per patriam nostram Vuaudi concessi ipsis hominibus et Communitati imposita et contingente, ita tamen et taliter quod ad solutionem premissorum vel alterius eorum predicto termino deinceps nullo modo arrestari, compelli, detineri aut alias molestari possint vel valeant, verum quitti, liberi et immunes penitus remaneant, mandantes ea propter consiliis nobiscum et Chamberiaci residentibus, presidenti et magistris camere computorum nostrorum, thesaurario Sabaudie generali, Baillivo et Procuratori Vuaudi, Castellano etiam Yverduni ac exactoribus donorum, subsidiorum, talearum et impositionum predictarum, ac ceteris ad quos spectabit officiariis nostris presentibus et futuris ipsorumque officiariorum locatenentibus et cuilibet eorundem, sub pena centum librarum fortium pro quolibet dictis consiliis et de camera inferiore, quatenus hujus modi exemptionem, quittationem, liberationem et literas nostras prefatis hominibus, communitati et habitatoribus Yverduni et suburbiorum eiusdem in universali et particulari dicto durante tempore teneant, attendant et inviolabiliter observent, ac per quoscunque illesas observari faciant, in nulloque contraveniant quomodolibet vel opponant. Necnon prementionatis Castellano et exactoribus, quod ipsos supplicantes seu ipsorum alterum ad solutionem subsidiorum, donorum, talearum, servitiorum, tributorum, firma furni, rate subsidii ultime concessi et aliorum prementionatorum dictis sex annis durantibus nullo modo molestent, et denique prefatis presidenti et magistris camere computorum nostrorum quod ipsos Castellanum et Re-

ceptores seu exactores non compellant ad nobis quidquid computandum de et pro premissis per nos ut supra remissis litteteris, mandatis, regulis et constitutionibus dicte camere et ceteris in contrarium adducendis et facientibus non obstantibus quibuscunque, etiam absque iteratione mandati.

Datum Chamberiaci, die decima tertia julii, millesimo quatercentesimo octuagesimo.

103

1483, 17 juin.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DE VEVEY PAR CHARLES, DUC DE SAVOIE.

Archives de Vevey, Layette I, paquet 2, N° 13 et 14.

Carolus dux Sabaudie Chablaisii et Auguste, sacri Romani Imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia, princeps pedemontium, baro Vuaudi, comes de Villariis Nycieque Vercellarum ac Friburgi et dominus. Universis serie presentium fieri volumus manifestum, quod cum dilecti, fideles nostri nobiles burgenses et incole ville castellanie et districtus nostrorum Viviaci ad nostri presentiam presentialiter destinaverunt dilectum fidelem nostrum dominum Michaelem Sustionis, juris utriusque professorem, velut ambaxiatorem ipsorum ville castellanie et districtus Viviaci, qui nobis humiliter supplicaverit ut libertates, franchesias, privilegia, immunitates, et consuetudines per inclite recordie illustrissimos progenitores nostros usque hacthenus concessas et postremo per bone memorie illustrissimum dominum et genitorem nostrum metuendissimum dominum Amedeum datas et confirmatas, eisdem confirmare et de novo concedere dignaremur, quorum supplicationi super hiis nobis facte favore benivolo inclinati affectantes, itaque ipsos fideles nostros supplicantes quos in nostris ingentibus oneribus et negotiis jugiter novimus obsequiosos

favoribus gratiosis pertractare ut quanto nostre munifficentie presidio se noverint sincerius pertractatos tanto fidelitatis obsequiis se erga nos et nostros jugiter exhibeant promptiores, matura super hiis procerum et peritorum deliberatione prehabita, ex nostra certa scientia, pro nobis et nostris heredibus et successoribus quibuscunque, prenominatas franchesias, immunitates, privilegia, usagia, libertates tam scriptas quam non scriptas et alias consuetudines per inclite recordie illustrissimum dominum Amedeum proavum nostrum et ejus predecessores datas et concessas ac inde confirmatas ipsorum vestigia septando, eisdem nobilibus, burgensibus et incolis ville, castellanie et districtus Viviaci confirmamus, ratifficamus et approbamus ac de novo quantum opus est concedimus per presentes in omnibus et per omnia prout et quemadmodum in ipsis privilegiis, franchesiis, libertatibus, usibus et consuetudinibus latius continetur, promittentes hoc ideo bona fide nostra et in verbo principis, ac per juramentum nostrum ad Sancta Dei Evangelia in manibus cancellarii nostri Sabaudie corporaliter tacta prestitum, predictas libertates, franchesias, privilegia, usagia, consuetudines et immunitates tam scriptas quam non scriptas pro nobis et nostris eisdem nobilibus, burgensibus et incolis dicti loci Viviaci ac castellanie et districtus ejusdem ipsorumque posteritatibus tenere, attendere et inviolabiliter observare ac per quoscunque inconcusse facere observari, in nulloque per se vel per alium contrafacere, dicere vel opponere. Mandantes propterea consiliis nobiscum citra et ultra montes residentibus, presidenti et auditoribus camere computorum nostrorum, baillivo et procuratori Chablasii, castellanoque Viviaci ac ceteris universis et singulis officiariis nostris presentibus et qui pro tempore fuerint, mediatis et immediatis, ipsorumque locatenentibus et cuilibet eorumdem, sub pena centum marcharum argenti pro quolibet dictis consilii inferioris, quathenus predictas franchesias, libertates, privilegia, consuetudines, immunitates et usagia tam scriptas quam non

scriptas, hujusmodique nostras litteras prefatis nobilibus burgensibus et incolis et suis posteritatibus prothinus observent, et per quos intererit observari faciant illesas, in nulloque contrafaciant quomodolibet vel opponant, litteris, mandatis et aliis in contrarium objiciendis et facientibus non obstantibus quibuscunque.

Datum Pinerolii, die decima septima junii anno Domini millesimo quatercentesimo octuagesimo tertio.

Sceau pendant en cire rouge.

104

1483, 18 juin.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DU PAYS DE VAUD PAR CHARLES DUC DE SAVOIE, ETC.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Carolus dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste, Sacri Romani imperii princeps vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, Pedemontium princeps, comes de Villariis, Baro Waudi, Nicieque Vercellarum ac Friburgi, etc., dominus, universis et singulis fiat manifestum quod nostram advenerint presentiam spectabiles ac bene dilecti fideles nostri, Humbertus de Montagniaco dominus Brissonie, Amedeus de Gingino dominus Bellimontis, Jacobus Championis dominus de Romanens, Jacobus Gru, Franciscus Gonelli, Petrus de Ferro et Antonius Brideri clerici et Burgenses Melduni, Ambassiatores Ecclesiasticorum, Nobilium, bonarum villarum, oppidorum et communitatum totius Baronie et patrie nostre Waudi huc ad nos destinati, qui nobis exposuerunt per bone memorie illustrissimos predecessores nostros ipsis Ecclesiasticis, Nobilibus, Burgensibus, hominibus et incolis bonarum villarum, oppidorum et communitatum dicte totius Baronie et patrie nostre

Waudi fuisse datas, concessas et concessa franchesias, libertates, privilegia, immunitates et consuetudines et usantia tam scriptas quam non scriptas, quibus hactenus usi fuere dictis in Baronia et patria Waudi, supplicatumque ut ipsas eisdem ad opus ipsorum et eorum posteritatum et successorum confirmare et prorsus observari mandare dignaremur. Quorum supplicationi annuentes et eosdem quos semper apud nos imo et memoratos illustrissimos predecessores nostros novimus obsequiosissimos et ut ferventius animentur ad nobis obsequendum ceterisque eorum ductis exemplo incentivum relinquatur favoribus benignis prosequi affectantes, ex nostra certa scientia, etiam matura consilii nobiscum residentis super his deliberatione prehabita, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis prefatis Ecclesiasticis, Nobilibus, Burgensibus et incolis bonarum villarum, oppidorum et communitatum dicte patrie et Baronie Waudi ad opus ipsorum et eorum posteritatum predictas franchesias, libertates, immunitates, privilegia, consuetudines et usantia, tam scriptas quam non scriptas, per dictos predecessores nostros concessas et concessa, confirmatas, juratas et confirmata prout hactenus illis usi fuere confirmamus, ratificamus et approbamus ac roboris firmitatem sub modis, conditionibus, reservationibus et formis in eisdem franchesiis contentis perpetue obtinere volumus per presentes. Promittentes bona fide nostra, in verbo principis etiam corporali juramento nostro ad Sancta Dei Evangelia corporaliter prestito, et sub nostrorum omnium et singulorum presentium et futurorum quorumcunque obligatione bonorum, predictas franchesias, libertates, immunitates, privilegia, consuetudines et usantia scriptas et non scriptas eisdem eorumque posteritatibus tenere, attendere, manutenere et observare et non contrafacere, dicere, opponere vel venire per nos nec per alium modo quovis in futurum. Mandantes propterea consiliis nobiscum et Chamberiaci residentibus, presidenti et magistris camere computorum, ballivo, castellanis, officiariis et commis-

sariis dicti ballivatus, ac ceteris officiariis nostris, mediatis et immediatis, presentibus et futuris, ipsorumque locatenentibus et cuilibet eorumdem sub pena centum librarum fortium pro quolibet dictis consiliis et de camera inferiore, quatenus dictas franchesias, libertates, immunitates, privilegia, consuetudines et usantia ut premittitur concessas et concessa quibus supra teneant, attendant, et observent ac per quosvis faciant inconcusse observari et in nullo contraveniant quomodolibet vel opponant, verum ipsos dictis franchisiis, libertatibus, privilegiis, immunitatibus, consuetudinibus et usantiis predictis scriptis et non scriptis ut supra, absque impedimento, turbatione et molestia eisdem quomodolibet inferendis, plene frui et gaudere patiantur et permittant, quibuscunque litteris et mandatis ac aliis in contrarium concessis aducendisque et facientibus repulsis et non obstantibus.

Datum Pynerolii, die decima octava mensis jugnii, anno Domini millesimo quatercentesimo octuagesimo tertio.

Betzon.

Sceau en cire rouge.

105

1484, 4 novembre.

ACTE DE FIDÉLITÉ ET HOMMAGE DE LA COMMUNAUTÉ DE PAYERNE EN FAVEUR DE CHARLES, DUC DE SAVOIE.

Vidimus du 21 mai 1535.
Recueil du Baron d'Estavayer, t. II, p. 421 à 426.

Franciscus Boveti, jurium doctor, vicariusque et officialis decanatus Sabaudie pro reverendo in Christo patre et domino domino Laurentio Alamandi, miseratione divina episcope Gratianopolitanensi, universis facimus manifestum, quod nos vidimus, legimus et de verbo ad verbum inspeximus quamdam notam intitulatam: Instrumentum fidelitatis communitatis

Paterniaci, sanum quidem, non viciatum, non cancellatum, non obrasum, nec in aliqua sui parte suspectum, sed omni prorsus vicio et suspicione carens, cujusquidem instrumenti tenor sequitur et est talis :

« In nomine Dómini, amen. Hujus publici instrumenti tenore cunctis fiat manifestum quod anno ejusdem Domini millesimo quatercentesimo octuagesimo quarto, indictione secunda, die vero quarta mensis novembris, in civitate Lausannensi et domo episcopatus in qua est logiatus illustrissimus dominus noster dux, etc., in camera paramenti ipsius illustrissimi domini nostri ducis, presentibus ibidem illustri domino Jano de Sabaudia, comite Gebennensis, Jacobo Ludovico de Sabaudia, marchione Gaii, necnon magnificis spectabilibusque et nobilibus viris dominis Adriano de Boenberg (Bubenberg), Georgio de Petra, et Thuringo Friterf, doctore legum, Petrimando Pavilliard et Petrimando de Faucigny, militibus et ambassiatoribus urbium Bernensis et Friburgensis, necnon Anthonio Championis, cancellario Sabaudie, Ludovico comite Gruerie, Gabriele de Seyssello, barone de Aquis, Anthonio de Foresta, gubernatore Nycie, consiliariis et cambellanis, Francisco Ludovico de Belletrouchiis, Jacobo de Lornay, scutifferis, Aymoneto de Greyres camerario, ac Roberto Clavelli huysserio ducalibus, ac pluribus aliis testibus ad hoc vocatis et rogatis, personaliter constitutus in presentia et conspectu illustrissimi domini domini nostri Caroli, ducis Sabaudie, Chablaisii et Auguste, sacri Romani imperii, Principis pedemontium, comitis de Villariis, baronis Vaudi Nycieque, Vercellarum ac Friburgi, etc., domini, Girardus Mayan, sindicus et procurator ut asserit sindicatorioque et procuratorio nominibus aliorum sindicorum hominum et communitatis ac habitantium ville Paterniaci, pro parte ipsius communitatis ad ducalem celsitudinem prelibatam in presentiarum destinatus, qui siquidem cumsindicus et procurator suprascriptus, volens debite reddere sincerum amorem, intemeratamque fidelitatem qua communitas ipsa erga

ipsam ducalem excellentiam et inclytam domum Sabaudie semper usa est, etiam obsequiali exhibitione in apertum ostendere, sciens igitur et spontaneus pro dictis hominibus et communitate Paterniaci ac eorum perpetua posteritate, promisit corporaliter et juravit, per juramentum suum de Evangeliis et sub omnium et singulorum ipsius communitatis expressa et hypotheca obligatione bonorum mobilium, immobilium, presentium et futurorum, prefato illustrissimo domino nostro duci presenti, stipulanti et recipienti, pro se et suis heredibus et successoribus universis, ipsos homines et communitatem Paterniaci fore et esse bonos, probos, legales et fideles subdictos ipsius illustrissimi domini nostri ducis et suorum predictorum ipsiusque honorem, statum, commodum et utilia quecumque ubique totis viribus procurare, sinistra vero et inutilia suo posse evitare et quam primum ad eorum devenerint notitiam eidem revellare, sanum quoque consilium et fidele quotiens requisitum fuerit eidem domino nostro duci impendere, sibique servire fideliter et guerram pro eo facere pre et contra ceteros dominos et personas mundi, et generaliter omnia et singula alia erga prelibatum illustrissimum dominum nostrum ducem legaliter facere et prestare que boni fideles subditi suo domino naturali facere et prestare tenentur et debent, et que in capitulis nove et veteris fidelitatis formis latius sunt expressa, necnon omnia alia et singula supra et infrascripta rata, grata, vallida et firma habere et tenere perpetuo et non contra facere, dicere, opponere vel venire, verum ea per dictos homines et communitatem ratificari et approbari facere instrumento publico per eum in camera computorum infra unum annum proximum realiter expediendo, omnibus juribus canonicis et civilibus, exceptionibus et cauthelis patrieque et locorum consuetudinibus quibus contra promissa facere, dicere vel venire possent aut in aliquo se tueri, signanter juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis, sub vi ut supra jam prestiti juramenti penitus renuntians.

De quibus premissis prefatus illustrissimus dominus noster dux jussit, prefatus vero consindicus et procurator requisiit, per me notarium et ducalem secretarium subsignatum fieri duo et plura ejusdem tenoris et substantie publica instrumenta. »

Et quia, facta debita collatione de presenti transumpto cum proprio originali preinserto, utrumque concordare invenimus, nihil addito, detracto vel mutato quod habeat facta, substantiam in aliquo variare, ideo nos dicti vicarius et officialis hujusmodi transumptum manu nostra signatum sigillo quo utimur sigillari et per secretarium nostrum signari jussimus, cui quidem transumpto tantam fidem in judicio et extra adhibendam fore decernimus quanta adhiberetur dicto proprio originali preinserto, has de premissis egregio procuratori fiscali Sabaudie generali deposenti concedentes testimoniales, datas Chamberiaci die vigesima prima mensis maii anno millesimo quingentesimo trigesimo quinto.

Franciscus Boveti, officialis et vicarius.

Per dictum dominum vicarium et officialem,

Gallardi.

106

1488, 10 avril.

LETTRE DE CONFIRMATION DES FRANCHISES DES VILLES ET CHATELLENIES DE MOUDON, ROMONT, RUE, YVERDON, LES CLÉES, MORGES, NYON, COSSONAY, PAYERNE ET ESTAVAYER, POUR LE SERVICE DE GUERRE RENDU AU DUC CHARLES, OUTRE LE TERME D'UN MOIS, A QUOI LE DIT DUC DÉCLARE ICEUX ÊTRE TENUS ET NON PLUS OUTRE.

Archives d'Yverdon, nº 9.

Carolus dux Sabaudie, Chablaisii et Auguste, sacri Romani imperii princeps vicariusque perpetuus, Marquio in Italia,

princeps Pedemontium, comes de Villariis et Montismajoris, Baro Vuaudi et Gaij, Nicieque Vercellarum, etc., dominus. Universis sit manifestum quod cum aliis litteris nostris patentibus mandaverimus dilectis fidelibus nostris Nobilibus, hominibus et communitatibus villarum et Castellaniarum nostrarum Melduni, Rotundimontis, Yverduni, Rote, Cletarum, Morgie, Nividuni, Cossoniaci, Paterniaci, Stavayaci et aliarum villarum nostrarum patrie nostre Vuaudi, ut condecenter armati ad nos venirent ad nobis serviendum in armis contra Marchionem Saluciarum et ejus complices nobis rebelles infidelesque et inimicos, et in presentibus eis de aliis litteris nostris clausis mandemus et precipiamus ut illico ad nos sufficienter in armis parati venire debeant causa nobis serviendi in dicta nostra armata saltem per unum mensem eorum propriis sumptibus, et ulterius quod lapso ipso mense eisdem de eorum stipendiis condignam satisfactionem faciemus, et cum sciamus ipsi Nobiles et Communitates qui nedum nobis imo et illustrissimis predecessoribus nostris fidelissimi fuerant, nobis in premissis velle servire et pro posse complacere et conciliari, et propter hanc servitutem nobis in dicta nostra armata per ipsos fiendam, debeant transire limites quos vigore suarum franchesiarum et libertatum preterire non debeant, ut nobis ipsorum parte expositum extitit. Ecce quod nos Dux memoratus in verbo Principis confitemur et in verbo veritatis attestamur et declaramus, quod per hujusmodi servitutem nobis ut premittimur in eadem nostra armata per ipsos nobiles, homines et Communitates dictarum villarum et alliarum dicte patrie nostre Vuaudi fiendam et transgressionem dictorum eorum limitum, dummodo istud fieret contra formam suarum libertatum et conventionum, trahi non debere in aliqualem consequentiam, quinimo quod ipsi Nobiles et communitates veniunt ad nobis serviendum in dicta nostra armata in quantum transient dictos eorum limites suarum franchesiarum super hoc ipsis concessarum liberaliter et de gratia speciali.

Volentes, declarantes et concedentes quod hujusmodi servitus et limitum transgressio eisdem Nobilibus, hominibus et Communitatibus dicte patrie nostre Vuaudi, nec suis successoribus eorumve franchesiis, libertatibus et immunitatibus nullum inferat damnum seu prejudicium, verum dicte eorum libertates et franchesie penitus illese remaneant, et quas franchesias et libertates ex nostra certa scientia eisdem hominibus, nobilibus et communitatibus nostris predictis pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis corroboramus, confirmamus et approbamus, ratifficamus et emologamus per presentes, quibuscumque literis, mandatis, oppositionibus, excusationibus et aliis in contrarium adducendis concessisque et facientibus non obstantibus.

Datum Savilliani, die decima aprilis, millesimo quatercentesimo octuagesimo octavo.

107

1490, 12 avril.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DU PAYS DE VAUD PAR BLANCHE DE SAVOIE, TUTRICE D'AMÉDÉE, DUC DE SAVOIE.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Blancha, ducissa Sabaudie, tutrix et tutorio nomine illustrissimi principis filii nostri carissimi Caroli Johannis Amedei ducis Sabaudie, Chablaysii et Auguste, Sacri Romani imperii principis vicariique perpetui, Marchionis in Italia, principis Pedemontium, comitis de Villariis, Baronis Waudi Nicieque, Vercellarum ac Friburgi, etc. domini, universis serie presentium fiat manifestum quod nostram advenerint presentiam spectabiles et benedilecti fideles Johannes de Extaviaco ballivus Waudi, Humbertus de Moleria dominus de Fons, Andreas de Broyello, Franciscus dominus de Treytorrens, scutiferi nostri, Girardus Reynaudi, Banderetus Rotundimontis, qui no-

bis exposuerunt per nunquam delende memorie illustrissimos prefati filii nostri predecessores, syndicis, hominibus et communitatibus patrie Waudi, tam in generali quam in particulari fuisse concessas franchisias, libertates, immunitates, privilegia, capitula, statuta et ordinamenta, ipsosque usos fuisse usibus et consuetudinibus tam scriptis quam non scriptis, quas et que per nos humillime supplicarunt ipsis confirmari, ratificari et approbari, quorum supplicationi annuentes et eosdem in his et longe majoribus eorum fidelitatibus, obsequiis et bene meritis apud prelibati filii nostri predecessores non mediocribus favoribus prosequi affectantes, etiam ut ferventius animentur pro futuro ad nobis et dicto filio nostro obsequendum ceterisque eorum exemplo ductis incentivum relinquatur, ex nostra igitur certa scientia, tutorio nomine predicto, etiam matura procerum et consiliariorum nostrorum subscriptorum super his deliberatione prehabita, proque dicto filio nostro et suis heredibus et successoribus quibusvis, franchisias, libertates, immunitates, privilegia, capitula, statuta et ordinamenta ususque et consuetudines tam scriptas quam non scriptas, prout illis hactenus usi fuerunt eisdem Syndicis, hominibus et communitatibus villarum, locorum, oppidorum et mandamentorum dicte patrie Waudi et eorum posteritati, sub modis, conditionibus, adjectionibus, clausulis, reservationibus et formis de quibus in eis confirmamus, ratificamus et approbamus ac roboris firmitatem perpetuo obtinere volumus, mandantes ea propter consiliis nobiscum et Chamberiaci residentibus, presidenti et magistris camere computorum, ballivo et procuratori Waudi, Castellanis Morgie, Nividuni, Crucis, Melduni, Rotundimontis, Paterne ac ceteris prelibati filii nostri officiariis fidelibusque et subditis mediatis et immediatis presentibus et futuris, ipsorumque officiariorum locatenentibus et cuilibet eorumdem, sub pœna centum librarum fortium pro quolibet dictis consiliis et de camera inferiore quatenus predictas franchisias, libertates, immunitates, privilegia, capitula, statuta,

ordinamenta, usus et consuetudines tam scripta quam non scripta et has nostras confirmationis earumdem litteras juxta earum formam et tenorem teneant, attendant et observent tenerique, attendi ac per quosvis faciant inconcusse observari, et in nullo contraveniant quomodolibet vel opponant, quibuscunque oppositionibus, excusationibus, exceptionibus, litteris, mandatis ac aliis in contrarium adducendis, concessisque et facientibus repulsis et non obstantibus.

Datum Pynerolii, die duodecima mensis aprilis, anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo.

108

1491.

SUPPLIQUE FAITE PAR LES NOBLES ET LES BOURGEOIS DE NYON AUX ILLUSTRES DUCS DE SAVOYE AVEC LES ORDONNANCES PAR EUX FAITES RELATIVEMENT AUX JEUX DE L'ARBALÈTE, DE L'ARC ET DE L'ARQUEBUSE ET LEURS ROIS.

Msc. de Landshut, pag. 31. — Mémoires et documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, tom. VIII, pag. 201.

Très hauts et très excellents princes,

Pour ce que plusieurs des gentilshommes, bourgeois et marchands et autres jeunes compagnons habitants de vostre ville de Nyon au Pays de Vaud, ensemble ses franchises, désirent grandement d'apprendre et s'exercer à certains traicts de jeux honnestes et profitables comme sont l'arc, l'arbaleste et la coulevrine, pour avoir déduict et passe-temps louable et fructueux et fuir et chasser oisiveté et la paresse marastre de vertu et bonnes mœurs, mères de tant de vices, affin aussi qu'en temps et lieu ils soient plus prompts et expérimentez pour vous faire service et au pays, à ceste cause supplient très humblement qu'il soit de vostre bon plaisir et bénigne grâce libéralement

leur octroyer et conceder les prénommez facultez et privilèges contenus ès chappitres que s'ensuivent.

Premièrement, que, toutes et quantes fois qu'il leur plaira, ils puissent, en présence de l'un des officiers de monseigneur, et sans encourir aucune peine, se congréger et assembler à voix de crie et son de trompette ou tambourin, pour jouer aus dits jeux et tirer à chascun d'iceux, eslire jour et prandre place pour tirer propre papegaix et autrement, ainsi que bon leur semblera en suivant les louables et anciennes coustumes des bonnes villes. — Monseigneur s'accorde qu'en la présence de l'officier du lieu ils se puissent congréger ensemble comme dessus.

Item que quelconques des susdits de quelque estat ou condition qu'ils soyent en temps et lieu à se députez abbatra le papagay de chascun des dits trois jeux, soit appelé et tenu pour roy du dit lieu par toute ceste année entièrement prochainement ensuivant, et que chascun roy des dits trois jeux pour ceste année soit totalement franc, exempt et quitte par tous vos pays de tous laods, tailles, péages, gabelles, gardes, guets, escharguets communs de ville, colliges, charavaris, abayes et générallement de toutes autres charges ny impositions de quelque cause que ce soit imposez et à debvoir imposer tant par vous que par vos officiers ou députez et subjets, soit syndiques, abbez ou autres, et pareillement soyent exempts de payer émolument du scel et escriptures de toute lettre, acte, procès, et toutes autres escriptures, que les lesdits roys feront faire durant leur royaume en quelque cour ny part devant quelque officier que ce soit, et, s'il advient que l'un des susdits en une mesme année abbattait les deux et trois papagais des dits jeux, qu'il soit exempt comme dessus pour autant d'années prochaines qu'il aura abbatu le papagai. — Monseigneur le veut, excepte la debte de l'émolument du scel et du secrétaire pour ceste fois.

Et, pour entièrement jouir des proffits et commoditez des

dits exemptions, qu'il vous plaise mander à messieurs de vostre conseil résidant à Chambéri et ailleurs que, quand les dits roys ou l'un d'eux voudroit avoir lettres testimoniales comme ils sont roys des dits jeux pour une telle année ou autre à eux nécessaires pour avoir l'observation et jouissance des dits privilèges, qui (qu'ils) les leurs décerne incontinent sans aucune difficulté et pour gratis du seel et escripture comme dict cy-dessus. — Monseigneur s'y accorde comme dessus.

Item, vous plaise mander et commander aus sieurs syndiques et conseillers du dit Nyon présents et à venir, qu'ils ayent à donner toutes les années à chascun des dicts trois roys et leurs suittes au temps qui (qu'ils) les demanderont un prix franc, gratieux et raisonnable, ainsi qu'à une telle ville appartient et comme il sera advisé entre mes dicts seigneurs les sindiques et conseillers, pour plus induire et provoquer les susdicts de bien en mieux continuer et exercer les dits jeux. — Monseigneur s'y accorde et veut qu'il soit faict comme aux autres lieux.

Item, vous plaise ottroyer aux susdicts que, durant l'assamblée des dicts jeux ou de l'un d'iceulx, soit sur le lieu où ils tireront, ou en y allant ou en revenant, nul d'eux, pour debtes ou autres choses civiles ny pour quelqu'autres débats ny différents, pourveu que le cas ne fust si griefs qui (qu'il) méritast peine de sang, ne puisse ne doibve estre pris, emmené ou emprisonné par aucuns de vos officiers ou commis, ains puissent chascun des dits roys ou leur lieutenant eux absents appeller avec lui de plus gens de bien de sa compagnie et appointer, céder et du tout pacifier telles noises et débats, et que ceux qui seront causes ou coulpables soyent tenus d'obtempérer et observer ce que par le roy sera ordonné sur la peine debvoir par luy à imposer que s'employera comme au chapittre suivant est contenu, si que, après tel appoinctement, ne soit plus à ceste occasion faicte enqueste ny condemnation ou autres poursuittes par vos officiers et commissaires à l'encon-

tre des dicts délinquents. — Monseigneur entend que, pour toutes causes civiles estant sur le jeu, ne leur soit faict aucune moleste ny perturbation.

Item, et afin que nul d'iceulx ne soit perturbé ou empesché de l'exercice et continuation de son tirage, vous plaise aussi octroyer aux susdicts et pour ce inhiber et deffendre à tous vos officiers et commissaires, soubz la peine de dix escus pour une chascune fois qu'ils n'ayent pour debte, civile ou criminelle ny autre condamnation à quelle occasion qu'elle aye (ait) esté faicte, à saisir, lever et subhaster, emporter, ou autrement empescher arc, arbalestes, fleiches, traicts ou coulevrines ou autres leurs utils, ny autre baston ny armes deffensibles appartenants aux susdits ou estants en leurs maisons et logis, sur la peine que dessus ou autre ainsi que vostre bon plaisir sera. — Monseigneur, s'y accorde selon la coustume de trois roys, sinon qu'ils n'eussent autres biens pour exécution.

Item et finallement donner ordre et éviter qu'en telles assemblées et jeux ne si (s'y) blasphême le nom de Dieu ny de ses saincts comme n'affiert, et qu'il ne s'y fasse aucune insolence ou bien chose deshonneste ou villaine pour plaisir, donner pleine puissance et authorité à un chascun des dits trois roys de pouvoir faire, par le conseil de leurs gens, constitution et chapittres honnestes et convenables aux dits jeux, et imposer quelque petite peine raisonnable pour faire observer les dits chapitres, et contraindre les contrevenants à payer la dicte peine, pour icelle réduire et mettre en la boitte que pour se (ce) faire sera ordonnée, en tout l'argent de la dicte boitte sera mis et employé au service divin, auquel vous ne serez pas oubliez, ains sera faicte expresse commémoration pour la santé de vostre personne et félicité et accroissement de vostre très noble Estat, que Dieu vueille préserver ! — Monseigneur veut qu'en la présence de l'officier du lieu, touchant la matière concerne la faculté du jeu et honneste conversation d'iceulx, doivent estre punis les blasphémateurs de quelques petites peines par eux imposées.

109

1495, 6 décembre.

PAR DÉCISION DES TROIS ÉTATS SIÉGEANT A MOUDON, LES HABITANTS DE VAULRUZ SONT LIBÉRÉS D'UNE SAISIE FAITE A LEUR PRÉJUDICE, A L'OCCASION D'UN DON GRATUIT ACCORDÉ AU DUC DE SAVOIE.

Archives de Vaulruz.

Noverint universi et singuli presentes litteras visuri et audituri, quod cum nobilis Johannes de Cossonay, dominus de Rure, exactor gieti noviter lapsi et dudum concessi gratuiter illustrissimo domino nostro Sabaudie duci, pignorare fecerit ad causam ipsius gieti homines et habitantes burgi ville de Vauru de certis equis eisdem levatis, cumque predicti homines burgi ville predicte de Vauru, die date presentium coram omnibus bonis villis et nobilibus patrie Vuaudi ad tres status in Melduno convocatis comparuerint, et eisdem tribus statibus exposuerint ad concessionem gieti alicujus minime teneri quia nunquam solverunt, presentando binas litteras eisdem concessas per bone memorie Ludovicum de Sabaudia dominum Vuaudi, quare petebant eisdem remitti debere pignora eorum. Quibus sic dictis et propositis, prefati Nobiles et Bone ville ad tres status convocati, visis et auditis litteris ipsis et petitione, cognoverunt ipsos homines burgi de Vuauru esse quittos et liberos ad concessionem gieti et doni gratuiti, dictaque pignora ipsorum restitui jusserunt, que pignora eisdem restituta fuerunt. De quibus premissis ipsi homines petierunt michi jurato subscripto fieri litteram testimonialem, die dominica post festum S^ti^-Andree, anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo quinto.

Jo. Nycati.

Sceau pendant.

110

1497, 5 mars.

BENOIT ET ANTOINE CHAMPION, SEIGNEURS DE VAULRUZ, PRÊTENT SERMENT DE RESPECTER ET OBSERVER LES FRANCHISES ET LIBERTÉS DES HABITANTS DE VAULRUZ, SALES, ETC. SERMENT RÉCIPROQUE DES HABITANTS DE VAULRUZ, SALES, ETC.

Archives de Vaulruz.

In nomine Domini, Amen. Per hoc presens publicum instrumentum venerit modernorum presencia, futurorum que posteritas non ignoret, que inferius testimonio commendari licet, unde decet aures exaudibiles benigne porrigere.

Verumtamen quia evo brevi decedit humana fragilitas et effugit velut umbra, novercarique solet actibus et memorie mortalium longiora temporis defluentis prolixitas, sicuti rerum experientia mater prudenter edocuit, ideo digna laude in hoc comperta idcirco inferius inde peracta scripto firmare congruit, ut sicut olim gesta per scripturam didicimus, sic ea que nostro geruntur in tempore possint scripture adminiculo salubriter edocere. Igitur expleri decrevit auctoritas et rerum gestarum instrumenta confici et documenta, ne pretactorum memoriam edax consumeret oblivio sed semper maneat indefessa probatio veritatis.

Quapropter Claudius Robbin preceptor et eo nomine burgi et communitatis de Vaulruz, una cum honestis viris Amedeo Vionet, Mermeto Bertherens, Johanne Vionet, Jaqueto Vionet, Johanne Berard alias Chambard, Petro Prangin, Francisco Chanpoz, Johanne Rappaz, Claudio Rapaz, Johanne Dudyn, Johanne Savary et Nycodo Buryt, nominibus ipsorum et omnium aliorum totius burgi et communitatis de Vaulruz, ac etiam Mermeto Gobbet preceptore de Sales eoque nomine, una secum Francisco Frascheboz, Anthonio Mougney antenato, Anthonio Monney juniore, Petro Piczon alias Blanchard, Petro Seydo,

Johanne Chablex, Nycodo Robbyn, Claudio dou Fey, Petro Fraschiboz et Jaqueto, nominibus ipsorum et omnium aliorum totius communitatis de Sales, se die subscripta pro negociis suis communibus ad invicem convocatis apud Vaulru in adventu nobilium et potentum Benedicti et Francisci Champion, dominorum de Vaulruz, dominorum suorum carissimorum, liberorum quondam felicis memorie nobilis et potentis viri Johannis Championis, domini de Vaulruz. Ipsi quidem prenominati preceptores de Vaulruz et de Sales, una secum probis hominibus dictorum locorum eisdem prememoratis, dominis exposuerunt supplicando, quod quotiescumque predecessores prefatorum dominorum suorum illuc per obitum suorum predecessorum in ipso dominio de Vaulruz et mandamento ejusdem succedebant, quod semper faciebant juramentum suis subditis; unde supplicaverunt humillime prememorati preceptores et probi homines prememoratis dominis suis carissimis, quathenus ipsi domini teneantur facere juramentum supra sacrosanctum canonem, quathenus ipsi domini juxta eorum libertates scriptas et non scriptas teneantur custodire et manutenere prout huc usque per eorum predecessores fuerunt custoditi et manutenti.

Qui quidem prememorati domini considerantes dictam supplicationem esse rationi consonam, juramentis suis juraverunt super sacrosanctum canonem, quod dictos suos subdictos de Vaulruz, de Sales, de Rueyriz et communitatibus eorumdem custodient et manutenebunt in suis franchesiis et libertatibus scriptis et non scriptis, prout temporibus retroactis per predecessores suos fuerunt custoditi et manutenti, et juxta formas et contentum suarum recognitionum extentarum.

Quibus sic actis prenominati domini similiter petierunt per prenominatos probos homines suos subdictos juramentum prestari.

Qui quidem vero preceptores de Vaulruz, de Sales, et probi homines ejusdem benevole inclinati, genibus flexis et duabus

manibus junctis super sacrosancto canone, juraverunt esse boni subdicti, dictisque suis dominis carissimis et sue justicie obedire et mandatis justis parere, honestum profiguum et commodum procurare, dampnumque suum et dedecus toto posse evitare et alia facere et obedire prout juxta formam et contentum suarum recognitionum tenentur.

Promittentes itaque prefati domini scindici et probi homines locorum predictorum, pro se et suis heredibus et successoribus quibuscunque, juramentis suis et cujuslibet ipsorum ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta prestitis, premissa omnia et singula rata, grata, firma et valida habere, tenere ac perpetue et inviolabiliter penitus observare, contraque eadem sive presens publicum instrumentum non facere, dicere, allegare, opponere, objicere nec venire per ipsos nec per alium seu alios modo quovis in futurum.

De quibus vero premissis omnibus et singulis predicti domini, ex una parte, et preceptores de Vaulruz et de Sales ac probi homines eorumdem locorum, parte ex altera, petierunt sibi fieri litteram testimonialem pro quolibet postulante, quam notario subnominato altera pars pro altera parte et econtra jubserunt fiendam. In quorum premissorum omnium et singulorum fidem, vim, robur et testimonium, nos Petrus de Belloforti, dominus de Bussy, gubernator et ballivus Vuaudi, ad preces et requisitiones omnium prenominatorum quorum interest nobis relatas per Anthonium Essevuati de Rueria, clericum ballive Vuaudi juratum, viam universe carnis ingressum, de cujus registris post ejus obitum presentem litteram nondum levatam levari fecimus et grossari per Humbertum Signyodi de Rotondomonte, notarium, dicteque ballive Vuaudi juratum ac dictorum registrorum commissarium, qui nobis retulit se premissa in registris dicti quondam Anthonii Essevuati esse registrata et ab eisdem se levavisse, facti tamen substancia in aliquo non mutata, quibus juratis predictis super hiis vices mei sunt commisse et eisdem fidem plenariam adhibemus, si-

gillum namque Castellanie Rotondimontis hiis presentibus litteris duximus apponendum.

Datum die quinta mensis martii, anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo septimo.

Ego vero Humbertus Segniodi, etc.

Bandelettes pour le sceau intactes.

111

1498, 7 avril.

CONFIRMATION DES FRANCHISES DU PAYS DE VAUD, PAR PHILIBERT DUC DE SAVOIE.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Philibertus dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste, Sacri Romani imperii princeps vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, princeps Pedemontium, comes Gebennesii, Baugiaci et Rotundimontis, Baro Waudi, Gaij et Foucigniaci, Nicieque, Vercellarum Friburgi et Breyssie, etc., dominus, universis serie presentium facimus manifestum quod ad nostram venerunt presentiam spectabiles ac benedilecti fideles nostri Johannes de Staviaco dominus de Bussi et condominus de Mezières gubernator et Ballivus patrie nostre Waudi, Ludovicus Cerjat dominus de Combremont, Johannes de Villarsey dominus Deslay, Franciscus de Treytorrens dominus ipsius loci, Stephanus de Albona de Nividuno, Johannes de Albona de Morgia, Johannes Seignodi de Rotundomonte et Johannes Nicaty de Melduno, Ambassiatores Ecclesiasticorum, Nobilium, bonarum villarum, oppidorum et communitatum totius Baronie et patrie nostre Waudi huc ad nos destinati, qui nobis exposuerunt per bone memorie illustrissimos predecessores nostros ipsis Ecclesiasticis, Nobilibus, Burgensibus, hominibus et incolis bonarum Villarum, oppidorum et communitatum dicte totius Baronie et patrie nostre Waudi fuisse datas, concessas et concessa

franchisias, libertates, privilegia, immunitates et consuetudines ac usantia tam scriptas quam non scriptas quibus hactenus usi fuere dicti in Baronia et patria Waudi, supplicatumque ut ipsas eisdem ad opus ipsorum et eorum posteritatum et successorum confirmare et prorsus observari mandare dignaremur, quorum supplicationi annuentes, non immemores quanta ipsi homines dicte patrie nostre Waudi erga illustrissimos antecessores nostros fidelitate et liberali munificentia semper claruerunt, pro quibus speciali commendatione bene meriti favore et obsequio condonandi sunt, ut ferventius ad nobis obsequendum animentur, nos igitur freti consilio et consiliariorum nostrorum deliberatione, pro nobis et nostris heredibus et successoribus universis prefatis Ecclesiasticis, Nobilibus, Burgensibus et incolis bonarum villarum, oppidorum et communitatum dicte Patrie et Baronie Waudi, ad opus ipsorum et eorum posteritatum predictas franchisias, libertates, immunitates, privilegia, consuetudines et usantia, tam scriptas quam non scriptas, per dictos predecessores nostros concessas et concessa, confirmatas, juratas et confirmata, prout hactenus illis usi fuere, confirmamus, ratificamus et approbamus ac roboris firmitatem sub modis, conditionibus, reservationibus et formis in eisdem franchisiis contentis perpetuo obtinere volumus per presentes. Promittentes bona fide nostra, in verbo principis, etiam corporali juramento nostro ad sancta Dei Evangelia corporaliter prestito et sub nostrorum omnium et singulorum presentium et futurorum quorumcunque obligatione bonorum, predictas franchisias, libertates, immunitates, privilegia, consuetudines et usantia scriptas et non scriptas, eisdem eorumque posteritatibus, tenere, attendere, manutenere et observare et non contra facere, dicere, opponere vel venire per nos nec per alium modo quovis in futurum ; Mandantes propterea consiliis nobiscum et Chamberiaci residentibus, presidenti et magistris camere computorum nostrorum, Ballivo, castellanis, officiariis et commissariis dicti ballivatus

ac ceteris officiariis, fidelibus et subditis nostris presentibus et futuris ipsorumque officiariorum locatenentibus et cuilibet eorumdem sub pœna centum librarum fortium pro singulo dictis consiliis et de camera inferiore, quatenus predictas franchisias, libertates, immunitates, privilegia, consuetudines et usantia ut premittitur concessas et concessa quibus supra, teneant, attendant et observent ac per quosvis faciant inconcusse observari et in nullo contraveniant quomodolibet vel opponant, verum ipsis dictis franchisiis, libertatibus, privilegiis, immunitatibus, consuetudinibus et usantiis predictis, scriptis et non scriptis, ut supra absque impedimento, turbatione et molestia eisdem quomodolibet inferendis plene frui et gaudere patiantur et permittant, quibuscunque litteris, mandatis ac aliis in contrarium concessis adducendisque et facientibus repulsis et non obstantibus, quibus omnibus quoad hec ex dictis nostra certa scientia et de nostra potestatis plenitudine derogamus et derogatum esse volumus per presentes; datas Gebennis, die septima mensis aprilis, anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo octavo.

112

1498, 15 octobre.

PHILIBERT, DUC DE SAVOIE, CONFIRME LES FRANCHISES DU PAYS DE VAUD, ET SPÉCIALEMENT CELLE QUI NE PERMET PAS DE SOUSTRAIRE UN ACCUSÉ A SES JUGES NATURELS.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Philibertus Dux Sabaudie, Chablasii et Auguste, sacri romani imperii princeps, vicariusque perpetuus, marchio in Italia, princeps pedemontium, comes Baugiaci, Gebennesii et Rotundimontis, Baro Waudi, Foucigniaci ac Gaij, Nicieque Vercellarum ac Fryburgi... etc. dominus. Universis facimus manifestum quod parte ecclesiasticorum, nobilium, hominum-

que et communitatum patrie nostre Waudi nobis expositum extitit ipsis ecclesiasticis, nobilibus, hominibus et communitatibus patrie predicte Waudi concessas et concessa fuisse per illustrissimos nunquam delende memorie dominos metuendissimos predecessores nostros dominos dicte patrie Waudi, libertates, privilegia, franchesias, immunitates et capitula contentas et contenta in litteris super hoc confectis quibus relatio habeatur, ipsosque habere et habuisse consuetudinem in dicta patria per quam cavetur neminem subditorum nostrorum dicte patrie trahi posse nec debere alibi quam coram ipsorum subditorum nostrorum judice ordinario, nisi in casibus appellationum, nec non quando contingit aliquem ob crimen heresis vel homicidii aut latrocinii plecti, bona talium plexorum existentia penes Banneretos ipsius patrie et infra juriditiones ipsorum Banneretorum ipsis Banneretis ex forma dicte consuetudinis et liberis ipsorum plexorum legitimam in bonis talium plexorum pertinere et pertinuisse, et inde ipsas libertates, franchesias, immunitates, privilegia, capitula, scripta et non scripta hactenus observatas et observata, consuetudinemque predictam per dictos illustrissimos predecessores nostros et nos confirmatas et confirmata fuisse, quibus concessionibus et confirmationibus nonobstantibus, officiarios et commissarios nostros ipsas libertates, franchesias, immunitates, privilegia, capitula et consuetudinem quotidie ipsis infringere et rumpere et contra ipsa facere in maximum dicte patrie Waudi et subditorum ejusdem prejudicium, nobis hoc ideo humiliter supplicantes ut ipsis ecclesiasticis, nobilibus, hominibus et communitatibus dicte patrie Waudi conjunctim et divisim ipsas libertates, privilegia, franchesias, immunitates et capitula scriptas et non scripta, consuetudinemque predicte patrie Waudi observari mandare et facere consiliisque nobiscum et Chamberiaci residentibus ne audeant aliquem subditorum nostrorum predictorum coram ipsis trahi facere aut litteras concedere per quas ipsi subditi

nostre patrie Waudi coram ipsis consiliis trahantur, quod si secus fecerint ipsis litteris concedendi derogare ex nunc prout ex tunc et e contra quicquid inde factum fuerit irritare mentemque nostram super premissis declarare dignaremur; quorum supplicationi benevole inclinati annuentes, ex nostra certa scientia maturaque procerum et consiliariorum nostrorum infra scriptorum super premissis et infra scriptis deliberatione prehabita mentem nostram declaramus fuisse et esse, scilicet quod ipsis supplicantibus et eorum posteritatibus franchesie, libertates, privilegia, capitula, immunitates scripte et non scripte consuetudoque ipsius patrie Waudi hactenus per illustrissimos dominos nostros observandissimos et predecessores predictos observate ipsis in omnibus et per omnia ut supra observentur. Mandantes propterea consiliis predictis nobiscum et Chamberiaci residentibus, presidenti et magistris camere computorum nostrorum gubernatori, ballivo et procuratori Waudi, castellanisque Melduni, Nividuni, Morgie, de Cossonay, Yverduni, Rotundimontis, Paterniaci, Cudrifini, Cletarum, Sancte Crucis, et ceteris universis et singulis officiariis nostris mediatis et immediatis presentibus et futuris ipsorumque officiariorum loca tenentibus et cuilibet eorumdem, sub pena centum librarum fortium pro quolibet dictis consiliis et de camera inferiore, quatenus dictis supplicantibus et eorum posteritatibus conjunctim et divisim predictas libertates, franchesias, immunitates, capitula, scriptas et non scripta, et consuetudinem hactenus observatas et observata observent illesas et illesa et per quos intererit observari faciant et in nullo contraveniant quomodolibet vel opponant irritum et inane quicquid secus per dicta consilia, presidentem et magistros camere computorum nostrorum et ceteros officiarios nostros predictos in futurum fieri continget ex dicta nostra certa scientia ex nunc prout ex tunc et e contra esse decernentes oppositionibus, excusationibus, litteris, mandatis et aliis contrariantibus nonobstantibus quibus omnibus quoad

hec ex eadem nostra certa scientia derogamus. Datum Lausanne, die quinta mensis octobris, anno domini millesimo quatercentesimo nonagesimo octavo.

113

1513, 13 février.

S'ENSUIVENT LES ESTATUTS, ARTICLES ET ORDONNANCES FAITS PAR MESSIEURS LES NOBLES ET BONNES VILLES DU PAYS DE VAUD, A CAUSE DE LA RÉMOTION ET RÉVOCATION DES ESCOMUNIEMENTS.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot. — Grenus, No 72.

Et premierement que tous debtes pour une fois et censes annuelles, le Chastellain et Officier soient tenus et doivent toutes et quantefois que leur sera monstré obligance ou reconnaissance en papier ou parchemin, ou que la partie recongnoitra, ou censes, que les dits officiers soyent tenus et doivent donner des gages et des biens du debteur jusque à la tierce partie plus que la dite debte ne monte, lequel gage incontinent estre levé se doive vendre selon raison et coustume du pays; Monseigneur veult et ordonne le dit Chapitre estre en ses pays de Vaud observé, suivant la forme du tiers chapitre.

Item quant le créancier n'y pourra estre, que le serviteur ou député du dit créancier puisse faire lever, vendre et expédier par les dits officiers les gages du debteur, comme si le dit créancier estoit présent; Monseigneur veult le dit Chapitre estre observé par ainsi que le dit Messager fasse foi de sa demande devant l'ordinaire.

Item et si le dit debteur nye le debte qui sera monstré par lettre affirmant payement, qu'il soit tenu le dit payement monstrer dedans huit jours par lettre, et en cas que dedans les dits huit jours ne scait monstrer payement qui puisse avoir le serment de l'acteur qu'il n'aye ni payé ni satisfait; Et si le dit debteur recognoit le dit debte en la main de l'Officier, qu'il

ne se puisse faire recroire par le dit Officier quelque fiancement qui présente, Et que le dit Officier ne luy puisse faire recréance pour debte recogneu es mains des dits Officiers; Monseigneur le veult jouxte le contenu du premier.

Item que toutes lettres obligatoires en papier deheuement signées par main de Notaire ou *raudaire* signé ou par double de recognoissance signé pour avoir des gages, puissent, doivent et ayent valleur en jugement et dehors comme si elles estoyent levées en parchemin signées et scellées; Monseigneur le veult.

Item que tous officiers puissent gager pour les debtes des susdits des biens meubles et ayent la creance sans tesmoins depuis la somme de soixante sols en bas, et de plus grande somme ils doivent mener deux témoins, Et s'ils y gagent des biens immeubles, qu'ils doivent avoir deux tesmoins es levations, subhastations, selon raison et coustume du pays; Monseigneur le veult.

Item que pour le payement de la paine de l'Officier, le dit Officier doit avoir en la ville pour chaque gagement trois deniers, et dehors la ville pour chacune lieue douze deniers, sans compter le retour, et les suivants doivent avoir pour leur paine autant que l'officier sans compter le retour; Monseigneur veult et entend les bonnes et anciennes coustumes sur le chapitre que dessus soyent observées, et les abus si aucuns en y a reparés.

Item que de tous actes judiciaux, passements, absolutions et reconfirmations, le Chastellain ou celui qui a la Charge du Seel ne puisse avoir pour chacun acte que douze deniers; Monseigneur veult comme dessus.

Item que le Curial ne puisse ne doive avoir pour memorial plus de trois deniers, et la demande qui se pourrait faire reste à l'ordonnance du juge et des assistants; Monseigneur veult comme dessus.

Item que tous les passements, absolutions et aussi reconfir-

mations reçeues par le Curial, soyent levées ou non, doivent estre taxées par le Chastellain et les assistants de la Cour, touchant la valeur d'iceux ; Monseigneur veut comme dessus estre observée la bonne et ancienne coustume.

Item si discort estoit en la Cour, comme plusieurs fois advient, que le Chastellain le doive conseiller par Sages et coustumes, et rapporter s'il est pour debte simple dedans quinze jours, et s'il est pour fait de possession ou autre cause doit rapporter ou donner Sentence dedans trois sepmaines, s'il n'y entrevient continuation generale ou par volonté de partie, et les sentences données se doivent mener á exequution sans dilation quant il sera requis de partie selon raison et coustume du pays. Monseigneur entend le dit Chapitre estre observé.

Item que le Seig^r soit tenu de pourveoir l'acteur et le rée d'Advocats, Et qu'ils puissent compeller les Advocats qui se trouveront à la court, lesquels Advocats soyent tenus de parler pour la partie que leur sera commandé moyennant raisonnable salaire, c'est assavoir pour douze deniers ; Monseigneur veult que touchant le contenu du dit Chapitre de pourvoir Advocats à l'acteur et rée soit pourveu jouxte la bonne et ancienne coustume à salaire modéré.

Item que nul subjet de notre dit très redoubté Seigneur ne soit tenu ne doive commander à prestre quel qu'il soit testament, vendition, transaction ou autres lettres quelle qu'elle soit, et d'ici en avant si aucun s'en trouvoit, qu'elle soit de nulle valeur en jugement et dehors ; Monseigneur veult après les publications du contenu du dit Chapitre icelluy estre observé, excepté qu'il entend que en cas de nécessité les prestres recepvoir puissent testament tant seulement et non point autre contracts.

Item que nulle personne quelle qu'elle soit ni de quel estat que ce soit ne puisse ne doive ne a luy soit licite alléguer nul guerent en cause que ce soit, que ne doive respondre devant le juge ou la cause sera commencée, et en cas que le guerent

fait inhibition que le dit guerent est de nulle valleur ; Monseigneur veult icelluy estre observé.

Item que un chacun Notaire juré du baillage ou d'une Chastellanie puisse recepvoir tout astreignement, lequel astreignement doive avoir et ait sa valleur comme s'il estoit fait es mains de l'officier par lequel astreignement le dit Chastellain et Officier soyent tenus donner des gages à partie, vendre et subhaster selon raison et coutume du pays ; Monseigneur veult que ceste prérogative appartienne à ses Chastellains et Officiers.

Item que nulle personne quelle qu'elle soit ne puisse ne doive détirer par lettres appliques personne quelconque, par quelque privillege qu'il ait, hors de son propre juge ordinaire s'il ne fust pour bénéfices ou choses ecclésiastiques, et s'ils font du contraire que leurs biens soyent redduits en la main de nostre dit très redoubté Seigneur, et si n'ont des biens qu'ils soyent prins et détenus par la personne et mis en la main de nostre dit très redoupté Seigneur ou de ses Officiers; Monseigneur le remet à la disposition du droit et veult les contrevenans estre punis. Messieurs les nobles et bonnes villes supplient à nostre dit très redoupté Seigneur estre passé, nonobstant que Messieurs les Ecclesiastiques n'y consentent point.

Item que les prestres et autres personnes Ecclésiastiques ayants biens paternels et maternels ou autres qui ne sont point Ecclésiastiques ne puissent a cause des dits biens ou censes ou services que pour eux seront déheus tirer les gens du pays hors de leur juge ordinaire; Monseigneur entend que la disposition du droit sur ce soit observé.

Item Messieurs les Ecclésiastiques et Messieurs les Nobles ensemble les bonnes villes dyent que celluy qui fera assigner quelque personne et il ne forme sa demande à la première assignation que dedans au cet jour ne puisse faire assignation ne demande s'il n'y a cause légitime ; Monseigneur veult icelluy estre observé.

Item que l'Officier doive faire ouverture pour faire le gagement à ceux desquels il sera deheuement requis ayant deux temoings avec lui ; Monseigneur veult icelluy estre observé.

Item que le dit prohibition que nostre dit Seigneur fera ne se extende point contre ceux qui demanderont en jugement ceux que pour le passé se sont soumis a toutes conventions, et aussi aux causes es quelles le plaid a desjà esté paravant contesté ; Monseigneur l'accorde.

Item, Messieurs les ecclesiastiques semblablement ne entendent point de consentir en rien que aille contre leurs privilièges ecclesiastiques ; Monseigneur qui a esté toujours protecteur de l'Eglise, comme Messieurs ses prédécesseurs ont tousjours esté, n'entend point aussi de faire chose qui soit contre la liberté ecclésiastique, mais entend seulement de préserver sa juridiction et garder ses subjets de oppression et de affollement.

Item que la demande des missions et intérests des parties ne doive excéder la demande principale ; Monseigneur veult iceluy estre observé.

Item que Messieurs les Nobles et bonnes Villes n'entendent point par les articles dessus dits qu'ils doivent enfreindre es libertés et franchises du dit pays de Vaud ; mais supplient à mon dit très redoupté Seigneur icelles estre tousiours preservées et gardées ; Monseigneur n'entend point pour les choses dessus dites enfreindre les franchises et libertés du pays de Vaud, sinon en tant que ces chapitres contiennent, et ce qu'il en fait est à leur contemplation et requeste.

Item qu'il plaise à nostre dit très redoupté Seigneur mander et faire jurer tous Officiers du dit pays de Vaud, tant mediats qu'immediats, de observer les Chapitres susdits et faire par ceux a qui appartiendra sans en rien y contrevenir jouxte observer la forme et contenu d'iceux ; Monseigneur le veult.

Karolus dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste, sacri romani

imperii princeps, Vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, princeps Pedemontium, Comes Gebennesii, Baugiaci et Rotundi montis, Baro Waudi Gay et Foucigniaci Nicieque Vercellarum et Bressie, etc., dominus, dilectis gubernatori et ballivo, Castellanisque et ceteris Officiariis patrie nostre Waudi, universisque et singulis Officiariis nostris mediatis et immediatis quibus presentes pervenerint seu ipsorum loca tenentibus, salutem: Visis et per Consilium nobiscum residens de nostri mandato visitatis capitulis et ordinationibus presentibus annexis, nec non responsionibus in fine cujuslibet ipsorum per nos factis et omnibus in eis contentis mature pensatis; ipsiusque Consilii et procerum nostrorum infra nominatorum super his matura deliberatione prehabita; Volentes subditis nostris supplicantibus de remedio opportuno providere et jurisdictionem nostram temporalem tueri et preservare, ex nostra igitur certa scientia, vobis et vestrum cuilibet in solidum prout unicuique spectaverit et suo suberit officio, precipimus, commitimus et mandamus sub pœna centum librarum fortium pro quolibet, quatenus omnibus quibus expedierit etiam voce preconis locis et moribus talia fieri solitis, sub pœna bampni sexaginta solidorum et interesse partis proquolibet vice qualibet qua contra factum fuerit, nostri parte inhibeatis quibus et nos per expressum sic prohibemus ne eosdem supplicantes alterum ve ipsorum conjunctim vel divisim pro re mere prophana civili vel criminali et ad forum ecclesiasticum minime pertinenti. Ad curias vetitas contra et preter formam decretorum nostrorum trahere aut alias quomodolibet inquietare habeant, audeant, vel presumant idve per quempiam fieri faciant patiantur vel permittant in quantum pœnam predictam secus agentem incurrere formidant, et insuper eadem capitula et contenta in eisdemque rata et grata habemus eisdem supplicantibus et suis juxta illarum responsiones teneatis, attendatis, et inviolabiliter observatis, et juxta illarum formam et tenorem debite procedatis, agatisque et faciatis prout in eisdem continetur,

mentem nostram propterea declarantes quod per concessionem hujusmodi litterarum nostrarum non intendimus privilegiis, libertatibus et franchesiis eisdem supplicantibus jam concessis in quoquam derogatum iri, quibuscunque oppositionibus, exceptionibus, litteris, mandatis et aliis contrariantibus non obstantibus has in premissorum testimonium concedentes: Supplicationi itaque fidelium subditorum nostrorum nobilium hominum et communitatum patrie nostre Vaudi, super his nobis facte benevole inclinati, etc.

Datum Chamberiaci, die tresdecima mensis februarii, millesimo quingentesimo tresdecimo.

Trolliet, avec paraphe.

Per Dominum presentibus Dominis,
Francisco de Luneburgo ;
Vincente Marticii, secretario de Sabaudia ;
Domino Pantalerii ;
Francisco Marescalli Domino Maxi ;
Domino Baleymis, Barone Sancti Germani ;
Laffrando Passerii, Domino fiscali ;
Francisco Ribost, Domino Persiani, magistro hopitii.

Receptum est presens dominicale mandatum cum honore et reverentia decente per spectabilem virum dominum Johannem de Staviaco, Dominum de Bussi et condominum de Mezières, gubernatorem et Ballivum Waudi, se offerentem parere mandatis nisi si et in quantum contra libertates et franchesias patrie Waudi facere posset quas illesas servare juravit, et inde exequutum et publicatum est una etiam cum capitulis et ordinationibus presentibus annexis per honestum Franciscum de Puteo, nuntium generalem ballivatus Waudi, in loco Melduni locis talia fieri solitis, sub pœna retro contenta cum inhibitionibus in eisdem litteris contentis nihil de contingentibus in eisdem obmittendo, alta et intelligibili voce, in foro Melduni

publice loco ubi major pars gentium congregata erat, presentibus in premissis providis viris Rudolpho Decimatoris, Francisco de Bulo, Bonifacio Brideri, Burgensibus Melduni, Johanne de Deley Burgense Staviaci et Humberto Frossard de Brenles, testibus ad hec vocatis.

Datum die lune post Dominicam de Oculi, ultima mensis februarii, anno domini millesimo quingentesimo duodecimo ab annuntiatione Dominica sumto [1].

De jussu et precepto prefati Ballivi et gubernatoris Vaudi.

N. Frossardy.

Le sceau pendant sur papier.

114

1515, 8 novembre.

FRANCHISES DU ROI DES ARQUEBUSIERS DE LA VILLE D'YVERDON.

Archives d'Yverdon, nº 22.

Carolus dux Sabaudie, Chablaysii et Auguste, Sacri romani imperii princeps, vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, Princeps Pedemontium, Comes Gebennensis, Baugiaci et Rotondimontis, Baro Vaudi, Gay et Faucigniaci, Nicieque, Vercellarum ac Breissie dominus, universis sit manifestum quod nos visa supplicatione subannexa et ejus tenore considerato, causis in eadem expressis aliisque bonis moti respectibus, ex nostra certa scientia, benedilectis, fidelibus nostris supplicantibus, presentibus et futuris, in ludis et exerciis ludorum arcus, colovrine et balliste, Regem annualiter (ut supplicant)

[1] En comparant la date de la promulgation avec celle de l'acte lui-même, on peut parfaitement se faire une idée de la différence usitée dans le mode de computation des années. En Savoie l'année commençait à Noël, tandis que dans le pays de Vaud elle commençait à l'Annonciation, soit le 25 mars. De là vient que tandis qu'à Chambéry on datait du mois de février 1513, à Moudon on datait encore de l'année 1512. Cet usage a duré jusqu'à la réformation.

deputandi et eligendi, licentiam et authoritatem damus et conferimus per presentes, eumdem sic eligendum Regem et deputandum ab omnium pedagiorum, tributorum, leydarum, vendarum, contributionum, gabellarum, communium et aliorum onerum imponendorum solutione, ab inde in totis Dominiis nostris tam cis quam ultra montes, durante duntaxat anno sui regni, eximentes et liberantes, dummodo dolus non intervenerit et Rex sic eligendus si mercator existat suas proprias et non alienas conducat merces ; mandantes propterea, consiliis nobiscum Chamberiaci et Thaurini residentibus, presidenti et magistris camere computorum nostrorum gubernatoribus, Ballivis, judicibus, Castellanis, Clericis curiarum, Pedagiatoribus, Gabellatoribus, ac ceteris universis et singulis officiariis et subdictis nostris mediatis et immediatis quibus spectabit et presentes pervenerint, seu ipsorum locatenentibus et cuilibet eorumdem, sub pena centum librarum fortium pro quolibet dictis consiliis et de camera inferiori, quatenus hujusmodi concessionis et largitionis literas nostras, prefatis supplicantibus, juxta ipsarum tenorem, teneant et observent, et per quorum intererit observari faciant, nec Reges ut supra deputandos ad solutionem aliquorum onerum compellant, in nulloque contraveniant quomodolibet vel opponant, contrariantibus quibuscunque nonobstantibus. Datum Gebennis, die octava mensis novembris, millesimo quingentesimo decimo quinto. — Subsignatum Pingon.

115

1517, 12 novembre.

CHARLES, DUC DE SAVOIE, CONFIRME LES FRANCHISES DU PAYS DE VAUD.

Nouveau recueil de Moudon, vidimus de Tissot.

Karolus dux Sabaudie, Chablasii et Auguste, Sacri Romani imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia,

princeps Pedemontium, comes Gebennesii, Baugiaci et Rotundimontis, Baro Waudi, Gaii et Foucigniaci, Nicieque ac Vercellarum et Breyssie, etc., dominus. Universis facimus manifestum, quod nos visis litteris illustrissimi nunquam delende memorie domini et fratris nostri honorandi domini Philiberti tunc Sabaudie ducis, benedilectis fidelibus nostris Ecclesiasticis, Nobilibus et communitatibus patrie nostre Waudi concessis, subannexis, et earum tenore considerato, supplicationi itaque parte eorumdem super infrascriptis in hoc primo adventu nostro in dictam patriam nobis facte benevole annuentes, nolentes de eisdem fidelibus nostris minus bene mereri quos caritate et benevolentia pii principis more prosequimur, ex nostra igitur certa scientia, consiliique nostri super hiis deliberatione prehabita, pro nobis et nostris quibuscunque litteras ipsas subannexas una cum franchisiis, libertatibus, immunitatibus, privilegiis, capitulis scriptis et non scriptis, consuetudineque dicte patrie per illustrissimos predecessores nostros confirmatis et hactenus observatis, eisdem supplicantibus et eorum posteritati harum serie confirmamus et approbamus ac roboris firmitatem obtinere volumus, promittentes bona fide nostra et in verbo principis, predictas franchisias, libertates, capitula, privilegia, consuetudines et immunitates scriptas et non scriptas ut supra confirmatas et observatas eisdem eorumque posteritatibus tenere, attendere et observare et non contrafacere vel venire quomodolibet in futurum. Mandantes propterea consiliis nobiscum et Chamberiaci residentibus, presidenti et magistris camere computorum nostrorum, gubernatori, ballivo et procuratore Waudi, Castellanisque Melduni, Nividuni, Morgie, de Cossonay, Yverduni, Rotundimontis, Staviaci, Rote, Paterniaci, Cudrifini, Cletarum et Sancte Crucis, ac ceteris universis et singulis officiariis nostris mediatis et immediatis, presentibus et futuris, ipsorumque officiariorum loca tenentibus et cuilibet eorumdem, sub pena centum librarum fortium pro quolibet dictis consiliis et de camera inferiore, qua-

tenus dictis supplicantibus et eorum posteritatibus conjunctim et divisim predictas libertates, franchesias, consuetudines et immunitates scriptas et non scriptas hactenus observatas observent, observarique faciant illesas et in nullo contraveniant quomodolibet vel opponant, irritum et inane quicquid secus in futurum fieri continget ex dicta nostra certa scientia decernentes, oppositionibus, excusationibus, litteris, mandatis et aliis contrariantibus non obstantibus.

Datas in Rotundomonte, die duodecima mensis novembris, millesimo quinquagesimo decimoseptimo.

Signatum Julliet.

Grand sceau en cire rouge.

116

1517, 28 novembre.

INSTRUMENTUM CONSTITUTIONIS SYNDICORUM ET PROCURATORUM COMMUNITATIS PATERNIACI.

Vidimus, Chamberiaci, die quinta aprilis anno 1535.
Recueil du baron d'Estavayer, t. II, p. 426 à 430.

Nos Franciscus Boveti, jurium doctor, vicarius et officialis decanatus Sabaudie pro reverendo in Christo patre et domino domino Laurentio Alemandi, miseratione divina episcopo Gratianopolitanensi, universis facimus manifestum quod nos vidimus, legimus, tenuimus et de verbo ad verbum inspeximus instrumentum constitutionis sindicorum et procuratorum communitatis et hominum loci Paterniaci, receptum et signatum per egregium Petrum Gachet, notarium, sub die sabati ante festum beati Andree apostoli anno Domini millesimo quingentesimo decimo septimo, sanum quidem, non vitiatum, non cancellatum, non abrasum nec in aliqua sui parte suspectum, sed omni prorsus vitio et suspicione carens, cujus quidem instrumenti tenor sequitur et est talis :

« In nomine Domini, amen. Anno a nativitate ejusdem Domini millesimo quingentesimo decimo septimo, die vero sabati ante festum beati Andree apostoli, in presentia honestorum virorum Bartholomei Niblo et Petri Gillet, universis sit manifestum quod congregato et convocato loco consueto, sono campane, et more solito ad infrascripta peragendum consilio communitatis et hominum loci Paterniaci, in quo aderant Johannes Grisso, Claudius Silvaz, Johannes Chero, Johannes Chantallet, Johannes Michie, Claudius de Ripa, Georgius Banquetaz, Petrus Rapin, Johannes Plumetaz, gubernator, Philibertus Savary, Martinus Cordey, Philibertus Ruera, Franciscus Ramus, Nicolletus Tabussort, Ludovicus Ansel, Johannes Guillermin et Petrus Jacand, facientes ultra duas partes ($^2/_3$) consilii et totum ipsum consilium et communitatem et homines dicti loci Paterniaci representantes eis melioribus via, modo et forma quibus melius et validius facere possunt, constituunt eorum sindicos et speciales procuratores nobiles et generosos dominos Petrum Mistralis, scultetum, et Guichardum Mistralis, banderetum, fratres, dicti loci Paterniaci, presentes et onus hujusmodi in se suscipientes ad se nomine communitatis et hominum dicti loci Paterniaci presentandum juramentum fidelitatis et homagii in suis vel ab eodem deputandis manibus, modis et formis quibus predecessores ipsorum constitutionum predecessoribus prelibati illustrissimi domini domini nostri ducis prestitisse dignoscentes, necnon ad supplicandum illustrissimo domino domino nostro duci ut dignetur confirmare franchesias et libertates dicte ville Paterniaci tam scriptas quam non scriptas necnon et privilegia omnia ipse communitati et hominibus Paterniaci per serenissimos Romanorum reges ac illustrissimos Sabaudie primo loco comites et dominos duces concessa, necnon ad resortum faciendum villagium de Sancto-Albino en Vulliez cum terra et mandamento dicti loci Paterniaci et ad omnia alia que in premissis ac eorum dependentibus, et connexis eis videbuntur opportuna, promittentes prenominati

constituentes suo et quo supra nomine, sub vinculo eorum juramenti in manibus mei notarii tactis corporaliter Scripturis prestiti, omnia et singula per dictos procuratores gerenda habere rata, grata et firma, ipsisque non contrafacere et obligatione omnium et quorumcunque sub hypotheca suorum et dicte communitatis bonorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum, refectioneque omnium dampnorum, expensarum et interesse. De quibus jussum fuit per me notarium subscriptum fieri debere unum publicum instrumentum dictamine sapientis si fuerit opportunum. Datum et actum Paterniaci ut supra. Et ego Petrus Gachet, clericus Paterniaci, Lausannensis diocesis, apostolica et imperiali auctoritatibus notarius publicus, qui premissis omnibus dum sicut agerentur et fierent una cum prenominatis testibus presens interfui, igitur hoc presens publicum instrumentum quamvis manu aliena fideliter scriptum confeci et me subscripsi et signavi cum appositione signeti mei consueti in testimonium premissorum. »

(Signavit) Gachet.

Et quia, facta debita collatione de presenti transumpto cum proprio originali preinserto, utrumque concordare invenimus nihil addito vel detracto ac mutato quod habeat facti substantiam in aliquo variare, ideo nos dicti vicarius et officialis, supradictum transumptum manu nostra signatum sigillo quo utimur sigillari et per secretarium signari nostrum, cui quidem transumpto fidem in juditio et extra adhibendam decernimus quanta adhiberetur dicto proprio originali preinserto, has de premissis egregio procuratori fiscali Sabaudie deposcenti concedentes testimoniales.

Datum Chamberiaci die quinta aprilis anno millesimo quingentesimo trigesimo quinto.

Franciscus Boveti, officialis
et vicarius.

117

1517, 1er décembre.

CONFIRMATION DES LIBERTÉS ET FRANCHISES DE LA VILLE DE PAYERNE PAR CHARLES, DUC DE SAVOIE.

Vidimus du 11 décembre 1517.

Recueil du baron d'Estavayer, t. II, p. 417 à 421.

Consilium illustrissimi principis et domini nostri domini Charoli Sabaudie ducis, etc., secum ordinarie residens. Universis sit manifestum quod nos vidimus, legimus, tenuimus, palpavimus et de verbo ad verbum legi, teneri et palpari fecimus per ducalem secretarium et nostrum subsignatum originales litteras infrascriptas, non viciatas, cancellatas, corrosas, nec in aliqua earum parte suspectas, sed omni prorsus vicio et suspicione carentes, quarum tenor sequitur et est talis :

« Karolus, dux Sabaudie, Chablasii et Auguste, sacri Romani Imperii princeps vicariusque perpetuus, marchio in Italia, princeps Pedemontium, comes Gebennensis, Baugiaci et Rotundimontis, barò Vuaudi, Gaii et Faucigniaci, Nicieque ac Vercellarum et Breyssie, etc., dominus, universis facimus manifestum quod, cum bene dilecti fideles nostri burgenses homines et communitas Paterniaci ad nos nuper destinaverint dilectos fideles nostros Petrum Mistralis sindicum et Girardum Mistralis banderetum, fratres, de dicto loco, eorum nuntios, sindicos et procuratores speciales, qui nobis humiliter supplicarunt quathenus franchesias, privilegia, libertates et immunitates tam scriptas quam non scriptas eisdem hominibus et communitati per serenissimos imperatores ac illustrissimos predecessores nostros comites et duces concessas, confirmatas et observatas eisdem confirmare dignaremur, paratos se offerentes nomine dicte communitatis nobis homagii et fidelitatis

juramentum prestare et alia facere erga nos que bonos et fideles decent. Nos autem, qui, majorum nostrorum more, omnes nobis submissos pie semper fovere et pertractare cupimus, predicte supplicationi benevole annuentes, eosdem sindicos et procuratores ad infrascripta libenter admisimus et recepimus eisdemque hominibus et communitati et eorum posteritati serie presentium, ex nostra certa scientia, dictas franchesias, privilegia, immunitates et libertates prout per illustrissimos predecessores nostros confirmate et observate fuerunt harum serie confirmamus et approbamus ac roboris firmitatem obtinere volumus, promittentes propterea bona fide nostra et in verbo principis easdem franchesias, libertates et immunitates ut supra confirmatas et hactenus observatas eisdem observare et non contra venire quomodolibet, verum eosdem ut bonos et fideles nostros pro justitia tueri, defendere et fovere, mandantes hoc ideo consiliis nobiscum et Chamberiaci residentibus, presidenti et magistris camere computorum nostrorum, ballivo et procuratori Vaudi ac ceteris universis et singulis officiariis nostris ad quos spectabit et ipsorum cuilibet sub pœna centum librarum fortium pro quolibet dictis consiliis et de camera inferiore, quathenus dictas libertates, immunitates et franchesias hactenus ut supra observatas, hasque nostras illarum confirmatorias eisdem hominibus et communitati observent, observarique faciant illesas quoniam sic fieri volumus, ipsi enim procuratores et sindici, pro et nomine dicte communitatis virtuteque dicte potestatis sibi per eam attribute constante sindicatus seu procurationis instrumento per Petrum Gachet notarium ut in eo legitur publice sub anno et indictione presentialiter currente et die sabbati ante festum beati Andree proxime decursum recepto, subscripto et signato ac secretario nostro subsignato exhibito, dictum homagii et fidelitatis juramentum nobis heredibusque et successoribus super sanctis Dei Evangeliis ultro et corporaliter prestiterunt, cum clausulis et solempnitatibus in talibus opportunis, has in

testimonium concedentes, datas Lausanne die prima mensis decembris anno millesimo quingentesimo decimo septimo. Per dominum, presentibus dominis reverendo Claudio de Seysello archiepiscopo thaurinensi, reverendo Claudio d'Estaviaco episcopo bellicensi, Johanne comite Gruerie, Philiberto de Palude comite de Varax, Claudio de Balleysone barone Sancti Germani, Francisco Provana, Johanne de Lucerna, Jhieronimo de Agaciis, Joffredo Passein advocato fiscali.

Signavit : Vulliet.

Et, quia facta debita collatione de presenti transumpto seu *vidimus* ad proprium originale suprascriptarum litterarum utrumque exemplum videlicet et exemplar concordare invenimus, ideo hoc presens authenticum seu *vidimus* egregio procuratori fiscali Sabaudie generali sic requirenti concedentes et fiendum duximus, cui perinde tantam fidem in judicio et extra adhibendam fore decrevimus quanta dicto proprio originali adhiberetur absque dubitatione quacunque, has in premissorum testimonio concedentes sigillo cancellarie prelibati illustrissimi ducis corroboratas et per eumdem secretarium signatas, datas Gebennis die undecima mensis decembris anno millesimo quingentesimo decimo septimo.

Per consilium, presentibus domino Francisco Provana, Johanne de Lucerna, Jhieronimo de Agaciis, collateralibus, Joffredo Passein, advocato fiscali. Pistoni.

118

1526, 7 avril, et 1527, 4 mars.

DROITS, LIBERTÉS ET FRANCHISES DU PAYS DE LA ROCHE, RECONNUS PAR SÉBASTIEN DE MONTFAUCON, ÉVÊQUE DE LAUSANNE, ET CONFIRMÉS EN 1535 PAR L'AVOYER ET CONSEIL DE LA VILLE DE FRIBOURG.

Archives de La Roche.

Sebastian de Montfalcon, par la grace de Dieu Euesque et

prince de Lausanne, Faisons scauoir a vngchescungs, commen ainsi soit que en nostre juridicion et seigniorie, territoyre et pays de La Roche, pres de Frybourg, en nostre diocese de Lausanne, soyent estee par le temps passé et soyent a present pluseurs droys, franchises, libertés et costumes tenues et obseruées jouxte les droyt imperial, comment aultrement tant par nous comment par nous predecesseurs Euesque de Lausanne et seigneur du dict pays de La Roche, commen aussi par nostres bien aymés et fiaulx subjet dudict pays. Lesquels droys, franchises, libertés et costumes par le temps passé ne sont pas estey mys et rediges par escript, pour quoi plusieurs différans sont estés entre nous soubjet et aultres leurs voysins. Et à ceste cause pour la part de nostres dict bien aymes et fiaulx soubjet de La Roche, tant pour la déclaration de nous droys, comment pour la conseruation des libertés et franchises dudict pays, nous a estey supplié que voullissons admetre, conceder et fayre reduyre par escript en perpetuelle memoyre les articles cy apres escript. Et nous Leuesque et prince dessus dict considerant que la memoyre de lhomme est labille et la vie briefue, et que chose vtille sera a nostredict soubjet quant quelque cas ou differant souruiendra d'auoir recours esdict articles et droyt escript. Et pour ce nous ledict Euesque, pour nous et pour nous successeurs, de nostre certayne science a la supplication de nous feaulx soubjet dessus dict jnclins, avons consede et consedons et amectons lesdict articles sans prejudicier à nostres aultres juridicions, preeheminences et auctorité, Et aussi sans prejudice des aultres droys, libertés et franchises dudict nostre pays de La Roche desquels articles la teneur est tieulle.

Et premierement ilz est dancianité du droit oudict pays que ilz puyssent tous les ans esliere ung Mestraulz pour le pays la diemenche apres natiuité sainct Johan Baptiste, par le mode et magniere que sensuit. Cest que tous les ans les paysans congregués ensemble ou dict pays doyvent esliere quatre

preudhommes du dict pays souffisant et ydonnées, lesquels doyvent esliere trois aultres hommes souffisant et ydonnées avecq lancian mestraulx, et lequel desdict quatre qui aura le plus de voys des paysans sera mestraulx pour celle année, et les aultres troys seront des jurés pour celle année, lequel Mestraulx novellement mys et eslieu avecq lesdict troys proudhommes dudict pays aviont charge et puissance de esliere neuff preudhommes du dict pays de plus proudhomes et apparissant pour assister avecq la justice et fayre droyt a vng chescungs audict pays et conseillier les affayres et prouffit dudict seigneur et dudict pays. Et estre yceux eslieu lesdict juréz et payssans seront tenus premierement presenter ledict Mestraulx nouellement eslieu au chastellain dudict mon Reuerend seigneur Leuesque de Lausanne, qui pour adoncq sera ordonné ou dict pays, lequel sera tenu luy donner le serment, mais que tel mestraulx soyt agreable ou seigneur. Et estre fayt le serment par ledict Mestraulx, ycelluy Mestraulx sera tenu apres donner le serement aux douzes jurés dudict pays de debuoir juger et connoystre bien et loyallement des causes qui leurs seront mises par deuant en la justice et cours dudict lieux, aussi de maintenir les droys dudict seigneur et de tout le pays.

Item est aussi du droyt dudict pays que celluy qui seroit eslieust mestraulx faysoit reffus de lestre et qui ne le voulisse accepter, deburas payer vingt et quatre gros aux paysans, adoncques celluy des aultres troys qui sera eslieu par le plus et qui aura plus des voyes des paysans, sera Mestraulx comment dessus, et silz reffuse il debura payer aux paysans aussi vingt et quatre gros monnoye de bon Lausanne. Et sil reffusent tous quatre ilz deburont chescungs payer vingt et quatre gros. Et si ainsi estoit que reffussent tous quatre, adoncq les paysans en deburons esliere aultres quatres et celluy de eux qui aura plus de voys sera mestraulx, et sil reffusse sera tenu aussi payer vingt et quatre gros dicte monnoye, et ainsi consequement

chescungs reffussant debura cella payer, et tousjour celluy qui aura plus de voyes debura estre mestraulx comment dessus.

Item estre mys le mestraulx et jurés deburont mettre troys preudhommes pour tasser les gages qui seront achesu par droyt, et celluy de eux qui reffuseroit de lestre debura donner dix solx aux paysans. Et pour chescungs gages quil tasseront avront troys sol de Frybourg.

Item est de droyt que se aulcung par courroux en desbat occis et tue ung aultre oudict pays, et celluy qui ainsi fera et ilz est pris ilz debura estre decollé, et se ilz nest pris lon luy debura fayre ung partuys dessus le teit dudict coulpable sus la freste dudict toyt de sa maison, et ycelluy laisser ung an entier, et estre passé lan les enfans dudict coulpable et heritiers le porront recrouar et tenir les biens dudict coulpable sans ce que le seigneur lour doyge rien desmander, sinon le bam de soxante sol, si la clame et grouse en a estey fayte. Et ce ledit coulpable retornoit au pays et ilz estoyt pris de la justice, il debura estre decollé, reserué la grace dudict seigneur, et ses biens confisqué oudict seigneur. Cest assauoir son droyt et part des biens, sans ceque la femme ne les enfans doygent rien perdre de leur droyt.

Item est de droyt oudict pays que se aulcung en deffendant sont corps tue ung aultre qui lasouldroit, celluy ne sera tenu de habandonner le pays ne sa mayson ne ses biens, mais debura estre quitte, par vehu que ilz puisse prouver qui laye fayt pour soy deffendre par temoyns dignes et de foy.

Item est de droit oudict pays que se deux hommes soy battent et que ilz fassent sang et le blessé se grouse ou plaint, et ilz soy trouve que lautre qui la blessé luy aye couruz dessus et commencé le desbat, que dehuement soy porra prouver, sera enchesu oudict seigneur en soxante solz de ban bonne monnoye et soxante à la partie. Et celluy qui en soy deffendant bleseroit ung aultre que dehuement se porroit prouuer ne debura nul ban.

Item est de droit ou dict pays que quiconque desrobera oudict pays, ou que sera detenuz oudict pays par clame pour larcin qui monteroit a la somme de cinq sol, debura estre fuatté scellon la cognoyssance des dozes jurés et jurer hors du pays. Et sil desrobe la seconde foy ou plus de cincq sol, et ilz a clamme, ilz doyvra estre pendu scellung ladicte congnoyssance des douzes jurés. Et ses biens tant qui toschent sa portion confisqué ou seigneur.

Item est de droyt ou dict pays que quiconques dudict pays soy trouveroit avecq deux ou pluseurs qui se battroyent, celluy ou ceux ont puissance de leur metre la paix et seurté et leur fayre commandement de la tenir et celluy qui leur commandera et ilz ne veuillent obeir, yceux qui seront inhobeysant et quil ne vouldroyent donner la seurté deburont estre en prison obscure oudict pays quatorzes jours et nuit et non partir dicelle prison dedans celluy terme ; Et au partir debura payer ou seigneur sept libures monnoye de Fribourg et autant aux paysans. Et ou partir de la prison ilz debura jurer que de telle prison nen fera piez a nulz, et pour ce sera excusé de layser le pays.

Item est de droyt oudict pays que celluy qui aura donné la seurté et ilz la romp et qui soyt dehuement prouvé, toutefoys qui ny aye mort, debura estre en prison obscure ou pays quatorzes jours et quatorzes nuit et dicelle non partir le terme durant, et payer et jurer comment en larticle susdict et ne debura layser le pays, et nonobstant qui aye juré qui nen fera piez a nulz et partie requiert la seurté juree, len la leur doyt donner.

Item est du droyt que quiconque romproit la seurté jurée par parolles ou de fayt, sans effusion de sang, debura estre ung moys en prison obscure ou pays et devant partir dycelle payer ou seigneur quinzes libures monnoye de Frybourg et autant aux paysans avecq les coustes et missions et estre bandis dehors du pays ung an entier et estre imfame.

Item est du droyt que celluy qui en rompant la seurté jurée tuerait ung homme, sinon qui feuse sus son corps deffendant, celluy debura estre decapité et ses biens tant qui tosche sa portion confisqués ou seigneur, reserué la grace du seigneur.

Item est du droyt du pays que quiconque sera jugé à mory ou dict pays pour ses meffait de quelque mort que ce soit, les biens dug tieulx ainsi jugé seront confisqués ou dict seigneur tant qui tosche sa part et portion, Et les biens de la femme et des enfants leur deburont desmorer entier sans ce que le seigneur leur en doyge rien desmander.

Item est de droyt ou dict pays que tous les paysans sont tenu seruir leur seigneur ung jour entier en fayt darmes et de cheualgie et auxi en faysant excecution pour ledict leur seigneur, ainsi toutefoys debuoir a entendre que celluy mesme jour ilz sen puissent retorner en leur mayson, et sil sen volloit seruir plus avant il sera tenu leur donner gage raysonnable.

Item est aussi du droit que quand le Chastellain n'enquiert les offenses faytes ou dict pays dedans ung an , que depuis en la ne les peult ne doyt desmander ny enquerir.

Item est de droit que chescungs prisonnier incontinent qui est pris avant qui sorte de prison doit ou mestraulx troys sol Lausanne.

Item est aussi du droit que ledict mestraulx quant ilz a vng prisonnier ilz en doyt avoir la charge et le garder si bien que ne le perde, et si le laysoit perdre et en aller par fraulx et barat, ilz sera tenu en respondre ou seigneur et aux paysans et estre ou dangier dudict prisonnier et respondre pour luy, reserué la grace dudict seigneur. Et semblablement sera du chastellain comment les prisonniers luy seroyent remis.

Item est de droit dudict pays que se aulcungs est commandé en justice par le mestraulx et ilz ne compart le premier jour ne sera point condanne a nul ban, et sil ne compart le second jour ilz sera pour six solz bonne monnoye, et sil ne compart le tier jour et l'acteur ouse maintenir par son serment ce

qui desmande, le rée sera tenu satisfaire a l'acteur sa desmande a six libures de ban, soxante solz ou seigneur et soxante sols a la partie, et ce dedans quinzes jours.

Item est de droit ou dict pays que les jurés dudict pays soyent tenus tous les londi de lanné, aux termes apres escript, tenir la justice ou lieug ordonne depuis huit heures en tout temps jusque a mie jour et despuis en la ou volloir du mestraulx et des jurés, cest assauoir depuis le jour feste sainct Bertholomey jusque a la sainct Andryen, toutesfoys le porront leuer trois semaynes pour semer les blés, et despuys la sainct Andryen cesseront jusque ou lundi apres sainct Ilayre, et despuis ledict lundi on la tiendra jusqua ce qui allent sus les champs pour semer les avoynes, et puis cesseront jusque ou lundi de Quasimodo, et puys tiendront la dicte cours jusques quinzes jours avant natiuité sainct Johan Baptiste, et despuis ledict terme cesseront jusque a sainct Bartholomey inclusiuement.

Item est de droyt oudict pays que ou temps que len tiendra la cour ou justice et lon a lettre ou obligie ou que partie recougnoysse, le mestraulx pourra donner des gages aux crenceurs, lesquels gages auront course de troys semaines, et passees les dictes troys semaynes seront achesu ou dict crinceur par vehu qui deburont estre tassés par les troys preudhommes du pays, ordonne ou tier de plus que le debto dudict crinceur ne monte et luy seront deliurés. Et ce le debteur neywe le debto et le crinceur prent en justice, et ilz peult prouver dehuement que ledict debteur est entenu oudict crenceur ledict debteur le doit payer a soxante solz de ban au seigneur et soxante a la partie avecq les coustes et missions, Et le mestraulx doit donner des gages du debteur apres de ce que le debto monte avecq le tiers de plus, Et premierement doyt desliurer des meubles et ou deffault dyceux de la terre ou plus pres de la mayson, Et se pour un debto le mestraulx desliure pluseurs gages lung apres laultre d'une venue, toutesfoys le taxeurs ne auront que

troys sol pour les taxes Et les gages soy doygent mener ou lieuf ou lon tient la justice ou enqui au ilz playra ou mestraulz, Et dedans vingt et quatre heures le debteur doit amener les taxeurs sil sont ou pays, et sil ne le fayt le crinceur peult enmener les gages sains tasser, Et se tous les tasseurs nestoyent present ou qui fussent trop charge de quelque tasse le mestraulz leur doit donner ung ou deux par leur serment et leur commander par ban de dix sol pety.

Item est de droit que nul ne doit fayre tenir la justice ne achepter le droit hors des jours ordonnayres, sinon pour quelque chose qui soy perdroit ou pour maintenir lonneur de quelcung, et celluy qui achepte le droit doit payer pour ung-chescungs jour qui achepte ledict droit ou mestraulx dix sol pety et aux jures troys libures petytes payer contentes deuant que tenir justice.

Item quicunque barreroit ung aultre oudict pays soit paysan ou estrange soit tenu donner on mestraulx troys gros et puis fiancer, et luy debura lon fayre droit incontinent en tout temps, Et se celluy qui feroit la barre soy trouaue en tort doit porter coustes et missions a celluy qui auroit barre, et ce a soxante sol de ban ou seigneur et soxante a la partie qui aura droit.

Item est aussi de droit ou dict pays quecunque se tiendroyt pour aggraué du droit qui luy seroit fayt en la dicte justice de La Roche, ilz porra appeller par deuant le noble et magniffique conseil de la ville de Frybourg, et doyvra lappelant incontinent donner a la justice six gros bonne monnoye, et fayre escripre son appel par le clers de la dicte justice et estre vehu par lesdicts jures ledict appel et cause se debura mettre en la main du mestraulx dudict pays lequel le doit pourter par deuant ledict noble et magniffique conseil de Frybourg. Et ce que par ledict noble et magniffique conseil sera fait et sentencé les parties deburont perpetuellement tenir et obseruer, et celluy qui sera cougneu avoir tord doyvra payer toutes coustes, missions et despens.

Item aussi est de droit oudict pays que nul ne doit juger ne connoystre oudict pays de La Roche, si non les jurés qui sont ordonnés a ce fayre.

Item est de droit oudict pays qui peuvent mettre les mussilies sus le pays les douzes jures avecq le mestraulx sans autres.

Item est droyt oudict pays que les paysans peuvent vser des parsquier commons, des joux noyres et des aultres boys, pour leur vsages et affoyage et marinage pour leurs maysons, reserué toutesfoys au boys dudict seigneur estant dessoub le chastiaulx de La Roche, ouquel lesdict paysans nauront nul droit de talie; Aussi auront ilz droit aux reuieres pour erger (irriguer) leur possessions et pour pescher et abreuer leur bestes seullement.

Item est de droit oudict pays que le pere est maystre et gouerneur de tous ses enfans et biens, tandisque ses enfans sont indeuis avecq ledit pere et qui sont de menu eage, mays quant sont en eage legitiesme ledit pere ne doit vendre nulles possessions sans le voulloir desdict ses enfans, aussi ne debura vendre ledict pere nulles possessions sans la volunté de sa femme. Toutesfoys sera ledict pere maystre de vendre des meubles sans la voulunté de la femme et des enfans.

Item est de droit que le pere nest tenu donner partage a ses enfans avant quil soye marié par le voloir du pere, Et nauront a la vie du pere nul partage en ses biens jusque apres sa mort.

Item est de droit audict pays que estre mariés les enfans par le volloir du pere, et ilz voillient auoir leur portion ilz la leur doit donner, cest assauoir la moytié de tous ses biens et laultre moytié a luy; Et se ilz veut remettre ung ou pluseurs de ses enfans avecq luy et se lesdict enfans remis avecq le pere moroyent sans hoirs loyaulx de leurs corps procreé sucede a celluy, Et se le pere mourt sans fayre donnation et disposicion les enfans qui sont avecq le pere seront heritiers

de luy pour le tout. Et se deux ou pluseurs enfans estre deuis de avecq le pere tirent ensemble, et ilz convient morir lung lautre lerite et le pere nia rien.

Item est de droit que quant les enfans dung pere meurent estre avecq le pere sans fayre donnation, le pere les herite comment dessus esdict. Et se aussi estoit que tous les enfans meurissent avant la mere, adoncq la mere sera heritiere et debura sucedir en leritage desdict ses enfans, Et estre morte la mere apres ses enfans, le plus prochain delle en la lignie de consanguinité sera son hoirs, se elle nen ordonne en sa sainté.

Item est de droit aussi que estre mort pere et mere et viuant les enfans, et se lesdict enfants meurent sans hoirs loyaulx ou fayre donnation ou ordonnance, adoncq les plus prochain en la lignie de consanguinité, tant a part pere comment a part mere, leur deburont succeder et avoir leritage, cest assauoir les plus prochain dapart le pere les biens du pere don ilz dependent, Et les biens de la mere les plus prochain delle.

Item se aulcung pere moroit laysant femme et enfans et puis apres convient morir tous les enfans sans hoirs ne fayre donnation, et apres convient morir la mere, lesdict ses enfans sans hoirs legitiesme ou sans fayre disposition ou donnation de ses biens et quil neusent nul parens ou pays, le mestraulx et jurés du pays deburont garder ledict heritage par ung an entier, Et estre passé lan lesdict mestraulx et jurés deburont donner la quarte partie desdict biens pour lameur de Dieu la au sera le mieux employé sellon leur consience, la moitié ou seigneur dudict lieux, et laultre quarte part sera aux paysans pour mettre ou prouffit du bien publicque dudict pays.

Item si nulle femme ayant mary ne peult fayre pasche ne marchie sans le voulloir du mary, sinon jusque a quatre dinier, et si ainsi estoit que elle feust marchiande et que elle achepta et vendit publicquement, adoncq elle sera tenue payer ses debtes et aussi ceux de son mary telles et quelles se troueront.

Item est du droit au dict pays que se aulcune femme sorviuant son mary ayant des enfans dycelluy, tandis quelle sera sans marier, porra desmouré avecq lesdict ses enfans sus les biens dudict son mary toutesfoys sans les vendre ni engager ; Et se elle se marie elle debura avoir tel bien et mariage quelle aura apporte ensemble son augmentement comment porra aparoystre par lettre ou aultrement. Et si ainsi estoit que lesdict ses enfans ne la voulissent bien entretenir de coste son estat, adoncq ycelle femme tandis quelle sera en vefuetté pourrast jouir et avoir toute la moytié des biens relactie par son mary et les jouir sains toutesfoys les vendre ne engager ne aliener. Et semblablement sera de l'homme qui viendra desmorer sus les biens de la femme, aura semblable droit sus les biens de la femme.

Item est de droit au dict pays que la femme desmorant sus les biens de son mary et que lon luy aye presente la esliete, se elle veult vser sus les biens ou avoir son mariage avecq laugmentement et elle prent les vfs son mariage se font entierement.

Item est de droit que se aulcung homme paysan dudict lieuff auoit des enfans de deux femmes, chescuns desdict enfans seront esgaulx aux biens du pere et chescungs doyvra auoir les biens de sa mere a part, Et semblablement de la femme ycelle auoir enfans de deux mary, les enfans seront esgaulx aux biens de la mere et auront chescuns les biens de leur pere.

Item est aussi du droit dudict pays que le seigneur ne doyt loger en la mayson du paysan oultre sa voulunté ne le molester pour ce en magnire qui soit.

Item est aussi du droit que lon ne doyt nul prendre sans clame ou proces, ou que lon trouasse le larcin, ne nulz mener hors du lieu, senon que le cas feust si gros que le falisse mener aultre part, ne mettre a torture sans cougnoissance, Et quand quelcung fera clame sus aultre doyvra estre incarsseré jusque de la contre partie sera sehue la verité de la clame

fayte sil a estey ainsi acoustumey et non aultrement, et se aulcung auoit acqueru par pechie quelque biens et ilz en voulloit esmender et fayre satisfaction ce porra ilz fayre tandis que sera en sainté, et si apres venoit en maladie et ilz lui souenait qui nauroit pas asses esmendé, le porrast encores esmender et reffayre de la valleur de soxante solz.

Item se aucung paysant donnoit en garde quelque argent ou oultre chose à la femme d'ung aultre, le mary dycelle que gardera ledit argent ne sera tenu restituir ycelluy argent.

Item est aussi le droit que se le filz de quelque pere fayt aulcung debto tand en depense que aultrement tandis qui est avecq le pere et en puissance du pere, ledict son pere nest tenu payer ledict debto tandi qui sera avecq luy, Et se ledict pere avoit donne sa portion oudict fil, et ilz achepte et vend en faissant ses affaires, adonc sera tenu payer ses debtes qu'il feroit et auroit fayt.

Item se aulcung fil auoit pris quelque chose a son pere ou a sa mere oultre la vollunté desdict pere et mere, et lesdict pere et mere sauoyent au ilz laye vendu ilz le doyvent plaindre ou mestraulx, lequel sera tenuz fayre rendre sans aulcune offensse ne payement desdict pere et mere.

Item si aulcung fayt dommage a son voysin par ses bestes, ilz doyt esmender ledict dommage ou luy habandonner lesdictes bestes.

Item est de droit que ungchescung paysant peult vendre et achepter et aussi exchanger ses possessions piece par piece sans contredict de nul, saulue et reserué le droit du seigneur qui soy trouue estre dehu.

Item est de droit quicunque vouldroit habiter audict pays venant destrange lieuf doit fayre certiffication dequel lieux et parentage ilz est, et estre cella fayt debura donner soxante sol bons, desquels les trente seront au seigneur et les aultres trente ou bien publicque du dict pays.

Item se aulcung enclos les pasquier avecq ses possessions

et que peult dehuement prouver ung chescungs complayniant, sera tenu le rée esmender ou seigneur soxante sol et au conquirant soxante solz, et se aulcung met ses bestes dedans ledict pasquier qui auroit ainsi cloz ne sera a celluy qui a cloz ledict pasquier en aulcune esmende.

Item est de droit que se aulcung dudict pays a possedy aulcune possession par achept ou aultrement an et jour sans condredict de nulz, celluy ne doyt estre despoillié de ladicte possession sains droit et justice et cognoissance des jurés du dict pays.

Item se aulcung aultre la deffensse qui luy seroit fayte entre en la mayson dung aultre paysant, et celluy fayt plainte et qui le puisse prover, ycelluy sera tenu payer ou seigneur soxante sol et à la partie soxante solz, ensemble tel dommayge que luy auroit portey.

Item que nul paysant ne doit prendre par droit laultre paysant sinon par deuant le mestraulz et jurés du pays, sinon que ilz feust pour mariage ou aultre cas spirituel ou par deuant le seigneur se le cas le requeroït.

Item se aulcung joynne ou estrangier disoit aulcunes parolles iniurieuses a aulcung honneste homme paysant, et ycelluy paysan ou quelque aultre donnoit vne laffée de la main, celluy ne sera tenu a nulle esmende ne ou seigneur ne a la partie.

Item se aulcung qui ne seroit du pays vouloit prendre par droit ung paysant, ycelluy estrange avant que le paysant responde luy doit donner vne fiance, et incontinent que luy aura donne fiance debura respondre en droit ledict paysant, reserué que pour un debto nest tenu de donner fiance.

Item se aulcung est fiance et ilz est commande en droit et ilz respond sera pour six solz de ban, et se la dicte fiance prent par droyt celluy pour lequel ilz a fiancé et ilz atend le droit sera tenu ou seigneur en soxante sol et soxante sol à la partie et payera coustes et missions.

Se aulcung presente champ de bataillie a ung oudict pays

doit esmender au seigneur soxante sol et a la partie soxante solz.

Se le pere et les enfants font aulcung contract entre eux aussi entre le mary et la femme doit tousiours estre de value, sinon que de la volenté des deux parties soit reuoquee, mays que nul ne soit estey contraint a fayre tel contract.

Item nul du pays ne doit aller sur le marché de laultre pour luy oster, et celluy qui fayt le contrayre doit esmender ou seigneur soxante sol et a la partie aultant.

Item quilconque hoste feroit mauluayse mesure et ce se proueroit, ycelluy doyt au seigneur soxant sol, au conplenyant soxante sol, et celluy qui li mettra de lauve sera reputé larront.

Item quiconque vouldroit commander ou citer ung paysant en droit le doit fayre commander le diemenche.

Item ont les jurés de chescungs ban congnehu dix solz bonne monnoye, Si a estey ainsi acostume, non pas aultrement.

Item si aulcung despend chye ung hoste et ilz ne veul payer, adoncq l'hoste le doit citer par deuant la justice, et sil peut prouver qui luy deyge, le mestraulx luy doit donner de ses gages et biens de celluy jusque ilz soit contente de sa despense. Et se ilz nast de quoy payer ilz doit deffendre a tous les paysans que nul ne luy donne a boyre ne a mainger jusque ilz ayt satisfait, Et celluy qui feroit le contrayre debura payer pour luy.

Se aulcung entre ou jourdil daultruy sans son voulloir ou que gette dedans pierres ou baston qui fassent dommage, et sil est de nuit sera repute pour larront, Et silz est de jour ilz doit esmender ou seigneur soxante sol et aultant a la partie conquerant.

Item quicunque hoste qui vent vin oudict pays a tauerne ou a pinte doit payer pour chescung cher de vin douzes gros au pays, et pour chescungs cheivallée deux sol de Frybourg, lesquels se deburont payer aux paysans pour mettre ou prouffit

du bien publicque ; Et ne debura nulz entauerner nul cher de vin ne somme que le vin ne soit taxé soub la poynne de soxante solz, la moytié ou seigneur et laultre moytié aux paysans, Et si vent an et jour ilz doit avoir ung cher franc pour son boyre, Et estre juré ce que le cher de vin coste et les missions, et jlz vent plus qui luy sera taxé sera pour soxante sols Lausanney de ban la moytié ou seigneur et laultre aux paysans. Et celluy qui commence doit vendre an et jour entier reserué necessité de chemin pour quinses jour ou troys semanes ou dangier euident, pour vehu qui doit auoir quatre florins pour son trayre et doit donner le pot pour le pris a luy taxé, et sil ne veult ne doit vendre de quarante jour, et si fayt du contrayre sera entenu ou ban de soxante solz la moytié ou seigneur et laultre moytié aux paysans.

Item est du droit oudict pays que quant ilz se feroy ung hommicide ou que se troueroit en quelque lieu dudict pays vne personne morte en quelque sorte que ce feust, celluy mort ne doit estre leué du lieu que premie ne soit visité par le mestraulx et deux ou troys des jurés, et estre visité les parens et amis le porront recullir ; Et si ainsi estoit qui neust amis qui le voulsist recuillir, le mestraulx le debura garder ou fayre garder vingt et quatre heures pour sauoir silz aura nulz qui le veullie recuillir, et se dedans ledict terme nulz ne vient ledict mestraulx le debura fayre enseuellir, et le mestraulx auoit suspicion sus quelcung qui soy pensa estre coulpable dudict fait, ilz le debura assigner et ister contre luy et desmander le droit contre luy par deuant les dozes jurés, lesqueles en deburont jugié tout ainsi que le droit du pays le porte et comment aultre foys a este accoustumey.

Item aussi est de droit ou dict pays que se dauenture en ung desbat auoit pluseurs hommes, et que en ycelluy desbat aulcung feust nauré a mort ou que incontinent morust, et pluseurs en estoyent aculpey ou clame fusse fayte contre eux et ung diceux prenoit le cas sus luy confessant luy auoir donné

le coup de la mort, les aculpés en sus lesquels on auroit fayt clame deburont estre quittes et liberes dudict meffait, en tant que celluy qui prendroit le fait feust du desbat et non aultrement, et qui ne peult prouuer par gens dignes de foy que les aculpés feussent cause du cas.

Item est du droit que tous les hommes dudict pays de La Roche doyvent resortir ou chastiaulx de La Roche et fayre droit par deuant l'officier, et les jurés deburont connoystre scellon les drois jmperiaulx et assister a la justice quantes foys qui seront desmandé pour les affaires du seigneur.

Item est de droit aussi que deuant est escript que vnchescungs dudict pays peult vendre, engagié ou en aultre magniere aliener de ses possessions, terres, mayson et edifices piece par piece, reserué le droit du seigneur, et le seigneur doit auoir la reprise de la chose vendue engagée ou alienée en quelque sorte que ce soit, Cest assauoir autant de reprise comment la chose alienée deburoit de cense, Et le seigneur ladicte vendition pour ladicte repreise debura luer et confirmer. Et ne se doit reprise ne a mutacion de seigneur ne de tenementiers sinon par alienation, comment aultrefoys a este a coustume et ainsi comment se peult contenir eys recognoissances du seigneur.

Item est aussi du droit oudict pays que quant deux se sont pris par mariage scellung les bons vfs du pays sans fayre nulles lettres ne paches, le premier qui deffault de ce monde sans auoir enfans ensemble que adoncq soyent viuant comment celluy sorviuant et desmorant en vie doit estre heritiers du premier trespasé en tous ses biens, Et si ilz a lettre ou pasches leritage debura desmorer scellung le contenu des lettres ou pasches.

Item est de droit que vngchescungs paysant estre parti dauecq pere et mere freres et sours et aussi auecq ses enfans, ilz porrast donner vendre et aliener ses biens a qui que luy plaira.

Item est de droit audict pays que loste ne peult mantenir de ce que on a despendu du sien par son serement sinon a troys sol. Se aulcung paysant aultre la volenté de loste part hors de la mayson qui ne ait payé ce que ast despendu, le mestraulx le porra gager et payer loste avecq les missions et loste soit acroyre jusque a troys solz par son serement. Et se ilz nest pas paysant adonc loste le peut prendre et detenir jusque a ce qui laye contenté ce qui a despendu. Et puis qui aura paye loste, le seigneur ne perdra pas son droit a soxante solz et loste le doit notifier ou seigneur que pour ce ilz lauoit retenu et ce sur la payne de soxante solz.

Item quant lon commencera a mesonner vne fin de bleff, que nulz ne doit mener beste en la dicte fin jusque la derniere gerbe soit emmenee, desoub le ban de vingt sol, la moytié ou seigneur et aux paysant laultre moytié.

Item est de droit, que ceux qui despendent ensemble en vng escot soyent en seurté juree ou aultre seurté elle n'est pas pour ce bas ne quitte se tant non que eux deux boyvent bas ladicte seurté ou que par aultre gens ilz soyent acordé.

Item est du droit oudict pays que nulz puis que ilz seroit en seurté auecq luy ne luy doit contredire le vin se vng aultre ly veult donner a boyre, ne aussi ne luy doit point contredire lescot, bien peult ilz contredire que ne luy donne a boyre en sa coppe ou en son voyrre.

Item est du droit se deux ont desbat en magniere qui se navrent, et le navrey se plain et clame de laultre et le rée met avant qui la fait a son corps deffendant, ilz le doit bien et dehuement prouver, et si le prouve jlz doit estre quitte ; Et si ne peult prouver ledict navré doit jurer avecq sa playe que ledict rée laye ainsi nauré, et estre fayt le serement ilz est a croyre et le rée doit esmender ou seigneur soxante solz de ban et aultant à la partie avecq coustes et missions.

Item si quelque enfans puppille et orphellins soyent sans tueurs et gouerneurs, que le mestraulx et les jurés puissent

et doygent esliere vng ou deux tueurs souffissant et les compellir a ce fayre, lesquels soyent tenu de jurer de gouerner bien lesdicts orphellins et leurs biens et de rendre bon compte esdicts enfans au temps qui sera congneu par le mestraulx et jures.

Item est du droit au dict pays que se aulcung desmande en menassent malicieusement hors de sa mayson qui se prouve dehuement, ilz doit ou seigneur soxante sol et aultant aux paysans.

Item si deux sont en seurté jurée ou non jurée et gens de bien se meslent pour le acorder ou eux mesmes sacordent, ilz le peuvent fayre sans offence mais silz ne feust rompue deuant l'acord.

Item est de droit quelle clame qui soit fayte lacteur doit prover sa clame et estre produit les tesmoins que ly playra et oyees leurs dispositions valides ou nom pour lacteur ilz ne peult auoir le serement du rée, mays se ilz ne veult prouver et que ilz layse aller toutes prouves adoncq ilz peut auoir le serement du rée et se ilz jure doit estre quitte.

Item se aulcung paysant ou nom paysant vend mayson terre ou possessions quecunques dedans les termes du pays a aulcung, le plus prochain en consanguinité du dict vendeur pay sant ou nom peult dedans an et jour auoir celluy marchié se ilz veult pour le pris que laultre lauroit et les missions pour ce faytes dehuement, et se le parent ne le veult ou ung paysant le plus prochain de celle chose vendue le peult avoir pour celluy pris, par veu que celle chose soit vendue a vng estrange, mays se elle est vendue a vng paysant et le paysant ne le veult demorera a lachepteur. Et doit fayre serement celluy qui veult auoir la proximité eys sains euangilles de Dieu que celluy marchié wille pour luy seullement sans nulz agayt, Et doit garder ce que a achepté par vng an entier apres lachept.

Item est aussi de droit que quant le mestraulx est assis avecq les jurés pour tenir la justice, et aulcung desmentoit vng aul-

tre des assistans, doit estre condampné a troys florins, la moytié ou seigneur et laultre aux paysans incontinant ou fiancer.

Celluy qui fiert du poent doit soxante sol monnoye de Lausanne la moytié au seigneur et laultre a la justice.

Et celluy qui tiere daygue malicieusement sans ferir doit six libures bonnes, les troys au seigneur et les aultres troys a la justice, sinon que quelcung aye plaint, car celluy avra la moytié dudict ban avecq la justice et se ilz navre doit doble ban.

Et se ilz ocist ou tue pendent que la justice se tient, et ilz peult estre pris, doit estre decapité et sa porcion de ses biens ou seigneur confisqués, reserué la part de sa femme et de ses enfans, reserué aussi la grace du seigneur.

Item se deux de leurs ont des possessions lung pres de laultre ilz doyvent fayre la closon par moyten, et compellir lung laultre a le fayre eys lieu qui soy doyvent fayre et clore comment prez specialement reserué eys fins.

Item est de droit audict pays que vngchescung paysant peult tenir ses possessions closes avecq le paul sans contradicion, reserué chemins et hissues.

Item est de droit audict pays que le musilliers qui se mettent audict pays, sil trouvent vng estrange non paysant tailliant eys joux le porront gagé pour chescungs arbre qui aura taillie pour trente et six gros, douzes gros ou seigneur et douzes aux paysans et les aultres douzes eys mussilliers. Et si ne se veult layser gager lesdicts mussilliers le pouvent notiffie a vng ban.

Item est de droit oudict pays que estre congregué tous les paysans ensemble pour les affayres du bien publicque, que ce qui est fait par le plus doit estre fait et le moins doit ensuivre le plus, reserué que le cas ne soit contre lautorité, juridition et prejudice du seigneur nous successeurs en nostre esgliese.

Et nous leuesque et prince dessus nommé lesdicts articles drois, libertés et franchises, louons, ratiffions et approuons les queulx ausy tous noustres feaulx subges dudict nostre pays

de La Roche ont lué, ratiffié et approué, et afinque lesdicts articles puissent estre mieulx obserué et accomply mandons et commandons a tous noustres officiers tant spirituel que temporel, soub la peyne de nostre indignation, qui doybgent tenir et obseruer et fayre obseruer lesdicts articles, droys, libertés et franchises et les contrevenans pugnir, corriger et compellir ainssy que dessus est mentioné, Et en tesmoing de verité avons commandé et commandons ces presentes lettres seler du seaul de nostre chambre et signer du signet manuel de nos trecommissayre general Johan Gigniliat, Et en tesmoyng de la ratiffication faicte par nous dict subget nostre feal commissayre de La Roche Glaude du Riaulx ausy a mys son signet manuel données et datées touchant nostre auctorité, concession et confirmation a Lausanne en noustre chasteaulx de Sainct Mayre, le septiesme jour du moys dauril, lan nostre seigneur corant mille cincq cent vingt et six, et touchant la rattiffication fayte par noz subges de La Roche le vingt et quatriesme jour du moys de mars, lan pris a la Natiuité nostre Seigneur corant mille cincq cent vingt et sept. Et si cas avenoit que ou temps aduenir que a la supplication de nous dict subjet de La Roche feust requis dajoindre, ouster ou diminuer, nous noz reseruons à nous et à nous successeurs ausi la declaration, interpretation et mitigation des sus dict articles.

Per Reverendum dominum episcopum et principem prefatum,

J^s Gignilliat. Glaude du Riaulx.

Sceau de l'Evêque sur cire rouge.

A l'acte précédent est joint celui qui suit : ils sont unis par la bande de parchemin qui porte le sceau de Fribourg.

Nous laduoyé et conseil de la ville de Fribourg faysons scauoir, comme aujourdhui sont estér par deuant nous les commis de nous feaulx et trescher bourgeoys de la Rouche, nous ont donner dentendre comment par cy deuant tresreuerend

seignieurs mons^r de Lausanne leur prince et eulx cestion conuenuz de mettre leur liberté et franchise par escript lesquelles nous ont monstré, nous requerant despuis que ledist nostre reuerend seignieur mons^r de Lausanne cestoit conuenuz et accorder avecq toutte la connuaulte et que desia les lettres estyon faictes lesquelles nous ont produyt, et que de ceste heure estion de vouloir la plus grand parthie de leurs gens de obseruer et viure jouxte lesdictes franchises et liberthées, nous ont supplié que fust de nostre playsir de vouloir aussy reconfirmer, affinque ils puissent de tant mieulz jouyer et gaudir dycelles, dont auons cognuz leur requeste estre raysonnable, sur ce auons consentir a la reconfirmation dycelles liberthées et franchyses comme se constent par la lettre sy dernier annexee, Et que lesdist nous bourgeois de La Rouche dycy en avant deuront gaudir et sen ayder en vertu de ces presentes, lesquelles auons commander a nostre fealz secretayre Anthoenne Krumenstoll, et les auons sceler de nostre seaulx secret, donner le quinziesme jour de julliet, lan nostre Seignieur courant mille cinq cent et trente cinq.

A. Krumenstoll.

Sceau de Fribourg sur cire verte.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

Pag. 72. *Franchises de Châtel-Saint-Denis.* — A la mention un peu brève de ces franchises, il convient d'ajouter les explications qui suivent :

L'acte du 12 janvier 1336 est une concession d'Aymon, comte de Savoie, datée de Chillon et reproduite dans un vidimus de l'official de la cour de Lausanne, en date du 26 juillet 1421. La concession du comte Aymon n'était pas un acte nouveau, mais la confirmation des franchises accordées antérieurement par le comte Amédée V, son père. Ces franchises primitives, dont la date n'est pas parvenue jusqu'à nous, se placent donc entre les années 1285 et 1323.

L'acte du comte Aymon commence en ces termes : Nos Aymo, comes Sabaudie, etc. Notum facimus quod nos fidelium nostrorum universitatis ville nostre Sancti Dionisii in Fruencia supplicationibus inclinati franchisiam sibi per genitorem nostrum Amedeum comitem Sabaudie quondam concessam, que nuper extitit per universale ipsius ville incendium exusta, de novo confirmamus, etc. Cujus franchesie tenor talis est. Nos Amedeus, comes Sabaudie, etc. (Suivent les franchises semblables à celles de Moudon.) A la fin : In cujus rei testimonium, etc. Datum apud castrum nostrum Chillionis, 12 jan. 1336.

Pag. 232, ligne 29, 25 février 1412, *lisez :* 24 février 1412.

— 235, lignes 4 et 5, nisi de ipsius oblatoris, *lisez* : nisi de ipsius obolatoris.

— — ligne 18, vicesima quinta mensis februarii, *lisez :* vicesima quarta mensis februarii.

— 336, dernière ligne, Sebastiant de Montfalcon, *lisez :* Sebastian de Montfalcon.

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

DES DOCUMENTS CONTENUS DANS CE VOLUME

LES CLÉES.

COPPET.

COSSONAY.

CORBIÈRES.

ECHALLENS.

ESTAVAYER.

GRANDCOUR.

MONTREUX.

MORGES.

MOUDON.

NYON.

ORBE.

PALÉZIEUX.

PAYERNE.

PENEY.

LA ROCHE.

ROMONT.

RUE.

SAINT-CERGUES.

TOUR-DE-PEILZ PRÈS VEVEY.

VAUD (PAYS DE).

VAULRUZ.

VEVEY.

VILLENEUVE.

YVERDON.

TABLE DES MATIÈRES

LAUSANNE. — IMPRIMERIE GEORGES BRIDEL.



